

**COMMISSION PERMANENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

(I)

Réunion du 30 janvier 2023

DELIBERATIONS

(n^{os} 23.CP.I.1 à 23.CP.I.44)

1^{er} Recueil

Service de l'Assemblée

COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL

en date du 30 janvier 2023

CERTIFICAT d'AFFICHAGE

Le Président du Conseil départemental de la Dordogne

ATTESTE que les délibérations suivantes :

Administration générale, finances, commande publique, rapporteur du budget
(M. LAMONERIE)

- 1) Demande de remises gracieuses des créances départementales dues par trois bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à Domicile. - *Adoptée à l'unanimité*
- 2) Extension du Centre de Documentation et d'Information (CDI) et réaménagement du rez-de-chaussée du Collège Leroi Gourhan au BUGUE. Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'ouvrage entre le Département et l'Agence Technique Départementale (ATD 24). - *Adoptée à l'unanimité*
- 3) Reconstruction du Centre Médico-Social "Les Chaudronniers" à PERIGUEUX. Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département et l'Agence Technique Départementale (ATD 24). - *Adoptée à l'unanimité*
- 4) Restructuration de la cuisine du Collège Eugène Leroy à BERGERAC. Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département et l'Agence Technique Départementale (ATD 24). - *Adoptée à l'unanimité*
- 5) Personnel départemental. Convention 2023-2024-2025 de Partenariat de Formation Professionnelle Territorialisée entre le Département de la Dordogne et la Délégation Nouvelle-Aquitaine du CNFPT. - *Adoptée à l'unanimité*
- 6) Participation au Salon International de l'Agriculture 2023. Remboursement de frais de déplacement. - *Adoptée à l'unanimité*

7) Budget Participatif Dordogne-Périgord 2022. Liste des Associations lauréates. Approbation de convention et avenant types. - *Adoptée à l'unanimité*

8) Avenant n° 4 au contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation des Châteaux de BIRON et BOURDEILLES et du Cloître de l'Abbaye de CADOUIN (Lot 1). - *Adoptée à l'unanimité*

Jeunesse et Sports (Mme BOUCAUD)

9) Direction des Sports et de la Jeunesse. Subventions au titre du "Chèque-Sport Dordogne-Périgord". - *Adoptée à l'unanimité*

Agriculture, forêt et aménagement rural (M. BAZINET)

10) Salon International de l'Agriculture 2023. Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne et l'Association l'Agora des Champs. - *Adoptée à l'unanimité*

11) Commune de CAMPAGNE. Forêt départementale de CAMPAGNE. Office National des Forêts (ONF). Coupes de bois 2023. - *Adoptée à l'unanimité*

12) Communes de LA JEMAYE et d'ECHOURNAC. Forêts départementales de La JEMAYE et du PARCOT. Office National des Forêts (ONF). Coupes de bois - Travaux forestiers 2023. - *Adoptée à l'unanimité*

Solidarité - Personnes Âgées (M. LAJUGIE)

13) Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) expérimental à compter du 1^{er} janvier 2023 pour le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) de la Fédération ADMR - Modification de l'annexe financière. - *Adoptée à l'unanimité*

Solidarité - Enfance et famille, Insertion, Economie sociale et solidaire (M. RANOUX)

14) Conventions relatives au renouvellement de l'interface informatique pour la transmission des données issues de l'état civil - avis de naissance des Communes de PERIGUEUX et BERGERAC. - *Adoptée à l'unanimité*

14) Conventions relatives au renouvellement de l'interface informatique pour la transmission des données issues de l'état civil - avis de naissance des Communes de PERIGUEUX et BERGERAC. - *Adoptée à l'unanimité*

15) Création d'un livret "Préconisations de la PMI (Protection Maternelle et Infantile) sur les conditions de sécurité au domicile de l'Assistant familial accueillant des enfants de moins de 6 ans". - *Adoptée à l'unanimité*

- 16) Réactualisation du livret " Préconisations de la PMI (Protection Maternelle et Infantile) sur les conditions de sécurité au domicile de l'Assistant maternel". - *Adoptée à l'unanimité*
- 17) Frais de garde durant la formation obligatoire des Assistants(es) Maternels(les). - *Adoptée à l'unanimité*
- 18) Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne et la Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord pour le Lieu d'Accueil Enfants-Parents "Entre deux". - *Adoptée à l'unanimité*
- 19) Convention-type de partenariat avec les Collèges départementaux et l'Association de Prévention Spécialisée "LE CHEMIN" de PERIGUEUX. - *Adoptée à l'unanimité*

Santé et démographie médicale (M. RANOUX)

- 20) Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne et le Centre Hospitalier de PERIGUEUX. - *Adoptée à l'unanimité*

Culture, Langue et culture occitanes (Mme ANGLARD)

- 21) Convention spécifique 2023 entre le Département de la Dordogne et la SEMITOUR-PERIGORD, exposition d'hiver au Château de Biron. - *Adoptée à l'unanimité*
- 22) Fonds Départemental d'Art Contemporain (FDAC). Convention-type relative à la mise à disposition d'œuvres. - *Adoptée à l'unanimité*
- 23) Convention entre le Département de la Dordogne et Mme Annie CHAISSAC, fille de Gaston CHAISSAC relative au don d'une oeuvre de l'artiste. - *Adoptée à l'unanimité*

Education (M. TEILLAC)

- 24) Guide des procédures "Modalités de collaboration entre le Département et les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (EPL). Actualisation 2022/2023. - *Adoptée à l'unanimité*
- 25) Répartition de subventions au titre du Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH). - *Adoptée à l'unanimité*
- 26) Collège Léonce Bourliaguet de THIVIERS. Attribution d'une aide au transport des élèves pour les cours d'Education Physique et Sportive (EPS). - *Adoptée à l'unanimité*
- 27) Conventions d'occupation de logement à titre précaire dans les Collèges pour l'année scolaire 2022-2023. 3ème attribution. - *Adoptée à l'unanimité*

Solidarités territoriales et développement local (Mme LABARTHE)

28) Contrats de Projets Communaux 2022-2024. Programmation financière initiale des Cantons du Pays de La Force, Pays de Montaigne et Gurson, Ribérac et Vallée de l'Homme.
- *Adoptée à l'unanimité*

Routes et Mobilités (M. MAGNE)

29) Travaux d'aménagement des Routes départementales n° 46, 49, 50 et 703. Communes de CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN, SAINT-CYPRIEN, CASTELS-ET-BÉZENAC, LALINDE. Création d'un carrefour giratoire et traverses de bourg. - *Adoptée à l'unanimité*

30) Routes départementales n° 936 et 10E3. Commune de MONTCARET. Traverse de bourg. Affectation d'autorisation de programme. - *Adoptée à l'unanimité*

31) "Grand Site de France VALLÉE DE LA VÉZÈRE". Opération de valorisation des falaises et des belvédères. Convention d'application 2023. - *Adoptée à l'unanimité*

32) Budget annexe - Parc Départemental. Vente de véhicules, engins et autres matériels.
- *Adoptée à l'unanimité*

33) Transaction foncière sur le territoire de la Commune de COULOUNIEIX-CHAMIERES.
- *Adoptée à l'unanimité*

34) Transactions foncières sur le territoire des Communes de CARSAC-AILLAC, de CHANCELADE, de MARSAC-SUR-L'ISLE et de PERIGUEUX. Création d'une servitude de visibilité sur le territoire de la Commune de DUSSAC. - *Adoptée à l'unanimité*

Habitat (Mme NEVERS)

35) Politique Départementale de l'Habitat. Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Public. Modifications de délibérations de la Commission Permanente. Attribution de subventions. - *Adoptée à l'unanimité*

36) Politique Départementale de l'Habitat. Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Privé. Informations sur les décisions prises par le Président du Conseil départemental lors de Commissions Locales d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) au titre de l'année 2022. *Prend acte*

37) Politique Départementale de l'Habitat. Convention partenariale d'objectifs et de moyens entre le Département de la Dordogne et l'OPH PERIGORD HABITAT. Attribution de subvention. - *Adoptée à l'unanimité*

38) Politique Départementale de l'Habitat. Aide à la production de logements très sociaux pour les Communes soumises à l'article 55 de la loi SRU pour tous les Bailleurs sociaux. Attribution de subvention. - *Adoptée à l'unanimité*

39) Politique Départementale de l'Habitat. Avenant n° 3 à la convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPPV). - *Adoptée à l'unanimité*

40) Politique Départementale de l'Habitat. Aide départementale pour l'amélioration de l'habitat pour les Propriétaires Occupants. - *Adoptée à l'unanimité*

41) Politique Départementale de l'Habitat. Plan de Relance de l'économie en faveur de l'habitat. Aide aux Propriétaires Occupants. - *Adoptée à l'unanimité*

42) Politique Départementale d'Insertion. Convention de délégation de gestion du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL). Année 2023. - *Adoptée à l'unanimité*

43) Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL). Convention pour le financement du FSL entre le Département de la Dordogne et divers Contribueurs. Année 2022. - *Adoptée à l'unanimité*

Transformation numérique et Enseignement supérieur (M. DOBBELS)

44) Bourse d'aide à la mobilité des stagiaires en médecine générale et des chefs de clinique en Dordogne. - *Adoptée à l'unanimité*

déposées au Service du Contrôle de Légalité le 2 février 2023
sont mises à la disposition du public à compter du 2 février 2023 au 2 avril 2023
sur le site internet du Conseil départemental conformément aux dispositions
de l'ordonnance du 7 octobre 2021.

Fait à Périgueux, le 2 février 2023

Pour le Président et par délégation,
le Directeur Général des Services,



S. FOURNIER

COMMISSION PERMANENTE DU 30 janvier 2023 - CP I

Noms	Absents	Pouvoir donné à	N° Délibération
Groupe Socialiste, Ecologiste, Citoyen et Apparentés			
Mme Mireille VOLPATO	Excusée toute la séance (15h12-16h16)	Mme Christelle BOUCAUD	n° 1 à 44
M. Serge MÉRILLOU	Excusé toute la séance (15h12-16h16)	Mme Marie-Lise MARSAT	n° 1 à 44
M. Frédéric DELMARÈS	Excusé toute la séance (15h12-16h16)	Mme Cécile LABARTHE	n° 1 à 44
M. Pascal BOURDEAU	Excusé toute la séance (15h12-16h16)	Mme Juliette NEVERS	n° 1 à 44
M. Olivier CHABREYROU	Excusé de 15h55 à 16h16	M. Jean-Michel SAUTREAU	n° 32 à 44
M. Christian TEILLAC	Excusé de 16h03 à 16h16	Mme Patricia LAFON-GAUTHIER	n° 39 à 44
Groupe Communiste, Citoyen et Ecologiste			
Mme Marie-Claude VARAILLAS	Excusée toute la séance (15h12-16h16)	N'a pas donné pouvoir	n° 1 à 44
Groupe Les Républicains, Divers Droite et Apparentés			
M. Christophe ROUSSEAU	Excusé toute la séance (15h12 à 16h16)	M. Dominique BOUSQUET	n° 1 à 44

N° et titre de la délibération	Observations
<p>N° 3 - Reconstruction du Centre Médico-Social « Les Chaudronniers » à PERIGUEUX. Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département et l'Agence Technique Départementale (ATD 24).</p>	<p>Non-Participations (8) Mmes LABARTHE et CHABREYROU ; MM. PEIRO, DOBBELS, MOSSION, MAGNE, LAMONERIE et BOUSQUET <i>Ne prennent part ni au débat ni au vote</i> (15h15) Rapporteur du dossier : M. LAMONERIE</p>
<p>N° 4 - Restructuration de la cuisine du Collège Eugène Leroy à BERGERAC. Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département et l'Agence Technique Départementale (ATD 24).</p>	<p>Non-Participations (8) Mmes LABARTHE et CHABREYROU ; MM. PEIRO, DOBBELS, MOSSION, MAGNE, LAMONERIE et BOUSQUET <i>Ne prennent part ni au débat ni au vote</i> (15h19) Rapporteur du dossier : M. LAMONERIE</p>
<p>N° 8 - Avenant n° 4 au contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation des Château de BIRON et BOURDEILLES et du Cloître de l'Abbaye de CADOUIN (Lot 1).</p>	<p>Non-Participations (5) Mmes LAGOUBIE et CHEVALLIER ; MM. PEIRO, TEILLAC et BOUSQUET <i>Ne prennent part ni au débat ni au vote</i> (15h24) Rapporteur du dossier : M. LAMONERIE</p>
<p>N° 21 - Convention spécifique 2023 entre le Département de la Dordogne et la SEMITOUR-PERIGORD, exposition d'hiver au Château de Biron.</p>	<p>Non-Participations (5) Mmes LAGOUBIE et CHEVALLIER ; MM. PEIRO, TEILLAC et BOUSQUET <i>Ne prennent part ni au débat ni au vote</i> (15h43) Rapporteur du dossier : Mme ANGLARD</p>
<p>N° 31 - « Grand Site de France VALLÉE DE LA VÈZÈRE ». Opération de valorisation des falaises et des belvédères. Convention d'application 2023.</p>	<p>Non-Participations (8) Mmes ANGLARD, MARSAT et CHEVALLIER ; MM. PEIRO, TEILLAC, SECRESTAT, OLLIVIER et BOUSQUET <i>Ne prennent part ni au débat ni au vote</i> (15h54) Rapporteur du dossier : M. MAGNE</p>
<p>N° 36 - Politique Départementale de l'Habitat. Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre – Parc Privé. Informations sur les décisions prises par le Président du Conseil départemental lors de Commissions Locales d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) au titre de l'année 2022.</p>	<p>PREND ACTE (16h00) Rapporteur du dossier : Mme NEVERS</p>

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Réunion du 30 janvier 2023

**

PRESENTS :

M. PEIRO, Président du Conseil départemental.

Vice-président(e)s

Mmes ANGLARD,
BOUCAUD,
CHEVALLIER,
LABARTHE,
MARSAT,
NEVERS.

MM. BAZINET,
LAJUGIE,
LAMONERIE,
MAGNE,
SECRESTAT,
TEILLAC.

Membres délégué(e)s

Mmes DUCROCQ,
LAFON-GAUTHIER.

MM. DOBBELS,
RANOUX.

Membres

Mmes BEZAC-GONTHIER,
BOURRA,
CAPPELLE,
CHABREYROU V,
DEFOULNY,
FAURE Cl.,
FAURE M-L,
LAFAYE,
LAGOUBIE.

MM. AUZOU,
BOUSQUET,
CHABREYROU O,
CIPIERRE,
FAYOL,
MOSSION,
OLLIVIER,
SAUTREAU.

ABSENT(E)S EXCUSÉ(E)S :

Mme Mireille VOLPATO donne pouvoir de 15h12 à 16h16 à Mme Christelle BOUCAUD (délibérations n^{os} 1 à 44) ;

M. Serge MERILLOU donne pouvoir de 15h12 à 16h16 à Mme Marie-Lise MARSAT (délibérations n^{os} 1 à 44) ;

M. Frédéric DELMARES donne pouvoir de 15h12 à 16h16 à Mme Cécile LABARTHE (délibérations n^{os} 1 à 44) ;

M. Pascal BOURDEAU donne pouvoir de 15h12 à 16h16 à Mme Juliette NEVERS (délibérations n^{os} 1 à 44) ;

M. Olivier CHABREYROU donne pouvoir de 15h55 à 16h16 à M. Jean-michel SAUTREAU (délibérations n^{os} 32 à 44) ;

M. Christian TEILLAC donne pouvoir de 16h03 à 16h16 à Mme Patricia LAFON-GAUTHIER (délibérations n^{os} 39 à 44) ;

Mme Marie-Claude VARAILLAS n'a pas donné pouvoir de 15h12 à 16h16 (délibérations n^{os} 1 à 44) ;

M. Christophe ROUSSEAU donne pouvoir de 15h12 à 16h16 à M. Dominique BOUSQUET (délibérations n^{os} 1 à 44).

NON-PARTICIPATIONS AUX DÉBATS ET AUX VOTES / PRISES D'ACTE

N° 23.CP.I.3 – Reconstruction du Centre Médico-Social « Les Chaudronniers » à PERIGUEUX. Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département et l'Agence Technique Départementale (ATD 24).

Non-Participations (8) - Mmes LABARTHE et CHABREYROU V. ; MM. PEIRO, DOBBELS, LAMONERIE, MAGNE, BOUSQUET et MOSSION.

Ne prennent part ni au débat ni au vote (15 h15)

N° 23.CP.I.4 – Restructuration de la cuisine du Collège Eugène Leroy à BERGERAC. Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département et l'Agence Technique Départementale (ATD 24).

Non-Participations (8) - Mmes LABARTHE et CHABREYROU V. ; MM. PEIRO, DOBBELS, LAMONERIE, MAGNE, BOUSQUET et MOSSION.

Ne prennent part ni au débat ni au vote (15 h19)

N° 23.CP.I.8 – Avenant n° 4 au contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation des Châteaux de BIRON et BOURDEILLES et du Cloître de l'Abbaye de CADOUIN (Lot 1).

Non-Participations (5) - Mmes LAGOUBIE et CHEVALLIER ; MM. PEIRO, TEILLAC et BOUSQUET.

Ne prennent part ni au débat ni au vote (15h24)

N° 23.CP.I.21 – Convention spécifique 2023 entre le Département de la Dordogne et la SEMITOUR-PERIGORD, exposition d'hiver au Château de Biron.

Non-Participations (5) - Mmes LAGOUBIE et CHEVALLIER ; MM. PEIRO, TEILLAC et BOUSQUET.

Ne prennent part ni au débat ni au vote (15h43)

N° 23.CP.I.31 – « Grand Site de France VALLÉE DE LA VÉZÈRE ». Opération de valorisation des falaises et des belvédères. Convention d'application 2023.

Non-Participations (8) - Mmes ANGLARD, MARSAT et CHEVALLIER ; MM. PEIRO, TEILLAC, SECRESTAT, OLLIVIER et BOUSQUET.

Ne prennent part ni au débat ni au vote (15h54)

N° 23.CP.I.36 - Politique Départementale de l'Habitat. Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Privé. Informations sur les décisions prises par le Président du Conseil départemental lors de Commissions Locales d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) au titre de l'année 2022.

Prise d'acte (16h00)

Rapports présentés à la Commission Permanente

Administration générale, finances, commande publique, rapporteur du budget (M. LAMONERIE)

- 1) Demande de remises gracieuses des créances départementales dues par trois bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à Domicile. - *Adoptée à l'unanimité*
- 2) Extension du Centre de Documentation et d'Information (CDI) et réaménagement du rez-de-chaussée du Collège Leroi Gourhan au BUGUE. Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'ouvrage entre le Département et l'Agence Technique Départementale (ATD 24). - *Adoptée à l'unanimité*
- 3) Reconstruction du Centre Médico-Social "Les Chaudronniers" à PERIGUEUX. Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département et l'Agence Technique Départementale (ATD 24). - *Adoptée à l'unanimité*
- 4) Restructuration de la cuisine du Collège Eugène Leroy à BERGERAC. Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département et l'Agence Technique Départementale (ATD 24). - *Adoptée à l'unanimité*
- 5) Personnel départemental. Convention 2023-2024-2025 de Partenariat de Formation Professionnelle Territorialisée entre le Département de la Dordogne et la Délégation Nouvelle-Aquitaine du CNFPT. - *Adoptée à l'unanimité*
- 6) Participation au Salon International de l'Agriculture 2023. Remboursement de frais de déplacement. - *Adoptée à l'unanimité*
- 7) Budget Participatif Dordogne-Périgord 2022. Liste des Associations lauréates. Approbation de convention et avenant types. - *Adoptée à l'unanimité*
- 8) Avenant n° 4 au contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation des Châteaux de BIRON et BOURDEILLES et du Cloître de l'Abbaye de CADOUIN (Lot 1). - *Adoptée à l'unanimité*

Jeunesse et Sports (Mme BOUCAUD)

- 9) Direction des Sports et de la Jeunesse. Subventions au titre du "Chèque-Sport Dordogne-Périgord". - *Adoptée à l'unanimité*

Agriculture, forêt et aménagement rural (M. BAZINET)

- 10) Salon International de l'Agriculture 2023. Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne et l'Association l'Agora des Champs. - *Adoptée à l'unanimité*
- 11) Commune de CAMPAGNE. Forêt départementale de CAMPAGNE. Office National des Forêts (ONF). Coupes de bois 2023. - *Adoptée à l'unanimité*

12) Communes de LA JEMAYE et d'ECHOURNAC. Forêts départementales de La JEMAYE et du PARCOT. Office National des Forêts (ONF). Coupes de bois - Travaux forestiers 2023. - *Adoptée à l'unanimité*

Solidarité - Personnes Âgées (M. LAJUGIE)

13) Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) expérimental à compter du 1^{er} janvier 2023 pour le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) de la Fédération ADMR - Modification de l'annexe financière. - *Adoptée à l'unanimité*

Solidarité - Enfance et famille, Insertion, Economie sociale et solidaire (M. RANOUX)

14) Conventions relatives au renouvellement de l'interface informatique pour la transmission des données issues de l'état civil - avis de naissance des Communes de PERIGUEUX et BERGERAC. - *Adoptée à l'unanimité*

14) Conventions relatives au renouvellement de l'interface informatique pour la transmission des données issues de l'état civil - avis de naissance des Communes de PERIGUEUX et BERGERAC. - *Adoptée à l'unanimité*

15) Création d'un livret "Préconisations de la PMI (Protection Maternelle et Infantile) sur les conditions de sécurité au domicile de l'Assistant familial accueillant des enfants de moins de 6 ans". - *Adoptée à l'unanimité*

16) Réactualisation du livret "Préconisations de la PMI (Protection Maternelle et Infantile) sur les conditions de sécurité au domicile de l'Assistant maternel". - *Adoptée à l'unanimité*

17) Frais de garde durant la formation obligatoire des Assistants(es) Maternels(les). - *Adoptée à l'unanimité*

18) Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne et la Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord pour le Lieu d'Accueil Enfants-Parents "Entre deux". - *Adoptée à l'unanimité*

19) Convention-type de partenariat avec les Collèges départementaux et l'Association de Prévention Spécialisée "LE CHEMIN" de PERIGUEUX. - *Adoptée à l'unanimité*

Santé et démographie médicale (M. RANOUX)

20) Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne et le Centre Hospitalier de PERIGUEUX. - *Adoptée à l'unanimité*

Culture, Langue et culture occitanes (Mme ANGLARD)

21) Convention spécifique 2023 entre le Département de la Dordogne et la SEMITOUR-PERIGORD, exposition d'hiver au Château de Biron. - *Adoptée à l'unanimité*

22) Fonds Départemental d'Art Contemporain (FDAC). Convention-type relative à la mise à disposition d'œuvres. - *Adoptée à l'unanimité*

23) Convention entre le Département de la Dordogne et Mme Annie CHAISSAC, fille de Gaston CHAISSAC relative au don d'une oeuvre de l'artiste. - *Adoptée à l'unanimité*

Education (M. TEILLAC)

24) Guide des procédures "Modalités de collaboration entre le Département et les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (EPLÉ). Actualisation 2022/2023. - *Adoptée à l'unanimité*

25) Répartition de subventions au titre du Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH). - *Adoptée à l'unanimité*

26) Collège Léonce Bourliaguet de THIVIERS. Attribution d'une aide au transport des élèves pour les cours d'Education Physique et Sportive (EPS). - *Adoptée à l'unanimité*

27) Conventions d'occupation de logement à titre précaire dans les Collèges pour l'année scolaire 2022-2023. 3ème attribution. - *Adoptée à l'unanimité*

Solidarités territoriales et développement local (Mme LABARTHE)

28) Contrats de Projets Communaux 2022-2024. Programmation financière initiale des Cantons du Pays de La Force, Pays de Montaigne et Gurson, Ribérac et Vallée de l'Homme. - *Adoptée à l'unanimité*

Routes et Mobilités (M. MAGNE)

29) Travaux d'aménagement des Routes départementales n° 46, 49, 50 et 703. Communes de CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN, SAINT-CYPRIEN, CASTELS-ET-BÉZENAC, LALINDE. Création d'un carrefour giratoire et traverses de bourg. - *Adoptée à l'unanimité*

30) Routes départementales n° 936 et 10E3. Commune de MONTCARET. Traversée de bourg. Affectation d'autorisation de programme. - *Adoptée à l'unanimité*

31) "Grand Site de France VALLÉE DE LA VÉZÈRE". Opération de valorisation des falaises et des belvédères. Convention d'application 2023. - *Adoptée à l'unanimité*

32) Budget annexe - Parc Départemental. Vente de véhicules, engins et autres matériels. - *Adoptée à l'unanimité*

33) Transaction foncière sur le territoire de la Commune de COULOUNIEIX-CHAMBIERS. - *Adoptée à l'unanimité*

34) Transactions foncières sur le territoire des Communes de CARSAC-AILLAC, de CHANCELADE, de MARSAC-SUR-L'ISLE et de PERIGUEUX. Création d'une servitude de visibilité sur le territoire de la Commune de DUSSAC. - *Adoptée à l'unanimité*

Habitat (Mme NEVERS)

- 35) Politique Départementale de l'Habitat. Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Public. Modifications de délibérations de la Commission Permanente. Attribution de subventions. - *Adoptée à l'unanimité*
- 36) Politique Départementale de l'Habitat. Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Privé. Informations sur les décisions prises par le Président du Conseil départemental lors de Commissions Locales d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) au titre de l'année 2022. - *Prend acte*
- 37) Politique Départementale de l'Habitat. Convention partenariale d'objectifs et de moyens entre le Département de la Dordogne et l'OPH PERIGORD HABITAT. Attribution de subvention. - *Adoptée à l'unanimité*
- 38) Politique Départementale de l'Habitat. Aide à la production de logements très sociaux pour les Communes soumises à l'article 55 de la loi SRU pour tous les Bailleurs sociaux. Attribution de subvention. - *Adoptée à l'unanimité*
- 39) Politique Départementale de l'Habitat. Avenant n° 3 à la convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPPV). - *Adoptée à l'unanimité*
- 40) Politique Départementale de l'Habitat. Aide départementale pour l'amélioration de l'habitat pour les Propriétaires Occupants. - *Adoptée à l'unanimité*
- 41) Politique Départementale de l'Habitat. Plan de Relance de l'économie en faveur de l'habitat. Aide aux Propriétaires Occupants. - *Adoptée à l'unanimité*
- 42) Politique Départementale d'Insertion. Convention de délégation de gestion du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL). Année 2023. - *Adoptée à l'unanimité*
- 43) Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL). Convention pour le financement du FSL entre le Département de la Dordogne et divers Contributeurs. Année 2022. - *Adoptée à l'unanimité*

Transformation numérique et Enseignement supérieur (M. DOBBELS)

- 44) Bourse d'aide à la mobilité des stagiaires en médecine générale et des chefs de clinique en Dordogne. - *Adoptée à l'unanimité*

La séance est ouverte à 15h12 et levée à 16h16

**

Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.1

Demande de remises gracieuses des créances départementales dues
par trois bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à Domicile.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Bruno LAMONERIE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CPI.1

Demande de remises gracieuses des créances départementales dues
par trois bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à Domicile.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF),

VU la délibération n° 22-56 en date du 17 novembre 2022 (Décision Modificative n° 2) du Conseil Départemental de la Dordogne portant sur le budget de fonctionnement de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP),

VU la création, dans le périmètre de la délibération susmentionnée, d'une ligne pour les remises gracieuses consenties aux personnes âgées (article fonctionnel 430 et nature 6577) pour laquelle un crédit de paiement de 4.500 € a été inscrit au titre de l'Exercice 2022,

VU la demande de rattachement de charges en date du 4 janvier 2023 du Service administratif APA-SAAD auprès de la Direction des Affaires Financières et ce, afin que les remises gracieuses soient rattachées à l'Exercice 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ACCORDE aux personnes mentionnées dans le tableau ci-annexé, la remise gracieuse totale de la créance départementale d'un montant de **3.785,95 €** due au titre de l'APA à domicile.

APPROUVE le principe de l'intégration de ces remises gracieuses dans le périmètre des crédits alloués au titre de l'année 2022 au regard de la demande de rattachement susvisée.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CPI.2

Extension du Centre de Documentation et d'Information (CDI) et réaménagement
du rez-de-chaussée du Collège Leroi Gourhan au BUGUE.
Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département
et l'Agence Technique Départementale (ATD 24).

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Bruno LAMONERIE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.2

Extension du Centre de Documentation et d'Information (CDI) et réaménagement
du rez-de-chaussée du Collège Leroi Gourhan au BUGUE.
Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département
et l'Agence Technique Départementale (ATD 24).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ÉMET un avis favorable à la passation d'une convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département et l'Agence Technique Départementale (ATD 24) pour l'élaboration du programme des travaux d'extension du Centre de Documentation et d'Information (CDI) et d'aménagement partiel du rez-de-chaussée du bâtiment principal du Collège Leroi Gourhan AU BUGUE.

VALIDE les termes de la convention ci-annexée, entre le Département et l'ATD 24.

Le montant des honoraires de l'ATD 24 pour cette mission s'élève à **5.760 € TTC**.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter cette convention, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE



**CONVENTION D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR L'EXTENSION
DU COLLÈGE LEROI GOURHAN AU BUGUE**

ENTRE

LE DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE, représenté par M. Germinal PEIRO, Président du Conseil Départemental de la Dordogne, agissant en tant que Maître d'ouvrage, autorisé par délibération de la Commission Permanente n°23.C.I..... en date du 30 janvier 2023 faisant élection de domicile à l'Hôtel du Département – 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX CEDEX
(SIRET n° 222.400.012.00019)

ET

L'AGENCE TECHNIQUE DÉPARTEMENTALE (ATD 24), représentée par M. Stéphane DOBBELS, son Président délégué, autorisé en vertu de l'Arrêté départemental en date du 26 juillet 2021, faisant élection de domicile à l'Espace Culturel François Mitterrand – 2, Place Hoche - 24000 PERIGUEUX
(SIRET n° 252.405.147.00015)

ARTICLE 1^{er} - OBJET DE LA MISSION

Le Département envisage d'engager les travaux d'extension du Centre de Documentation et d'Information (CDI) ainsi que le réaménagement partiel du rez-de-chaussée du bâtiment principal du Collège Leroi Gourhan au BUGUE. Le coût des travaux a été estimé à 400.000 € HT.

Le Département a chargé l'Agence Technique Départementale (ATD 24) d'élaborer le programme fonctionnel de cet équipement.

ARTICLE 2 - CONTENU DE LA MISSION

La mission confiée à l'Agence Technique Départementale est une **mission intégrée d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage à caractère technique**

Elle comprend les tâches suivantes :

- Phase 1

- Mise au point d'une étude de faisabilité pour confirmer le montant des travaux ;
- Concertation avec le Maître d'ouvrage et ses services.

- Phase 2

- Calage du calendrier de l'opération et du coût d'objectif ;
- Traduction sous forme de programme, d'un document énonçant les besoins et les contraintes de l'opération à destination de la consultation des Maîtres d'œuvre.

- Phase 3

- Analyse des candidatures et assistance au choix du Maître d'œuvre ;
- Élaboration du tableau d'analyse et de synthèse des offres.

- Phase 4

- Assistance technique jusqu'à la mise au point des premières études (Avant-Projet Sommaire) par l'équipe de Maîtrise d'œuvre retenue.

ARTICLE 3 - RÉMUNÉRATION

La rémunération est fixée forfaitairement à **4.800 € HT** (correspondant aux interventions du Chargé d'études) auquel s'appliquera et s'ajoutera le taux de la TVA en vigueur au moment de la réalisation finale des missions précitées. À ce jour, le taux en vigueur étant de 20 %, la rémunération s'élève à **5.760 € TTC**.

La mission sera rémunérée sur présentation d'une note d'honoraires :

- la première Phase (étude de faisabilité) ne fera pas l'objet d'une rémunération,
- un premier acompte sera établi au terme de la Phase 2, représentant 50 % du montant des honoraires, soit 2.400 € HT,
- un deuxième acompte sera établi au terme de la Phase 3, représentant 25 % du montant des honoraires, soit 1.200 € HT,
- le décompte définitif sera établi à l'issue de la Phase 4, pour un montant de 1.200 € HT.

Les demandes de paiement seront déposées sous CHORUS PRO à l'aide les identifiants suivants :

SIRET : 222.400.012.00019

CODE SERVICE : 242200

ENGAGEMENT : non paramétré

CADRE DE FACTURATION : A1

Dans le cas où l'opération projetée n'irait pas à son terme, seules les phases engagées seraient considérées comme dues.

ARTICLE 4 - DELAIS

Le délai prévisionnel de remise du Dossier programme est de 4 mois à compter de la date de signature de la présente convention.

Fait à Périgueux, en deux exemplaires originaux, le

***LE PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ DE L'AGENCE
TECHNIQUE DEPARTEMENTALE***

***LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE***

Stéphane DOBBELS

Germinal PEIRO

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.3

Reconstruction du Centre Médico-Social "Les Chaudronniers" à PERIGUEUX.
Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département
et l'Agence Technique Départementale (ATD 24).

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Bruno LAMONERIE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 32

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participations : 8 (MM. PEIRO, DOBBELS, LAMONERIE, MAGNE, BOUSQUET et MOSSION ; Mmes CHABREYROU et LABARTHE)

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.3

Reconstruction du Centre Médico-Social "Les Chaudronniers" à PERIGUEUX.
Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département
et l'Agence Technique Départementale (ATD 24).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,


LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ÉMET un avis favorable à la passation d'une convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département de la Dordogne et l'Agence Technique Départementale (ATD 24) pour les travaux de reconstruction du Centre Médico-Social « Les Chaudronniers » à PERIGUEUX.

VALIDE les termes de la convention ci-annexée, à intervenir dans ce cadre entre le Département et l'ATD 24.

Le montant des honoraires de l'ATD 24 pour cette mission est de **6.480 € TTC**.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE



**CONVENTION D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA RECONSTRUCTION
DU CENTRE MEDICO-SOCIAL
RUE DES CHAUDRONNIERS A PERIGUEUX**

ENTRE

LE DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE, représenté par M. Germinal PEIRO, Président du Conseil Départemental de la Dordogne, agissant en tant que Maître d'ouvrage, autorisé par délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I..... en date du 30 janvier 2023 faisant élection de domicile à l'Hôtel du Département – 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex
(SIRET n° 222.400.012.00019)

ET

L'AGENCE TECHNIQUE DÉPARTEMENTALE (ATD 24), représentée par M. Stéphane DOBBELS, son Président délégué, autorisé en vertu de l'Arrêté départemental en date du 26 juillet 2021, faisant élection de domicile à l'Espace Culturel François Mitterrand – 2, place Hoche - 24000 PERIGUEUX
(SIRET n° 252.405.147.00015)

ARTICLE 1^{er} - OBJET DE LA MISSION

Le Département envisage de reconstruire le Centre Médico-Social de PERIGUEUX situé rue des Chaudronniers, dans le quartier de Saint-Georges à PERIGUEUX.

Le Département a chargé l'Agence Technique Départementale (ATD 24) d'élaborer le programme des travaux et d'assister les Services départementaux dans le recrutement du Maître d'œuvre qui sera chargé de cette opération.

ARTICLE 2 - CONTENU DE LA MISSION

La mission confiée à l'Agence Technique Départementale est une mission intégrée d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage à caractère technique.

Elle comprend les tâches suivantes :

- Phase 1

- Mise au point d'une étude de faisabilité pour confirmer le montant des travaux ;
- Concertation avec le Maître d'ouvrage et ses services.

- Phase 2

- Calage du calendrier de l'opération et du coût d'objectif ;
- Traduction sous forme de programme, d'un document énonçant les besoins et les contraintes de l'opération à destination de la consultation des Maîtres d'œuvre.

- Phase 3

- Analyse des candidatures et assistance au choix du Maître d'œuvre ;
- Élaboration du tableau d'analyse et de synthèse des offres.

- Phase 4

- Assistance technique jusqu'à la mise au point des premières études (Avant-Projet Sommaire) par l'équipe de Maîtrise d'œuvre retenue.

ARTICLE 3 - RÉMUNÉRATION

La rémunération est fixée forfaitairement à **5.400 € HT** (correspondant aux interventions du Chargé d'études) auquel s'appliquera et s'ajoutera le taux de la TVA en vigueur au moment de la réalisation finale des missions précitées. À ce jour, le taux en vigueur étant de 20 %, la rémunération s'élève à **6.480 € TTC**.

La mission sera rémunérée sur présentation d'une note d'honoraires :

- la première Phase (étude de faisabilité) ne fera pas l'objet de rémunération,
- un premier acompte sera établi au terme de la Phase 2, représentant 50 % du montant des honoraires, soit 2.700 € HT,
- un deuxième acompte sera établi au terme de la Phase 3, représentant 25 % du montant des honoraires, soit 1.350 € HT,
- le décompte définitif sera établi à l'issue de la Phase 4, son montant correspond au solde de l'opération soit 1.350 € HT.

Les demandes de paiement seront déposées sous CHORUS PRO à l'aide les identifiants suivants :

SIRET : 222.400.012.00019

CODE SERVICE : 242200

ENGAGEMENT : non paramétré

CADRE DE FACTURATION : A1

Dans le cas où l'opération projetée n'irait pas à son terme, seules les phases engagées seraient considérées comme dues.

ARTICLE 4 - DELAIS

Le délai prévisionnel de remise du Dossier programme est de 4 mois à compter de la date de signature de la présente convention.

Fait à Périgueux, en deux exemplaires originaux, le

***LE PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ DE
L'AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE***

***LE PRÉSIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE***

Stéphane DOBBELS

Germinal PEIRO

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.4

Restructuration de la cuisine du Collège Eugène Leroy à BERGERAC.
Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département
et l'Agence Technique Départementale (ATD 24).

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Bruno LAMONERIE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 32

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participations : 8 (MM. PEIRO, DOBBELS, LAMONERIE, MAGNE, BOUSQUET et MOSSION ; Mmes CHABREYROU et LABARTHE)

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.4

Restructuration de la cuisine du Collège Eugène Leroy à BERGERAC.
Validation de la convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage entre le Département
et l'Agence Technique Départementale (ATD 24).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ÉMET un avis favorable à la passation d'une convention d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage pour l'élaboration du programme de travaux de restructuration de la cuisine du Collège Eugène Leroy à BERGERAC.

VALIDE les termes de la convention ci-annexée, à intervenir entre le Département et l'Agence Technique Départementale (ATD 24) dans ce cadre.

Le montant des honoraires de l'ATD 24 pour cette mission s'élève à **7.200 € TTC**.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

Annexe à la délibération n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023.



**CONVENTION D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE
POUR LA RESTRUCTURATION DE LA CUISINE DU COLLEGE EUGENE LEROY
A BERGERAC**

ENTRE

LE DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE, représenté par M. Germinal PEIRO, Président du Conseil Départemental de la Dordogne, agissant en tant que Maître d'ouvrage, autorisé par délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I..... en date du 30 janvier 2023 faisant élection de domicile à l'Hôtel du Département – 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex
(SIRET n° 222.400.012.00019)

ET

L'AGENCE TECHNIQUE DÉPARTEMENTALE (ATD 24), représentée par M. Stéphane DOBBELS, son Président délégué, autorisé en vertu de l'Arrêté départemental en date du 26 juillet 2021, faisant élection de domicile à l'Espace Culturel François Mitterrand - 2, Place Hoche - 24000 PERIGUEUX
(SIRET n° 252.405.147.00015)

ARTICLE 1^{er} - OBJET DE LA MISSION

Le Département envisage la restructuration complète de la cuisine du Collège Eugène Leroy à BERGERAC. Ces travaux entreront notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche 100 % Manger bio et local dans les restaurants scolaires du Département.

Le montant total des travaux correspondant a été estimé à 500.000 € HT.

Le Département a chargé l'Agence Technique Départementale (ATD 24) d'élaborer le programme fonctionnel de ces équipements.

ARTICLE 2 - CONTENU DE LA MISSION

La mission confiée à l'Agence Technique Départementale est une **mission intégrée d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage à caractère technique**.

Elle comprend les tâches suivantes :

- Phase 1

- Mise au point d'une étude de faisabilité pour confirmer le montant des travaux ;
- Concertation avec le Maître d'ouvrage et ses services.

- Phase 2

- Calage du calendrier de l'opération et du coût d'objectif ;
- Traduction sous forme de programme, d'un document énonçant les besoins et les contraintes de l'opération à destination de la consultation des Maîtres d'œuvre.

- Phase 3

- Analyse des candidatures et assistance au choix du Maître d'œuvre ;
- Élaboration du tableau d'analyse et de synthèse des offres.

- Phase 4

- Assistance technique jusqu'à la mise au point des premières études (Avant-Projet Sommaire) par l'équipe de Maîtrise d'œuvre retenue.

ARTICLE 3 - RÉMUNÉRATION

La rémunération est fixée forfaitairement à **6.000 € HT** (correspondant aux interventions du Chargé d'études) auquel s'appliquera et s'ajoutera le taux de la TVA en vigueur au moment de la réalisation finale des missions précitées. À ce jour, le taux en vigueur étant de 20 %, la rémunération s'élève à **7.200 € TTC**.

La mission sera rémunérée sur présentation d'une note d'honoraires :

- la première Phase (étude de faisabilité) ne fera pas l'objet d'une rémunération,
- un premier acompte sera établi au terme de la Phase 2, représentant 50 % du montant des honoraires, soit 3.000 € HT,
- un premier acompte sera établi au terme de la Phase 3, représentant 25 % du montant des honoraires, soit 1.500 € HT,
- le décompte définitif sera établi à l'issue de la Phase 4, son montant correspond au solde de l'opération soit 1.500 € HT.

Les demandes de paiement seront déposées sous CHORUS PRO à l'aide les identifiants suivants :

SIRET : 222.400.012.00019

CODE SERVICE : 242200

ENGAGEMENT : non paramétré

CADRE DE FACTURATION : A1

Dans le cas où l'opération projetée n'irait pas à son terme, seules les phases engagées seraient considérées comme dues.

ARTICLE 4 - DELAIS

Le délai prévisionnel de remise de l'Etude de faisabilité est de 4 mois à compter de la date de signature de la présente convention.

Fait à Périgueux, en deux exemplaires originaux, le

***LE PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ DE
L'AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE***

***LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE***

Stéphane DOBBELS

Germinal PEIRO

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.5

Personnel départemental.

Convention 2023-2024-2025 de Partenariat de Formation Professionnelle Territorialisée
entre le Département de la Dordogne et la Délégation Nouvelle-Aquitaine du CNFPT.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Bruno LAMONERIE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.5

Personnel départemental.
Convention 2023-2024-2025 de Partenariat de Formation Professionnelle Territorialisée
entre le Département de la Dordogne et la Délégation Nouvelle-Aquitaine du CNFPT.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

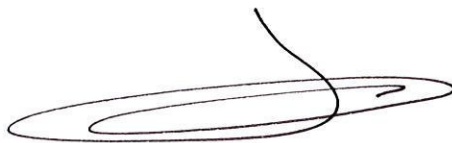
VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire (CTP) en date du 25 novembre 2022 relatif
au Plan du développement des compétences et de la formation 2023-2024-2025,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la convention 2023-2024-2025 de Partenariat de Formation Professionnelle
Territorialisée, ci-annexée, entre le Département de la Dordogne et la Délégation
Nouvelle-Aquitaine du CNFPT qui permet l'accès à la formation à tous les agents de la
Collectivité incluant également les Assistants familiaux, quel que soit leur statut.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter cette convention,
au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE



**PARTENARIAT
DE FORMATION PROFESSIONNELLE TERRITORIALISÉE
ENTRE
LA DELEGATION NOUVELLE-AQUITAINE DU CNFPT
ET
LE DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**

Entre

LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Délégation Nouvelle-Aquitaine

71, allée Jean Giono - 33075 BORDEAUX Cedex

représentée par M. Pierre CHERET, Délégué du CNFPT Nouvelle-Aquitaine, Conseiller régional,

Ci-après désigné par « *le CNFPT* »

D'une part,

Et

Le Département de la Dordogne

N° de Siret : 222 400 012 00019

Hôtel du Département - 2 rue Paul-Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX

représenté par M. Germinal PEIRO, Président du Conseil départemental

ci-après désignée par " *la Collectivité* "

D'autre part,

Ci-après conjointement désignés « *les Parties* »

VU le Code général de la fonction publique ;

VU la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée et notamment ses articles 8 et 14 ;

VU le décret n° 87-811 du 5 octobre 1987 relatif au CNFPT et notamment son article 18 modifié par le décret n° 89-304 du 12 mai 1989 ;

VU la délibération n° 2014/174 du 5 novembre 2014 du Conseil d'administration du CNFPT relative à l'évolution des activités du CNFPT soumises à participation financière, complétée par la délibération n° 2015-104 du 25 juin 2015 ;

VU la décision 2019/DEC/007 fixant le niveau de participation financière des employeurs pour certaines formations et interventions du Centre National de la Fonction Publique Territoriale ;

Il est exposé ce qui suit :

Préambule

La formation professionnelle tout au long de la vie représente l'un des principaux leviers de la gestion des compétences des agents publics locaux et constitue l'outil privilégié de la stratégie de développement qualitatif des services publics locaux.

Le dispositif issu de la loi du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale a renforcé les droits individuels et collectifs à la formation des agents territoriaux qui s'exercent dans un cadre de responsabilités croisées entre les agents, les employeurs publics territoriaux et le CNFPT. Ce dispositif implique :

- pour les collectivités : de mettre en place les conditions nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie,
- pour les agents : d'être pleinement acteur de leur formation et de leur évolution professionnelle,
- pour le CNFPT : de répondre au mieux aux besoins de formation résultant tant des parcours individuels des agents que des dynamiques collectives impulsées par les collectivités.

Le décret n° 2008-512 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux dispose que l'accès à un nouveau grade d'emploi est subordonné au respect, par le fonctionnaire territorial, des obligations de formation auxquelles il était astreint, pour les périodes de formations révolues, dans son cadre d'emploi d'origine.

Dans ce cadre, l'exercice du droit à la formation, résulte d'une part, d'une relation indispensable entre l'agent territorial et son employeur et d'autre part, relève autant de l'engagement des autorités territoriales que de l'offre de service du CNFPT.

C'est pour définir les modalités de cette relation que le CNFPT et le Conseil départemental de la Dordogne entendent s'engager dans le présent partenariat pour développer la culture de la formation et son bon usage comme levier de la qualité du service public.

Ceci étant exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent contrat a pour objet de définir le contenu du partenariat pluriannuel entre le CNFPT et la collectivité dans les domaines de la formation des agents territoriaux employés par la collectivité et de l'accompagnement des projets de la collectivité dès lors qu'ils ont un lien avec la formation de ses agents.

Le CNFPT et la collectivité conviennent, afin de développer les compétences des agents concernés, de mettre en œuvre des actions de formation professionnelles à partir des orientations et objectifs stratégiques définis par les parties et présentés à l'article 2.

Quatre finalités principales sont assignées au présent partenariat :

- favoriser l'exercice du droit à la formation des agents territoriaux ;
- permettre aux agents territoriaux de répondre aux obligations de formation définies par la réglementation en vigueur ;
- mettre en œuvre les modalités du partenariat, sur la base d'axes de progrès partagés ;
- constituer un outil de communication, permettant de valoriser les efforts des deux parties.

ARTICLE 2 - LES OBJECTIFS PRIORITAIRES DU PARTENARIAT

- 2.1 : Les objectifs stratégiques de la collectivité :

Avec 9.060 km², la Dordogne, 3^{ème} Département français par sa superficie, fait partie de la Région Nouvelle Aquitaine. Sa population de 413 223 habitants se répartit sur son territoire découpé en 503 communes et 25 cantons.

Le Conseil départemental de la Dordogne est la collectivité territoriale de plein exercice dont l'assemblée délibérante décide des actions menées par le département sur le territoire de la Dordogne.

La Direction Générale des Services sous l'autorité directe du Président du Conseil départemental, Exécutif de la collectivité, est en charge de la mise en œuvre des compétences transférées par la loi au Département :

- la solidarité et cohésion territoriale : l'enfance, les personnes handicapées, les personnes âgées, les prestations légales d'aide sociale, la contribution à la résorption de la précarité énergétique,
- l'éducation : la construction, l'entretien et l'équipement des collèges, la gestion des agents techniciens ouvriers et de service (TOS) des collèges,
- l'aménagement et transport : l'équipement rural, le remembrement, l'aménagement foncier, la gestion de l'eau et de la voirie rurale, et les services de transport spécial des élèves handicapés,
- l'action culturelle et sportive.

D'une manière générale, la Direction Générale des Services exécute l'ensemble des décisions et délibérations prises par le Conseil départemental en séance publique ou par la Commission Permanente, au titre de l'ensemble de ces compétences.

Pour l'exercice et la gestion de celles-ci, l'organigramme du Conseil départemental est constitué au 1^{er} juillet 2022 de la Direction Générale des Services et, quatre Directions Générales Adjointes :

- la Direction Générale Adjointe des Territoires et du Développement (DGA-TD),
- la Direction Générale Adjointe de l'Aménagement et des Mobilités (DGA-AM),
- la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP),
- la Direction Générale Adjointe de la Culture, de l'Education et des Sports (DGA-CES).

Par ailleurs, sont directement rattachés au Directeur Général des Services : la Direction des Affaires Financières, la Direction des Ressources Humaines, la Direction du Droit et de la Commande publique, le Service des Prestations et de la Restauration du personnel et le Service de l'Assemblée qui gère les séances du Conseil départemental et de la Commission Permanente.

Sont rattachés au Cabinet du Président du Conseil départemental : la Direction de la Communication, le Service Administratif et Financier et le Service de l'Organisation Générale.

Pour assurer l'ensemble de son action, le Département de la Dordogne emploie 2 700 agents y compris les assistants familiaux au sein des services.

La volonté de la collectivité d'améliorer les qualifications des agents, de perfectionner leurs compétences l'a conduit à élaborer un nouveau plan du développement des compétences et de la formation pour les années 2023-2024-2025.

Les orientations de ce plan reflètent la diversité des enjeux poursuivis :

La modernisation des pratiques de l'administration territoriale demeure une des préoccupations premières de ce plan de formation, comme du précédent.

Il s'agit d'harmoniser au sein de la collectivité les procédures de gestion du courrier et des courriels notamment par la maîtrise du logiciel dédié, améliorer l'efficacité de l'achat public par la connaissance des nouvelles réglementations et de développer l'efficience de l'organisation par les **formations en matière financière, ou celles renforçant la culture administrative et la connaissance en gestion des ressources humaines**.

Le déploiement de ces formations concourt à la fois à atteindre cet objectif et à partager une culture commune sur les modes de fonctionnement.

Il s'agit également d'accompagner et de concourir à la poursuite de la **dématérialisation** de nos procédures et de nos outils et de faire monter en compétences les agents sur les enjeux et les usages des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

L'accompagnement individuel des agents s'avère pleinement intégré dans l'effort de formation réalisé par la collectivité depuis plusieurs années.

L'accueil mis en place pour les nouveaux agents facilite l'intégration de chacun dans l'institution par une prise en compte individuelle des besoins de compétences.

La collectivité accompagne également ses agents tout au long de leur carrière, que ce soit pour **maintenir des qualifications professionnelles et assurer l'adaptation à l'évolution des techniques et des conditions de travail ou pour favoriser la promotion sociale** et conduire l'agent vers de nouvelles fonctions en interne ou en externe.

La formation continue des agents doit permettre de répondre à **l'évolution permanente des missions et des métiers**.

Des formations spécifiques sont régulièrement organisées pour favoriser **l'adaptation ou l'acquisition de nouvelles compétences aux emplois exercés**.

Ces formations continues doivent également s'articuler avec la **formation obligatoire telle qu'elle résulte de la réforme** de la fonction publique territoriale qui prévoit des formations de professionnalisation régulières.

Autre dimension importante, **l'hygiène, la santé, la sécurité et les conditions de travail** tiennent une place particulière dans les formations, ceci étant renforcé par un accueil dédié dans ce domaine pour chaque nouvel arrivant.

Au-delà de la pratique professionnelle sur les postes occupés, la formation accompagne les parcours propres aux métiers des agents ainsi que **leur évolution de carrière**.

En premier lieu, la collectivité poursuit sa participation forte à l'évolution professionnelle de ses agents, **en facilitant l'accès à la préparation des concours et examens professionnels**.

En second lieu, en plus des évolutions de carrière par le biais des concours, des examens professionnels et de la promotion interne, la collectivité **développera les mobilités internes et par conséquent les parcours professionnels en son sein**.

La formation appuie cette démarche en facilitant l'acquisition de compétences nécessaires au nouveau poste occupé.

Enfin, le plan de formation prévoit **l'accès au dispositif des savoirs fondamentaux pour les agents** qui le souhaitent. Il peut être à la fois un préalable nécessaire en vue de préparer une mutation vers un autre métier, mais aussi une action facilitant le quotidien personnel et/ou professionnel des agents concernés.

- **2.2 Les orientations du CNFPT**

Le Projet national du CNFPT pour les années 2022 à 2027 vise à accompagner les collectivités pour répondre aux grands enjeux publics locaux, à garantir aux agents territoriaux un égal accès à la formation et à une offre de qualité et à accompagner les projets et les évolutions professionnelles des agents.

- **Accompagner les collectivités pour répondre aux grands enjeux publics locaux :**
 - o Aménager les territoires : accompagner la résilience des territoires, favoriser l'équilibre des territoires ;
 - o Soutenir les démarches de développement durable des territoires face aux défis climatiques et sociaux ;

- Conduire une action publique solidaire et inclusive : préserver l'autonomie et la dignité des personnes, renforcer la cohésion sociale, prendre en compte les enjeux de santé publique ;
 - Faire société : conforter les valeurs du service au public, vivre ensemble, concourir au continuum de sécurité ;
 - Une fonction publique territoriale mobilisée : pouvoir agir ensemble, incarner le service public, accompagner les dirigeants territoriaux.
- **Garantir aux agents territoriaux un égal accès à la formation et à une offre de qualité :**
 - Le double impératif d'égalité et d'inclusion : développer une offre de formation inclusive et accessible, permettre l'équité entre les territoires, garantir une égalité d'accès à la formation ;
 - Conforter et garantir la qualité de l'offre de formation en s'engageant dans une démarche de certification : une offre davantage à l'écoute des attentes des collectivités et de leurs agents, des stagiaires mieux accompagnés dans leur parcours de formation, des moyens pédagogiques et techniques pensés pour répondre aux besoins de chaque stagiaire, des intervenants comme acteurs majeurs de l'amélioration de la qualité de l'offre ;
 - Placer l'innovation et l'action au cœur du modèle pédagogique : essaimer la culture de l'innovation dans les collectivités, inventer et partager de nouveaux apprentissages innovants et capacitants ;
 - Développer l'évaluation de notre offre de service.
 - **Accompagner les projets et les évolutions professionnels des agents :**
 - Attirer de nouveaux talents vers la fonction publique territoriale : mettre en œuvre une stratégie partagée de promotion des métiers territoriaux avec les collectivités, promouvoir la formation en alternance ;
 - Faciliter les progressions de carrières plus dynamiques : améliorer les préparations aux concours, adapter nos modalités de formation aux besoins réels des agents ;
 - Offrir de nouvelles perspectives de transition professionnelles : faciliter les transitions professionnelles, permettre à chaque agent d'être acteur de son évolution professionnelle, prendre en compte les besoins de formation des agents connaissant une mobilité subie, poursuivre la professionnalisation des conseillers en évolution professionnelle.

La délégation Nouvelle-Aquitaine du CNFPT a pour mission de mettre en œuvre et d'adapter aux réalités locales l'ensemble de ces orientations nationales.

Pour ce faire, la délégation Nouvelle-Aquitaine du CNFPT a défini les orientations suivantes en matière de formation des agents publics locaux :

- répondre en proximité aux demandes spécifiques de formation dans le cadre de formations organisées en Intra,
- répondre aux besoins de formation d'intégration,
- assurer la gestion des demandes de dispenses de formation,
- former les agents chargés de la sécurité et de la protection des biens et des personnes,
- réduire les inégalités géographiques et catégorielles d'accès à la formation par le renforcement de la proximité des actions de formation,
- assurer un égal accès à la préparation aux concours et examens professionnels,
- réduire les difficultés d'accès à la formation de certains agents (*lutte contre l'illettrisme et accueil des personnes en situation de handicap notamment*),
- conforter l'animation des rencontres professionnelles au sein de la FPT,
- intégrer les technologies de l'information et de la communication dans les systèmes de formation et dans nos relations avec les agents et collectivités territoriales,
- promouvoir de développement durable dans la formation.

ARTICLE 3 - TRADUCTION DES OBJECTIFS EN AXES, ACTIONS ET PROJETS

Sur la base des objectifs énoncés à l'article précédent, les parties s'accordent sur la mise en œuvre d'actions contractualisées.

Ces actions Intra sont complémentaires de l'offre de formation annuelle organisée en Inter-collectivités sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine : elles visent à répondre à des besoins spécifiques de la collectivité. Le présent partenariat vise également à accompagner par la formation des projets de la collectivité.

- **3.1 Contribuer au développement du dispositif de formation professionnelle de la fonction publique territoriale**

La formation professionnelle des agents publics territoriaux est une responsabilité partagée des acteurs territoriaux.

Dans cet esprit, la collectivité s'engage à :

- favoriser l'engagement des agents de la collectivité qui souhaitent intervenir en qualité de formateur au sein du CNFPT ;
- soutenir la démarche des agents de la collectivité de participer à des réseaux « métiers » mis en place par le CNFPT en Nouvelle-Aquitaine.

- **3.2 Promouvoir l'apprentissage dans la fonction publique territoriale**

L'apprentissage représente l'une des voies d'accès au service public local en permettant aux élèves et étudiants de découvrir la diversité des métiers et des missions de l'action publique locale.

Dans ce cadre, les collectivités territoriales et les établissements publics territoriaux sont des employeurs publics potentiels d'apprentis.

Le CNFPT accompagne la collectivité de la façon suivante :

- La prise en charge du financement des coûts de formation des apprentis dans les conditions définies par le CNFPT pour l'ensemble du territoire national ;
- La formation des maîtres d'apprentissage de la collectivité.

- **3.3 Accompagner les projets de la collectivité et favoriser la formation des agents tout au long de la carrière**

Conformément aux dispositions de l'article L 423-3 du Code général de la fonction publique, la collectivité élabore un plan de formation. Le plan de formation allie les besoins de la collectivité qui doit disposer d'agents compétents pour développer ses projets et répondre aux exigences du service public et les besoins des agents qui souhaitent progresser dans leur métier et leur carrière ou se diriger vers un autre métier.

Dans ce cadre, pour permettre l'adaptation, le perfectionnement, la qualification ou plus généralement la professionnalisation des agents de la collectivité, des actions de formation seront mises en œuvre à destination de ses agents. Ces actions peuvent être issues de l'offre nationale de formation du CNFPT, et faire si nécessaire l'objet d'un ajustement de leur contenu pour répondre au mieux aux besoins de la collectivité, ou bien construites spécifiquement pour répondre à des besoins particuliers de la collectivité.

Une attention particulière sera portée au développement de la formation des agents de catégorie C dans l'ensemble des métiers exercés au sein de la collectivité.

Ce programme de formation mis en œuvre au titre du présent paragraphe sera organisé par le CNFPT sans participation financière de la collectivité.

Les actions de formation contenues dans le programme de formation s'adressent aux agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public et aux salariés sous contrat aidé. La participation à ces actions de formation de salariés contractuels de droit privé donnera lieu à facturation auprès de la collectivité conformément aux barèmes des tarifs arrêtés par le CNFPT.

Pour la première année du partenariat, le nombre de journée-formation à organiser par le CNFPT et financé dans le cadre de la cotisation est fixé à 200 jours ainsi qu'un forfait de 40 jours pour la préparation au Diplôme d'Etat d'Assistant Familial (DEAF).

Pour les autres années du partenariat, le nombre de journées-formation (JF) à organiser par le CNFPT et financé dans le cadre de la cotisation fera fixé dans une annexe annuelle.

L'annexe annuelle prendra en compte les journées de formations non consommées sur une année N afin de les reporter sur l'année N+1 dans la limite de 30 % du nombre de journées de formation prévu pour l'année N.

Le nombre de journées-formation relevant des spécialités « santé, sécurité et conditions de travail » (*nomenclature A4A*) et « prévention des risques professionnels et secourisme » (*nomenclature T2K*) ne pourra pas excéder 30 % du nombre annuel de journées-formation mentionné dans l'annexe annuelle.

- **3.4 Accompagner les évolutions professionnelles des agents**

Le dispositif de préparation aux concours et examens professionnels de la fonction publique territoriale prévoit l'organisation, par le CNFPT, à l'issue des tests d'orientation et pour une partie des candidats, de formations préalables de remise à niveau, dites « formations tremplin ».

Les tests d'orientation, préalables au dispositif de préparation aux concours et aux examens professionnels de la fonction publique territoriale, peuvent faire apparaître que le faible niveau de certains candidats constitue un obstacle pour engager avec des chances de succès, une démarche de préparation aux concours ou aux examens professionnels.

Dans ce cadre, les services de la collectivité s'engagent à accompagner les agents de leurs collectivités dans la redéfinition de leur projet d'évolution professionnelle.

- **3.5 Promouvoir les bonnes pratiques**

Les parties s'engagent à définir, dans le cadre du présent partenariat, une offre de formation visant à développer les bonnes pratiques dans les domaines suivants :

- Accueil des personnes en situation de handicap,
- Promotion des valeurs de laïcité dans l'accomplissement du service public,
- Prévention des discriminations,
- Egalité femmes-hommes,
- Lutte contre l'illettrisme.

- **3.6 Dématérialiser les inscriptions des agents de la collectivité aux actions de formation organisées par le CNFPT**

Dans le double objectif d'alléger les procédures d'inscription des stagiaires et d'initier une démarche de développement durable, la collectivité s'inscrit dans la démarche conduite par le CNFPT en vue de dématérialiser les inscriptions des agents à l'ensemble des actions de formation organisées par le CNFPT.

ARTICLE 4 - MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS

- **4.1 Organisation des actions de formation**

Les actions de formation mises en œuvre au titre du présent partenariat sont organisées en Intra et peuvent être mises en œuvre selon les différentes modalités suivantes :

- soit en présence d'un formateur (*formations en présentiel*) ;
- soit à distance avec l'utilisation de l'outil numérique (*formations organisées à distance*) ;
- soit par la combinaison de modules de formation en présentiel et à distance (*formations dites mixtes*).

Les formations « organisées à distance » ou « mixtes » nécessitent l'usage d'outils numériques (*adresses courriels individuelles des agents, poste informatique connecté à Internet*) pour consulter des documents de formation à distance ou participer à distance à des temps de formation avec l'aide d'un formateur.

Le temps consacré par les agents à la formation (*en présentiel comme à distance*) sur autorisation de l'employeur est assimilé à un temps travaillé.

- **4.2 Définition du programme d'actions**

Le CNFPT et la collectivité s'accordent chaque année, à minima, avant le 31 décembre de l'année N-1 sur le programme des actions à mettre en œuvre l'année suivante.

Ce programme définira au travers d'une « *fiche annuelle de programmation* », les actions à mener dans l'année, et, si nécessaire, les modalités d'organisation et de gestion ainsi que les moyens financiers mis en œuvre à cet effet.

Pour chaque action de formation, la « *fiche annuelle de programmation* » précise :

- le thème,
- la durée (en jours)
- le nombre de stagiaires par action
- le(s) public(s) visé(s) par l'action (*catégorie et profils d'agents*)
- le nombre de sessions d'une même action.

Par ailleurs, il sera favorisé deux réunions de programmation par an, entre le CNFPT et la collectivité représentée par le Bureau du Développement des Compétences et de la Formation (BDCF) à la Direction des Ressources Humaines et par les assistants formation de la Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités (DPRPM) et de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP).

Ces réunions auront pour objectif de définir le calendrier semestriel des actions de formation.

Le CNFPT transmettra alors à la collectivité les dates de sessions, le programme de formation, le code de stage et le nom de l'intervenant.

- **4.3 Engagements respectifs des parties**

Les parties s'engagent à créer les conditions de réussite des actions de formation réalisées en intra de la façon suivante :

- le CNFPT :
 - o définit les contenus des formations en lien avec la collectivité ;
 - o organise les actions de formation à l'exclusion des moyens techniques (*salles de formation, équipements, matériels informatiques et audiovisuels, etc.*) ;
 - o désigne, recrute et rémunère les intervenants nécessaires et demeure, en tant qu'employeur, leur seul interlocuteur ;
 - o prend en charge les frais de déplacement des intervenants ;
 - o transmet si besoin à la collectivité pour duplication un exemplaire des documents liés à la formation et assure la mise à disposition en ligne des supports de formation via son site Internet ;
 - o permet l'accès de la collectivité, la plateforme IEL afin d'inscrire les agents sur les sessions de formations jusque la semaine qui précède le début de la formation ;
 - o assure la convocation des stagiaires aux actions de formation organisées intégralement à distance et aux actions mixtes comprenant à la fois un ou des temps présentiel et à distance ;
 - o délivre les attestations de formation en fonction de la présence réelle des stagiaires en formation ;
 - o transmet dans le mois qui suit l'action de formation, les résultats du questionnaire satisfaction, à la collectivité.

S'agissant d'actions de formation organisées en Intra, le CNFPT ne prend pas en charge les frais ou l'organisation des repas des stagiaires, ni les frais de transport des stagiaires, ni les frais d'hébergement des stagiaires.

- la Collectivité :
 - o s'assure de la participation du nombre minimum de stagiaires préalablement arrêté d'un commun accord avec le CNFPT pour garantir la qualité des formations ;
 - o procède à l'inscription des agents à partir de la plate-forme d'inscription dématérialisée mise à disposition par le CNFPT (*IEL*) ;
 - o fait son affaire des éventuelles modifications de la composition des groupes de stagiaires (*annulations, nouvelles inscriptions, etc.*) jusqu'à 3 jours avant le début effectif de la formation ;
 - o informe les agents sur les objectifs et le contenu des formations ;
 - o assure la convocation des stagiaires aux actions de formation organisées intégralement en présentiel ;

- organise les moyens techniques dédiés à la formation et prend en charge les coûts éventuellement engendrés (*salles de formation, équipements, matériels informatiques et audiovisuels, etc.*) ;
- informe le CNFPT du lieu de déroulement de la formation ;
- s'assure de l'accueil des agents de la collectivité en formation et de l'intervenant ;
- communique au CNFPT, après la fin de chaque session de formation, les feuilles d'émargement des stagiaires originales dans les 8 jours qui suivent la fin de l'action de formation (à l'exception de celles transmises directement par l'intervenant au CNFPT) : la feuille d'émargement originale dûment renseignée conditionne le versement de la rémunération des intervenants et la délivrance des attestations de formation aux stagiaires ;
- avertit le CNFPT par écrit (*courriel*) de l'annulation ou de la modification de sessions de formation.

- 4.4 La présence des stagiaires en formation

- Prévenir l'absentéisme des stagiaires :

Afin d'assurer une bonne organisation de chaque séance de formation et permettre un bon déroulement pédagogique de la formation, il est essentiel que tous les agents de la collectivité retenus pour y participer soient effectivement présents aux dates définies.

Dans cet objectif, la collectivité s'engage à organiser la présence effective en formation des agents de la collectivité retenus pour y participer et, pour ce faire, de les sensibiliser ainsi que leur hiérarchie de proximité, à l'importance de la formation pour faire évoluer les compétences et les qualifications des agents publics territoriaux.

- Effectif minimum de stagiaires pour les actions organisées en « intra » et financées sur la cotisation :

La programmation des actions de formation en intra est conditionnée par la présence d'un minimum de stagiaires.

Le seuil minimum de stagiaires est fixé à 12, sauf pour les formations relevant des domaines suivants :

▪ Illettrisme	: seuil minimum de stagiaires fixé à 8
▪ Hygiène, sécurité, santé au travail	: seuil minimum de stagiaires fixé à 10
▪ Agent d'entretien du bâtiment	: seuil minimum de stagiaires fixé à 8
▪ Accueil	: seuil minimum de stagiaires fixé à 8
▪ Formation aux techniques culinaires	: seuil minimum de stagiaires fixé à 8
▪ Tronçonnage	: seuil minimum de stagiaires fixé à 6
▪ Formation de formateurs et tutorat	: seuil minimum de stagiaires fixé à 10
▪ Orientation professionnelle	: seuil minimum de stagiaires fixé à 8
▪ Bureautique et informatique	: seuil minimum de stagiaires fixé à 8

Pour les actions de formation organisées par un ou des prestataire(s) de service désigné(s) par le CNFPT, l'effectif de stagiaires pouvant être accueilli en formation est déterminé en fonction des clauses définies au marché public : cette information sera fournie à la collectivité par le CNFPT.

- Pour les actions organisées en « inter » :

L'agent territorial est tenu, dans l'intérêt du service, de suivre les actions de formation déterminées avec l'autorité territoriale. Toute absence est à justifier auprès de l'employeur.

Le contrôle des présences s'effectue à partir des listes d'émargement. Le CNFPT adresse à la collectivité, via la base de données IEL, un état des présences aux formations qu'il organise.

- 4.5 Conséquence des annulations tardives

Les annulations de sessions de formation du fait de la collectivité donnent lieu à participation financière de la collectivité dans les cas suivants :

- à hauteur de 50 % du montant fixé ci-après, si l'annulation est connue au plus un mois avant la date de début de la formation (*de date à date*),
- à hauteur de 100 % du montant fixé ci-après si l'annulation est connue au plus une semaine avant la date de début de la formation (*de date à date*).

Le montant applicable au présent paragraphe est déterminé en fonction du taux de rémunération de l'intervenant et de la durée de la session, à savoir :

Montant de la rémunération horaire de l'intervenant	Montant journalier applicable pour 1 groupe (<i>sera multiplié par le nombre de jours de la session</i>)
- égal ou supérieur à 4A1 (40,16 €)	400 €
- égal ou supérieur à 4A2 (53,22 €)	600 €
- égal ou supérieur à 4A3 (64,26 €)	800 €
- égal ou supérieur à 4A4 (96,39 €)	1 000 €

- 4.6 Modalités de paiement

Dès réception du titre de recettes que lui adressera le CNFPT à l'issue des actions de formation, la collectivité s'acquittera du montant considéré en créditant le compte ouvert par l'Agence comptable du CNFPT auprès de la Recette Générale des Finances de Paris :

Code établissement : 10071
Code guichet : 75000
N° de compte : 00001005162
Clé : 17

Le titre sera accompagné d'un mémoire ou d'une proposition de décompte précisant le thème, la durée de la formation prise en compte et le montant de facturation.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le CNFPT est tenu d'adresser son titre de recette via le portail Chorus Pro. Pour ce faire, les éléments d'identification de la collectivité sont les suivants :

Identifiant de la collectivité (<i>code SIRET</i>)	Libellé du service de facturation	Code du service de facturation	N° d'engagement obligatoire
222 400 012 00019	Conseil départemental de la Dordogne – Direction des Ressources Humaines	240 500	OUI

ARTICLE 5 - COMMUNICATION

Les parties s'engagent à promouvoir, par tout support approprié, les actions prévues et mises en œuvre dans le cadre du présent partenariat.

ARTICLE 6 - PILOTAGE ET SUIVI DU PARTENARIAT

Un comité de suivi est institué entre le CNFPT et la collectivité. Il est composé de la façon suivante :

- pour le CNFPT :
 - o le Directeur de la délégation Nouvelle-Aquitaine
 - o le Directeur adjoint chargé de l'action territoriale
 - o la responsable de l'antenne de Dordogne-Corrèze
 - o le conseiller formation, interlocuteur de la collectivité

- pour la Collectivité :
 - o le Vice-Président du Conseil Départemental, chargé des Finances de l'Administration Générale et des Marchés Publics
 - o le Directeur Général des Services Départementaux
 - o la Directrice des Ressources Humaines
 - o la Chef de Bureau du Développement des Compétences et de la Formation
 - o les assistants formation de la DRH, la DPRPM et DGA-SP

Les missions du comité de suivi sont les suivantes :

- assurer la mise en œuvre des actions prévues au présent partenariat ;
- définir le nombre de journées-formation (JF) à organiser chaque année et qui sera inscrit dans l'annexe annuelle prévue au paragraphe 3.2 ci-dessus ;
- définir le programme annuel des actions et rédiger les fiches action ;
- examiner chaque année le bilan des actions menées ;
- définir d'un commun accord les ajustements à apporter au présent partenariat ;
- régler en concertation les éventuelles difficultés de mise en œuvre des actions.

Il se réunit au minimum une fois par an, pour réaliser le bilan quantitatif et qualitatif de l'année écoulée et identifier le programme d'actions de l'année à venir.

Afin de réaliser chaque année l'évaluation des actions de formation, le comité de suivi s'appuiera notamment sur les indicateurs suivants :

- nombre de participants ;
- nombre de jours de formation stagiaires réalisés ;
- bilans « à chaud » réalisés par les stagiaires ;
- atteinte des objectifs fixés par la collectivité et le CNFPT ;
- impact sur le service public local de la collectivité.

L'évaluation des actions de formation menées au cours de l'année précédente permettra le cas échéant d'apporter des ajustements au présent partenariat.

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE SANITAIRE

Le CNFPT et la collectivité veillent à ce que la formation soit mise en œuvre dans des conditions garantissant la sécurité sanitaire de l'ensemble des participants (*stagiaires, formateurs et autres personnes intervenant*).

Pour ce faire, les parties s'engagent à appliquer, pendant les temps de formation, les protocoles sanitaires fixés par le CNFPT sans qu'il soit nécessaire pour cela de modifier par avenant le présent partenariat.

ARTICLE 8 - DUREE

Le présent partenariat est conclu pour les années 2023-2024-2025 à compter du 1^{er} janvier et jusqu'au 31 décembre.

Les parties conviennent de se rencontrer au moins six mois avant son échéance, afin d'étudier la possibilité de renouveler le partenariat.

Chacune des parties peut résilier le présent partenariat en le justifiant, en cours d'exécution, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception et après clôture des actions engagées à la date du préavis.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS / AVENANTS

Les parties peuvent modifier, d'un commun accord et par voie d'avenant, les dispositions du présent partenariat.

Fait à _____ Le _____

en 2 exemplaires originaux

Pour le Centre National de la
Fonction Publique Territoriale

Pour la Collectivité

Pierre CHERET
*Délégué du CNFPT Nouvelle-Aquitaine
Conseiller régional*

Germinal PEIRO
Président du Conseil départemental de la Dordogne

Partenariat de formation professionnelle territorialisée

ANNEXE ANNUELLE

Année : **XXXXX**

En application de l'article 3.3 du Partenariat de Formation Professionnelle Territorialisée (PFPT) pour la période **XXX** à **XXX**, le nombre de Journées-Formation (JF) à organiser par le CNFPT et financé dans le cadre de la cotisation pour l'année mentionnée ci-dessus est fixé comme suit :

Nombre de JF de l'année N-1 non utilisés et reportés <i>(NOTA : dans la limite de 30 % du nombre de journées de formation prévu pour l'année N-1).</i>	
Nombre de JF au titre de l'année	
TOTAL	

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

—————
DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.6

Participation au Salon International de l'Agriculture 2023.
Remboursement de frais de déplacement.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Bruno LAMONERIE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.6

Participation au Salon International de l'Agriculture 2023.
Remboursement de frais de déplacement.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

AUTORISE la prise en charge intégrale des frais inhérents à la participation au Salon International de l'Agriculture de PARIS - Edition 2023 :

- des Elus départementaux présents,
- des Agents départementaux cités ci-après, conformément aux dates prévues dans leurs ordres de mission nominatifs :

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| - M. Jérôme BAYLE | - Mme Catherine JAMET |
| - M. Gaëtan BRIZARD | - M. Nathan LAGRANGE |
| - Mme Sophie CABANEL | - M. Nicolas LAMSTAES |
| - M. Fabien CHEVALARIAS | - Mme Dominique LE BRIZAULT |
| - Mme Laurence COUDENNE | - M. Vianney LE VACON |
| - M. Ewen COUSIN | - M. Jean-Marc MOUILLAC |
| - M. Matthieu COUSTILLAS | - M. Denis NIDOS |
| - M. Valentin DELTREIL | - Mme Marine PETIT |
| - M. Vincent DEMAISON | - M. Johan SEES |
| - Mme Aurore DESMOND | - Mme Evelyne VALADIE |
| - M. Pierre GONTHIER | - M. Stéphane VEDOVOTTO |
| - M. Pierre-Bernard GOUZOT | - Mme Véronique VIELMONT |
| - M. Christophe HARRICHOURY | |

- des Représentants des médias locaux, sur la journée du 1^{er} mars 2023.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.7

Budget Participatif Dordogne-Périgord 2022.
Liste des Associations lauréates.
Approbation de convention et avenant types.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Bruno LAMONERIE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.7

Budget Participatif Dordogne-Périgord 2022.
Liste des Associations lauréates.
Approbation de convention et avenant types.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-17 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ALLOUE les subventions d'investissement aux Associations lauréates (liste ci-dessous) du Budget Participatif Dordogne-Périgord 2022, sous réserve du respect du cadre réglementaire et aux conditions suivantes :

- 50 % à la signature de la convention, sur présentation d'un bon de commande ou devis ferme et, si besoin, d'une délibération du Conseil municipal ;
- 50 % sur présentation de la (ou des) facture(s).

- Projets jeunes : **90.021 €**

Canton	Projet n°	Libellé du projet	Porteur	Organisme bénéficiaire	Nombre de voix	Montant proposé maximum (€)
Périgieux 1 et 2	008	Equipons nos jeunes Sapeurs-Pompiers de la Dordogne	Union Départementale Sapeurs-Pompiers Dordogne		2035	12.000
Vallée de l'Homme	015	Création d'événements musicaux, culturels, originaux	Vizara		565	12.000
Sud Bergeracois	011	Cœur de récréation !	Association Parents d'Elèves de l'Ecole Publique d'Eymet		508	12.000
Vallée de l'Isle	019	Le cabanon du partage Neuvicois !	Foyer Socio-Educatif du Collège de Neuvic		447	2.621
Terrasson-Lavilledieu	012	Un espace multisport intergénérationnel	Association Feuillavenir		430	12.000
Périgord Central	006	Les jeunes du Pays Vernois se lancent !	Espace de Vie Sociale La Clé à Vergt		422	7.400

Pays de Montaigne et Gurson	005	Achat d'une structure d'aire de glisse	Club des Rapid'eaux	373	12.000
Terrasson-Lavilledieu	013	Adospace	Animation Chavagnac Loisirs (ACL)	329	10.000
Vallée de l'Homme	017	Adolescents créateurs d'événements théâtralisés et immersifs	L'Œil écoute	323	10.000

- Projets lauréats dans la catégorie « 1^{er} du canton » : **759.712 €**

Canton	Projet n°	Libellé du projet	Porteur	Organisme bénéficiaire	Nombre de voix	Montant proposé maximum (€)
Bergerac 1	103	L'art se bouge avec La Nomadine ! Tu veux bouger avec nous ?	Le Collectif les Arts à Souhait		347	12.000
Bergerac 1	502	Renouvellement du matériel pour la section gym du Club Stella	Club Stella		561	12.000
Bergerac 1	404	Traverse, viens boire un café, papoter et cuisiner	La Traverse		587	11.730
Bergerac 1	104	Et si on partageait la scène ?	Théâtre de La Gargouille		554	11.509
Bergerac 2	101	Amélioration de la BCD de l'école	Amicale Laïque Mouleydier Tuilières St Germain et Mons	Coopérative scolaire de l'Ecole	401	12.000
Bergerac 2	501	Création d'un puits	FC Coteaux Pécharmant		329	10.492
Brantôme	407	Du matériel pour les animations du village	Comité des Fêtes de Bourdeilles		474	12.000
Brantôme	505	Des vélos pour les écoliers	USEP Dronne et Belle	Foyer Laique de Brantôme	499	9.261
Brantôme	108	Sonorisation mobile pour les événements locaux	Histoire 2 Voir		360	7.000
Coulounieix-Chamiers	202	Création d'une miellerie collective : soutenons les nouveaux apiculteurs et valorisons le miel local	Le Rucher du Périgord		1191	12.000
Coulounieix-Chamiers	205	Bien vivre ensemble aux écoles de Marsac sur l'Isle	Récré'Action 24		534	11.173
Coulounieix-Chamiers	507	Handisport : nouveau matériel pour le basket-fauteuil	Comité Départemental Handisport Dordogne		878	10.800
Haut-Périgord Noir	113	Restauration des peintures du transept de l'Abbaye de Tourtoirac	Les amis de l'Abbaye et du patrimoine de Tourtoirac		895	12.000
Haut-Périgord Noir	206	Nettoyage des chemins de randonnée	Quad Passion 24 Thenon Ste Orse		590	12.000
Haut-Périgord Noir	110	L'abeille est d'intérêt général	Confrérie du miel et des abeilles en Périgord		753	7.243
Isle-Loue-Auvézère	116	Valorisation du Moulin de la Baysse	Excit'Oeil		507	12.000
Isle-Loue-Auvézère	115	Promenons-nous dans les bois avec la Loue pour compagne	Mémoire de pierres à Gandumas		536	10.000

Isle-Loue-Auvézère	114	Coup de projecteur sur les 80 ans de La Ruche d'Angoisse	Amicale Laïque La Ruche	811	7.998
Isle-Manoire	120	Achat, restauration et exposition de véhicules Seconde Guerre mondiale	Military Vehicule Conservation Group Dordogne - MVCG Dordogne	218	12.000
Isle-Manoire	411	La Forge	Les amis de la forge	242	12.000
Isle-Manoire	512	Si tu ne viens pas au tennis, le tennis viendra à toi !	Tennis Club de Boulazac Isle Manoire	258	12.000
Lalinde	122	L'Œil Lucide : à la rencontre des habitants	L'Œil Lucide	449	12.000
Lalinde	209	Bee happy à l'Ecole des 6	APE l'Ecole des 6	672	12.000
Lalinde	208	Du vrac dans l'épicerie associative Magasin général	Magasin général	465	4.478
Montpon-Ménéstérol	124	Parcours de visite Abbaye d'Echourgnac	Abbaye Notre dame de Bonne Espérance	450	12.000
Montpon-Ménéstérol	413	Sensibilisation sur le handicap et la discrimination	Tendons la main	480	9.500
Montpon-Ménéstérol	212	Groupement d'achat de produits alimentaires de qualité bio et locaux	La Maison de l'Innovation Citoyenne	578	7.900
Pays de La Force	102	La Claque Sono-Mobile	La Claque	374	12.000
Pays de La Force	214	Une cabane à livres au cœur du bourg	Cultive ta lecture	495	12.000
Pays de La Force	517	Le city-stade, c'est bien plus que du sport	Maison Familiale Rurale du Bergeracois	378	12.000
Pays de Montaigne et Gurson	129	Montaigne, votre guide du musée	Les amis du musée de Villefranche de Lonchat	863	12.000
Pays de Montaigne et Gurson	132	Mise en valeur du lavoir de Carsac de Gurson	Comité des fêtes de Carsac de Gurson	629	7.908
Pays de Montaigne et Gurson	133	Equipement de l'Association Musicalement Vôtre	Musicalement Vôtre	448	2.200
Périgord Central	215	La cabane buissonnière	Les Amis de l'école de Maurens	570	11.000
Périgord Central	216	Osons la Dordogne Durable	e-graine Nouvelle-Aquitaine	484	9.000
Périgord Vert Nontronnais	219	Répare café itinérant en Périgord Nontronnais	Ça circule !	706	12.000
Périgord Vert Nontronnais	602	Flow vélo : station de rechargement et réparation libre-service pour vélos	Team GC	554	12.000
Périgieux 1 et 2	138	Instruments de musique traditionnelle	Des musiciens occitans du Périgord "Los zinzonaire"	397	12.000
Périgieux 1 et 2	418	Un Fablab / Répare café / DIY-DIWO à Périgieux !	L'Escale Numérique	544	12.000
Périgieux 1 et 2	522	Achat d'un trampoline de 12 mètres	Initiale Gym 24	305	12.000
Périgieux 1 et 2	524	Village olympique, Terre de jeux 2024	Comité Départemental Olympique et Sportif de la Dordogne (CDOS)	244	12.000
Périgieux 1 et 2	140	La guinguette éphémère	Ouïe/Dire	269	11.850
Périgieux 1 et 2	139	Festival Cinespañol, accès gratuit à la culture hispanique	Festival Cinespañol	642	9.000

Ribérac	421	Chapiteau associatif	Comité des fêtes de Villeteureix	342	12.000
Ribérac	528	Un city à Siorac de Ribérac	Maison Familiale Rurale du Ribéracois	335	12.000
Saint-Astier	143	Le musée des "1000 ans d'histoire des comtes de Grignols Talleyrand Périgord"	Mémoire du Comté de Grignols	345	12.000
Saint-Astier	142	Mettre en valeur les patrimoines de nos villages en Vallée de l'Isle	Association Patrimoniale au Pays d'Asterius	770	12.000
Saint-Astier	221	Cours Oasis, naturelles et végétalisées pour l'école de Coursac	USEP Course à quoi	574	12.000
Sarlat-la-Canéda	424	Equipons la MAM de Tamniès	MAM L'Arc en Ciel	441	12.000
Sarlat-la-Canéda	425	Amélioration salle pour créations activités inter-génération	Amicale Laïque de La Roque-Gageac	460	12.000
Sarlat-la-Canéda	423	Outilthèque, la Pelle aux Idées	La Pelle aux Idées	358	6.312
Sud Bergeracois	427	Kit complet pour un atelier de moulage au cœur d'un territoire rural	Les couleurs de Pierre Belvès	295	12.000
Sud Bergeracois	514	La maison du rugby	Union athlétique Issigeacoise	281	12.000
Sud Bergeracois	147	Du matériel de spectacle pour Eymet Danser	Eymet Danser	284	4.792
Terrasson-Lavilledieu	150	Histoire et secrets de nos villages en Pays de Fénelon	Mémoire et Patrimoine du Salignacois	1003	12.000
Terrasson-Lavilledieu	151	Structure scénique "boite noire" modulable et adaptable	Itinérance culturelle en Terrassonnais	433	4.920
Terrasson-Lavilledieu	225	Gourde éco-responsable - Lycée de Terrasson Lavilledieu	Maison des Lycéens	595	1.764
Thiviers	152	Un télescope au cœur du Périgord Vert pour un nouveau regard sur l'Univers	Amicale Laïque de Thiviers	846	12.000
Thiviers	226	Un atelier de réparation collectif et participatif à Thiviers	La Récréathiv' - Recyclerie créative de Thiviers	685	12.000
Thiviers	429	Acquisition et installation d'ActivTab à l'EHPAD	Association les Amis de la Maison de Retraite de La Coquille	673	11.970
Trélissac	539	Un minibus pour les jeunes sportifs du Boxing Club Trélissacois	Boxe Anglaise Trélissacoise du Grand Périgueux	478	12.000
Trélissac	603	Un minibus pour tous	Association Départementale d'Aide à la Santé Mentale Croix Marine	205	12.000
Trélissac	153	Une web TV locale sur la région de Périgueux et son agglo	Clip Clap Club Vidéo	238	11.767
Vallée Dordogne	160	Réfection du lavoir de Foncaude et préservation de sa biodiversité	Mise en valeur du petit patrimoine Sioracois	756	12.000
Vallée Dordogne	158	Sauver le jeu traditionnel de rampeau en Périgord Noir	Les amis du foirail	700	9.000
Vallée Dordogne	159	Favoriser la diffusion de spectacles en milieu rural	Amicale Laïque de Castelnaud-la-Chapelle	669	2.700
Vallée de l'Homme	163	La p'tite guinguette	Le Bus des Rêves	639	12.000
Vallée de l'Homme	165	Le Hang'Art : un espace de travail artistique	Association Point-Org	469	12.000

Vallée de l'Homme	431	Un centre de médiation animale pour les plus fragiles	Association de Médiation Animale pour la Relation d'Aide (AMARA)	535	12.000
Vallée de l'Isle	166	Sauver des renards pour émerveiller, sensibiliser et apprendre la biodiversité	Le clos des renardises	736	12.000
Vallée de l'Isle	434	Maintien en bonne santé psychologique des personnes âgées	Association Philanthropique d'Animations Chantées Happy End (APACHE 24)	440	12.000
Vallée de l'Isle	229	Espace jardin - Arboretum pour l'école	Amicale Laïque La Glaneuse	464	8.445

- Autres lauréats : **83.618 €**

Canton	Projet n°	Libellé du projet	Porteur	Organisme bénéficiaire	Nombre de voix	Montant proposé maximum (€)
Isle-Loue-Auvézère	119	Un parquet et des écocups pour le Comité des fêtes de St Pantaly d'Excideuil	Comité des fêtes de Saint Pantaly d'Excideuil		502	12.000
Bergerac 1	504	Du matériel d'athlétisme pour les jeunes	Bergerac Athlétique Club		480	12.000
Haut-Périgord Noir	111	Un four pour l'atelier Céramique, Modelage et Poterie	Mémoires d'Argiles		476	7.628
Périgord Central	520	Amélioration des conditions de jeu du gymnase pour l'école de Basket	Amicale sportive Issacoise		443	12.000
Lalinde	123	Mise en valeur des Allées couvertes "L'Oustal del Loup" à Marsalès	Groupe archéologique "Mons-Paciarus"		433	7.000
Vallée de l'Isle	544	Le bus omnisports	Association Espoirs Saint Fronnais		403	12.000
Isle-Loue-Auvézère	118	Aménagement d'une salle de musique	La puce à l'oreille		399	8.000
Vallée de l'Isle	543	Aide au développement du tennis de table en milieu rural	Saint Médard de Mussidan Tennis de Table		387	7.790
Vallée de l'Isle	230	Bien-être et nature à l'école maternelle de Neuvic	Association Départementale - Office Central de la Coopération à l'Ecole de la Dordogne (AD OCCE 24)		379	2.200
Isle-Loue-Auvézère	117	Achat matériels pour le Développment par l'EXpression ARTistique	Dexpart		374	3.000

APPROUVE les termes des convention et avenant types ci-annexés (I et II).

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter les conventions et avenants à intervenir, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

BUDGET PARTICIPATIF DORDOGNE-PERIGORD 20..

**CONVENTION SUR PROJET D'INVESTISSEMENT
ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE
ET L'ASSOCIATION « ... »**

(Subvention d'équipement)

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis Hôtel du Département - 2, rue Paul Louis Courier
- CS 11200 - 24019 PÉRIGUEUX Cedex, enregistré sous le SIRET n° 222 400 012 00019,
représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à
signer et exécuter en vertu d'une délibération de n°..... en date du,

D'une part
dénommé ci-après "Le Département"

ET

L'Association « ... », Adresse, SIRET n° , représentée par son(sa) Président(e), ..., dûment
habilité(e) à signer,

D'autre part
dénommée ci-après "L'Association"

Préambule

L'Association a pour objet

Dans le cadre du Budget Participatif Dordogne Périgord 20.., l'Association....(*descriptif du projet
et des besoins*).

Compte tenu de l'intérêt public local de ce projet, et considérant que ce projet est lauréat de
l'édition 20.. du Budget Participatif Dordogne-Périgord, sous l'intitulé « ... », totalisant ... votes,
pour un montant de ... €.

Il a été convenu :

Article 1^{er} - Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une subvention
d'investissement d'équipement à l'Association au titre du Budget Participatif Dordogne-Périgord
20...

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature et s'applique jusqu'au 31 décembre 20... Elle ne pourra pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

Article 3 - Montant de la subvention et modalités de versement

Le Département alloue une subvention de ... € à l'Association au titre du Budget Participatif Dordogne-Périgord 20...

La subvention fera l'objet de deux versements :

- 50 % à la signature de la convention sur présentation d'un bon commande ou devis fermes et d'une délibération du Conseil municipal ou d'une attestation du Maire, si le projet nécessite l'accord de la Commune ;
- 50 % sur présentation de la (ou des) facture(s) relatives aux investissements prévus dans le cadre du projet.

Dans le cas où les factures feraient apparaître un montant inférieur à celui figurant sur le devis, la subvention sera liquidée sur la base TTC des travaux ou achats de matériels réellement exécutés.

Article 4 - Publicité

L'Association s'engage à faire mention de la participation du Département sur tout support de communication et dans ses relations avec les tiers relatives aux activités définies par la convention. La signalétique spécifique du Budget Participatif Dordogne-Périgord du Département sera apposée sur les réalisations et les équipements soutenus financièrement dans le cadre de cette convention.

Cette obligation vise à assurer une meilleure lisibilité pour les usagers de l'utilisation de l'argent public issu des ressources départementales.

Article 5 - Contrôles du Département

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des objectifs et de l'utilisation des subventions reçues, notamment par l'accès à toute pièce justificative ou tout autre document dont la production serait indispensable.

Le cas échéant, une visite de contrôle de la réalisation du projet pourra être effectuée par les Services départementaux.

Article 6 - Obligation d'information du Département

En vue de l'évaluation des résultats de l'opération, l'Association s'engage à répondre aux demandes d'informations souhaitées par le Département de la Dordogne et à prévenir ce dernier de tout événement d'importance, relatif à sa situation, susceptible de venir altérer l'économie de la présente convention et de remettre en cause l'aide financière du Département, et notamment en cas de difficultés financières ou de mise en redressement judiciaire.

En outre, en cas de changement de statut ou d'objet social de l'Association, celle-ci doit informer, sans délais, le Département.

La convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut de l'Association.

Article 7 - Assurance - Responsabilité

L'Association conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de ses activités, des personnels et bénévoles concourant à la réalisation de ses actions. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

Article 8 - Impôts - Taxes - Dettes - Respect des réglementations

L'Association fait son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances de quelque nature qu'ils soient. Il en est de même pour toute dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières.

Elle s'engage, en outre, à être en règle avec les Services de l'URSSAF et les Services fiscaux concernés par son activité.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

Article 9 - Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

Toute demande d'avenant fera l'objet d'une demande écrite précisant l'objet de la modification, sa cause, et toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'avenant précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

Article 10 - Restitution de la subvention

Nonobstant les dispositions de l'article 11 (clauses de résiliation), s'il apparaît au terme des opérations de contrôle financier que la subvention a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes, le Département se réserve le droit le cas échéant, et après avoir entendu l'Association, de mettre fin à l'aide accordée et d'exiger le reversement des sommes perçues assorties d'intérêts au taux légal à compter de la date de réception des fonds par l'Association bénéficiaire.

Le reversement total ou partiel de la subvention ou l'interruption de son versement peut être décidé à la demande de l'Association lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention.

Le reversement est effectué par l'Association après réception du Titre de recette émis par la Paierie départementale dans les délais légaux impartis.

Article 11 - Résiliation de la convention

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément au Règlement Intérieur, l'absence de délibération engageant la Commune sur le projet entrainera la résiliation de la convention.

La convention peut également être dénoncée par l'Association en respectant un préavis de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les Parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à _____, le

**Pour l'Association « ... »,
le (la) Président(e),**

**Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,**

AVENANT N°X A LA CONVENTION D'INVESTISSEMENT EN DATE DU XXXXX

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis Hôtel du Département, 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de n° du,

Ci-après dénommé « le Département »,
D'une part,

ET

L'Association, adresse, SIRET, représentation,

Ci-après dénommée « l'Association »,
D'autre part.

PREAMBULE

Dans le cadre du Budget Participatif Dordogne-Périgord, l'Association a déposé un projet, désigné lauréat de l'Edition sous l'intitulé Ce partenariat s'est matérialisé par la conclusion d'une convention d'investissement le

Cependant, (*causes de la prorogation*)

Aussi, le Département et l'Association ont communément décidé de proroger la réalisation de ce projet, dès ...

Ceci étant exposé, les Parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de déterminer les conditions de prorogation de la convention d'investissement conclue le _____ entre le Département et l'Association _____ dans le cadre du Budget Participatif Dordogne-Périgord.

Article 2 - Modification de l'Article 2 de la convention

L'Article 2 « Durée de la convention » de la convention en date du _____ est modifié, et désormais rédigé comme suit :

« La présente convention est conclue à compter de sa signature et s'applique jusqu'au
Elle ne pourra pas faire l'objet d'une tacite reconduction ».

Article 3 - Date d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature.

Article 4 - Dispositions inchangées

Les autres dispositions de la convention initiale en date du _____ demeurent inchangées.
Tous les effets de la convention sont ainsi préservés jusqu'à l'expiration du nouveau terme.

Fait à _____, le _____

Pour l'Association,
le (la) Président(e),

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

—————
DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.8

Avenant n° 4 au contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation
des Châteaux de BIRON et BOURDEILLES et du Cloître de l'Abbaye de CADOUIN (Lot 1).

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Bruno LAMONERIE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 35

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participations : 5 (MM. PEIRO, TEILLAC et BOUSQUET ; Mmes CHEVALLIER et LAGOUBIE)

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.8

Avenant n° 4 au contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation
des Châteaux de BIRON et BOURDEILLES et du Cloître de l'Abbaye de CADOUIN (Lot 1).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU les articles L.1411.1 et suivants du CGCT,

VU l'article R.3135-5 du Code de la Commande publique,

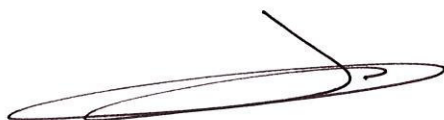
VU les délibérations de la Commission Permanente n° 17.CP.IX.11 a) et n° 17.CP.IX.12
du 18 décembre 2017,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE les termes de l'avenant n° 4 à la convention de Délégation de Service Public (DSP)
du 18 décembre 2017 intervenue avec la SEMITOUR-PERIGORD, ci-annexé.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à le signer et l'exécuter, au nom et pour le
compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

CHATEAUX DE BIRON ET BOURDEILLES
CLOITRE DE L'ABBAYE DE CADOUIN

**AVENANT N°4 AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) POUR
L'EXPLOITATION DES CHATEAUX DE BIRON ET BOURDEILLES ET DU CLOITRE DE
L'ABBAYE DE CADOUIN (LOT 1)**

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis 2, Rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX CEDEX, représenté par M. Germinal PEIRO, Président du Conseil départemental en exercice, dûment habilité à signer en vertu d'une délibération de la Commission Permanente n°

Ci-après dénommé « Le Département »

ET

La SEMITOUR-PERIGORD, Société d'Economie Mixte au capital de 2.096.000 €, dont le siège social est situé 25, Rue Wilson – BP 10021 – 24001 PERIGUEUX CEDEX, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de PERIGUEUX sous le numéro B41513640700194, représentée par son Directeur Général, M. André BARBÉ,

Ci-après dénommée « La SEMITOUR-PERIGORD »

Le Département a, par délibérations n° 17.CP.IX.12 et n°17.CP.IX.11 a) du 18 décembre 2017, approuvé les termes des contrats de Délégation de Service Public (DSP) relatifs à l'exploitation des sites départementaux touristiques, historiques et culturels des Châteaux de BIRON et BOURDEILLES et du Cloître de CADOUIN et désigné la SEMITOUR PERIGORD pour en assurer la gestion.

Afin de favoriser l'attrait culturel, patrimonial du Château de Biron, et d'enrichir la notoriété du territoire, la SEMITOUR PERIGORD souhaite réaliser des fac-similés de *la Pietà et de la Mise au tombeau*, éléments architecturaux du château de Biron cédés au Metropolitan Museum de New York au début du 20^{ème} siècle.

Le Conseil départemental est favorable à ce projet et souhaite soutenir le délégataire dans cette réalisation.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – PRECISIONS APPORTEES A L'ARTICLE 5.1.2 « Adjonction ou retrait de biens en cours de contrat »

La phrase suivante est ajoutée à la fin du 2ème paragraphe de l'article 5.1.2 :

Le Conseil départemental favorable au projet de réalisation des facsimilés de *la Pietà et de la Mise au tombeau* (éléments architecturaux du Château de Biron) qui lui a été présenté par le délégataire, le financera à hauteur de 50% dans la limite de 175 000€ HT, charge à la Sémitour d'être maître d'ouvrage dans la réalisation de ce projet.

Ces biens nouvellement mis à disposition seront portés à l'état des lieux visé aux articles 5.1.1 et deviendront ainsi propriété du Département aux termes du contrat de Délégation de Service Public (DSP) relatifs à l'exploitation des sites départementaux touristiques, historiques et culturels des Châteaux de BIRON et BOURDEILLES. (Biens de reprise). De plus, une copie sur CD de la photogrammétrie 3D réalisée dans le cadre de cette opération sera cédée au Département, tout comme les droits d'exploitation et d'usage de cette photogrammétrie à des fins de médiation.

Le reste des stipulations de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 2 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS INCHANGEES

Les stipulations du contrat sont modifiées dans les limites prévues à l'avenant, le reste demeurant inchangé.

Fait à PERIGUEUX

Le

En un exemplaire original et des copies,

Pour le Département de la DORDOGNE,

Pour la SEMITOUR-PERIGORD,

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.9

Direction des Sports et de la Jeunesse.
Subventions au titre du "Chèque-Sport Dordogne-Périgord".

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Christelle BOUCAUD

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.9

Direction des Sports et de la Jeunesse.
Subventions au titre du "Chèque-Sport Dordogne-Périgord".

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 933 / 30 / 65748.9 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	200 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 188166 1	25,00€
N° : 2023 CP 188166 2	25,00€
N° : 2023 CP 188166 3	25,00€
N° : 2023 CP 188166 4	25,00€
N° : 2023 CP 188166 5	25,00€
N° : 2023 CP 188166 6	25,00€
N° : 2023 CP 188166 7	25,00€
N° : 2023 CP 188166 8	25,00€
N° : 2023 CP 188166 9	25,00€
N° : 2023 CP 188166 10	25,00€
N° : 2023 CP 188166 11	25,00€
N° : 2023 CP 188166 12	25,00€
N° : 2023 CP 188166 13	25,00€
N° : 2023 CP 188166 14	25,00€
N° : 2023 CP 188166 15	25,00€
N° : 2023 CP 188166 16	25,00€
N° : 2023 CP 188166 17	25,00€
N° : 2023 CP 188166 18	25,00€
N° : 2023 CP 188166 19	25,00€
N° : 2023 CP 188166 20	25,00€
N° : 2023 CP 188166 21	25,00€
N° : 2023 CP 188166 22	25,00€
N° : 2023 CP 188166 23	25,00€
N° : 2023 CP 188166 24	25,00€
N° : 2023 CP 188166 25	25,00€
N° : 2023 CP 188166 26	25,00€
N° : 2023 CP 188166 27	25,00€

N° : 2023 CP 188166 28	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 29	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 30	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 31	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 32	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 33	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 34	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 35	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 36	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 37	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 38	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 39	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 40	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 41	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 42	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 43	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 44	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 45	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 46	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 47	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 48	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 49	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 50	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 51	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 52	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 53	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 54	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 55	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 56	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 57	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 58	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 59	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 60	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 61	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 62	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 63	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 64	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 65	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 66	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 67	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 68	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 69	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 70	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 71	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 72	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 73	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 74	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 75	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 76	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 77	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 78	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 79	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 80	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 81	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 82	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 83	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 84	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 85	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 86	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 87	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 88	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 89	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 90	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 91	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 92	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 93	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 94	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 95	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 96	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 97	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 98	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 99	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 100	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 101	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 102	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 103	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 104	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 105	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 106	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 107	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 108	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 109	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 110	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 111	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 112	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 113	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 114	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 115	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 116	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 117	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 118	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 119	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 120	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 121	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 122	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 123	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 124	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 125	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 126	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 127	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 128	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 129	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 130	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 131	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 132	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 133	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 134	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 135	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 136	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 137	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 138	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 139	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 140	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 141	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 142	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 143	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 144	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 145	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 146	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 147	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 148	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 149	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 150	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 151	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 152	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 153	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 154	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 155	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 156	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 157	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 158	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 159	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 160	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 161	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 162	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 163	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 164	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 165	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 166	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 167	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 168	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 169	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 170	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 171	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 172	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 173	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 174	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 175	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 176	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 177	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 178	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 179	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 180	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 181	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 182	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 183	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 184	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 185	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 186	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 187	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 188	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 189	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 190	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 191	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 192	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 193	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 194	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 195	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 196	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 197	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 198	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 199	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 200	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 201	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 202	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 203	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 204	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 205	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 206	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 207	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 208	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 209	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 210	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 211	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 212	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 213	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 214	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 215	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 216	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 217	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 218	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 219	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 220	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 221	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 222	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 223	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 224	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 225	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 226	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 227	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 228	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 229	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 230	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 231	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 232	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 233	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 234	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 235	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 236	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 237	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 238	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 239	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 240	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 241	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 242	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 243	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 244	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 245	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 246	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 247	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 248	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 249	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 250	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 251	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 252	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 253	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 254	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 255	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 256	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 257	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 258	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 259	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 260	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 261	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 262	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 263	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 264	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 265	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 266	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 267	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 268	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 269	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 270	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 271	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 272	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 273	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 274	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 275	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 276	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 277	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 278	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 279	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 280	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 281	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 282	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 283	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 284	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 285	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 286	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 287	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 288	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 289	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 290	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 291	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 292	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 293	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 294	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 295	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 296	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 297	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 298	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 299	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 300	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 301	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 302	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 303	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 304	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 305	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 306	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 307	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 308	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 309	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 310	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 311	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 312	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 313	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 314	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 315	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 316	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 317	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 318	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 319	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 320	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 321	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 322	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 323	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 324	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 325	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 326	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 327	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 328	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 329	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 330	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 331	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 332	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 333	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 334	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 335	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 336	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 337	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 338	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 339	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 340	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 341	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 342	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 343	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 344	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 345	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 346	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 347	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 348	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 349	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 350	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 351	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 352	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 353	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 354	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 355	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 356	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 357	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 358	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 359	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 360	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 361	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 362	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 363	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 364	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 365	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 366	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 367	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 368	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 369	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 370	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 371	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 372	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 373	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 374	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 375	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 376	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 377	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 378	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 379	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 380	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 381	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 382	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 383	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 384	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 385	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 386	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 387	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 388	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 389	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 390	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 391	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 392	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 393	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 394	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 395	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 396	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 397	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 398	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 399	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 400	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 401	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 402	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 403	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 404	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 405	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 406	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 407	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 408	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 409	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 410	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 411	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 412	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 413	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 414	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 415	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 416	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 417	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 418	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 419	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 420	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 421	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 422	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 423	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 424	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 425	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 426	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 427	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 428	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 429	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 430	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 431	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 432	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 433	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 434	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 435	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 436	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 437	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 438	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 439	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 440	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 441	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 442	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 443	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 444	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 445	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 446	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 447	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 448	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 449	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 450	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 451	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 452	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 453	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 454	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 455	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 456	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 457	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 458	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 459	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 460	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 461	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 462	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 463	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 464	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 465	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 466	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 467	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 468	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 469	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 470	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 471	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 472	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 473	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 474	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 475	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 476	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 477	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 478	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 479	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 480	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 481	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 482	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 483	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 484	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 485	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 486	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 487	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 488	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 489	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 490	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 491	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 492	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 493	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 494	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 495	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 496	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 497	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 498	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 499	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 500	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 501	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 502	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 503	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 504	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 505	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 506	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 507	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 508	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 509	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 510	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 511	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 512	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 513	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 514	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 515	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 516	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 517	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 518	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 519	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 520	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 521	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 522	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 523	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 524	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 525	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 526	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 527	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 528	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 529	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 530	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 531	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 532	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 533	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 534	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 535	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 536	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 537	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 538	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 539	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 540	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 541	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 542	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 543	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 544	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 545	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 546	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 547	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 548	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 549	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 550	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 551	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 552	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 553	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 554	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 555	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 556	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 557	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 558	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 559	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 560	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 561	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 562	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 563	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 564	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 565	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 566	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 567	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 568	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 569	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 570	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 571	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 572	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 573	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 574	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 575	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 576	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 577	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 578	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 579	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 580	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 581	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 582	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 583	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 584	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 585	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 586	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 587	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 588	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 589	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 590	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 591	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 592	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 593	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 594	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 595	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 596	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 597	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 598	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 599	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 600	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 601	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 602	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 603	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 604	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 605	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 606	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 607	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 608	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 609	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 610	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 611	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 612	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 613	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 614	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 615	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 616	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 617	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 618	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 619	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 620	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 621	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 622	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 623	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 624	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 625	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 626	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 627	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 628	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 629	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 630	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 631	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 632	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 633	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 634	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 635	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 636	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 637	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 638	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 639	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 640	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 641	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 642	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 643	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 644	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 645	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 646	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 647	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 648	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 649	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 650	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 651	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 652	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 653	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 654	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 655	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 656	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 657	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 658	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 659	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 660	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 661	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 662	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 663	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 664	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 665	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 666	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 667	:	25,00€

N° : 2023 CP 188166 668	:	25,00€
N° : 2023 CP 188166 669	:	25,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm ^{te} :		183 275,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-113 du 11 février 2022,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-215 du 26 septembre 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ALLOUE, au chapitre 933, article fonctionnel 30, nature 65748.9, les subventions d'un montant de **25 €** relatives au « Chèque-Sport Dordogne-Périgord » aux **669** jeunes scolarisés dans un Collège de Dordogne ou jeunes âgés entre 11 et 16 ans et domiciliés en Dordogne suivant la répartition ci-annexée, pour un montant total de **16.725 €**.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.10

Salon International de l'Agriculture 2023.
Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne
et l'Association l'Agora des Champs.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Didier BAZINET

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CPI.10

Salon International de l'Agriculture 2023.
Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne
et l'Association l'Agora des Champs.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la convention ci-annexée, à intervenir entre le Département de la Dordogne et l'Association AGORA DES CHAMPS (24750 BOULAZAC-ISLE-MANOIRE) dans le cadre de l'édition du Salon International de l'Agriculture 2023.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à la signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

CONVENTION de PARTENARIAT

ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE ET L'ASSOCIATION AGORA DES CHAMPS

Entre

Le Département de la Dordogne sis 2, rue-Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Ci-après désigné le Département,
D'une part,

Et

L'Association AGORA DES CHAMPS, dont le siège social est situé avenue Marcel Paul - 24750 BOULAZAC-ISLE-MANOIRE, représentée par sa Présidente, Mme Isabelle DESMOND,

Ci-après désignée l'Association,
D'autre part.

Préambule :

Le Salon International de l'Agriculture (SIA) est le rendez-vous incontournable des acteurs de l'agriculture française. En 2023, le SIA aura lieu du 25 février 2023 au 5 mars 2023 à Paris Expo, Porte de Versailles.

Rappelons que le SIA, c'est, chaque année, un rendez-vous unique qui réunit grand public, professionnels et médias autour des enjeux de l'agriculture et des territoires. C'est près de 630.000 visiteurs, 1.000 exposants, 68 délégations internationales, 22 pays représentés, plus de 40 visites officielles, 9.900 retombées presse et trois millions de personnes touchées via les réseaux sociaux.

Le Salon comprend quatre Univers :

- Elevages et ses filières ;
- Cultures et filières végétales, jardin et potager ;
- Produits des régions de France, d'outre-mer et du monde ;
- Services et métiers de l'agriculture.

Il s'agit pour le Conseil départemental de promouvoir le Périgord auprès des publics présents afin d'accroître sa notoriété et de valoriser son patrimoine gastronomique, architectural, naturel et culturel au travers de ses filières agricoles. L'objectif étant de rendre le territoire attractif tant sur le plan économique que touristique.

Le Département souhaite mettre un espace vente de 40 m² carrés dédié à la vente de produits locaux à la disposition de l'Association AGORA DES CHAMPS.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques du Département. et de l'Association, dans le cadre de l'organisation du Salon International de l'Agriculture (SIA) qui aura lieu du 25 février 2023 au 5 mars 2023 à Paris Expo, Porte de Versailles.

ARTICLE 2 : DURÉE ET EFFET

La présente convention est conclue la période du 25 février 2023 au 5 mars 2023.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS

Le Département assure la mise en œuvre du Volet événementiel de l'organisation de sa participation de ce Salon. A ce titre, il mettra à disposition de l'Association un espace vente de 40 m² ainsi que l'aménagement de ce stand qui aura été conçu pour l'occasion.

Cet avantage en nature sera valorisé dans les Comptes de l'Association à hauteur de (18.640 € HT et 12.146 € de réservation stand).

L'Association fournira, au plus tard le 30 janvier 2023, les statuts de l'Association, un récépissé de la Préfecture, la composition de son Bureau.

ARTICLE 4 : CONTRÔLES DU DEPARTEMENT

4.1 : contrôle administratif et financier

L'Association s'engage :

- à fournir un Bilan Compte de résultat annexe certifié par le Président, ou le Commissaire aux Comptes, faisant apparaître le détail de l'ensemble des subventions perçues par l'Association dans les 6 mois de la clôture des comptes.
- à désigner un Commissaire aux Comptes qui ne peut en aucun cas être son Expert-comptable, si le total des aides publiques qu'elle a reçues est supérieur à 153.000 €.

4.2 : autre contrôle

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des objectifs et de l'utilisation des subventions reçues, notamment par l'accès à toute pièce justificative ou tout autre document dont la production serait indispensable. Le cas échéant, une visite de contrôle de la réalisation du projet pourra être effectuée par les Services départementaux.

ARTICLE 5 : PUBLICITE DE LA SUBVENTION

L'Association s'engage à faire mention du soutien apporté par le Département dans toutes ses actions de communication engagées :

- sur le lieu de la manifestation :
 - en citant le Département comme Partenaire de ses actions,
 - en utilisant le matériel signalétique mis à sa disposition pour l'ensemble des animations qu'elle organise (banderoles, panneaux).
- à travers divers supports de communication en utilisant la Charte graphique du logo fourni par le Département (affiches, programmes, papiers à en-tête, médias).

Cette obligation vise à assurer une meilleure lisibilité pour les usagers de l'utilisation de l'argent public issu des ressources départementales.

ARTICLE 6 : CHARTE

L'Association s'engage à signer et à respecter la Charte de bonne conduite Promotion Dégustation de l'Agence de l'Alimentation Nouvelle-Aquitaine.

ARTICLE 7 : OBLIGATION D'INFORMATION DU DEPARTEMENT

L'Association s'engage à répondre aux demandes d'informations souhaitées par le Département et à prévenir ce dernier de tout événement d'importance, relatif à sa situation, susceptible de venir altérer l'économie de la présente convention et de remettre en cause l'aide financière du Département, et notamment en cas de difficultés financières ou de mise en redressement judiciaire.

ARTICLE 8 : ASSURANCE – RESPONSABILITE

L'Association conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de ses activités, des personnels et bénévoles concourant à la réalisation de ses actions. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment. La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

ARTICLE 9 : IMPÔTS – TAXES – DETTES – RESPECT DES REGLEMENTATIONS

L'Association fait son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances de quelque nature qu'ils soient Il en est de même pour toute dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières.

Elle s'engage, en outre, à être en règle avec les Services de l'URSSAF et les Services fiscaux concernés par son activité.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

Toute demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause, et toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'avenant précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

ARTICLE 11 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

Nonobstant les dispositions de l'article 12 (clauses de résiliation), s'il apparaît au terme des opérations de contrôle financier que la subvention a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes, le Département se réserve le droit le cas échéant, et après avoir entendu l'Association, de mettre fin à l'aide accordée et d'exiger le reversement des sommes reçues assorties d'intérêts au taux légal à compter de la date de réception des fonds par l'Association bénéficiaire.

Le reversement total ou partiel de la subvention ou l'interruption de son versement peut être décidé à la demande de l'Association lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention.

Le reversement est effectué par l'Association après réception du Titre de recette émis par la Paierie départementale dans les délais légaux impartis.

ARTICLE 12 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de huit jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut également être dénoncée par l'Association en respectant un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les Parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relève de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Périgueux, en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Pour l'Association AGORA DES CHAMPS,
la Présidente,

Germinal PEIRO

Isabelle DESMOND

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.11

Commune de CAMPAGNE.
Forêt départementale de CAMPAGNE.
Office National des Forêts (ONF).
Coupes de bois 2023.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Didier BAZINET

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.11

Commune de CAMPAGNE.
Forêt départementale de CAMPAGNE.
Office National des Forêts (ONF).
Coupes de bois 2023.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 16.CP.VII.37 du 3 octobre 2016,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

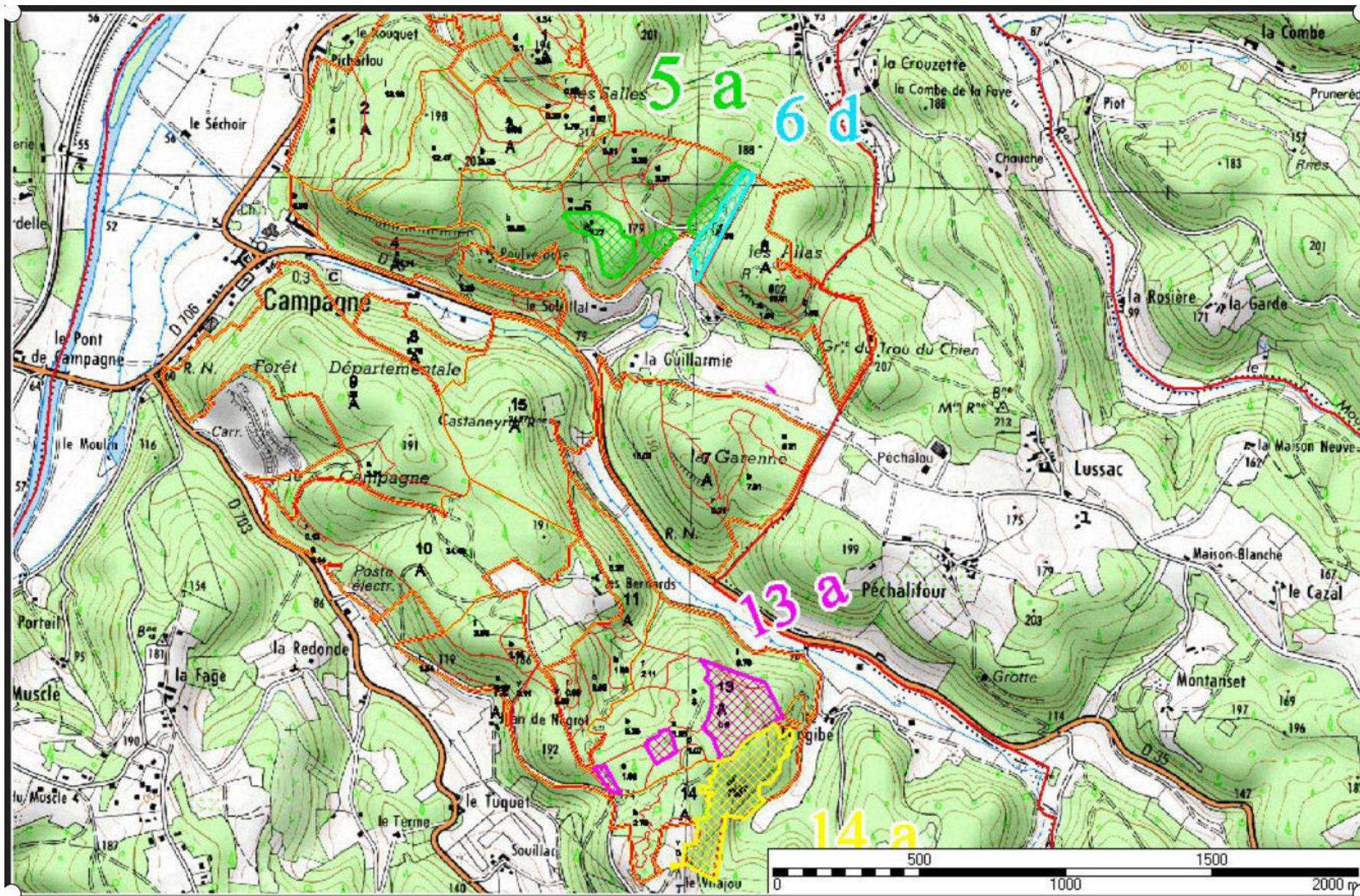
APPROUVE la proposition d'inscription des coupes de bois pour l'Exercice 2023 de la Forêt de CAMPAGNE, propriété départementale et relevant du Régime Forestier ainsi que leur destination et mode de commercialisation (Cf. annexe jointe).

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et engager ces démarches, au nom et pour le compte du Département, ainsi que tout document afférent à leur mise en œuvre.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.12

Communes de LA JEMAYE et d'ECHOURNAC.
Forêts départementales de La JEMAYE et du PARCOT.
Office National des Forêts (ONF).
Coupes de bois - Travaux forestiers 2023.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Didier BAZINET

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.12

Communes de LA JEMAYE et d'ECHOURNAC.
Forêts départementales de La JEMAYE et du PARCOT.
Office National des Forêts (ONF).
Coupes de bois - Travaux forestiers 2023.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

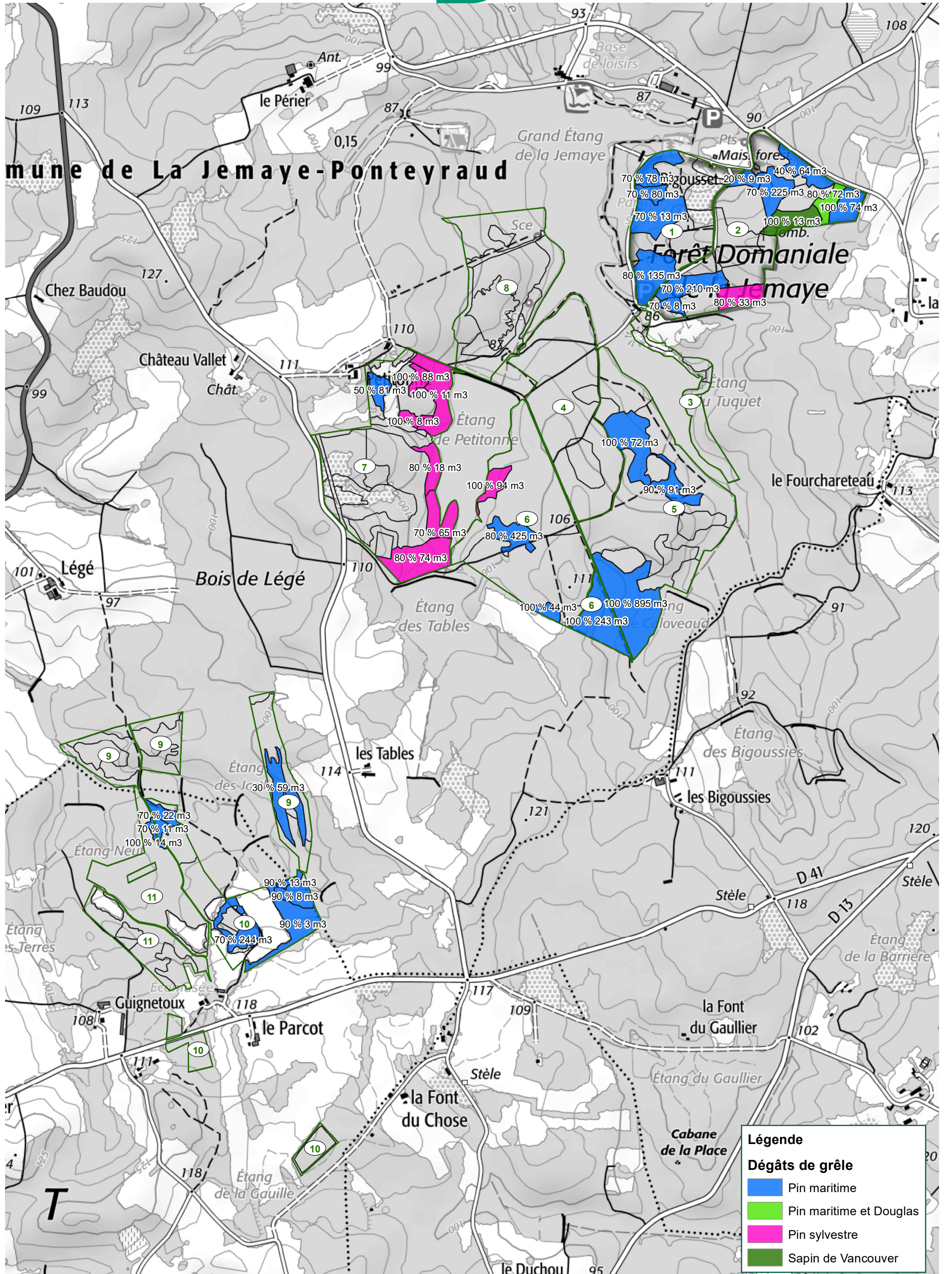
APPROUVE la réalisation d'une desserte forestière, la proposition d'exploitation et de travaux forestiers sur les sites de LA JEMAYE et du PARCOT, ainsi que la destination et le mode de commercialisation des coupes gérées par l'Office National des Forêts (ONF) pour l'année 2023. (Cf. annexes jointes I à III).

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et engager ces démarches, au nom et pour le compte du Département, ainsi que tout document afférent à leur mise en œuvre.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE





Message d'information

IMPACTS SANITAIRES DES EPISODES ORAGEUX SUR LES PEUPELEMENTS FORESTIERS

Contexte

Au mois de mai, les départements de la Vienne et des Deux-Sèvres ont connu un violent épisode de grêle. En ce mois de juin, plusieurs départements de la région (Dordogne, Gironde, Landes) sont traversés par des orages accompagnés de coups de vent et de chutes importantes de grêle. Ces événements climatiques ne sont pas sans conséquence sur les peuplements forestiers.

On constate des défoliations, bris de branches, volis, chablis plus ou moins importants selon les secteurs. Dans le cas des **peuplements de résineux et particulièrement de pins**, les blessures engendrées par les impacts de grêle constituent des conditions favorables au développement du champignon *Diplodia sapinea* (*Sphaeropsis* des pins) qui a pour conséquence de **provoquer des dessèchements de branches, rougissements des houppiers voire des mortalités de pins si l'atteinte est forte**. Il est également responsable du bleuissement des bois.

Recommandations

Contactez le correspondant-observateur du DSF de votre secteur pour signaler et évaluer les dégâts sur vos peuplements. Leurs coordonnées sont accessibles sur le site de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine [ICI](#).

Il est recommandé d'exploiter le plus rapidement possible les pins les plus atteints c'est à dire présentant un rougissement du houppier supérieur à 50%.

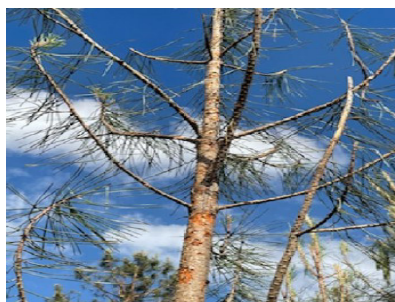
Les chablis et les piles de bois sont des éléments favorables à la prolifération des scolytes dans un contexte où les événements climatiques extrêmes (grêle, canicule, sécheresse) fragilisent les arbres, il importe d'être vigilant sur ce point et de veiller à ne pas conserver des piles de bois à proximité des peuplements forestiers plus de 4 à 6 semaines.

Pour en savoir plus : [site ephytia forêts Sphaeropsis des pins](#)

Contact : DRAAF SRAL Pôle santé des forêts 51 rue Kieser 33077 Bordeaux cedex
sral.draaf-nouvelle-aquitaine@agriculture.gouv.fr



Rougissements de jeunes plantations de pin maritime consécutifs à la grêle du 3 juin 2022 (photo CO Thierry Carbonnière)



Impacts de grêle sur tronc, volis suite à l'orage du 20 juin sur le Nord Dordogne (photo Florian Roussillon)

Evaluation des dégâts forestiers en forêt départementale de la Jemaye / Parcot

Compte rendu de la tournée ONF/DSF/Conseil Départemental de la Dordogne du 13/10/2022

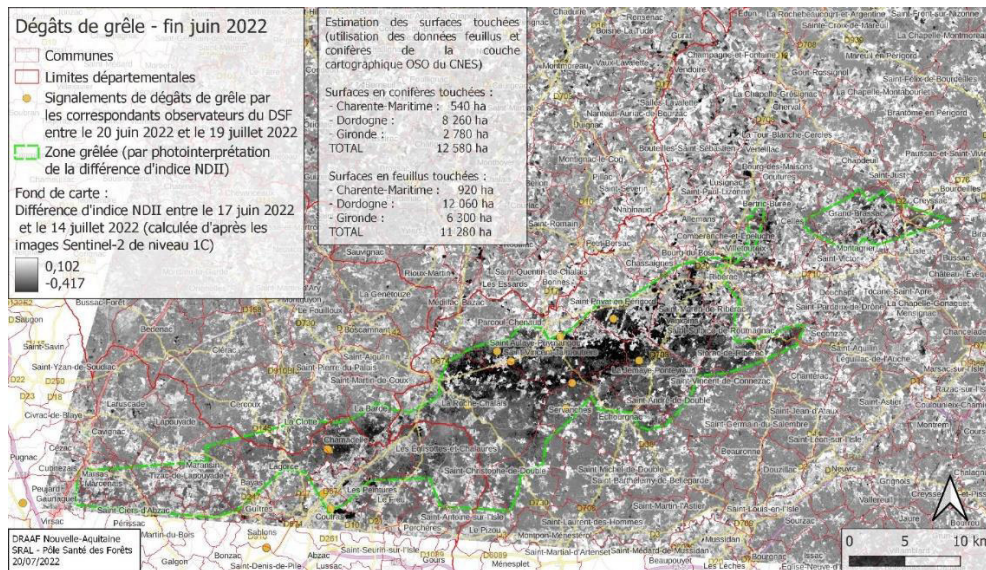
Participants :

- Charmarty Thierry, Faure Julien, Delage Frédéric – CD 24 pole paysage et espace vert
- Setau david ONF Technicien forestier, Référent ONF des forêts départementales et Correspondant Observateur Département Santé des Forêts

Contexte :

Le 20 juin, le département de la Dordogne, mais également ceux de la Gironde et des Landes ont été traversés par des orages accompagnés de coups de vent et de chutes importantes de grêle. Ces événements climatiques n'ont pas été sans conséquence sur les peuplements forestiers.

La forêt départementale de la Jemaye/Parcot, a particulièrement souffert de cet épisode orageux, aujourd'hui la forêt présente dépérissement important notamment sur les Pins (Pin maritime et Pin sylvestre notamment).



Constat

4 mois après l'épisode orageux il est constaté un fort déficit foliaire (perforation des feuilles par la grêle), bris de branches, volis, chablis plus ou moins importants selon les secteurs.

Dans le cas des peuplements de résineux (Pin maritime et sylvestre, les blessures engendrées par les impacts de grêle ont constitué des conditions favorables au développement du champignon endogène *Diplodia sapinea* ou *Sphaeropsis* des pins qui a pour conséquence de provoquer des dessèchements de branches, rougissements des houppiers voire des mortalités de pins. Il est également responsable du bleuissement des bois.

Les chablis et le stress des arbres sont également un vecteur de prolifération des scolytes. Peu d'observations actuellement sur le site de la JEMAYE et uniquement sur volis.

De plus, les conditions climatiques de ces derniers mois avec de fortes chaleurs et un déficit hydrique marqué a certainement accentué la fragilité des peuplements et leur vulnérabilité aux ravageurs et pathogènes.

Actions à mener / recommandations

Afin de limiter toute propagation ou prolifération de ravageurs portant atteinte aux arbres sains, il est recommandé d'exploiter le plus rapidement possible les pins les plus atteints c'est à dire présentant un rougissement du houppier supérieur à 50%. Les chablis et les piles de bois sont des éléments favorables à la prolifération des scolytes dans un contexte où les événements climatiques extrêmes (grêle, canicule, sécheresse) fragilisent les arbres, il importe d'être vigilant sur ce point et de veiller à ne pas conserver des piles de bois à proximité des peuplements forestiers plus de 4 à 6 semaines.

Estimation des dégâts

L'ensemble des parcelles a Pins a été diagnostiquée, l'objectif étant de définir une estimation des dégâts.

Il a été utilisé les données des inventaires de l'aménagement qui est récent.

Choix du protocole

- Parcelles ou UED : unité élémentaire de description : zone où le peuplement est assez homogène et dont la présence de Pins a été identifié lors de l'inventaire.
 - Essences 1,2 : essences résineuses impactées
 - Surface terrière / ha : donnée indicatrice qui fait dépendre à la fois ; la grosseur et le nombre d'arbres. La surface terrier
 - Hauteur moyenne : hauteur moyenne des Pins
 - Taux de mortalité : pourcentage d'arbres atteints avec un houppier atteint supérieur à 50 %
 - Surface concernée : surface de la parcelle définie par le pourcentage des essences impactées
 - Volume / ha : Volume = Surface terrière x Coefficient de forme (f) x Hauteur, en m³
- Le coefficient de forme choisi est de 0,5. Correspond au volume d'arbres atteint
- Volume total : Vol/ha x surface en m³

N°UED/parcelles	Essences 1	Essences 2	surf terriere totale / ha	Hauteur moyenne	taux d'atteinte	surface concernée	Volume/ha	Volume total
1.a.2	P.M		16	20	70%	0,7	112	78
1.a.3	P.M		24	18	70%	0,53	151	80
1.b.4	PM		8	25	70%	0,19	70	13
1.c.6	P.M		15	21	80%	1,07	126	135
2.b.2	P.M		17	27	40%	0,7	92	64
2.d.3	P.M	Douglas	8	21	80%	1,07	67	72
2.a.5	Grandis		5	22	100%	0,23	55	13
2.b.6	P.M		27	28	70%	0,85	265	225
2.b.7	P.M		14	27	20%	0,24	38	9
2.a.11	P. syl		11	25	80%	0,3	110	33
2.a.14	P.M		11	21	70%	0,102	81	8
2.b.15	P.M		22	27	70%	1,01	208	210
2.d.18	P.M		8	23	100%	0,8	92	74
5.a.1	P.M		21	24	100%	3,55	252	895
5.b.4	P.M		5	21	100%	1,37	53	72
5.b.10	P.M		13	22	90%	0,71	129	91
6.a.1	P.syl		17	20	100%	0,55	170	94
6.a.2	P.M		41	24	80%	1,08	394	425
6.c.3	P.M		12	20	100%	0,37	120	44
6.b.5	P.M		13	21	100%	1,78	137	243
7.a.1	P. syl		3	19	100%	0,4	29	11
7.a.2	P.syl		8	19	100%	0,1	76	8
7.a.4	P.M		27	20	50%	0,6	135	81
7.a.8	P.syl		19	19	100%	0,49	181	88
7.a.13	P.syl		10	23	80%	0,2	92	18
7.a.14	P.syl		12	22	70%	0,7	92	65
7.a.15	P.syl		14	19	80%	0,7	106	74
9.a.3	P.M		17	14	30%	1,64	36	59
10.a.1	P.M		2	20	90%	0,18	18	3
10.a.2	P.M		4	20	90%	0,22	36	8
10.a.3	P.M		14	11	90%	0,19	69	13
10.b.5	P.M		33	22	70%	0,96	254	244
10.e.11	P.M		10	20	70%	0,32	70	22
10.e.12	P.M		10	20	70%	0,16	70	11
11.b.2	P.M		10	20	100%	0,14	100	14

Il ressort :

- **le taux moyen d'atteinte des parcelles est de 80 %**
 - **la surface totale sinistrée est 24 ha**
 - **le volume total avoisine les 3600 m³**

Exploitation

Les parcelles 1 et 2, représentant environ près 1000 m³, présentent peu de contraintes quant à leur exploitation, la desserte y est bonne et le stockage des bois possible.

Les parcelles 5, 6,7 ne sont pas accessibles donc difficilement exploitables compte tenu de l'absence de piste de débardage et de place à dépôt de bois. Le service Paysage du CD de la Dordogne est en cours d'étude visant la création d'une piste qui désenclaverai ces parcelles.

Mode d'exploitation des bois

Deux modes de ventes sont possibles pour le propriétaire :

- soit directement à l'unité de produit aux entreprises par appel d'offre en ligne avec une délai d'exploitation rapide, La meilleure offre de prix sera retenue le cas échéant.
- ou en bois façonné.

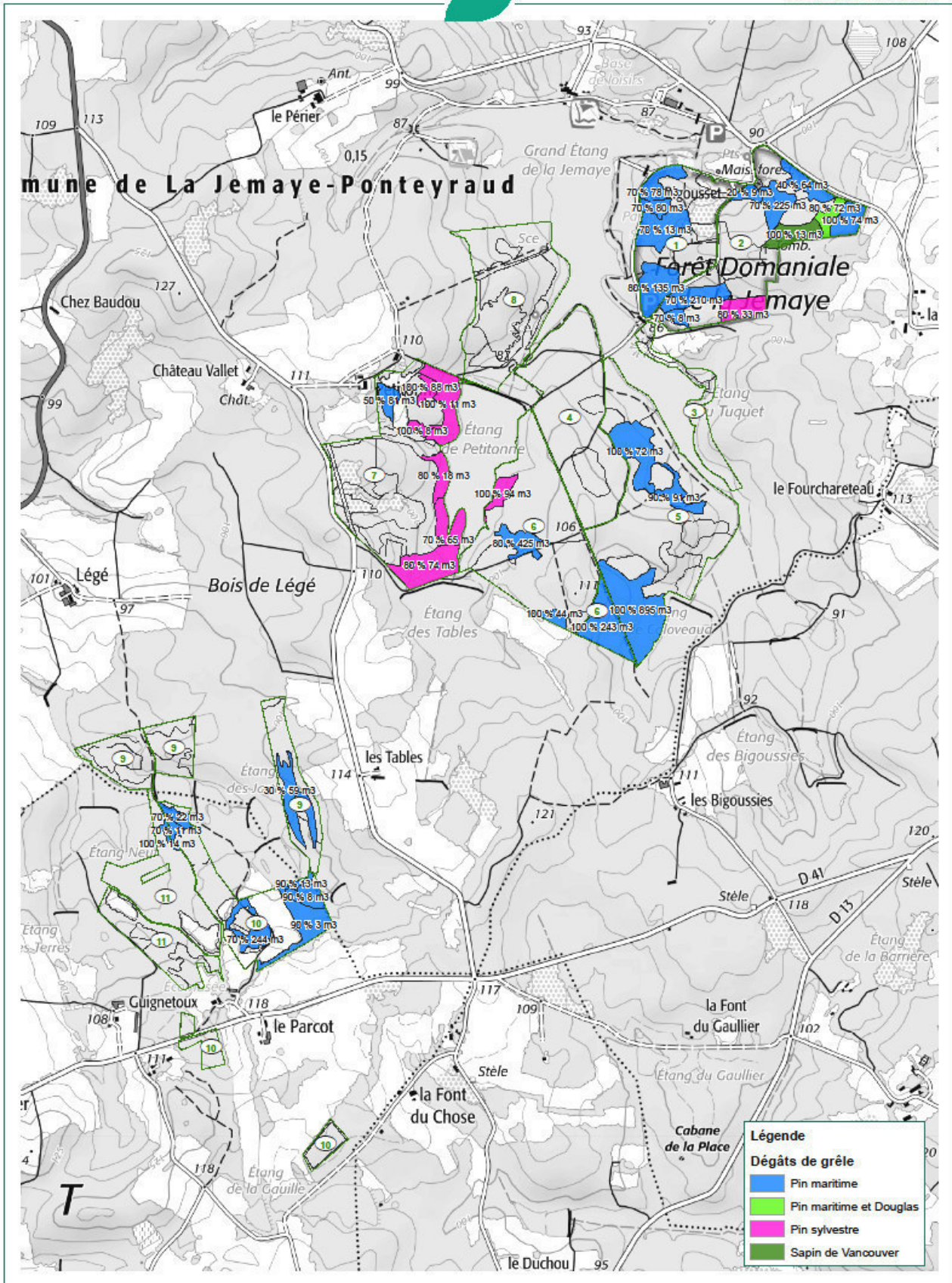
Dans ce cas la collectivité propriétaire met les bois à disposition de l'ONF alors qu'ils sont encore sur pied, afin qu'ils soient vendus façonnés dans le cadre de contrats d'approvisionnement. L'ONF prenant alors la responsabilité de leur exploitation, en qualité de donneur d'ordre, et procède à la mise en vente de ces bois. L'ONF reverse ensuite au propriétaire la part qui lui revient, déduction faite des frais de recouvrement et des charges engagées par l'ONF pour l'exploitation des bois.

Avec les volumes très importants à exploiter suite aux grêles, les délais courts imposés pour couper les bois afin de les valoriser au mieux, les difficultés à trouver les exploitants déjà fortement mobilisés sur les autres chantiers privés et la possibilité de fournir les bois aux entrepreneur locaux par la passation des contrats d'approvisionnement correspondant, l'ONF préconise le recours au bois façonné bord de route.

Cette méthode permettra de vendre les produits aux entreprises locales et de faire appel à un exploitant recruté spécifiquement afin de réaliser les coupes dans les meilleurs délais.

A TRELISSAC le 22 10 2022
D SETAU





Chem: H:\dos\st63650110_amgt\dep24\jemaye_parcot_2021_041TORRES_w.mxd

Pour en savoir plus :

- Site ephytia : Sphaerosipsis des pins
- Message d'information : DRAF Nouvelle Aquitaine (Annexe)



Message d'information

IMPACTS SANITAIRES DES EPISODES ORAGEUX SUR LES PEUPLEMENTS FORESTIERS

Contexte

Au mois de mai, les départements de la Vienne et des Deux-Sèvres ont connu un violent épisode de grêle. En ce mois de juin, plusieurs départements de la région (Dordogne, Gironde, Landes) sont traversés par des orages accompagnés de coups de vent et de chutes importantes de grêle. Ces événements climatiques ne sont pas sans conséquence sur les peuplements forestiers.

On constate des défoliations, bris de branches, volis, chablis plus ou moins importants selon les secteurs. Dans le cas des **peuplements de résineux et particulièrement de pins**, les blessures engendrées par les impacts de grêle constituent des conditions favorables au développement du champignon *Diplodia sapinea* (*Sphaeropsis* des pins) qui a pour conséquence de **provoquer des dessèchements de branches, rougissements des houppiers voire des mortalités de pins si l'atteinte est forte**. Il est également responsable du bleuissement des bois.

Recommandations

Contactez le correspondant-observateur du DSF de votre secteur pour signaler et évaluer les dégâts sur vos peuplements. Leurs coordonnées sont accessibles sur le site de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine [ICI](#).

Il est recommandé d'exploiter le plus rapidement possible les pins les plus atteints c'est à dire présentant un rougissement du houppier supérieur à 50%.

Les chablis et les piles de bois sont des éléments favorables à la prolifération des scolytes dans un contexte où les événements climatiques extrêmes (grêle, canicule, sécheresse) fragilisent les arbres, il importe d'être vigilant sur ce point et de veiller à ne pas conserver des piles de bois à proximité des peuplements forestiers plus de 4 à 6 semaines.



Pour en savoir plus : [site ephytia forêts Sphaeropsis des pins](#)

Contact : DRAAF SRAL Pôle santé des forêts 51 rue Kieser 33077 Bordeaux cedex sral.draaf-nouvelle-aquitaine@agriculture.gouv.fr

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.13

Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) expérimental à compter du 1er janvier 2023 pour le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) de la Fédération ADMR - Modification de l'annexe financière.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Michel LAJUGIE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.13

Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) expérimental à compter du
1er janvier 2023 pour le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD)
de la Fédération ADMR - Modification de l'annexe financière.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'Action sociale et médico-sociale,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au
Vieillessement (ASV),

VU la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la Sécurité sociale pour 2021
et plus particulièrement son article 47 - Dispositif de soutien visant à accompagner
financièrement la mise en œuvre de la revalorisation des salaires prévue à l'avenant 43 -,

VU la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la Sécurité sociale pour 2022,
et plus particulièrement son article 44,

VU la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finance rectificative pour 2022, et plus
particulièrement son article 44,

VU la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la Sécurité sociale pour 2023,

VU le décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au Cahier des charges national des Services
d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD),

VU le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la
qualité des Etablissements et Services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2022-695 du 26 avril 2022 modifiant le décret n° 2021-1476 du 12 novembre
2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des Etablissements et Services sociaux et
médico-sociaux,

VU le décret n° 2022-734 du 28 avril 2022 portant diverses mesures d'amélioration de la transparence financière dans la gestion des Etablissements et Services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2022-735 du 28 avril 2022 relatif au financement des services proposant des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile,

VU le décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 modifiant le décret n° 2021-115 du 6 septembre 2021 relatif à l'aide aux Départements versée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie en application de l'article 47 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020,

VU le décret n° 2022-742 du 28 avril 2022 relatif à l'accréditation des Organismes pouvant procéder à l'évaluation de la qualité des Etablissements et Services sociaux et médico-sociaux,

VU le Schéma départemental portant stratégie territoriale de l'aide à domicile en Dordogne 2018-2022,

VU l'arrêté du 30 décembre 2022 fixant le montant minimal mentionné au I de l'article L. 314-2-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles pour 2023 - (à hauteur de 23 €),

VU le Schéma départemental portant stratégie territoriale de l'aide à domicile en Dordogne 2018-2022,

VU le Schéma départemental en faveur des personnes âgées 2022-2026,

VU la délibération du Conseil départemental de la Dordogne n° 21-184 du 28 avril 2021 s'agissant du Plan « 1.000 voitures pour les Aides à domicile - Constitution d'un Groupement de commandes et attribution d'une dotation spécifique aux Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) habilités à l'Aide sociale »,

VU la délibération du Conseil départemental de la Dordogne n° 21-184 du 10 novembre 2021 portant sur la mise en œuvre d'un nouveau modèle de tarification des SAAD habilités à l'Aide sociale (Décision Modificative n° 2),

VU la délibération n° 21.CPVII.25 de la Commission Permanente en date du 15 novembre 2021 ayant pour objet l'attribution d'une dotation en vue du financement d'une flotte de véhicules de service au bénéfice des aides à domicile des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) habilités à l'Aide sociale - Approbation de conventions-types -,

VU la délibération du Conseil départemental de la Dordogne n° 22-170 du 28 juin 2022 portant sur l'adoption d'un nouveau modèle de financement des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile habilités à l'aide sociale à compter du 1^{er} janvier 2023 à titre expérimental via la mise en œuvre de Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM),

VU la délibération n° 22-260 du 17 novembre 2022 (Décision Modificative n° 2) portant sur la tarification 2023 de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), Prestation de Compensation du Handicap (PCH), Aide-ménagère au titre de l'Aide sociale et Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD),

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IX.22 en date du 12 décembre 2022 portant sur les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) expérimentaux à compter du 1^{er} janvier 2023 pour 7 SAAD habilités à l'Aide sociale,

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) signé entre le Département et la Fédération ADMR en date du 30 décembre 2022,

CONSIDÉRANT le fait que la Fédération ADMR a demandé, postérieurement à la Commission Permanente du 12 décembre 2022, un réexamen de la dotation qui lui a été allouée visant spécifiquement à financer le surcoût lié à la flotte de véhicules,

CONSIDÉRANT que cette dotation est comprise, à compter du 1^{er} janvier 2023, dans le périmètre du CPOM expérimental 2023-2027,

CONSIDÉRANT que ce réexamen est spécifiquement lié à une augmentation du coût des assurances des véhicules,

CONSIDÉRANT la nécessité de réajuster la dotation allouée afin de ne pas pénaliser la Structure,


CONSIDÉRANT, et ce dans un souci d'équité, que le réajustement du coût des assurances de la flotte de la Fédération ADMR (129 véhicules), s'effectuera à due concurrence de celui pris en compte pour les services d'aide à domicile étant intégrés dans le cadre du Groupement départemental soit 56,84 €/mois/véhicule,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la révision de l'annexe financière au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) ci-annexé de la Fédération ADMR (24660 SANILHAC).

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ledit contrat avec la Fédération ADMR, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE



CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

2023-2027

ENTRE

Le Département de la Dordogne

ET

La Fédération ADMR de la Dordogne

Sommaire :

Préambule

Article 1 – Objet du contrat

Article 2 – Présentation de la structure – Périmètre d'intervention

Article 3 – Durée du contrat

Article 4 – Organisation générale du contrat

Article 5 – Engagements du service

Article 5.1 – Objectifs contractualisés

Article 5.2 – Engagements sur les éléments à transmettre au Département

Article 5.3 – Engagements divers

Article 6 – Engagements du Département – Financement

Article 6.1 – L'activité retenue

Article 6.2 – La dotation de fonctionnement

Article 6.3 – Les dotations additionnelles

Article 6.3.1 – Les dotations liées aux revalorisations salariales

Article 6.3.2 – La dotation relative à la mise en œuvre de la flotte de véhicules

Article 6.4 – Mode de versement des dotations

Article 7 – Modalités de suivi de la mise en œuvre du contrat

Article 7.1 – Virements de crédits et décisions modificatives

Article 7.2 – Gestion des résultats

Article 7.3 – Suivi de la mise en œuvre du CPOM – dialogue de gestion

Article 8 – Programmation du calendrier des évaluations

Article 9 – Conditions de modification, de résiliation et de renouvellement du contrat

Article 10 – Règlement des litiges

Annexe n°1 : Détail du calcul des dotations 2023

Entre,

Le Département de la Dordogne, représenté par Monsieur Germinal PEIRO, Président, dénommé ci-après le département ;

Et d'autre part,

La Fédération ADMR de la Dordogne

dont le siège social est situé :

ZA de Borie Marty – Cré@vallée Sud, 24660 SANILHAC

Représenté par son Président, Monsieur Jean Paul DUGENET

Il est convenu ce qui suit :

Visas et références juridiques :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et ses articles et notamment son article L. 313-11-1 ;

Vu la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 et plus particulièrement son article 47 – dispositif de soutien visant à accompagner financièrement la mise en œuvre de la revalorisation des salaires prévue à l'avenant 43 ;

Vu la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 et plus particulièrement son article 44 ;

Vu la loi n°2022-1157 du 16 août 2022 de finance rectificative pour 2022 et plus particulièrement son article 44 ;

Vu le projet de loi de financement pour la sécurité sociale 2023 et plus particulièrement l'amendement ayant pour effet d'augmenter l'aide financière de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (afin de financer les revalorisations salariales dans le champ de l'aide à domicile) à hauteur de 261 millions d'euros (200 millions d'euros dans le fonds initialement prévu – article 47 de la LFSS 2021) ;

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

Vu le décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret n°2022-695 du 26 avril 2022 modifiant le décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret n°2022-734 du 28 avril 2022 portant diverses mesures d'amélioration de la transparence financière dans la gestion des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret n°2022-735 du 28 avril 2022 relatif au financement des services proposant des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile ;

Vu le décret n°2022-740 du 28 avril 2022 modifiant le décret n°2021-115 du 6 septembre 2021 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse Nationale de solidarité pour l'autonomie en application de l'article 47 de la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 ;

Vu le décret n°2022-742 du 28 avril 2022 relatif à l'accréditation des organismes pouvant procéder à l'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le schéma départemental portant stratégie territoriale de l'aide à domicile en Dordogne 2018-2022 ;

Vu le schéma départemental en faveur des personnes âgées 2022-2026 ;

Vu l'arrêté conjoint Conseil départemental/Agence Régionale de Santé actant la programmation pluriannuelle des évaluations qualités des établissements sociaux et médico-sociaux du département de la Dordogne sur la période 2023-2027 ;

Vu l'arrêté d'autorisation n°20-028 en date du 1^{er} octobre 2020 de la Fédération ADMR de la Dordogne et la convention d'habilitation à l'aide sociale subséquente ;

Vu la délibération du Conseil départemental de la Dordogne n°21-184 du 28 avril 2021 s'agissant du plan « 1 000 voitures pour les aides à domicile – constitution d'un groupement de commandes et attribution d'une dotation spécifique aux Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) habilités à l'aide sociale » ;

Vu la délibération du Conseil départemental de la Dordogne n°21-184 du 10 novembre 2021 portant sur la mise en œuvre d'un nouveau modèle de tarification des SAAD habilités à l'aide sociale (Décision Modificative n°2) ;

Vu la délibération de la Commission Permanente n°21.CP.VII.25 du 15 novembre 2021 portant sur l'attribution d'une dotation en vue du financement d'une flotte de véhicules de service au bénéfice des aides à domicile des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) habilités à l'aide sociale – approbation de conventions-types ;

Vu la délibération du Conseil départemental de la Dordogne n°22-170 du 28 juin 2022 portant sur l'adoption d'un nouveau modèle de financement des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile habilités à l'aide sociale à compter du 1^{er} janvier 2023 à titre expérimental via la mise en œuvre de Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) ;

Vu la délibération de la Commission Permanente n°22.CP.IX.22 en date du 12 décembre 2022 autorisant la signature du présent CPOM par le Président du Conseil départemental avec le service signataire ;

Vu la convention d'attribution d'une dotation portant sur le financement d'une flotte de véhicules de service au bénéfice des aides à domicile en date du 21 décembre 2021 et ses avenants à venir le cas échéant ;

Il a été conclu ce qui suit :

Préambule :

Depuis de nombreuses années, le Département porte une politique volontariste de soutien du secteur de l'aide à domicile, dans l'objectif de mieux reconnaître et valoriser les métiers et garantir la qualité de service auprès des personnes âgées en perte d'autonomie et/ou en situation de handicap.

S'inscrivant dans le cadre de la loi de 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, la mise en œuvre de la tarification administrée en 2017 au bénéfice des SAAD habilités à l'aide sociale a marqué un premier tournant. La volonté était déjà de contribuer à la réalisation d'un double objectif : sécuriser financièrement les structures tout en favorisant l'accessibilité de l'aide pour l'utilisateur via la limitation de sa participation financière.

Les mutations du secteur liées à la mise en place de cette réforme a conduit également le Département à définir des orientations stratégiques nouvelles à travers le schéma

départemental portant stratégie territoriale de l'aide à domicile 2018-2022 et le schéma départemental en faveur des personnes âgées 2022-2026.

Des sources de financement complémentaires ont pu aussi être mobilisées dans le cadre de la déclinaison du fonds d'appui aux bonnes pratiques dans le champ de l'aide à domicile entre 2018 et 2020.

Par ailleurs, durant la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, la collectivité départementale a accompagné les SAAD et a su valoriser l'engagement des intervenants à domicile.

Pour autant, les métiers du domicile souffrent toujours d'un déficit d'image et d'attractivité, alors que cette crise sanitaire est venue rappeler le caractère indispensable de la continuité des interventions auprès des personnes les plus fragiles. Le secteur, pourtant créateur d'emplois, peine à recruter.

En conséquence, de nouveaux chantiers structurants ont été lancés récemment tant sur le plan national (plan grand âge publié en mars 2022 en faveur du bien vieillir à domicile et en établissement) que départemental.

✓ Sur le plan national, à souligner :

- L'application de **l'avenant n°43** à la convention collective de l'aide à domicile (concernant exclusivement les SAAD associatifs habilités à l'aide sociale) à compter du 1^{er} octobre 2021 – ce texte a engendré une refonte complète des grilles de rémunération des personnels – ;

- L'application, en continuité et/ou substitution de la prime de revalorisation, du **Complément de Traitement Indiciaire (CTI)** concernant les SAAD publics habilités à l'aide sociale avec une date d'effet au 1^{er} avril 2022 ;

- La refonte, dans le cadre de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022, du modèle de financement des activités d'aide et d'accompagnement des services d'aide à domicile. Ce qui implique :

- La mise en œuvre **d'un tarif national plancher** pour la valorisation des plans d'aide au bénéfice de tous les services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

- Le versement d'une **dotation qualité** afin de permettre le financement d'actions améliorant la qualité du service rendu et les conditions de vie au travail des salariés.

✓ Sur le plan départemental :

Il a été décidé **l'attribution de véhicules de service aux aides à domicile** exerçant dans les SAAD habilités à l'aide sociale, et ce, sur la base du modèle locatif dans le cadre d'un groupement de commandes coordonné par le Département.

Dès 2022, afin de limiter l'impact de ces dispositions – en l'occurrence de l'avenant 43 et de la mise en place de la flotte de véhicules – sur la tarification des structures et donc sur le reste à charge de l'utilisateur, de nouvelles modalités de financement ont été entérinées par l'Assemblée départementale.

Ainsi, les coûts de fonctionnement des services excédant le tarif plancher susmentionné sont financés sous forme de dotations (flotte, avenant 43 et dotation complémentaire) aux structures selon des modalités particulières.

Le modèle de financement validé pour 2022 – en partie sous forme de dotations – était envisagé comme une étape transitoire avant la mise en œuvre d'une première génération de CPOM au sens de l'article L. 313-11-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles pour les services habilités à l'aide sociale.

Considérant :

- La vocation pérenne des chantiers ci-dessus décrits (avenant 43, CTI et flotte de véhicules) ;
- L'impact de la dotation qualité ;
- La réforme des Services Autonomie à Domicile (SAD) en 2023.

Une concrétisation desdits CPOM **dès le 1^{er} janvier 2023**, à titre expérimental pour les services volontaires habilités à l'aide sociale, et la modification incidente du mode de financement, en l'occurrence la généralisation du financement sous forme de dotations, semblent indispensables.

La présente contractualisation permettra, d'une part, de garantir au gestionnaire une base de financement introduisant une plus grande souplesse dans la mise en œuvre des missions confiées et d'autre part, au regard des moyens alloués, de fixer des objectifs tant qualitatifs que quantitatifs, conformes non seulement à la politique départementale en faveur des personnes âgées et/ou handicapées mais aussi au cadre national.

Le CPOM constitue, en perspective de la réforme susmentionnée, un outil d'anticipation qui pourra être amené à évoluer selon les dispositions légales et réglementaires.

Article 1 – Objet du contrat :

Le présent contrat a pour objet la définition d'objectifs stratégiques et opérationnels spécifiques dans le cadre des interventions d'aide à domicile réalisées par le service signataire.

Dans une perspective de structuration territoriale de l'offre d'aide à domicile, ces objectifs concourent de manière générale à :

- Proposer des prestations d'accompagnement personnalisées qui garantissent l'autonomie et la qualité de vie des personnes présentant une perte d'autonomie ;
- Mettre en œuvre une organisation efficiente garantissant la bonne utilisation des financements alloués ;
 - S'inscrire dans une dynamique territoriale ;
 - Renforcer l'attractivité du secteur de l'aide à domicile ;
 - Garantir la qualité de vie au travail des salariés de ce secteur.

Article 2 – Présentation de la structure – périmètre d'intervention :

Nom de la structure : Fédération ADMR de la Dordogne
Adresse : ZA de Borie Marty – Cré@vallée Sud, 24660 SANILHAC
Identité de la Présidence : Monsieur Jean Paul DUGENET
Identité du Dirigeant : Madame Corinne VIROL
Numéro FINESS du SAAD : 240013714
Numéro FINESS de l'Association : 24009456
Numéro SIRET : 32072198800055

Zone d'intervention géographique : 7 Associations locales

***ADMR THENON :**

Ajat, Auriac en Périgord, Azerat, Bars, Brouchaud, Falac, Fossemagne, Gabillou, Granges d'Ans, La Bachellerie, Les Farges, Limeyrat, Bassillac et Auberoche, Montagnac d'Auberoche, Saint Rabier, Sainte Orse, Thenon, Tourtoirac.

***ADMR ST AULAYE :**

Bourg-du-Bost, Echourgnac, La Jemaye-Ponteyraud, La Roche-Chalais, Parcoul-Chenaud, Servanches, Saint-André-de-Double, Saint-Aulaye-Puymangou, Saint-Just, Saint-Privat-en-Périgord, Saint-Vincent-de-Connezac, Saint-Vincent-de-Jalmoutiers, Vanxains.

***ADMR La Voie Verte :**

Agonac, Annesse et Beaulieu, Antonne et Trigonant, Bassillac et Auberoche, Boulazac-Isle-Manoire, Chalagnac, Champcevinel, Chancelade, Château-l'Eveque, Cornille, Coulounieix-Chamiers, Escoire, Grun Bordas, La Chapelle Gonaguet, Manzac-sur-Vern, Marsac sur l'Isle, Mensignac, Périgueux, Razac sur l'Isle, St Paul de Serre, St Pierre de Chignac, Sarliac sur l'Isle, Sorges et Ligueux, Trélissac.

***ADMR de VERTEILLAC :**

Allemands, Bertric-Burée, Bourg des Maisons, Bourg du Bost, Bouteilles-Saint-Sébastien, Celles, Champagne et Fontaine, Cherval, Comberanche et Epeluche, Coutures – Gout Rossignol, La Chapelle-Grésignac, La Chapelle-Montabourlet, La Tour Blanche-Cercles, Lusignac, Mareuil en Périgord, Nateuil-Auriac-de-Bourzac, Petit Bersac, Ribérac, St-Martial-Viveyrol, St-Martin-de-Ribérac, St-Paul-de-Lizonne, St-Victor, Vendoire, Verteillac, Villetoueix.

***ADMR DHANA, MONTIGNAC :**

Aubas, Ajat, Archignac, Auriac du Périgord, Azerat, Bars, Coly-Saint-Amand, Condat sur Vézère, Fanlac, Fleurac, Fossemagne, Jayac, La Bachellerie, La Chapelle Aubareil, Les Eyzies, Les Farges, Marcillac-Saint-Quentin, Marquay, Montignac, Paulin, Peyzac-Le-Moustier, Plazac, Saint-Rabier, Salignac-Eyvignes, Sarlat-la-Canéda, Sergeac, Coly-Saint-Amand, Saint-Léon-sur-Vézère, Saint-Crépin-et-Carlucet, Sainte-Nathalène, Saint-Genies, Tamnies, Thenon, Thonac, Valojoux.

***ADMR ROUFFIGNAC ST CERNIN :**

Fleurac, Journiac, La Douze, Les Eyzies, Plazac, Rouffignac-Savignac-de-Miremont, Saint-Cernin-de-Reilhac, Saint-Félix-de-Reilhac-et-Mortemart, Saint-Geyrac, Val de Louyre et Caudeau.

***ADMR LES DEUX VALLEES, MEYRALS :**

Allas-les-Mines, Alles-sur-Dordogne, Audrix, Belvès, Berberguières, Beynac-et-Cazenac, Campagne, Carsac-Aillac, Castelnau-la-Chapelle, Castels-et-Bezenac, Cenac-et-Saint-Julien, Coux-et-Bigaroque-Mouzens, Les Eyzies, La Chapelle-Aubareil, La Roque-Gageac, Le Bugue, Le Buisson-de-Cadouin, Limeuil, Marcillac-Saint-Quentin, Marnac, Marquay, Meyrals, Peyzac-le-Moustier, Proissans, Salignac-Eyvignes, Sarlat-la-Canéda, Sergeac, Siorac-en-Périgord, Saint-Andre-d'Allas, Saint-Chamassy, Saint-Crepin-et-Carlucet, Saint Cyprien, Saint-Genies, Saint-Vincent-de-Cosse, Saint-Vincent-le-Pauluel, Sainte-Nathalène, Tamnies, Tursac, Valojoux, Vezac, Vitrac.

Autorisation en cours : 19/10/2020 - 18/10/2035

Habilitation à l'aide sociale : 16/12/2016

Le présent contrat s'applique dans le périmètre des activités financées par le Département de la Dordogne au titre des aides individuelles suivantes : Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et Prestation de Compensation du Handicap (PCH).

Article 3 – Durée du contrat :

Le présent contrat détermine les moyens nécessaires à la mise en œuvre des objectifs déterminés conjointement par le Département et le service pour une période de cinq ans soit du **1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027.**

Article 4 – Organisation générale du contrat :

Le présent contrat repose sur :

- La définition partagée du périmètre du CPOM ;
- La définition partagée, dans le cadre des obligations législatives et réglementaires en vigueur, d'objectifs spécifiques fixés conjointement par les signataires au contrat (article 5 et 6) permettant d'assurer la qualité du service apporté aux personnes âgées et aux personnes handicapées sur le territoire départemental ;
- La détermination d'un mode de financement sous forme de **dotations**, s'agissant :
 - o Des prestations individuelles d'APA et de PCH relevant de la compétence du Département ;
 - o Du financement des autres modalités qui seront détaillées dans le présent contrat et qui concourent directement à la qualité de service rendu auprès des usagers et au renforcement de l'attractivité du secteur ;
- Un dialogue de gestion annuel ;
- Des contrôles et des évaluations réalisés par le Département sur l'atteinte des objectifs assignés et l'utilisation des crédits alloués.

Article 5 – Engagements du Service :

Article 5.1 – Objectifs contractualisés :

Objectif 1 :

Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour répondre aux prestations prescrites dans les plans d'aide APA et PCH

Numéro de l'action	Actions	Indicateurs de suivi	Planning de réalisation	Etat d'avancement	Responsable de l'action	Financement mobilisable
1	Garantir l'effectivité des plans d'aide prescrits par le Département.	Taux de réalisation des plans d'aide. Analyse des motifs de non prise en charge.	Suivi mensuel à compter du 1 ^{er} janvier 2023	Statistiques mensuelles par association et par usager existante depuis 2021	Association Locale	Tarif horaire APA/PCH
2	Améliorer le processus de recrutement en créant un partenariat avec Pôle emploi.	Nombre d'actions de type AFPR ou POE. Niveau d'utilisation de la méthode MRS. Participation à l'opération #TousMobilisés.	1 ^{er} trimestre 2023	A l'étude	Binôme Fédéral Président/Direction	Dispositif Pôle emploi
3	Tendre progressivement vers des contrats de travail à temps plein afin de rendre le métier plus attractif.	Ratio nombre d'agents/ETP	2023/2027	Proposition toutes les fins de modulation d'un avenant à la hausse pour les salariés en modulation positive	Présidents d'Associations	Dotation globale + Tarifs caisses et usagers
4	Maitriser la gestion budgétaire de la structure avec ce nouveau mode de financement.	Analyse de l'évolution des coûts de fonctionnement. Analyse des comptes administratifs.	2023 A partir de 2024	Analyse de la situation budgétaire faite en 2022	Direction	Dotation globale

Objectif 2 :
Mise en œuvre et suivi des revalorisations salariales

Numéro de l'action	Actions	Indicateurs de suivi	Planning de réalisation	Etat d'avancement	Responsable de l'action	Financement mobilisable
1	Améliorer la rémunération des intervenants à domicile.	Mise en œuvre de l'avenant 43.	Octobre 2021	A poursuivre	Présidents des associations locales avec l'appui de la fédération	Dotation Avenant 43
2	Suivre rigoureusement la gestion des carrières des intervenants à domicile.	Tableau des effectifs avec évolution dans les grilles indiciaires.	2023/2027	En cours	Présidents des associations locales avec l'appui de la fédération	Dotation globale

Objectif 3 :
Gérer de manière optimisée la flotte de véhicules

Numéro de l'action	Actions	Indicateurs de suivi	Planning de réalisation	Etat d'avancement	Responsable de l'action	Financement mobilisable
1	Suivre scrupuleusement le respect de la charte d'utilisation des véhicules de service.	Nombre de sinistres déclarés.	Depuis la mise en place de la flotte : mai 2019	En cours	Responsable flotte fédéral	Dotation Flotte
2	Doter les intervenants à domicile de véhicules de service.	Nombre d'agents dotés/nombre d'agents dans la structure. Impact sur le présentéisme. Impact sur le recrutement.	Juin 2019		Responsable flotte fédéral	Dotation Flotte

Objectifs 4 : Objectifs spécifiques (le cas échéant)

Numéro de l'action	Actions	Indicateurs de suivi	Planning de réalisation	Etat d'avancement	Responsable de l'action	Financement mobilisable
1	Interroger de manière générale les modes de fonctionnement dans le but de rationaliser des dépenses et harmoniser le fonctionnement des 7 associations locales.	Résultat de l'audit. Nombre de Réunions. Comptes rendus.	4 trimestre 2022 / 1 er trimestre 2023	En cours	Direction/Président /Conseil d'Administration Fédéral	Dotations
2	Mettre en œuvre un nouveau mode d'organisation.	Baisse des charges d'exploitations et de structures. Indicateurs de gestion : flotte de véhicules (kilométrage, sinistre, gestion...).	4 trimestre 2022 / 1 er semestre 2023	En cours	Direction	Dotation globale
3	Maitriser la masse salariale en mutualisant les agents sur les territoires limitrophes.	Diminution du groupe 2 au compte administratif.	2023	En cours	Présidents des associations locales avec l'appui de la fédération	Dotation globale
4	Anticiper sur l'organisation en Service Autonomie à Domicile (SAD).	Nombre de réunions partenariales et comptes rendus.	2023 -2025	Non démarré	Présidents des associations locales avec l'appui de la fédération	Dotations

Article 5.2 – Engagements sur les éléments à transmettre au Département :

Avant le 31 octobre de l'année n-1, le gestionnaire transmet au Département ses propositions budgétaires et d'activité au titre de l'APA et de la PCH.

Avant le 30 avril de l'année n+1, le gestionnaire transmet au Département les éléments relatifs au compte administratif, le bilan, compte de résultat ou compte de gestion selon son statut juridique.

Tous les mois, le gestionnaire transmet au Département un état des heures effectivement réalisées pour chaque bénéficiaire tant sur l'APA que sur la PCH.

Cet état permettra, le cas échéant, de statuer sur un réajustement des financements en fin d'année (cf. article 6).

Article 5.3 – Engagements divers :

Le service, en écho à certains objectifs contractualisés, doit respecter le cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile (instauré par le décret n°2016-502 du 22 avril 2016).

Il doit également se conformer aux exigences issues du décret n°2022-734 en date du 28 avril 2022 susvisé portant diverses mesures d'amélioration de la transparence financière des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Le document individuel de prise en charge doit comporter certaines dispositions obligatoires.

Le tarif horaire doit intégrer l'ensemble des frais inhérents à la prestation, à l'exception des éventuels frais annexes correspondant à des exigences particulières ayant fait l'objet d'une demande écrite du bénéficiaire, ou de frais kilométriques pour les prestations d'accompagnement.

Les frais de gestion administrative et les coûts éventuels exposés par le service pour le remplacement d'un intervenant en cas d'absence de celui-ci ne peuvent pas être facturés indépendamment du tarif horaire des prestations.

Le temps de prestation mentionné dans le document individuel de prise en charge correspond au temps effectivement consacré au service auprès du bénéficiaire, à l'exclusion notamment du temps de trajet de l'intervenant.

Lorsque l'organisme gestionnaire du service est soumis à l'obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes (services associatifs), une copie du rapport du commissaire aux comptes correspondant à l'exercice concerné, ainsi que ses annexes, sont transmis sans délai à l'autorité de tarification après l'approbation des comptes sociaux.

Le service ne peut pas exiger le versement d'un dépôt de garantie.

Article 6 – Engagements du Département (sur le plan financier) :

Article 6.1 – L'activité retenue :

L'activité retenue dans le cadre des périmètres de financement sera définie sur la base de la prescription des heures APA et PCH à laquelle sera appliquée un taux de facturation qui sera négocié chaque année entre le Département et le service au regard de l'activité proposée par ce dernier.

Article 6.2 – La dotation de fonctionnement :

La dotation de fonctionnement est calculée de la manière suivante :

**Tarif plancher (fixé au niveau national) – Ticket Modérateur (moyen du SAAD)
X Activité retenue (dans les conditions arrêtées à l'article 6.1)**

Article 6.3 – Les dotations additionnelles :

Article 6.3.1 – Les dotations liées aux revalorisations salariales :

Pour les services associatifs (avenant 43) :

L'avenant 43 est financé depuis le 1^{er} octobre 2021.

A compter du 1^{er} janvier 2023, le coût de l'avenant 43 est porté à hauteur de **4,10€/heure** (coût médian arrêté au niveau national).

La base de compensation de la CNSA portera sur ce coût médian. Dès lors, le Département l'appliquera à l'ensemble des services associatifs habilités à l'aide sociale.

Article 6.3.2 – La dotation relative à la mise en œuvre de la flotte de véhicules :

Le financement du surcoût lié à la mise en œuvre d'une flotte de véhicules est détaillé dans la convention spécifique en date du 21 décembre 2021.

Article 6.4 – Mode de versement des dotations :

Le versement de la dotation annuelle (dotation de fonctionnement + dotations additionnelles), interviendra par acomptes mensuels égaux au douzième du montant global.

Dans la limite de l'enveloppe globale qui aura été autorisée, une régularisation s'effectuera en fonction des heures effectivement réalisées sur les 4 derniers mois de l'année tant à la hausse qu'à la baisse.

Le CPOM sera revu tous les ans par voie d'avenant, notamment au niveau de son annexe financière.

Les financements alloués feront, tous les ans, l'objet d'un arrêté de tarification établi conformément aux conditions de financement du présent CPOM.

Article 7 – Modalités de suivi de la mise en œuvre du contrat :

Article 7.1 – Virements de crédits :

Le gestionnaire pourra, en cours d'exercice, dans le cadre de la réalisation des objectifs du présent contrat, procéder librement à tous les virements de crédits au sein et entre groupes fonctionnels du SAAD.

Article 7.2 – Gestion des résultats :

S'agissant des résultats, le principe retenu est celui de la non-reprise des résultats par l'autorité de tarification qu'il s'agisse d'un excédent ou d'un déficit.

Le gestionnaire dispose donc de toute liberté en matière d'affectation des résultats.

En ce qui concerne les résultats antérieurs à la date d'effet du CPOM, un traitement de ces deniers sera réalisé conformément à l'article R. 314-51 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 7.3 – Suivi de la mise en œuvre du CPOM – dialogue de gestion :

Un dialogue de gestion aura lieu une fois par an.

Au terme de chaque exercice budgétaire, et dans le cadre du dialogue de gestion annuel, les parties signataires s'engagent à évaluer sur la base du compte administratif transmis et du compte-rendu d'activité du service, la mise en œuvre et la bonne réalisation des objectifs retenus.

A l'occasion du dialogue de gestion, des indicateurs pourront être demandés.

Article 8 – Programmation du calendrier des évaluations :

Conformément aux nouvelles dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles, les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1, doivent transmettre tous les cinq ans les résultats des évaluations et de la qualité des prestations qu'ils délivrent, selon une programmation pluriannuelle arrêtée par l'autorité compétente.

Conformément aux dispositions du décret n°2022-695 du 26 avril 2022 susvisé, la première programmation pluriannuelle des évaluations qualité doit être arrêtée par l'autorité à compter du 1^{er} octobre 2022.

Le nouveau référentiel d'évaluation, prévu par la loi relative à l'organisation et la transformation du système de santé, élaboré en co-construction avec les acteurs du secteur social et médico-social par la Haute Autorité de Santé a été publié et est entré en vigueur le 10 mars 2022. Les organismes évaluateurs devront l'utiliser comme outil de référence lors de leur visite d'évaluation.

Conformément à l'arrêté subséquent susvisé, la programmation des évaluations pour le service est arrêtée de la manière suivante pour la période du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2027 :

- Transmission d'une évaluation qualité le **31 décembre 2025** au plus tard, soit 5 ans après le renouvellement de l'autorisation.

Article 9 – Conditions de modification, de résiliation et de renouvellement du contrat :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des clauses de la présente convention, les deux parties se réservent le droit d'y mettre fin, unilatéralement et à tout moment, dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie défaillante n'aura pas pris les mesures appropriées.

En fonction des motifs de la résiliation, le Département pourra demander la restitution de tout ou partie des financements qu'il aura versés au service.

Si pour des raisons exceptionnelles et/ou contextuelles, en particulier en cas de liquidation judiciaire du service, le présent contrat ne pouvait plus s'appliquer, il pourra être résilié, avant son terme, d'un commun accord entre les parties. Dans cette hypothèse, ces dernières conviendront du montant des financements déjà versés à restituer au Département.

En cas de création d'un nouveau service ou de rapprochement d'une (ou plusieurs) autre(s) structure(s) médico-sociale, les effets du présent CPOM continueront à s'appliquer à la nouvelle entité ou à l'entité porteuse.

Article 10 – Règlement des litiges :

Si une contestation ou un différend surviennent, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens permettant de régler la situation à l'amiable.

A défaut de conciliation, les litiges seront soumis au Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à PÉRIGUEUX, le **30 DEC. 2022**, en 2 exemplaires

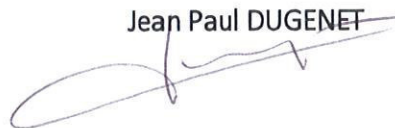
Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Germinal PEIRO



Pour la Fédération ADMR,
Le Président,

Jean Paul DUGENET



Annexe n°1 :

Détail du calcul des dotations 2023

1.1- ACTIVITÉ APA		1.2- ACTIVITÉ PCH	
1.1.1-	Nombre d'heures prescrites APA Département au 31/12/2021	117 360	16 920
1.1.2-	Taux de facturation retenu 2023	82 %	69 %
1.1.3-	Nombre d'heures retenues dans le cadre du financement APA 2023 (Total = 1.1.1 x 1.1.2)	96 235	11 675
1.2.1-	Nombre d'heures prescrites PCH Département au 31/12/2021		
1.2.2-	Taux de facturation retenu 2023		
1.2.3-	Nombre d'heures retenues dans le cadre du financement PCH 2023 (Total = 1.2.1 x 1.2.2)		

1- ACTIVITÉ RETENUE

2.1- DOTATION DE FONCTIONNEMENT APA		2.2- DOTATION DE FONCTIONNEMENT PCH	
2.1.1-	Tarif plancher APA/PCH	23,00 €	23,00 €
2.1.2-	Ticket modérateur (moyen du SAAD) au 31/12/2021	19,27 %	
2.1.3-	Tarif facturable au Département (Total = 2.1.1- 2.1.2)	18,57 €	29 537,24 €
2.1.4-	Dotation de fonctionnement APA (Total = 2.1.3 x 1.1.3)	1 786 885,57 €	238 983,16 €
2.1.5-	Reprise de résultat 2021	-200 000,00 €* 1 986 885,57 €	
2.1.6-	TOTAL (Total = 2.1.4 + 2.1.5)		268 520,40 €
2.3- TOTAL DES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT APA/PCH (Total = 2.1.6 + 2.2.4)			2 255 405,97 €

<u>3- DOTATIONS ADDITIONNELLES</u>	
3.1- Dotation revalorisation salariale : Avenant 43	443 620,00 €
3.2- Dotation flotte de véhicules	242 426,52 €
3.3- MONTANT DES DOTATIONS ADDITIONNELLES (Total = 3.1 + 3.2) 686 046,52 €	

<u>4- MONTANTS TOTAL DES DOTATIONS</u>	
4.1- TOTAL GÉNÉRAL DES DOTATIONS APA (2.1.6-Dotation fonctionnement APA + 3.3- Dotations additionnelles)	2 672 932,09 €
4.2- TOTAL GÉNÉRAL DES DOTATIONS PCH (2.2.4- Dotation fonctionnement PCH)	268 520,40 €

<u>5- TOTAL DES DOTATIONS 2023</u>	
(Total = 4.1+4.2) 2 941 452,49 €	

* Résultat 2021 à hauteur de - 407 571,15 € : reprise de 200 000,00 € en augmentation de la dotation de fonctionnement, le solde doit venir en diminution des charges prévisionnelles.

Annexe n°1 :

Détail du calcul des dotations 2023

1- ACTIVITÉ RETENUE

1.1- ACTIVITÉ APA		1.2- ACTIVITÉ PCH	
1.1.1- Nombre d'heures prescrites APA Département au 31/12/2021	117 360	1.2.1- Nombre d'heures prescrites PCH Département au 31/12/2021	16 920
1.1.2- Taux de facturation retenu 2023	82 %	1.2.2- Taux de facturation retenu 2023	69 %
1.1.3- Nombre d'heures retenues dans le cadre du financement APA 2023 (Total = 1.1.1 x 1.1.2)	96 235	1.2.3- Nombre d'heures retenues dans le cadre du financement PCH 2023 (Total = 1.2.1 x 1.2.2)	11 675

2- DOTATION DE FONCTIONNEMENT

2.1- DOTATION DE FONCTIONNEMENT APA		2.2- DOTATION DE FONCTIONNEMENT PCH	
2.1.1- Tarif plancher APA/PCH	23,00 €	2.2.1- Tarif plancher APA/PCH	23,00 €
2.1.2- Ticket modérateur (moyen du SAAD) au 31/12/2021	19,27 %		
2.1.3- Tarif facturable au Département (Total = 2.1.1- 2.1.2)	18,57 €	2.2.2- Dotation de fonctionnement PCH (-20 ans)	29 537,24 €
2.1.4- Dotation de fonctionnement APA (Total = 2.1.3 x 1.1.3)	1 786 885,57 €	2.2.3- Dotation de fonctionnement PCH (+20 ans)	238 983,16 €
2.1.5- Reprise de résultat 2021	-200 000,00 €*	2.2.4- TOTAL (Total = 2.2.2 +2.2.3)	268 520,40 €
2.1.6- TOTAL (Total = 2.1.4 +2.1.5)	1 986 885,57 €		
2.3- TOTAL DES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT APA/PCH (Total = 2.1.6 + 2.2.4) 2 255 405,97 €			

3- DOTATIONS ADDITIONNELLES

3.1- Dotation revalorisation salariale : Avenant 43	443 620,00 €
3.2- Dotation flotte de véhicules	268 494,84 €
3.3- MONTANT DES DOTATIONS ADDITIONNELLES (Total = 3.1 + 3.2) 712 114,84 €	

4- MONTANTS TOTAL DES DOTATIONS

4.1- TOTAL GÉNÉRAL DES DOTATIONS APA (2.1.6-Dotation fonctionnement APA + 3.3- Dotations additionnelles)	4.2- TOTAL GÉNÉRAL DES DOTATIONS PCH (2.2.4- Dotation fonctionnement PCH)
2 699 000,41 €	268 520,40 €

5- TOTAL DES DOTATIONS 2023

(Total = 4.1+4.2)
2 967 520,81 €

* Résultat 2021 à hauteur de - 407 571,15 € : reprise de 200 000,00 € en augmentation de la dotation de fonctionnement, le solde doit venir en diminution des charges prévisionnelles.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.14-1

Conventions relatives au renouvellement de l'interface informatique
pour la transmission des données issues de l'état civil - avis de naissance
des Communes de PERIGUEUX et BERGERAC.
- Commune de PERIGUEUX -

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jacques RANOUX

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.14-1

Conventions relatives au renouvellement de l'interface informatique
pour la transmission des données issues de l'état civil - avis de naissance
des Communes de PERIGUEUX et BERGERAC.
- Commune de PERIGUEUX -

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 et ses articles 39 et suivants, relative à l'informatique,
aux fichiers et aux libertés,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la convention ci-annexée, entre le Département de la Dordogne et la Commune de PERIGUEUX, relative au renouvellement de l'interface informatique pour la transmission par voie électronique des avis de naissance et des avis de décès des enfants nés sans vie de cette Commune.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à la signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

CONVENTION DE PARTENARIAT

entre le Département de la Dordogne et la Commune de PERIGUEUX
concernant l'organisation d'une interface informatique pour la transmission
par voie électronique des données issues de l'état civil - avis de naissance.

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis Hôtel du Département - 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu d'une délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Ci-après dénommé « Le Département »,
D'une part,

ET

La Commune de PERIGUEUX sise 23, rue du Président Wilson - BP 20130 - 24019 PERIGUEUX Cedex, représentée par la Maire, Mme Delphine LABAILS, dûment habilitée à signer en vertu d'une délibération du Conseil municipal n° D2020-026 du 10 juillet 2020,

Ci-après dénommée « La Commune de PERIGUEUX »,
D'autre part.

PREAMBULE

Le Département de la Dordogne souhaite renouveler l'interface informatique avec la Commune de PERIGUEUX pour permettre la transmission par voie électronique de données issues de la gestion de l'état civil et concernant plus particulièrement les avis de naissance.

Cette procédure se substitue à l'envoi hebdomadaire des avis de naissance sur support papier et facilite l'exploitation statistique des données collectées pour engager un dépistage précoce des jeunes enfants.

Pour ces motifs, il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise en place et de gestion d'un protocole de transmission par voie électronique de données issues de la gestion de l'état civil et concernant les avis de naissance, ainsi que les avis de décès des enfants nés sans vie, de cette commune.

Article 2 - Nature des données échangées

Les données échangées sont exclusivement utilisées afin de mettre à jour la base de données de l'application de gestion des certificats obligatoires de santé de l'enfant. Cela permet un suivi longitudinal de la réception des différents certificats de santé (8^{ème} jour, 9^{ème} mois, 24^{ème} mois), en vue d'une veille de santé préventive.

Article 3 - Principes d'échange de données

Les échanges de données se font dans le respect des dispositions légales et des droits éventuellement rattachés aux données et restriction de communication. Les transferts de données sont effectués à titre gracieux, sauf coût particulier d'extraction et de transmission.

3.1 - Description des données échangées

Les données échangées concernent l'enfant né dans la commune pour la période de référence ainsi que ses parents. La description paramétrique de ces données est répertoriée en **Annexe 1**, conformément avec le logiciel LOGITUD Siècle utilisé par les services de la Commune de PERIGUEUX.

3.2 - Responsabilité du Titulaire des données

Le Titulaire, en l'occurrence la Commune de PERIGUEUX, ne transmet que des données pour lesquelles il dispose des droits d'utilisation nécessaires. Il garantit la validité des données à la date de transfert. Il n'est pas responsable de l'usage qui sera fait des fichiers fournis à l'Utilisateur des données.

3.3 - Responsabilité de l'Utilisateur des données

L'Utilisateur des données, en l'occurrence le Département de la Dordogne s'engage à respecter les obligations inhérentes au traitement de ces données, notamment celles relevant des articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés. Il s'engage à ne pas communiquer ces données à des tiers en dehors des cas prévus par la loi.

Article 4 - Cadre organisationnel

4.1 - Rôle et engagement de l'Utilisateur des données

L'Utilisateur de données met en œuvre et gère un accès sécurisé à son extranet à destination du Titulaire des données. Un compte sera ouvert sur le portail du Département de la Dordogne au nom de la Commune de PERIGUEUX et les éléments d'authentification lui seront communiqués par courrier. Cet accès sera disponible 6 jours sur 7, du lundi au samedi, hors périodes de maintenance. En cas de dysfonctionnement ou d'indisponibilité, le Département de la Dordogne s'engage à prendre toutes mesures nécessaires à la reprise normale du service, dans la limite des horaires de la Collectivité et à en tenir informé le Partenaire.

4.2 - Rôle et engagement du Titulaire des données

Le Titulaire des données s'engage à déposer et transmettre les données telles que décrites à **Annexe 1** sur l'extranet du Département de la Dordogne à une périodicité qui, eu égard à la production des certificats de santé du 8^{ème} jour, sera hebdomadaire. Pour tout incident lié au dépôt des données, il informera le Département de la Dordogne – Direction des Systèmes d'Information et du Numérique – Service Projets dont les coordonnées seront précisées à **Annexe 3**. Il sera également précisé dans cette annexe les correspondants techniques et/ou fonctionnels de la Commune de PERIGUEUX.

Article 5 - Cadre technique

Le transfert s'effectue par voie électronique au travers d'une liaison internet sécurisée (https). Le transfert doit être conforme au Référentiel Général de Sécurité (RGC). La solution technique, représentant les modalités d'échange, est illustrée par le Schéma fonctionnel joint en **Annexe 2**. Les coordonnées des interlocuteurs : le Département (Direction des Systèmes d'Information et du Numérique - Service Projets) et la Commune seront précisées à **Annexe 3**.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de 2 ans, à compter de sa signature. Elle sera renouvelable une fois pour la même durée et selon les mêmes modalités.

Article 7 - Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant, notamment en cas d'enrichissement du périmètre des données ou de modification en profondeur du produit d'état civil de la mairie et après concertation des deux Parties.

Toute demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et ses conséquences.

L'avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 8 - Résiliation de la convention

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par la Commune de PERIGUEUX de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La Commune de PERIGUEUX pourra résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par le Département de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention cessera de plein droit en cas d'évolution du mode de connexion vers une solution ne permettant plus d'échanger dans un contexte suffisamment sécurisé, mais aussi en cas d'arrêt du produit de gestion des certificats de santé du Département de la Dordogne.

Article 9 - Règlement des litiges

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les Parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relève de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Périgueux, le _____ en deux exemplaires originaux.

**Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,**

**Pour la Commune de PERIGUEUX,
la Maire,**

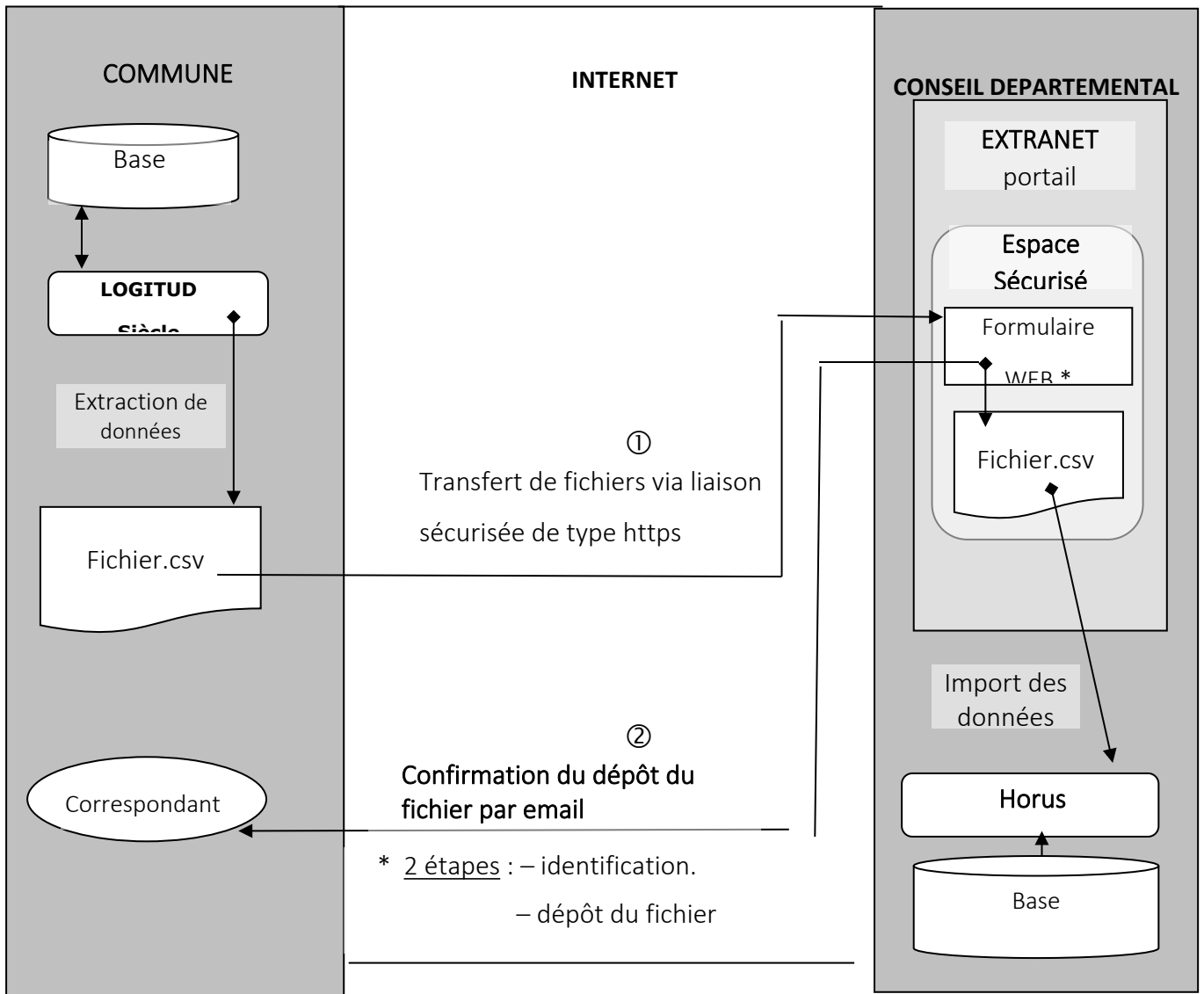
Germinal PEIRO

Delphine LABAILS

ANNEXE 1 - Description des données

Origine
RefentiteEnfant NomEnfant
PrenomEnfant DtNaissEnfant
SexeEnfant
DeptNaiss
CommNaiss
LibelleCommNaiss
RefentiteMater AdresseMaternite
RefentiteMereNomJFMere
PrenomMere DtNaissMere
RefVoieAdrMere
NuméroAdrMere
ExtNoAdrMere NatureVoieAdrMere
Adresse4AdrMere
Adresse2AdrMere
Adresse3AdrMere
Adresse5AdrMere
DeptAdrMere
CommuneAdrMere
CodePostalAdrMere
LibelleCommAdrMere
LibelleProfessionMere
NbEnfantsFoyer
RefentitePere
NomPere
PrenomPere
DtNaissPere
RefVoieAdrPere
NuméroAdrPere
ExtNoAdrPere
NatureVoieAdrPere
Adresse4AdrPere
Adresse2AdrPere
Adresse3AdrPere
Adresse5AdrPere
DeptAdrPere
CommuneAdrPere
CodePostalAdrPere
LibelleCommAdrPere
LibelleProfessionPere

ANNEXE 2 - Schéma de fonctionnement du transfert de données



ANNEXE 3 – Coordonnées interlocuteurs collectivités

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

Interlocuteur technique :

Direction des Systèmes d'Information et du Numérique – Service Projets
Tel : 05.53.02.48.25 ou 05.53.02.21.22

Interlocuteur fonctionnel :

DGA de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP) – Pôle PMI – Promotion de la Santé
Secrétariat central : Tel : 05.53.02.27.76 ou 05.53.02.27.77

COMMUNE DE PERIGUEUX

Interlocuteur technique :

Cellule Système d'Information
Tel : 05.53.02.80.04 / 5104

Interlocuteur fonctionnel :

Service à l'Usager et Vie Citoyenne : Tel : 05.53.02.82.40

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.14-2

Conventions relatives au renouvellement de l'interface informatique
pour la transmission des données issues de l'état civil - avis de naissance
des Communes de PERIGUEUX et BERGERAC.
- Commune de BERGERAC -

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jacques RANOUX

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.14-2

Conventions relatives au renouvellement de l'interface informatique
pour la transmission des données issues de l'état civil - avis de naissance
des Communes de PERIGUEUX et BERGERAC.
- Commune de BERGERAC -

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 et ses articles 39 et suivants, relative à l'informatique,
aux fichiers et aux libertés,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la convention ci-annexée, entre le Département de la Dordogne et la Commune de BERGERAC, relative au renouvellement de l'interface informatique pour la transmission par voie électronique des avis de naissance et des avis de décès des enfants nés sans vie de cette Commune.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à la signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre le Département de la Dordogne et la Commune de BERGERAC pour le renouvellement de l'interface informatique pour la transmission par voie électronique des données issues de l'état civil – avis de naissance.

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis Hôtel du Département - 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu d'une délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Ci-après dénommé « Le Département »,
D'une part,

ET

La Commune de BERGERAC sise 19, rue Neuve d'Argenson - 24100 BERGERAC, représenté par le Maire, M. Jonathan PRIOLEAUD, dûment habilité à signer en vertu d'une délibération n° du Conseil municipal du 2 février 2023,

Ci-après dénommée « La Commune de BERGERAC »,
D'autre part.

PREAMBULE

Le Département de la Dordogne souhaite renouveler l'interface informatique avec la Commune de BERGERAC pour permettre la transmission par voie électronique de données issues de la gestion de l'état civil et concernant plus particulièrement les avis de naissance.

Cette procédure se substitue à l'envoi hebdomadaire des avis de naissance sur support papier et facilite l'exploitation statistique des données collectées pour engager un dépistage précoce des jeunes enfants.

Pour ces motifs il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise en place et de gestion d'un protocole de transmission par voie électronique de données issues de la gestion de l'état civil et concernant les avis de naissance, ainsi que les avis de décès des enfants nés sans vie, de cette Commune.

Article 2 : Nature des données échangées

Les données échangées sont exclusivement utilisées afin de mettre à jour la base de données de l'application de gestion des certificats obligatoires de santé de l'enfant. Cela permet un suivi longitudinal de la réception des différents certificats de santé (8^{ème} jour, 9^{ème} mois, 24^{ème} mois), en vue d'une veille de santé préventive.

Article 3 : Principes d'échange de données

Les échanges de données se font dans le respect des dispositions légales et des droits éventuellement rattachés aux données et restriction de communication. Les transferts de données sont effectués à titre gracieux, sauf coût particulier d'extraction et de transmission.

3.1 - Description des données échangées

Les données échangées concernent l'enfant né dans la Commune pour la période de référence ainsi que ses parents. La description paramétrique de ces données est répertoriée en **Annexe 1**.

3.2 - Responsabilité du Titulaire des données

Le Titulaire, en l'occurrence la Commune de BERGERAC, ne transmet que des données pour lesquelles il dispose des droits d'utilisation nécessaires. Il garantit la validité des données à la date de transfert. Il n'est pas responsable de l'usage qui sera fait des fichiers fournis à l'Utilisateur des données.

3.3 - Responsabilité de l'Utilisateur des données

L'Utilisateur des données, en l'occurrence le Département de la Dordogne s'engage à respecter les obligations inhérentes au traitement de ces données, notamment celles relevant des articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Il s'engage à ne pas communiquer ces données à des tiers en dehors des cas prévus par la loi.

Article 4 : Cadre organisationnel

4.1 - Rôle et engagement de l'Utilisateur des données

L'Utilisateur de données met en œuvre et gère un accès sécurisé à son extranet à destination du Titulaire des données. Un compte sera ouvert sur le portail du Département de la Dordogne au nom de la Commune de BERGERAC et les éléments d'authentification lui seront communiqués par courrier. Cet accès sera disponible 6 jours sur 7, du lundi au samedi, hors périodes de maintenance. En cas de dysfonctionnement ou d'indisponibilité, le Département de la Dordogne s'engage à prendre toutes mesures nécessaires à la reprise normale du service, dans la limite des horaires de la Collectivité et à en tenir informé le Partenaire.

4.2 - Rôle et engagement du Titulaire des données

Le Titulaire des données s'engage à déposer et transmettre les données telles que décrites à **Annexe 1** sur l'extranet du Département de la Dordogne à une périodicité qui, eu égard à la production des certificats de santé du 8^{ème} jour, sera hebdomadaire. Pour tout incident lié au dépôt des données, il informera le Département de la Dordogne – Direction des Systèmes d'Information et du Numérique – Service Projets dont les coordonnées seront précisées à **Annexe 3**. Il sera également précisé dans cette annexe les correspondants techniques et/ou fonctionnels de la Commune de BERGERAC.

Article 5 : Cadre technique

Le transfert s'effectue par voie électronique au travers d'une liaison internet sécurisée (https). La solution technique, représentant les modalités d'échange, est illustrée par le Schéma fonctionnel joint en **Annexe 2**.

Les coordonnées des interlocuteurs : le Département (Direction des Systèmes d'Information et du Numérique – Service Projets) et la Commune seront précisées à **Annexe 3**.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de 2 ans, à compter de sa signature. Elle sera renouvelable une fois pour la même durée et selon les mêmes modalités.

Article 7 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant, notamment en cas d'enrichissement du périmètre des données ou de modification en profondeur du produit d'état civil de la mairie et après concertation des deux Parties.

Toute demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et ses conséquences.

L'avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 8 : Résiliation de la convention

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par la Commune de BERGERAC de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La Commune de BERGERAC pourra résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par le Département de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention cessera de plein droit en cas d'évolution du mode de connexion vers une solution ne permettant plus d'échanger dans un contexte suffisamment sécurisé, mais aussi en cas d'arrêt du produit de gestion des certificats de santé du Département de la Dordogne.

Article 9 : Règlement des litiges

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les Parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relève de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Bergerac, le _____ en deux exemplaires originaux.

**Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,**

**Pour la Commune de BERGERAC,
le Maire,**

Germinal PEIRO

Jonathan PRIOLEAUD

ANNEXE 1 - Description des données

Origine

RefentiteEnfant NomEnfant

PrenomEnfant DtNaissEnfant

SexeEnfant

DeptNaiss

CommNaiss

LibelleCommNaiss

RefentiteMater AdresseMaternite

RefentiteMereNomJFMere

PrenomMere DtNaissMere

RefVoieAdrMere

NuméroAdrMere

ExtNoAdrMere NatureVoieAdrMere

Adresse4AdrMere

Adresse2AdrMere

Adresse3AdrMere

Adresse5AdrMere

DeptAdrMere

CommuneAdrMere

CodePostalAdrMere

LibelleCommAdrMere

LibelleProfessionMere

NbEnfantsFoyer

RefentitePere

NomPere

PrenomPere

DtNaissPere

RefVoieAdrPere

NuméroAdrPere

ExtNoAdrPere

NatureVoieAdrPere

Adresse4AdrPere

Adresse2AdrPere

Adresse3AdrPere

Adresse5AdrPere

DeptAdrPere

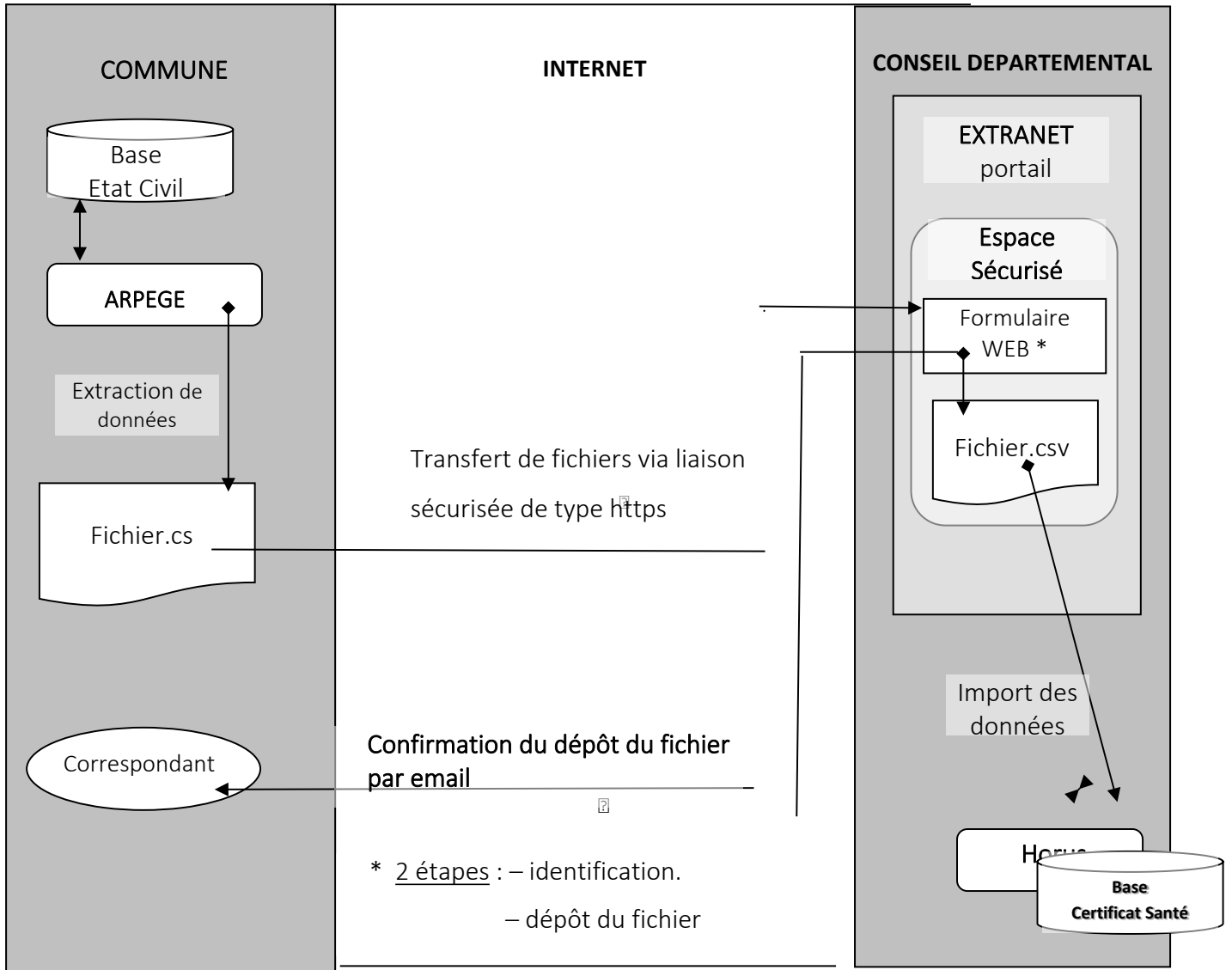
CommuneAdrPere

CodePostalAdrPere

LibelleCommAdrPere

LibelleProfessionPere

ANNEXE 2 - Schéma de fonctionnement du transfert de données



ANNEXE 3 – Coordonnées interlocuteurs collectivités

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

Interlocuteur technique :

Direction des Systèmes d'Information et du Numérique – Service Projets
Tel : 05.53.02.48.25 ou 05.53.02.21.22

Interlocuteur fonctionnel :

DGA de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP) – Pôle PMI – Promotion de la Santé
Secrétariat central : Tel : 05.53.02.27.76 ou 05.53.02.27.77

COMMUNE DE BERGERAC

Interlocuteur technique :

Cellule Système d'Information et Réseaux
Tel : 05.53.74.66.96

Interlocuteur fonctionnel :

Service Population
Tel : 05.53.74.66.28

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.15

Création d'un livret "Préconisations de la PMI (Protection Maternelle et Infantile)
sur les conditions de sécurité au domicile de l'Assistant familial
accueillant des enfants de moins de 6 ans".

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jacques RANOUX

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.15

Création d'un livret "Préconisations de la PMI (Protection Maternelle et Infantile)
sur les conditions de sécurité au domicile de l'Assistant familial
accueillant des enfants de moins de 6 ans".

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et notamment l'annexe 4-9 dudit Code,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la création du livret « Préconisations de la Protection Maternelle et Infantile (PMI)
sur les conditions de sécurité au domicile de l'Assistant familial accueillant des enfants de
moins de 6 ans », ci-annexé.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à éditer et diffuser ledit document,
au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

PRECONISATIONS DE LA PMI
SUR LES CONDITIONS DE SECURITE

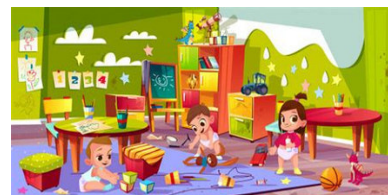


AU DOMICILE DE L'ASSISTANT(E) FAMILIAL(E)

Pour obtenir l'agrément d'Assistant familial, le candidat doit disposer d'un logement dont l'état, les dimensions, les conditions d'accès et l'environnement permettent d'assurer le bien-être et la sécurité des mineurs compte tenu du nombre d'enfants et des exigences fixées par le référentiel en annexe 4-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles (art R.421-3 / R.421-6 du CASF).

I. LA SECURITE A L'INTERIEUR

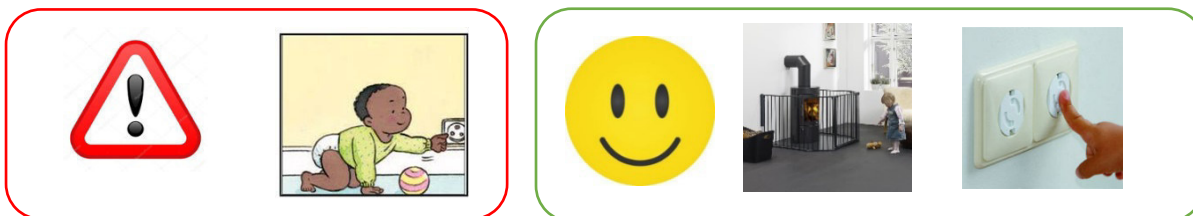
1- DANS TOUTES LES PIECES ACCESSIBLES AUX ENFANTS



Une pièce est dite inaccessible si elle est fermée par un verrou ou à clef, la clef étant enlevée et mise hors de portée des enfants ou si elle est équipée d'une barrière de sécurité aux normes NF.

Doivent être sécurisés :

- ❖ Les prises, rallonges et multiprises électriques ;
- ❖ Cheminée, poêle, insert, chauffage d'appoint ;



Doivent être inaccessibles et mis hors de portée des enfants :

- ❖ Les cordelettes, embrases, rideaux en fils ou tout autre objet pouvant occasionner un étranglement ;
- ❖ Tout objet présentant un risque de chute (*vase, bibelot...*) ;
- ❖ Tout petit objet présentant un risque d'étouffement (*billes d'argile, graviers décoratifs, objets ou jouets interdits aux enfants de moins de 3 mois, croquettes animaux...*) ;
- ❖ Les médicaments.

Les médicaments doivent être inaccessibles



2- LA CUISINE



Doivent être sécurisées :

- ❖ Les chaises hautes aux normes en vigueur (NF EN 14988) munies d'attaches 5 points.

Doivent être inaccessibles et mis hors de portée des enfants :

- ❖ Tous les produits d'entretien ;
- ❖ Le four, afin d'éviter toute brûlure, s'il n'est pas doté d'une paroi froide ;
- ❖ Les plaques de cuisson et brûleurs pendant et après leur utilisation ;
- ❖ Tout appareil ménager présentant des risques de brûlure ou de coupure ;
- ❖ Toute installation au gaz ;
- ❖ Les briquets, les allumettes, les couteaux, les ciseaux, les sacs en plastique ;
- ❖ Les boissons alcoolisées.

L'utilisation du micro-ondes pour rechauffer les biberons n'est pas recommandée

Privilégier le chauffe-biberon ou le bain-marie

3- LA CHAMBRE

L'enfant doit être couché exclusivement sur le dos sans oreiller, ni couette, couverture



et tour de lit

Se référer aux préconisations permettant la prévention de la mort inattendue du nourrisson, recommandations de santé publique figurant dans le carnet de santé.



Doivent être sécurisés :

- ❖ Les lits à barreaux : 6,5 cm d'écartement maximal des barreaux, matelas ferme adapté à la dimension du lit sans ajout de tour de lit ;
- ❖ Les lits « parapluie » doivent être utilisés conformément à la notice du constructeur (pas d'ajout de matelas supplémentaire) ;
- ❖ Les lits en hauteur ou mezzanine et leur accès (échelle).

Doivent être inaccessibles et mis hors de portée des enfants :

- ❖ Tout bijou, cordelette de tétine et autre objet pouvant occasionner un étranglement ou un risque d'étouffement

Les lits à barreaux en hauteur ou lits bébé superposés ne sont pas adaptés pour un usage domestique



Les lits en hauteur ou mezzanine

ne peuvent pas être utilisés pour des enfants de moins de 6 ans.



Il est possible d'utiliser pour la sieste un matelas au sol, une couchette ou une chauffeuse pour des enfants de plus de 2 ans



Préconisations pour le confort de l'enfant



L'utilisation du lit à barreaux pour des enfants jusqu'à l'âge de 2 ans est recommandé.

Les lits « parapluie » sont tolérés pour une utilisation occasionnelle. L'ajout de matelas y est interdit pour des raisons de sécurité.

4- LA SALLE DE BAIN / WC

Doivent être inaccessibles et mis hors de portée des enfants :

- ❖ Les cosmétiques, les produits de toilette et de nettoyage ;
- ❖ Les aérosols et blocs WC ;
- ❖ Les objets pouvant occasionner brûlure ou coupure (rasoirs mécaniques, fers à coiffer...).



5- L'ESCALIER / LE PALIER

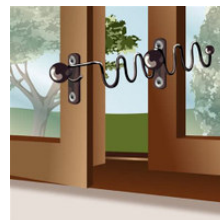
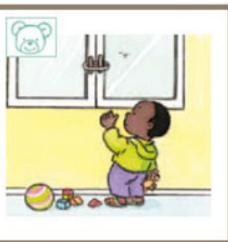
- ❖ Les garde-corps et la main courante doivent être d'une hauteur minimale de 1,10 m au dernier point d'appui ;
- ❖ Les barreaux verticaux doivent être espacés de 11 cm maximum ;
- ❖ Une barrière de sécurité répondant aux normes NF PO1-012 doit être installée en haut et en bas des escaliers ;
- ❖ Aucun meuble, ni objet ne doit être positionné contre les rambardes afin d'éviter le risque de chute ;
- ❖ Les escaliers à claire-voie doivent être sécurisés au niveau de la contremarche.

Un enfant ne doit jamais être seul dans un escalier



6- LES FENÊTRES

- ❖ Les fenêtres situées à l'étage présentant un risque de défenestration ou de sortie, ou à moins de 90 cm du sol en rez-de-chaussée doivent être équipées d'un entrebâilleur ou d'un garde-corps rehaussé à 1,10 m ou fermées à clef ;
- ❖ Aucun meuble ni objet ne doit être positionné sous les fenêtres afin d'éviter le risque de chute.



7- LES JOUETS ET MATERIELS

Les jouets et matériels, neufs ou d'occasion, doivent être aux normes NF, adaptés à l'âge et la taille de l'enfant, utilisés conformément à leur notice d'utilisation, tout matériel ou jouet détérioré ne doit plus être utilisé.

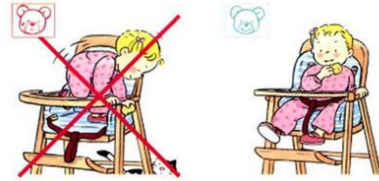
Le parc peut être utilisé ponctuellement **pour mettre en sécurité un enfant**, en favorisant le parc à barreaux, qui aide à la motricité, respectant les normes NF S 54-010 et EN 12227 régissant l'espacement entre les barreaux (moins de 7 cm), et la hauteur du parc (plus de 55 cm) pour éviter tout risque de chute ou de basculement.



L'enfant doit toujours être attaché dans les transats, chaises hautes, poussettes, balancelles, sièges auto

Et toujours rester sous surveillance visuelle

Ces matériels ne sont pas des moyens de mise en sécurité et ne doivent pas être posés sur un meuble en hauteur.



L'utilisation du trotteur ou youpala n'est pas recommandée

Ce matériel est contraire au développement psychomoteur de l'enfant et peut occasionner des chutes et accidents graves



II. LA SECURITE A L'EXTERIEUR



L'espace où jouent les enfants doit :

- Être clos par un entourage de 1,10 m infranchissable et ne pouvant être escaladé ;
- Être protégé par un système de fermeture ne pouvant pas être ouvert par un enfant.

1- TERRASSES / BALCONS / JARDINS

Doivent être sécurisés :

- Tout dénivelé accessible aux enfants, présentant un danger de chute ;
- Une terrasse en hauteur ou un balcon doit être protégé par une rambarde d'une hauteur supérieure à 1,10 m au dernier point d'appui ;
- L'écart des barreaux doit être inférieur ou égal à 11 cm ;
- Les accès aux caves, sous-sols doivent être protégés ou fermés à clef ;
- Les abris de jardin ou les dépendances qui contiennent des matériaux dangereux doivent être fermés à clef ou rendus inaccessibles aux enfants ;
- Les escaliers situés dans les espaces de jeux.

Doivent être inaccessibles et mis hors de portée des enfants :

- Le matériel de barbecue ;
- Les tas de bois / objets divers stockés (ferraille...) ;
- L'accès aux toboggans, trampolines, portiques ... non adaptés aux enfants de moins de 6 ans, l'utilisation des trampolines est non recommandée car susceptible d'entraîner un accident grave.



2- PISCINES ENTERREES / SEMI-ENTERREES

Les conditions règlementaires suivantes sont obligatoires pour la délivrance de l'agrément

Les piscines enterrées non closes privatives, neuves ou existantes, à usage individuel ou à usage collectif sont pourvues d'un **dispositif de sécurité efficace** visant à prévenir le risque de noyade (*Art L.134-10 du Code de la Construction et de l'Habitat*).

Toute piscine enterrée ou semi enterrée doit être munie d'un **système de sécurité normalisé et attesté par une note technique** fournie par le constructeur ou l'installateur (*Annexe 4-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles*).

La note technique fournie par le constructeur ou l'installateur doit :

- Être remise au plus tard à la date de réception de la piscine ;
- Indiquer les caractéristiques techniques, les conditions de fonctionnement et d'entretien du dispositif de sécurité ;
- Informer sur les risques de noyade, sur les mesures générales de prévention à prendre et sur les recommandations attachées à l'utilisation du dispositif de sécurité (*Article D.134-53 du Code de la Construction et de l'Habitat*).

Ceci étant, même en la présence d'un système de sécurité normalisé et attesté par une note technique, **il est fortement recommandé par la PMI de sécuriser l'accès à la piscine par une clôture infranchissable** d'une hauteur d'au moins 1,10 m située à au moins 1 m du bord, avec un portillon muni d'un système de fermeture impossible à ouvrir par un enfant.

3- PISCINES HORS SOLS ET POINTS D'EAU

- ❖ Les piscines hors sol de plus d'1m10 doivent être rendues inaccessibles par une clôture comme indiqué ci-dessus, sinon, leur échelle doit être enlevée et mise hors de portée des enfants ;
- ❖ Les spa/ jacuzzi doivent être rendus inaccessibles par une clôture comme indiqué ci-dessus, sinon la bâche de sécurité fournie avec le jacuzzi à l'achat doit être maintenue en place et utilisée conformément à la notice du constructeur.



Un enfant ne doit jamais être seul près d'un point d'eau

Doivent également être rendus inaccessibles :

- Les produits d'entretien des piscines ;
- Les puits, mares, bassins, cours d'eau ;
- Les récupérateurs ou réserves d'eau et tout récipient pouvant contenir de l'eau.

III. L'ENVIRONNEMENT

Le logement est propre, ordonné, sain et lumineux

- Il est suffisamment chauffé (entre 18° et 20°C) ;
- Les pièces doivent être aérées au minimum 10 minutes par jour quelle que soit la saison afin de renouveler l'air intérieur et d'en réduire la pollution ;
- Il doit être équipé d'un détecteur de fumée normalisé ;
- Les grilles de ventilation ne doivent pas être bouchées et doivent être entretenues ;
- La consommation d'alcool et de tabac est à limiter en présence des enfants ;
- L'usage des écrans doit être restreint en présence des enfants.



Doivent être inaccessibles et mis hors de portée des enfants :

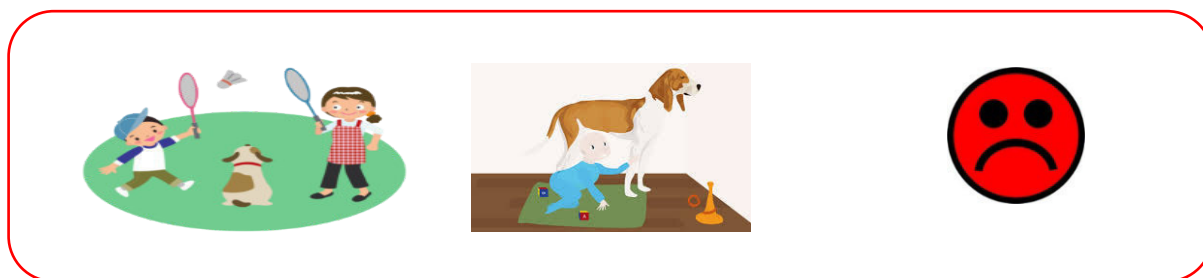
- Les armes à feu (avec respect de la législation concernant le STOCKAGE DES ARMES ET DES MUNITIONS : décret n° 2014-1253 du 27/10/2014) ;
- Les armes blanches, de compétition, d'impulsion électrique ;

- Les petits bijoux (boucles d'oreille, colliers) et accessoires (barrette, élastique, cordons de tétine) ;
- Les plantes toxiques, piquantes ou coupantes (Toutes les plantes sont potentiellement dangereuses, il est donc conseillé de se laver les mains après chaque contact.) ;
- Les boissons alcoolisées ;
- Les mégots et les cendriers.

IV. LES ANIMAUX

Tous les animaux sont potentiellement dangereux

Toutes les précautions doivent être prises afin d'assurer la sécurité et la santé des enfants accueillis. Votre animal domestique ne peut cohabiter avec un enfant accueilli que si une surveillance attentive est maintenue (risque sanitaire, risque de morsure et griffure). C'est pourquoi, il est vivement conseillé d'organiser une cohabitation sécurisée en présence de l'enfant accueilli.



La nourriture de l'animal, son couchage, sa litière sont interdits d'accès aux enfants



Les chiens d'attaque de catégorie I et les chiens de garde et de défense de catégorie II (art L. 211-12 du Code rural) ne sont pas compatibles avec l'agrément.

Tous les chiens présentant un danger par leur taille ou leur comportement, ne sont pas autorisés dans l'environnement immédiat de l'enfant (domicile et dépendance).

Pour des raisons sanitaires, tout animal présent au domicile doit être suivi par un vétérinaire.

V. LES TRANSPORTS



1- EN VOITURE

Un enfant ne peut être transporté dans votre véhicule qu'aux deux conditions suivantes :

- si vous possédez une assurance pour le transport d'enfants dans le cadre de la profession d'Assistant(e) familial(e) ;
- si vous utilisez du matériel aux normes en vigueur, adapté au poids ou à la taille des enfants.

Tous les enfants de moins de 10 ans doivent être attachés dans un dispositif de retenue adapté à leur morphologie. L'homologation, certifiant que ces dispositifs répondent aux normes de l'Union européenne, est obligatoire. Une étiquette atteste que le fabricant a bien obtenu cette homologation et comporte plusieurs indications :

- Selon la norme, le poids (ECE R44/04) ou la taille (ECE R129 i-size) indique le dispositif approprié.
- La lettre E, entourée d'un cercle, signifie que le matériel est conforme à la norme européenne. Le nombre qui suit ce marquage correspond au pays qui a délivré l'homologation (2 pour la France).

Que ce soit dans le cadre du R44 ou du R129, les dispositifs de retenue des enfants dos à la route peuvent être conçus pour tous les âges, poids et tailles. Il est également plus sûr pour l'enfant de voyager de cette manière.

L'Assistant familial est responsable des enfants qui lui sont confiés, Ils ne doivent jamais être laissés seuls dans un véhicule.

2- EN BUS, A PIED, EN POUSETTE



Vous devez respecter les 3 mêmes conditions que pour la voiture ainsi que les consignes de la sécurité routière (securiteroutiere.gouv.fr).

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.16

Réactualisation du livret " Préconisations de la PMI (Protection Maternelle et Infantile)
sur les conditions de sécurité au domicile de l'Assistant maternel".

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jacques RANOUX

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.16

Réactualisation du livret " Préconisations de la PMI (Protection Maternelle et Infantile)
sur les conditions de sécurité au domicile de l'Assistant maternel".

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

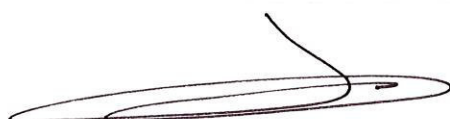
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et son annexe 4-8 dudit Code,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la réactualisation du livret « Préconisations de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) sur les conditions de sécurité au domicile de l'Assistant maternel », ci-annexé.

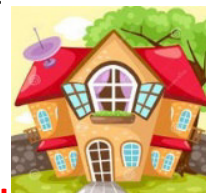
AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à éditer et diffuser ledit document, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

PRECONISATIONS DE LA PMI
SUR LES CONDITIONS DE SECURITE

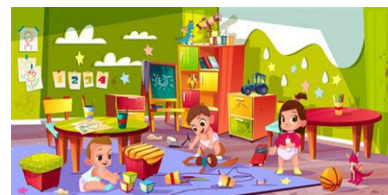


AU DOMICILE DE L'ASSISTANT(E) MATERNEL(LE)

Pour obtenir l'agrément d'Assistant maternel, le candidat doit disposer d'un logement ou, dans le cas d'un agrément pour l'exercice dans une maison d'Assistants maternels, d'un local dédié dont l'état, les dimensions, les conditions d'accès et l'environnement permettent d'assurer le bien-être et la sécurité des mineurs, compte tenu du nombre d'enfants et des exigences fixées par le référentiel en annexe 4-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles (art R.421-3 / R.421-5 du CASF)

I. LA SECURITE A L'INTERIEUR

1- DANS TOUTES LES PIECES ACCESSIBLES AUX ENFANTS



Une pièce est dite inaccessible si elle est fermée par un verrou ou à clef, la clef étant enlevée et mise hors de portée des enfants ou si elle est équipée d'une barrière de sécurité aux normes NF.

Doivent être sécurisés :

- ❖ Les prises, rallonges et multiprises électriques ;
- ❖ Cheminée, poêle, insert, chauffage d'appoint, En cas d'utilisation en présence des enfants accueillis.



Doivent être inaccessibles et mis hors de portée des enfants :

- ❖ Les cordelettes, embrases, rideaux en fils ou tout autre objet pouvant occasionner un étranglement ;
- ❖ Tout objet présentant un risque de chute (*vase, bibelot...*) ;
- ❖ Tout petit objet présentant un risque d'étouffement (*billes d'argile, graviers décoratifs, objets ou jouets interdits aux enfants de moins de 3 mois, croquettes animaux...*) ;
- ❖ Les médicaments.

Les médicaments doivent être inaccessibles



2- LA CUISINE



Doivent être sécurisées :

- ❖ Les chaises hautes aux normes en vigueur (NF EN 14988) munies d'attaches 5 points.

Doivent être inaccessibles et mis hors de portée des enfants :

- ❖ Tous les produits d'entretien ;
- ❖ Le four, s'il est utilisé en présence des enfants et non doté d'une paroi froide ;
- ❖ Les plaques de cuisson et brûleurs pendant et après leur utilisation ;
- ❖ Tout appareil ménager présentant des risques de brûlure ou de coupure ;
- ❖ Toute installation au gaz ;
- ❖ Les briquets, les allumettes, les couteaux, les ciseaux, les sacs en plastique ;
- ❖ Les boissons alcoolisées.

L'utilisation du micro-ondes pour réchauffer les biberons n'est pas recommandée

Privilégier le chauffe-biberon ou le bain-marie

3- LA CHAMBRE

L'enfant doit être couché exclusivement sur le dos sans oreiller, ni couette, couverture



et tour de lit

Se référer aux préconisations permettant la prévention de la mort inattendue du nourrisson, recommandations de santé publique figurant dans le carnet de santé.



Doivent être sécurisés :

- ❖ Les lits à barreaux : 6,5 cm d'écartement maximal des barreaux, matelas ferme adapté à la dimension du lit sans ajout de tour de lit ;
- ❖ Les lits « parapluie » doivent être utilisés conformément à la notice du constructeur (pas d'ajout de matelas supplémentaire) ;
- ❖ Les lits en hauteur ou mezzanine et leur accès (échelle).

Doivent être inaccessibles et mis hors de portée des enfants :

- ❖ Tout bijou, cordelette de tétine et autre objet pouvant occasionner un étranglement ou un risque d'étouffement.

Les lits à barreaux en hauteur ou lits bébé superposés ne sont pas adaptés pour un usage domestique



Les lits en hauteur ou mezzanine

ne peuvent pas être utilisés pour des enfants de moins de 6 ans.



Il est possible d'utiliser un matelas au sol, une couchette ou une chauffeuse pour des enfants de plus de 2 ans



Préconisations pour le confort de l'enfant

L'utilisation du lit à barreaux pour des enfants jusqu'à l'âge de 2 ans est à privilégier.

Les lits « parapluie » sont tolérés à domicile pour des raisons d'organisation. L'ajout de matelas y étant interdit pour raison de sécurité, en cas d'utilisation prolongée le confort de l'enfant est moins assuré.

4- LA SALLE DE BAIN / WC

Doivent être inaccessibles et mis hors de portée des enfants :

- ❖ Les cosmétiques, les produits de toilette et de nettoyage ;
- ❖ Les aérosols et blocs WC ;
- ❖ Les objets pouvant occasionner brûlure ou coupure (rasoirs mécaniques, fers à coiffer...).



5- L'ESCALIER / LE PALIER

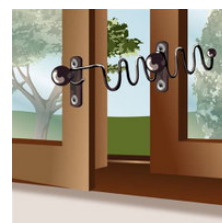
- ❖ Les garde-corps et la main courante doivent être d'une hauteur minimale de 1,10 m au dernier point d'appui ;
- ❖ Les barreaux verticaux doivent être espacés de 11 cm maximum ;
- ❖ Une barrière de sécurité répondant aux normes NF PO1-012 doit être installée en haut et en bas des escaliers ;
- ❖ Aucun meuble, ni objet ne doit être positionné contre les rambardes afin d'éviter le risque de chute ;
- ❖ Les escaliers à claire-voie doivent être sécurisés au niveau de la contremarche.

Un enfant ne doit jamais être seul dans un escalier



6- LES FENÊTRES

- ❖ Les fenêtres situées à l'étage présentant un risque de défenestration ou de sortie, ou à moins de 90 cm du sol en rez-de-chaussée doivent être équipées d'un entrebâilleur ou d'un garde-corps rehaussé à 1,10 m ou fermées à clef ;
- ❖ Aucun meuble ni objet ne doit être positionné sous les fenêtres afin d'éviter le risque de chute.



7- LES JOUETS ET MATERIELS

Les jouets et matériels, neufs ou d'occasion, doivent être aux normes NF, adaptés à l'âge et la taille de l'enfant, utilisés conformément à leur notice d'utilisation, tout matériel ou jouet détérioré ne doit plus être utilisé.

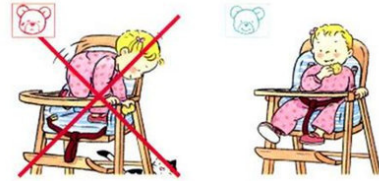
Le parc peut être utilisé ponctuellement **pour mettre en sécurité un enfant**, en favorisant le parc à barreaux, qui aide à la motricité, respectant les normes NF S 54-010 et EN 12227 régissant l'espacement entre les barreaux (moins de 7 cm), et la hauteur du parc (plus de 55 cm) pour éviter tout risque de chute ou de basculement.



L'enfant doit toujours être attaché dans les transats, chaises hautes, poussettes, balancelles, sièges auto

Et toujours rester sous surveillance visuelle

Ces matériels ne sont pas des moyens de mise en sécurité et ne doivent pas être posés sur un meuble en hauteur.



L'utilisation du trotteur ou youpala n'est pas recommandée

Ce matériel est contraire au développement psychomoteur de l'enfant et peut occasionner des chutes et accidents graves



II. LA SECURITE A L'EXTERIEUR



L'espace où jouent les enfants doit :

- Être clos par un entourage de 1,10 m infranchissable et ne pouvant être escaladé ;
- Être protégé par un système de fermeture ne pouvant pas être ouvert par un enfant.

1- TERRASSES / BALCONS / JARDINS

Doivent être sécurisés :

- Tout dénivelé accessible aux enfants, présentant un danger de chute ;
- Une terrasse en hauteur ou un balcon doit être protégé par une rambarde d'une hauteur supérieure à 1,10 m au dernier point d'appui ;
- L'écart des barreaux doit être inférieur ou égal à 11 cm ;
- Les accès aux caves, sous-sols doivent être protégés ou fermés à clef ;
- Les abris de jardin ou les dépendances qui contiennent des matériaux dangereux doivent être fermés à clef ou rendus inaccessibles aux enfants ;
- Les escaliers situés dans les espaces de jeux.

Doivent être inaccessibles et mis hors de portée des enfants :

- Le matériel de barbecue : son utilisation en présence des enfants n'est pas recommandée. En MAM, la présence de barbecues et planchas n'a pas lieu d'être ;
- Les tas de bois / objets divers stockés (ferraille...) ;
- L'accès aux toboggans, trampolines, portiques ... non adaptés aux enfants de moins de 6 ans, l'utilisation des trampolines est non recommandée car susceptible d'entraîner un accident grave.



2- PISCINES ENTERREES / SEMI-ENTERREES

Les conditions réglementaires suivantes sont obligatoires pour la délivrance de l'agrément

Les piscines enterrées non closes privatives, neuves ou existantes, à usage individuel ou à usage collectif sont pourvues d'un **dispositif de sécurité efficace** visant à prévenir le risque de noyade (*Art L.134-10 du Code de la Construction et de l'Habitat*).

Toute piscine enterrée ou semi enterrée doit être munie d'un **système de sécurité normalisé et attesté par une note technique** fournie par le constructeur ou l'installateur (*Annexe 4-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles*).

La note technique fournie par le constructeur ou l'installateur doit :

(*Article D.134-53 du Code de la Construction et de l'Habitat*)

- Être remise au plus tard à la date de réception de la piscine ;
- Indiquer les caractéristiques techniques, les conditions de fonctionnement et d'entretien du dispositif de sécurité ;
- Informer sur les risques de noyade, sur les mesures générales de prévention à prendre et sur les recommandations attachées à l'utilisation du dispositif de sécurité.

Ceci étant, même en la présence d'un système de sécurité normalisé et attesté par une note technique, **il est fortement recommandé par la PMI de sécuriser l'accès à la piscine par une clôture infranchissable** d'une hauteur d'au moins 1,10 m située à au moins 1 m du bord, avec un portillon muni d'un système de fermeture impossible à ouvrir par un enfant.

3- PISCINES HORS SOLS ET POINTS D'EAU

- ❖ Les piscines hors sol de plus d'1m10 doivent être rendues inaccessibles par une clôture comme indiqué ci-dessus, sinon, leur échelle doit être enlevée et mise hors de portée des enfants ;
- ❖ Les spa/ jacuzzi doivent être rendus inaccessibles par une clôture comme indiqué ci-dessus, sinon la bâche de sécurité fournie avec le jacuzzi à l'achat doit être maintenue en place et utilisée conformément à la notice du constructeur ;
- ❖ En MAM, les piscines et SPA/Jacuzzi n'ont pas lieu d'être.



Un enfant ne doit jamais être seul près d'un point d'eau

L'Assistant(e) maternel(le) ne doit pas utiliser la piscine

/ le spa-jacuzzi avec les enfants accueillis

Doivent également être rendus inaccessibles :

- Les produits d'entretien des piscines ;
- Les puits, mares, bassins, cours d'eau ;
- Les récupérateurs ou réserves d'eau et tout récipient pouvant contenir de l'eau.

III. L'ENVIRONNEMENT

Le logement est propre, ordonné, sain et lumineux

- Il est suffisamment chauffé (entre 18° et 20°C) ;
- Les pièces doivent être aérées au minimum 10 minutes par jour quelle que soit la saison afin de renouveler l'air intérieur et d'en réduire la pollution ;
- Il doit être équipé d'un détecteur de fumée normalisé ;
- Les grilles de ventilation ne doivent pas être bouchées et doivent être entretenues ;
- L'accueil des enfants est un temps de travail inconciliable avec les activités personnelles qui ne présentent aucun intérêt éducatif pour l'enfant (exemples : courses familiales, rendez-vous médicaux...);
- La consommation d'alcool et de tabac est à exclure pendant le temps de travail ;
- Les écrans doivent être éteints en présence des enfants.



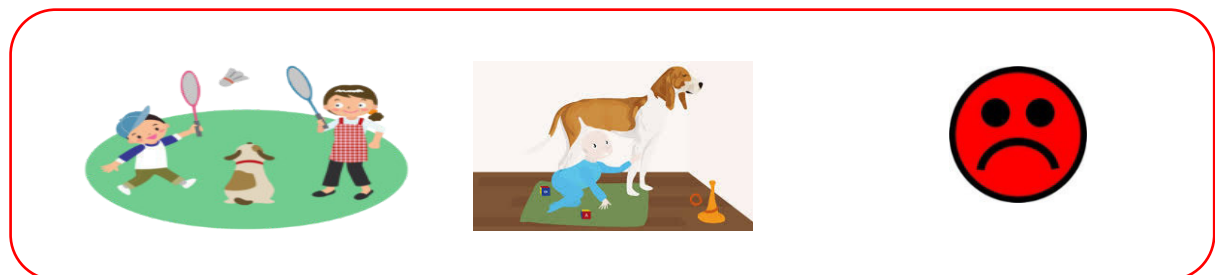
Doivent être inaccessibles et mis hors de portée des enfants :

- Les armes à feu (avec respect de la législation concernant le STOCKAGE DES ARMES ET DES MUNITIONS : décret n°2014-1253 du 27/10/2014) ;
- Les armes blanches, de compétition, d'impulsion électrique ;
- Les petits bijoux (boucles d'oreille, colliers) et accessoires (barrette, élastique, cordons de tétine) Il est vivement conseillé d'aborder le sujet avec les parents lors du projet d'accueil ;
- Les plantes toxiques, piquantes ou coupantes (Toutes les plantes sont potentiellement dangereuses, il est donc conseillé de se laver les mains après chaque contact.) ;
- Les boissons alcoolisées ;
- Les mégots et les cendriers ;
- En MAM, la présence d'armes à feu et d'alcool n'a pas lieu d'être.

IV. LES ANIMAUX

Tous les animaux sont potentiellement dangereux

Toutes les précautions doivent être prises pour assurer la sécurité et la santé des enfants accueillis. Votre animal domestique ne peut cohabiter avec un enfant accueilli que si une surveillance attentive est maintenue (risque sanitaire, risque de morsure et griffure). C'est pourquoi, il est vivement conseillé d'isoler vos animaux domestiques quels qu'ils soient durant le temps d'accueil des enfants.



Les chiens d'attaque de catégorie I et les chiens de garde et de défense de catégorie II (art L.211-12 du Code rural) ne sont pas compatibles avec l'agrément.

Tous les chiens présentant un danger par leur taille ou leur comportement, ne sont pas autorisés dans l'environnement immédiat de l'enfant (domicile et dépendance).

Pour des raisons sanitaires, tout animal présent au domicile doit être suivi par un vétérinaire.

V. LES TRANSPORTS



1- EN VOITURE

Un enfant ne peut être transporté dans votre véhicule qu'aux trois conditions suivantes :

- si vous possédez une assurance pour le transport d'enfants dans le cadre de la profession d'assistant(e) maternel(le) ;
- si vous avez l'accord signé des parents ;
- si vous utilisez du matériel aux normes en vigueur, adapté au poids ou à la taille des enfants.

Tous les enfants de moins de 10 ans doivent être attachés dans un dispositif de retenue adapté à leur morphologie. L'homologation, certifiant que ces dispositifs répondent aux normes de l'Union européenne, est obligatoire. Une étiquette atteste que le fabricant a bien obtenu cette homologation et comporte plusieurs indications :

- Selon la norme, le poids (ECE R44/04) ou la taille (ECE R129 i-size) indique le dispositif approprié.
- La lettre E, entourée d'un cercle, signifie que le matériel est conforme à la norme européenne. Le nombre qui suit ce marquage correspond au pays qui a délivré l'homologation (2 pour la France).

Que ce soit dans le cadre du R44 ou du R129, les dispositifs de retenue des enfants dos à la route peuvent être conçus pour tous les âges, poids et tailles. Il est également plus sûr pour l'enfant de voyager de cette manière.

2- EN BUS, A PIED, EN POUSSETTE



Vous devez respecter les 3 mêmes conditions que pour la voiture ainsi que les consignes de la sécurité routière (securiteroutiere.gouv.fr).

L'Assistante maternelle est responsable des enfants qui lui sont confiés, ils ne doivent jamais être laissés seuls dans un véhicule ou sous surveillance d'une tierce personne.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.17

Frais de garde durant la formation obligatoire des
Assistants(es) Maternels(les).

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCOQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jacques RANOUX

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.17

Frais de garde durant la formation obligatoire des
Assistants(es) Maternels(les).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE, de dédommager les Assistants(es) Maternels(les) agréés(es) qui assurent ponctuellement la garde d'enfants pendant la formation obligatoire des Assistants(es) Maternels(les) à qui ces enfants sont habituellement confiés.

Le tarif est fixé à **15 €** pour une demi-journée et **30 €** pour une journée de garde à compter du 1^{er} février 2023. Le versement s'effectue sur présentation d'un état signé par l'Assistant(e) Maternel(le) « remplaçant(e) », qui précise les journées de garde, le nom de l'enfant et qui est visé par les parents.

Les frais seront imputés sur le chapitre 934, article fonctionnel 411, nature 65212 ou sur le chapitre 934, article fonctionnel 4213, nature 652418.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.18

Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne
et la Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord
pour le Lieu d'Accueil Enfants-Parents "Entre deux".

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jacques RANOUX

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.18

Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne
et la Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord
pour le Lieu d'Accueil Enfants-Parents "Entre deux".

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DONNE UN AVIS FAVORABLE aux modalités de partenariat du Lieu d'Accueil Enfants-Parents intitulé « Entre deux » situé sur la Commune de SAINT-MÉDARD-D'EXCIDEUIL (24160).

APPROUVE la convention ci-annexée, entre le Département de la Dordogne et la Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

Annexe à la délibération n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023.

**Convention de partenariat entre
le Département de la Dordogne et
la Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord
pour
le Lieu d'Accueil Enfants-Parents (LAEP) « Entre deux ».**

Entre :

Le Département de la Dordogne, représenté par M. Germinal PEIRO, Président du Conseil départemental de la Dordogne, agissant au nom et pour le compte du Département de la Dordogne, en vertu de la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental n° 23.CP.I. en date du 30 janvier 2023,

Et :

La Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord, représentée par son Président, M. Bruno LAMONERIE, agissant en vertu d'une délibération n° en date du et désignée dans ce qui suit par le mot « le Concédant »,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord, Gestionnaire du Lieu d'Accueil Enfants-Parents dénommé « Entre deux », situé sur la Commune de SAINT-MÉDARD-D'EXCIDEUIL (24160) et le Conseil départemental de la Dordogne.

Article 2 : Objectif du lieu « Entre Deux »

En offrant un environnement matériel et humain adapté, « Entre deux » permet de favoriser tous les mardis de 9h à 12h, en période scolaire, un accueil collectif pour les enfants de trois ans et moins et leurs accompagnants.

Le but de cette action est de promouvoir une socialisation précoce. Ce lieu contribue aussi à favoriser l'autonomie des enfants et à rompre l'isolement des familles.

Article 3 : Engagements de la Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord

La Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord, de par sa compétence « Enfance », assure l'hébergement de la structure ainsi que la gestion administrative, financière, matérielle, promotionnelle et juridique de l'action. Elle prend à sa charge le ménage, et assure en tant qu'Organisatrice de l'action, sous sa responsabilité civile, les adultes accompagnants et les enfants, usagers de la Structure.

L'intervention d'une Technicienne d'Intervention Sociale et Familiale (TISF) sera contractualisée par la Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord avec l'Association « Périgord Famille » de PERIGUEUX dans le but de consolider l'équipe d'accueillants et de diversifier les apports professionnels. Cette TISF participera aux temps de réunion pédagogique et de supervision nécessaires aux pratiques pédagogiques de l'équipe accueillante.

La Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord pourra mettre à disposition de l'équipe d'« Entre deux », en accord avec celle-ci, tout.e autre accueillant.e qui devra nécessairement être qualifié.e dans le domaine de la Petite Enfance pour tenir compte des recommandations de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF).

Article 4 : Engagements du Conseil départemental de la Dordogne

Le Conseil départemental de la Dordogne, par la contribution de fonctionnaires territoriaux, favorise et participe à l'action de service public relevant de la Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord.

Un personnel médico-social du Conseil départemental assurera la conduite pédagogique d'« Entre Deux », ainsi que l'accueil, à raison d'une fois par mois des publics au sein même de la Structure. Le Conseil départemental assurera ce personnel.

Par ailleurs, le Conseil départemental prendra à sa charge les frais concernant la supervision de l'équipe accueillante.

Enfin, le Conseil départemental de la Dordogne, par l'intermédiaire de l'Unité Territoriale de NONTRON contribuera au Bilan annuel de l'activité demandé par la CAF en fournissant les données qui le concernent. Ce Bilan sera transmis à l'Organisme gestionnaire dans le premier trimestre de l'année qui suit l'exercice concerné. Il fournira par ailleurs, au plus tard, fin novembre de chaque année, le Projet de fonctionnement de la Structure avec les éléments indispensables à l'élaboration budgétaire pour l'Exercice à venir.

Article 5 : Dépenses de personnel

Les Parties prenantes de cette action prendront en charge les frais liés aux salaires, charges sociales, déplacement et formation de leur personnel respectif.

Article 6 : Durée de la convention

Cette convention prendra effet au 1^{er} janvier 2023 et sera renouvelable d'année en année par tacite reconduction. Elle pourra faire l'objet de modifications ultérieures par l'intermédiaire d'un avenant.

Elle deviendra caduque à la demande de l'une ou l'autre des Parties, par dénonciation de son Organe délibérant. Un délai de six mois devra être respecté avant le retrait définitif d'un des partenaires de l'action.

A Périgueux, le

**Le Président
de la Communauté de Communes
Isle-Loue-Auvézère-en-Périgord,**

Bruno LAMONERIE

**Le Président
du Conseil départemental
de la Dordogne,**

Germinal PEIRO

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.19

Convention-type de partenariat avec les Collèges départementaux et l'Association de
Prévention Spécialisée "LE CHEMIN" de PERIGUEUX.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jacques RANOUX

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.19

Convention-type de partenariat avec les Collèges départementaux et l'Association de
Prévention Spécialisée "LE CHEMIN" de PERIGUEUX.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.II.22 du 11 avril 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ANNULE la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.II.22 du 11 avril 2022.

APPROUVE la nouvelle convention-type de partenariat quadripartite ci-annexée.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter les conventions
spécifiques par collège en découlant, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

CONVENTION DE PARTENARIAT QUADRIpartite

Vu la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental de la Dordogne du 30 janvier 2023 portant définition et conventionnement des actions des Travailleurs Sociaux de Rue de l'Association « LE CHEMIN » dans l'environnement scolaire,

Vu la décision du Conseil d'Administration du Collège :

En date du :

ENTRE

Le Département de la Dordogne - Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention - Représenté par le Président, M. Germinal PEIRO - CS 70010 - Cité Administrative Bugeaud - 24016 PERIGUEUX,

La Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) de la Dordogne, Inspectrice d'académie, Représentée par M^{me} Nathalie MALABRE, Directrice académique,

**Le Collège
Représenté par M.**

ET

**L'Association de Prévention Spécialisée « LE CHEMIN », dont le siège est situé 78, rue Victor Hugo, Le Mercurial - 24000 PERIGUEUX,
Représentée par M. Eric CHOPIN, Directeur,**

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

Le Département de la Dordogne et la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de la Dordogne, souhaitent œuvrer conjointement à la réussite scolaire des collégiens.

Le Conseil départemental a en charge la Protection de l'Enfance. A ce titre, l'Association LE CHEMIN, Club de Prévention Spécialisée, est missionné par le Département pour proposer des actions éducatives pour des jeunes en souffrance, marginalisés et pris dans des processus de ruptures multiples. Ces actions de prévention spécialisée contribuent à la restauration et à la cohésion des liens sociaux et s'appuient sur les principes suivants :

- La libre adhésion ;
- Le respect de l'anonymat ;
- Le mandat non nominatif : mandat collectif et territorial donné par les pouvoirs publics.

L'Education Nationale, représentée par le collège a pour mission de lutter contre les ruptures scolaires, favoriser un climat scolaire épanouissant et accompagner chaque élève vers l'obtention d'une qualification en fin de cursus scolaire. Il s'agit d'une mission prioritaire mise en œuvre par les équipes éducatives et pédagogiques des établissements scolaires.

Ainsi, la présente convention propose l'intervention de Travailleurs Sociaux de Rue (TSR) de l'Association de Prévention Spécialisée « Le Chemin », dans le quartier environnant et sur leur secteur d'intervention où se situe le collège. En lien avec l'Établissement scolaire, les TSR accompagneront les élèves orientés par les équipes éducatives et après accord préalable des familles.

Article 2 : Périmètre d'intervention et objectifs :

Les TSR organisent leur temps de travail dans le quartier et si nécessaire à la demande du Chef d'établissement dans le Collège, sur des temps d'accompagnement individuels et/ou collectifs. L'objectif est d'organiser des temps d'échanges avec les professionnels de l'Éducation nationale, afin de prévenir les risques d'inadaptation sociale, notamment au titre de la prévention du décrochage scolaire.

Article 3 : Modalités d'intervention

Les TSR, salariés de l'Association de Prévention Spécialisée « Le Chemin » interviendront au sein du collège en fonction des besoins du Chef d'Établissement, selon les possibilités de l'Association et avec l'accord des Responsables légaux et l'adhésion de l'Elève. A l'extérieur de l'établissement, aucune autorisation particulière n'est à demander.

Leur(s) intervention(s) dans le Collège se feront sous la responsabilité fonctionnelle du Chef d'Établissement, en référence au Règlement Intérieur du Collège, lequel intégrera les modalités de cette convention.

Ces modalités ne sauraient cependant exclure la prévention spécialisée, dans le cadre des obligations définies par le CASF en matière de protection de l'enfance et en lien permanent avec le service social en faveur des élèves.

Les particularités de cette convention reposent sur plusieurs modes d'intervention des TSR :

- Au moment des Commissions éducatives, sur invitation du Chef d'Établissement pour les élèves suivis par les TSR et avec l'accord des responsables légaux ;
- Dans le cadre du suivi d'un jeune collégien, en relation avec son Professeur référent et l'Equipe éducative (CPE, IDE, AS, psy-EN, MLDS, notamment) ;
- Pour accompagner un jeune en situation d'exclusion de cours ou temporaire, sur des temps particuliers (chantiers éducatifs). Les modalités concrètes de prise en charge seront définies au préalable, en accord avec les Représentants légaux et en recueillant, bien entendu, la libre adhésion du jeune.
- Participation, sur sollicitation du Chef d'établissement, aux Groupes de prévention du décrochage scolaire pour les élèves suivis par les TSR ;
- Lors d'interventions ponctuelles, par des actions collectives de prévention qui pourront être organisées pour présenter aux collégiens les missions de Prévention Spécialisée en articulation avec les équipes internes à l'Établissement (AS, CPE, IDE, psy-EN, MLDS, notamment).

L'Equipe éducative de l'Association « Le Chemin » coopérera avec l'Equipe éducative du Collège en contribuant au développement des projets sur des besoins identifiés conjointement.

Article 4 : Modalités de travail au sein de l'Etablissement scolaire

Des temps de régulation sont fixés à l'intérieur du Collège, aux différents niveaux institutionnels, afin de garantir la pertinence de l'intervention des TSR :

- ✓ Rencontres bimensuelles avec la Communauté éducative et les TSR et l'encadrement de l'Association, pour permettre la construction collective de réponses éducatives auprès des collégiens en situation de décrochage scolaire ou en amont pour la prévenir ;
- ✓ Bilan semestriel à minima entre les Directions des deux institutions afin de suivre et rectifier, si besoin les modalités d'intervention des TSR.

Article 5 : Outils de suivi de l'action

Une réunion de suivi de la convention partenariale est organisée une fois par an à l'initiative du Club de Prévention Spécialisée avec le Collège afin de :

- ✓ Faire le Bilan de l'activité de l'année scolaire écoulée ;
- ✓ Echanger et définir les objectifs de travail annuels à formaliser dans un Plan d'action ;
- ✓ Evaluer la mise en œuvre de la Convention de partenariat ;
- ✓ Offrir, si nécessaire, un temps de régulation entre les Partenaires institutionnels.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'une année. Elle est reconduite par tacite reconduction.

Elle peut faire l'objet d'une dénonciation par chacun des Signataires, après un préavis de 3 mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception aux autres Contractants et après avis du Comité de suivi.

Dans cette hypothèse, la convention ne pourra prendre fin durant une année scolaire en cours, sauf avis contraire du Comité de suivi.

Fait à Périgueux, le

Pour le Département
de la Dordogne,

Germinal PEIRO

Pour la DSDEN
de la Dordogne,

Nathalie MALABRE

Pour le Collège,

Pour l'Association
« LE CHEMIN »,

Eric CHOPIN

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.20

Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne
et le Centre Hospitalier de PERIGUEUX.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jacques RANOUX

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.20

Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne
et le Centre Hospitalier de PERIGUEUX.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la convention de partenariat entre le Département de la Dordogne et le Centre Hospitalier de PERIGUEUX, ci-annexée.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à la signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne et le Centre Hospitalier de Périgueux

ENTRE

Le Département de la Dordogne

2, rue Paul-Louis Courier - CS 11200- 24000 PERIGUEUX

N° Siret 222 400 012 00019

représenté par M. Germinal PEIRO, Président du Conseil départemental,

Ci-après dénommé « Le Département »,

D'une part,

ET

Le Centre Hospitalier de Périgueux

80, avenue Georges Pompidou - 24000 Périgueux

N° SIRET 262 405 806 00015

représenté par Mme Corinne MOTHEs, Directrice,

Ci-après dénommé « Le Centre hospitalier »,

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Afin de soutenir le Centre Hospitalier de Périgueux et de conforter l'offre de soins en pneumologie sur le territoire de la Dordogne, le Conseil Départemental autorise le Dr Jacques GRANGER, né le 16/07/1946 à Périgueux, de nationalité française, inscrit au Conseil Département de l'Ordre des Médecins de la Dordogne sous le n° RPPS 10002732195, spécialiste en pneumologie, à intervenir auprès du Centre Hospitalier de Périgueux.

ARTICLE 1 - Dispositions générales

Dans le cadre de ce partenariat, Monsieur le Docteur Jacques GRANGER, médecin vacataire spécialiste au Centre départemental de santé de Saint-Médard-de-Mussidan, intervient auprès de Centre Hospitalier de Périgueux, où il exerce une demi-journée hebdomadaire, à compter du 01/02/2023, afin de conforter l'offre de soins dans le service de pneumologie.

L'activité réalisée dans ce cadre est explicitement mentionnée dans le tableau de service du médecin, établi au Centre départemental de santé de Saint-Médard-de-Mussidan.

ARTICLE 2 – Situation administrative et dispositions financières

Pendant la durée de la présente convention, Monsieur le Docteur Jacques GRANGER continue à relever du Centre départemental de santé de Saint-Médard-de-Mussidan pour tout ce qui concerne la gestion de sa situation administrative.

Le Centre départemental de santé de Saint-Médard-de-Mussidan assure l'intégralité de la rémunération du médecin.

Le Centre Hospitalier de Périgueux s'engage à verser au Conseil départemental de la Dordogne les émoluments et charges correspondantes, au prorata du temps de travail effectué au Centre Hospitalier de Périgueux par le médecin, sur présentation d'un titre de recettes trimestriel.

ARTICLE 3 – Règlement intérieur

Le médecin devra se conformer à toutes les dispositions réglementaires en vigueur au Centre Hospitalier de Périgueux en ce qui concerne les activités exercées au sein du Centre Hospitalier.

ARTICLE 4 – Assurance – Accident du travail

Le Centre Hospitalier de Périgueux assure la couverture de la responsabilité civile professionnelle du praticien lorsqu'il intervient en son sein pour tous les actes non détachables du service.

Le praticien s'assure, à ses frais, en ce qui concerne sa responsabilité civile professionnelle, pour les actes accomplis en dehors des limites de la mission qui lui a été impartie au titre de la présente convention.

En cas d'accident ou de maladie professionnelle, le médecin doit informer son employeur au plus tôt et lui faire parvenir les déclarations réglementaires dans un délai de 48 heures. Le Conseil départemental de Dordogne en informe le Centre Hospitalier de Périgueux sans délai.

ARTICLE 5 – Durée

Cette convention est conclue à compter du 01/02/2023, pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 6 – Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

En cas de modifications législatives et réglementaires substantielles, une nouvelle convention devra être rédigée.

ARTICLE 6 – Résiliation

La présente convention peut être résiliée de plein droit à tout moment dans l'intérêt du service, pour motif d'intérêt général.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 – Règlement des litiges

Pour tout litige susceptible d'advenir du fait de l'application de cette convention, le Tribunal Administratif de Bordeaux devra être saisi.

Fait à Périgueux, le

Le Président du Conseil départemental
de la Dordogne,

Germinal PEIRO.

P/ La Directrice du Centre Hospitalier de
Périgueux,
Le Directeur des Affaires Médicales,

Lionel CHEVALIER.

Le Médecin,

Docteur Jacques GRANGER.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

—————
DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.21

Convention spécifique 2023 entre le Département de la Dordogne
et la SEMITOUR-PERIGORD, exposition d'hiver au Château de Biron.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Régine ANGLARD

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 35

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participations : 5 (MM. PEIRO, TEILLAC et BOUSQUET; Mmes LAGOUBIE et CHEVALLIER)

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.21

Convention spécifique 2023 entre le Département de la Dordogne
et la SEMITOUR-PERIGORD, exposition d'hiver au Château de Biron.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la convention ci-annexée, entre le Département de la Dordogne et la SEMITOUR-PERIGORD, relative à l'organisation de l'Exposition intitulée « Une vie de dessin - la donation Michel POURTIER au Département de la Dordogne ».

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

Annexe à la délibération n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023.

Exposition « Une vie de dessin - La donation Michel POURTIER au Département de la Dordogne »

Convention spécifique 2023 entre le Département de la Dordogne
et la SEMITOUR-PERIGORD

Entre :

Le Département de la Dordogne sis Hôtel du Département - 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Et :

La SEMITOUR-PERIGORD sise 25, rue Wilson - BP 10021 - 24001 PERIGUEUX Cedex, régulièrement représentée par M. André BARBÉ, Directeur Général, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil d'administration du 11 juillet 2011,

VU la Délégation de Service Public « *Contrat de concession pour l'exploitation de sites départementaux touristiques, historiques et culturels avec billetterie : Châteaux de Biron et de Bourdeilles – n° SCPM / 2017 / 053* », notifiée le 16 mars 2018,

PREAMBULE

Le Département de la Dordogne mène une politique culturelle ambitieuse qui s'attache à soutenir la création, la diffusion et la médiation des arts visuels auprès des publics. Le Château de Biron, propriété du Département, accueille depuis 2016 des œuvres dans des conditions de conservation, de sécurité et d'exposition au public correspondant aux standards habituels.

Conformément aux termes du contrat de Délégation de Service Public (DSP), et à l'engagement de l'Exécutif départemental de faire du Château de Biron le lieu privilégié de la politique arts visuels de la Collectivité, le Département de la Dordogne exercera de manière exclusive la mission de commissariat pour les grandes expositions qui y sont organisées.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre le Département de la Dordogne - Propriétaire du Château de Biron et Délégrant, et la SEMITOUR-PERIGORD – Gestionnaire du site en qualité de Délégataire, relatives à l'Exposition intitulée « Une vie de dessin - La donation Michel POURTIER au Département

de la Dordogne » présentant 101 œuvres de la donation de l'Artiste Michel POURTIER au Département de la Dordogne, ainsi que la projection d'un film relatif au dessin.

L'Exposition occupera le rez-de-chaussée du bâtiment des Maréchaux et du pavillon Henri IV, et le premier étage du bâtiment des Maréchaux, sur plus de 400 m².

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de l'opération, soit du 16 janvier au 1^{er} juin 2023, périodes d'installation et de démontage de l'Exposition comprises. La période d'ouverture au public, sauf contraintes techniques majeures, court du 4 février au 29 mai 2023. La date prévisionnelle du vernissage est fixée au 4 février 2023 de 11h à 13h.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS RESPECTIVES

3.1. Département de la Dordogne

Le Service départemental du Patrimoine assure le commissariat, la scénographie, l'installation et le démontage de l'exposition, le Département de la Dordogne prenant en charge les frais afférents et l'assurance des œuvres.

Pendant la durée du montage - du 16 janvier au 3 février - et du démontage - du 30 mai au 1^{er} juin, le rez-de-chaussée et le premier étage du bâtiment des Maréchaux et du pavillon Henri IV seront fermés au public.

L'acheminement des matériaux et équipements privilégiera l'accès par l'Allée des Cavaliers. Un balisage des espaces non accessibles au public pour des raisons de sécurité sera systématiquement mis en œuvre. Ce balisage sera ajusté aux différents besoins du chantier. Le Service départemental du Patrimoine informera régulièrement le Responsable du site de la SEMITOUR-PERIGORD de l'organisation et de l'avancée du chantier.

Les invitations et les dépenses relatives au vernissage sont prises en charge par le Département de la Dordogne.

Le Département de la Dordogne assure la médiation de l'Exposition au grand public par l'édition d'un livret-catalogue (en français, 20 x 25 cm, 48 pages, 30 illustrations, imprimé en 2.000 exemplaires) distribué gratuitement au Château.

Le Département de la Dordogne assure la promotion de l'événement par une campagne de communication, comprenant notamment :

- la création, l'impression et l'affichage d'un panneau routier de 4 m x 3 m,
- la création, l'impression et l'affichage, durant le mois de mars, de 15 affiches abribus,
- la création graphique et l'impression de 150 affiches A3 et de 500 flyers A5,
- la création d'un communiqué et d'un dossier de presse qui seront adressés à la presse locale,
- la création et la diffusion d'un carton d'invitation à l'inauguration en version papier et numérique,
- la création graphique d'un fichier pour une insertion presse propre à l'Exposition (voir 3.2 pour la prise en charge de l'insertion),

- une insertion publicitaire dans la presse locale et une brochure « 2023 - L'année du dessin en Dordogne », éditée à 20.000 exemplaires, dans laquelle est inscrit l'événement.

3.2. SEMITOUR-PERIGORD

La SEMITOUR-PERIGORD est chargée de la surveillance du site de façon permanente (gardiennage sur place). Elle prend en charge également la surveillance des salles d'exposition aux horaires d'ouverture du Château via le moniteur relié aux caméras de surveillance installées dans les salles.

La SEMITOUR-PERIGORD assure la médiation de l'Exposition en organisant :

- la distribution dans les espaces d'exposition du livret-catalogue de visite édité par le Département,
- des visites guidées à l'attention des jeunes notamment, dans le respect des clauses de la Délégation de Service Public (DSP) notifiée en mars 2018, et dans le cadre de l'EAC (Education Artistique et Culturelle) en lien avec la Conseillère pédagogique départementale Arts Plastiques Mission Patrimoine-Photographie de l'Education nationale.

Le SEMITOUR-PERIGORD assure la promotion de l'événement :

- auprès de sa clientèle et de son fichier presse, notamment sur son site Internet et dans la presse spécialisée, en s'appuyant sur les informations et le communiqué de presse fourni par le Département,
- par l'affichage et la distribution des affiches A3 et des flyers A5,
- par une insertion publicitaire propre à cette Exposition.

ARTICLE 4 : AUTRES OBLIGATIONS

4.1. Jours et horaires d'ouverture de l'exposition

L'Exposition est ouverte aux jours et horaires suivants :

- Du 4 février au 7 avril 2023*
De 10h à 13h et de 14h à 17h

* fermé le lundi (hors vacances scolaires et jours fériés)

- Du 8 avril au 29 mai 2023
De 10h à 13h et de 14h à 18h

4.2. Dispositifs de sécurité de l'Exposition

La sécurité est obligatoirement renforcée par les dispositifs suivants :

Système d'alarme du Château

Installé en 2016 par le Département de la Dordogne (Direction du Patrimoine Bâti) lors de la rénovation du Château.

Vidéosurveillance des salles d'exposition

Equipement (caméras et écran) installé également en 2016 par le Département de la Dordogne. La Société GIP-LR est mandatée par le Département de la Dordogne pour assurer la télésurveillance en dehors des heures d'ouverture au public et intervenir si besoin, du 16 janvier au 1^{er} juin 2023. Durant les heures d'ouverture, la surveillance de l'écran est assurée par le gestionnaire du site.

4.3. Formation

Le Service départemental du patrimoine a assuré deux présentations de l'Exposition au Responsable du site de la SEMITOUR-PERIGORD les 28 novembre et 19 décembre 2022. Il assurera une formation aux Agents de la SEMITOUR-PERIGORD en charge de la médiation pédagogique, des visites du Château et de l'exposition ; cette formation pourra avoir lieu à compter du 3 février 2022.

4.4. Gardiennage du site et coactivité

Durant les manifestations organisées ou autorisées par la SEMITOUR-PERIGORD, il appartient au Gestionnaire des lieux de prendre en charge les mesures de surveillance complémentaires qu'il jugerait utiles de mettre en œuvre pour assurer la sécurité des collections.

Le Gestionnaire des lieux sera tenu d'informer le Département des dates des manifestations qu'il organise ou autorise.

ARTICLE 5 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les Signataires décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux. Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait en un exemplaire original et des copies, à Périgueux, le

**Pour la SEMITOUR-PERIGORD,
le Directeur Général,**

**Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,**

André Barbé

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.22

Fonds Départemental d'Art Contemporain (FDAC).
Convention-type relative à la mise à disposition d'œuvres.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Régine ANGLARD

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.22

Fonds Départemental d'Art Contemporain (FDAC).
Convention-type relative à la mise à disposition d'œuvres.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la Convention-type ci-annexée, entre le Département de la Dordogne et les Etablissements médico-sociaux de Dordogne relative à la mise à disposition d'œuvres issues du Fonds Départemental d'Art Contemporain (FDAC).

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

Annexe à la délibération n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023.

FONDS DEPARTEMENTAL D'ART CONTEMPORAIN (FDAC)

**Convention type relative à la mise à disposition d'œuvres
dans les Etablissements médico-sociaux - Année 2023**

**THEMATIQUES « LE DESSIN DANS LES COLLECTIONS DU FDAC »
et « AUTO PORTRAITS ET FIGURES HUMAINES »**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PÉRIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter, en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Ci-après désigné « Le Département », d'une part,

Et :

Ci-après désigné « L'Établissement », d'autre part.

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre des parcours « Culture et médico-social » programmés en 2023, le Département met à disposition des Etablissements médico-sociaux sélectionnés avec l'Agence Culturelle Dordogne-Périgord (ACDDP), l'Agence Régionale de Santé (ARS) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), des œuvres issues du Fonds Départemental d'Art Contemporain (FDAC) sur les thématiques « Le dessin dans les collections du FDAC », et « Autoportraits et figures humaines ».

Le matériel scénographique approprié (socles) est également mis à disposition et installé par le Service départemental du Patrimoine en charge du Fonds Départemental d'Art Contemporain (FDAC).

ARTICLE 2 : CLAUSES FINANCIERES

La présente convention est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 3 : DUREE DU PRÊT ET NOMBRE D'ŒUVRES

Les œuvres sont prêtées pour une période de 4 à 8 semaines en accord avec l'Établissement.

Le nombre d'œuvres retenues pour chacune des thématiques est déterminé par les capacités d'accueil de l'Établissement sur conseil du Service départemental du Patrimoine. Une liste détaillée des œuvres est fournie en annexe de la convention au moment de sa signature par les Parties.

ARTICLE 4 : LIEU ACCUEILLANT L'EXPOSITION

La salle mise à disposition par l'Établissement devra, au préalable, avoir fait l'objet d'une validation par les Services culturels du Département au regard de sa conformité aux normes et besoins inhérents à l'organisation de l'Exposition ou de l'action prévue, à savoir en particulier :

- Fermeture à clé ;
- Éclairage indirect ou artificiel.

ARTICLE 5 : INTERVENTION MÉDIATEUR FDAC

Atelier visite commentée

M. Jean-Philippe TEYSSIÉRAS, Médiateur du FDAC, peut proposer une ou deux visites commentées d'une heure, adressées à un public ouvert : résidents/usagers-familles ou résidents/usagers-personnel ou résidents/usagers-public scolaire de proximité (effectif à fixer selon l'espace disponible).

ARTICLE 6 : TRANSPORT, MONTAGE ET DÉMONTAGE

Le Département, si besoin en partenariat avec l'Agence Culturelle Départementale Dordogne-Périgord, prend en charge le montage, le démontage et le transport (aller-retour) des œuvres et du matériel scénographique.

L'Établissement s'engage à mettre à disposition une ou plusieurs personnes pour aider au déchargement et au chargement des œuvres et du matériel sur le lieu d'exposition ; l'Établissement s'engage également à faciliter l'accès des véhicules de transport pour ces opérations.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

Les œuvres et le matériel scénographique sont assurés par le Département. En contrepartie, l'Établissement s'engage à déclarer auprès de son assureur que le bâtiment abritera les œuvres et le matériel scénographique pendant la durée de l'événement (période comprenant les jours de montage et de démontage de l'exposition), et à fournir l'Attestation d'assurance concernant ledit bâtiment, qu'elle joindra à la présente convention.

ARTICLE 8 : ÉTAT DES LIEUX

Un état des lieux de la salle d'exposition (et de son accès dans le bâtiment) sera dressé conjointement par les Techniciens en charge du Fonds Départemental d'Art Contemporain et le Directeur Général de l'Établissement ou son Représentant, selon les modalités suivantes :

- Avant le montage de l'Exposition par les Techniciens du Fonds Départemental d'Art Contemporain ;
- A l'issue du démontage de l'Exposition.

ARTICLE 9 : CONSTAT DES ŒUVRES

Chaque œuvre fera l'objet d'une Fiche de prêt dressée conjointement par les Représentants des Parties signataires de la présente convention, et constatant l'état de l'œuvre :

- Lors de la prise en charge de l'Exposition par l'Établissement après installation ;
- Lors de la restitution de l'Exposition au Département, avant démontage.

ARTICLE 10 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les Signataires décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Lieu d'exposition : _____
Montage de l'Exposition le ____ ____ 2023
Exposition du ____ ____ au ____ ____ 2023
Démontage de l'Exposition le ____ ____ 2023
Nombre d'œuvres exposées : _____
Valeur totale des œuvres : _____ €

Fait en deux exemplaires originaux à Périgueux, le

Pour l'Établissement,

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Germinal PEIRO

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.23

Convention entre le Département de la Dordogne et Mme Annie CHAISSAC,
fille de Gaston CHAISSAC relative au don d'une oeuvre de l'artiste.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCO, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Régine ANGLARD

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.23

Convention entre le Département de la Dordogne et Mme Annie CHAISSAC,
fille de Gaston CHAISSAC relative au don d'une oeuvre de l'artiste.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la convention de don ci-annexée, entre Mme Annie CHAISSAC et le Département de la Dordogne, relative au don d'une oeuvre de Gaston CHAISSAC.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

Gaston Chaissac, *Sans titre*, dessin original à l'encre de Chine sur papier Canson, daté de 1939, et signé CHAISSAC en bas à droite, 25 x 32 cm, numéro d'inventaire dcp 17, de l'atelier de Gaston Chaissac.

Dessin inédit

L'enfance de l'art – Gaston Chaissac et la modernité, livret-catalogue de l'exposition, château de Biron (Dordogne), du 7 juillet au 6 novembre 2022, édition Conseil départemental de la Dordogne, n° 13 page 26

Inv. FDAC 2023.1.1.

Valeur estimée : 5000 Euros



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.24

Guide des procédures "Modalités de collaboration entre le Département
et les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (EPLÉ).
Actualisation 2022/2023.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.24

Guide des procédures "Modalités de collaboration entre le Département
et les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (EPLÉ).
Actualisation 2022/2023.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004,

VU la délibération du Conseil général n° 06-245 du 30 mars 2006,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 06.CP.VII.122 du 24 juillet 2006,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE pour l'année scolaire 2022-2023, l'actualisation du Guide des Procédures
« Modalités de collaboration entre le Département et les Etablissements Publics Locaux
d'Enseignement (EPLÉ) ».

PREND ACTE des modèles annexés dans le Guide :

Fiche A 3 - Thème FONCTIONNEMENT :

- Intégration de la Convention d'Occupation à titre précaire d'un logement dans un collège ;
- Intégration du rapport du Chef d'établissement à compléter, relatif à l'attribution des logements par Nécessité Absolue de Service (NAS) ;
- Intégration de l'arrêté portant concession de logement de fonction pour NAS (Agent d'Etat) ;
- Intégration de l'arrêté portant concession de logement de fonction pour NAS (agent territorial).

Fiche B3 - Thème PATRIMOINE ET MOYENS :

- Intégration des conventions d'utilisation des équipements sportifs :
 - 1- Convention-type d'utilisation des équipements sportifs communaux ou intercommunaux par les EPLE du Département avec annexes 1, 2 et 3 ;
 - 2- Convention-type d'utilisation des équipements sportifs départementaux.

Fiches C1 à C7 - Thème RESSOURCES HUMAINES :

- Mise à jour des contacts et précisions sur les procédures.

Fiche D4 - Thème HYGIENE, SECURITE et EQUIPEMENT : Fourniture de tenues et EPI des agents territoriaux des collèges publics :

- Refonte de la fiche avec intégration du Guide de fonctionnement et du Tableau détaillé des tenues et EPI à fournir par le Département et le collège.

Fiche D5 - Thème HYGIENE, SECURITE et EQUIPEMENT :

- Création de la fiche et intégration du « Guide de prévention TMS dans les collèges ».

Trousse à pharmacie - Thème HYGIENE, SECURITE et EQUIPEMENT :

- Cadre général de mise à disposition de la trousse à pharmacie.
- Intégration du bon de commande de produits pharmaceutiques.

Fiche E2 - Thème RESTAURATION SCOLAIRE :

« Maîtrise de la qualité sanitaire des préparations alimentaires, suivi du risque légionella, de la Toxi-Infection Alimentaire Collective (TIAC), du gaspillage alimentaire et de la gestion du compostage » :

- Intégration d'une Fiche d'information sur la Toxi-Infection Alimentaire Collective (TIAC) et conduite à tenir en cas de suspicion.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

THEME

A 3 - FONCTIONNEMENT

A QUI S'ADRESSER :

OBJET DU DOCUMENT	Date	Version
CONCESSIONS DE LOGEMENT DANS LES ETABLISSEMENTS PUBLICS	NOV 2022	16
Personnes à contacter	Tél.	Mél
DGA de la Culture, de l'Éducation et des Sports Direction de l'Éducation et des collèges Céline BOUDY Directrice Bureau de la Gestion Administrative et Financière Frédéric BERNARD Chef de Bureau - Mission Star - Suivi Financier- Transport Adapté – Règlementation Virginie BERNARD	05.53.02.01.62 05.53.02.01.63 05.53.02.01.67	c.boudy@dordogne.fr f.bernard2@dordogne.fr v.bernard@dordogne.fr

Les personnels de l'Etat et du Département sont logés par nécessité absolue (N.A.S.) ou utilité de service (U.S.) au regard des fonctions qu'ils exercent dans l'établissement, le nombre de logements étant en rapport avec l'importance de l'établissement.

Dans le cas de logements restants vacants, ceux-ci peuvent être attribués par convention d'occupation précaire (COP) à des personnels de l'Etat ou départementaux, en raison de leurs fonctions exercées au sein de l'établissement. Sur décision du Président du Conseil départemental ou du Directeur Général des Services Départementaux, et avec l'accord du collège une dérogation peut être accordée pour des situations particulières.

Dans tous les cas, c'est la collectivité de rattachement qui accorde les concessions, dans le respect des textes et conformément au Règlement Départemental des logements de fonction des collèges de la Dordogne ci-joint. L'occupant ne prend possession du logement qu'après l'accord de la concession, l'établissement d'un état des lieux par le Technicien du Patrimoine et le versement d'une caution conformément à la délibération n°18-CP.I.6 du 12 mars 2018.

Les logements et leurs annexes, y compris les espaces verts doivent être entretenus directement par les occupants.

Un guide de l'occupant ci-annexé a été élaboré pour apporter des précisions sur les modalités d'occupation. Il est rappelé que "les occupants qui ne peuvent justifier ni d'un arrêté de concession pris en leur faveur ni d'un acte de location sont susceptibles de faire l'objet de mesures d'expulsion ». (articles R.216-14 et R.216-18 du Code de l'Éducation pour les concessions accordées aux agents de l'État).

En outre, le chef d'établissement engagerait lourdement sa responsabilité s'il permettait une occupation sans titre d'un logement.

Règlement départemental des logements de fonction des collèges de la Dordogne

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE

REGLEMENT DEPARTEMENTAL DES LOGEMENTS
DE FONCTION DES COLLEGES DE LA DORDOGNE

Préambule

Les obligations particulières liées à certaines catégories de personnels de l'Etat justifient que des agents soient logés par Nécessité Absolue de Service, au sein des collèges.

Les concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les EPLE sont désormais encadrées par les articles R 216-4 et suivants du Code de l'Education, tandis que les personnels du Département, conformément au statut de la fonction publique territoriale, sont soumis aux dispositions du Code général de la Fonction publique aux articles L.721-1 et L.721-2 qui donne compétence aux assemblées délibérantes des collectivités pour fixer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance en raison des contraintes liées à l'exercice de ces emplois.

L'objet du présent règlement, dont les dispositions ont fait l'objet d'une concertation et d'une consultation du Comité technique paritaire du 1^{er} mars 2012 est donc pour le Conseil départemental d'adopter les grands principes de gestion de ses logements de fonction, conformément à la réglementation en vigueur.

TITRE I - PROCEDURE D'ATTRIBUTION

- Le conseil d'administration (CA) de l'établissement propose, par délibération, les attributions de logements pour toutes les catégories concernées (personnel Education Nationale et personnel technique).
- Les délibérations proposant des attributions de logements devront distinguer les propositions pour les personnels de l'Etat (personnels de direction, d'administration, de gestion et d'éducation) et les propositions pour les personnels territoriaux.
 - Ces propositions doivent être conformes au Code de l'Education pour les personnels de l'Etat (articles R 216-4 et suivants), et au présent règlement pour les agents techniques territoriaux.
- Le chef d'établissement transmet les propositions du CA au Conseil départemental, Direction de l'Education, accompagnées de l'avis de France Domaines.
- Les propositions sont examinées par le Conseil départemental qui délibère sur celles-ci. Le Président du Conseil départemental accorde nominativement par arrêté les concessions de logement fixées par la délibération de la Commission Permanente, par délégation de l'Assemblée du département. Les conventions d'occupation précaire sont signées par le Président du Conseil départemental ou son représentant.

TITRE II - REGLES D'ATTRIBUTION DES CONCESSIONS ACCORDEES AUX PERSONNELS DE L'ETAT AFFECTES DANS LES COLLEGES

Les personnels de l'Etat sont soumis au décret n°2008-263 du 14 mars 2008 (codifié dans le Code de l'Education aux articles R 216-4 et suivants) qui précise que le nombre de logements est évalué en fonction du nombre d'élèves de l'année scolaire considérée, leur qualité (interne, demi-pensionnaire, externe) et la présence ou non d'un internat.

L'article R 216-6 fixe le nombre maximum d'agents de l'Etat logés par Nécessité Absolue de Service, selon l'importance de l'établissement, conformément au tableau ci-après :

Classement pondéré de l'établissement	Nombre maximum d'agents de l'Etat logés par NAS
Moins de 400 points	2
De 401 à 800 points	3
De 801 à 1 200 points	4
De 1 201 à 1 700 points	5
De 1 701 à 2 200 points	6
De 2 201 à 2 700 points	7

Et au-delà, à raison d'un agent supplémentaire logé par Nécessité Absolue de Service par tranche de 500 points.

Dans ce calcul, chaque élève est compté pour 1 point. Toutefois, sont comptés pour 2 points les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles, les élèves des sections industrielles de lycées, les élèves de l'enseignement agricole et les élèves de l'enseignement spécial. En outre, chaque demi-pensionnaire est compté pour 1 point supplémentaire et chaque interne pour 3 points supplémentaires. Lorsque les demi-pensionnaires et les internes sont hébergés dans un autre établissement, ces points supplémentaires sont attribués à l'établissement qui assure l'hébergement.

TITRE III - CONCESSIONS ACCORDEES AUX PERSONNEL DEPARTEMENTAUX AFFECTES DANS LES COLLEGES : REGLES D'ATTRIBUTION :

Conformément aux articles L.721-1 et suivants du Code Général de la Fonction publique, il revient au Département de fixer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance par la collectivité, en raison des contraintes liées à l'exercice de ces emplois.

Les différentes natures d'occupation des logements envisagées par le Conseil départemental sont les suivantes :

- La Nécessité Absolue de Service (NAS)
- L'utilité de service
- La Convention d'Occupation Précaire (COP)

- ATTRIBUTION D'UN LOGEMENT PAR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE

Définition du type de concession

Il y a nécessité absolue de service lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service sans être logé dans les bâtiments où il doit exercer ses fonctions.

Liste des emplois et ordre d'attribution des concessions

Les emplois d'agents techniques territoriaux pouvant donner droit à concession de logements par NAS sont, les suivants :

- personnels chargés de l'accueil, travaux correspondants au poste de concierge.

Nombre de logements par établissement

Le nombre de concessions de logement par NAS réservé aux agents techniques territoriaux est fixé pour chaque collège, sous réserve du parc de logements disponibles dans l'établissement.

Modalités d'entrée dans le dispositif :

La prise en concession d'un logement par NAS se fait par nomination individuelle et par arrêté du Président du Conseil départemental.

Durée des concessions

La durée des concessions de logement par NAS est strictement limitée à celle pendant laquelle les bénéficiaires occupent effectivement les emplois qui les justifient. Elle sera fixée dans la délibération de principe.

Ces concessions prennent fin, en toute hypothèse, en cas d'aliénation ou de désaffectation de l'immeuble. Elles prennent également fin en cas de non-respect des contreparties exigées, ou de la non utilisation du logement raisonnablement.

Contraintes liées à l'exercice des emplois logés

L'attribution d'une concession par NAS pour les agents départementaux est liée à l'exercice des missions décrites ci-dessous : celles-ci sont des missions planifiées, réalisées en dehors des heures d'ouverture de l'établissement.

- **Effectuer des rondes de surveillance** (contrôler les allées et venues, contrôler les abords de l'établissement, assurer une fonction d'alerte et de veille)
- **Ouverture et fermeture des accès**
- **Gestion des alarmes**
- **Réception de marchandises en dehors des horaires normaux**
- **Toute autre activité planifiable, et réalisée en dehors des horaires d'ouverture de l'établissement.**

Ces contraintes figurent dans l'arrêté individuel d'attribution du logement établi au nom du bénéficiaire, ainsi que sur la fiche de poste de l'agent concerné.

Elles ne transfèrent pas aux agents la responsabilité de la sécurité de l'établissement.

Un état des lieux, à l'entrée et à la sortie de l'occupant, devra être effectué par la Direction du Patrimoine Bâti du Conseil départemental.

Les états des lieux seront réalisés de manière contradictoire par un technicien du Département en présence de l'occupant et du Principal du collège accompagnés si nécessaire du gestionnaire.

S'il s'agit du logement du ou de la Principal(e) du collège, la présence du gestionnaire est obligatoire.

En cas de dégradations aux biens, imputables à l'occupant, les travaux de remise en état seront réalisés par le collège, en régie ou en faisant appel à des entreprises extérieures.

Le collège aura la possibilité d'émettre un titre de recette à l'encontre de l'occupant et le transmettra accompagné des justificatifs des dépenses engagées (factures matériaux ou entreprises, détail des heures passées).

Volume horaire des contraintes exigibles pour un agent logé par NAS

L'ensemble des obligations de service d'un agent logé par NAS est traduit par une majoration en un équivalent horaire global annuel de 7,72% du temps de travail sur un poste simple et 19,02% pour un poste double, par référence à ce qui était pratiqué à l'Education Nationale.

Ces heures sont réalisées en sus de la quotité annuelle de temps de travail fixée chaque année par le Conseil départemental pour un agent technique de collège, et en dehors des heures et périodes habituelles d'activités.

Dans le cadre de cette enveloppe horaire, le chef d'établissement répartit les missions supplémentaires de l'agent logé sur l'ensemble de l'année (dans le respect des droits à congés de l'agent) en fonction des nécessités de fonctionnement de l'établissement et conformément à la fiche de poste.

- Le volume horaire de ces missions devra être quantifié aussi précisément que possible lors de la prise de poste et lors de l'établissement du planning annuel de l'agent pour la rentrée scolaire de chaque année.
- L'agent devra être informé des missions supplémentaires qu'il aura à effectuer au moins 1 semaine à l'avance.
- Un agent prenant un poste logé en cours d'année verra son volume horaire restant à effectuer proratisé.

Règles applicables aux congés

Durant ses congés, l'agent logé est libre de quitter son logement.

Prestations accessoires

Les concessions de logement accordées pour NAS comportent la gratuité du logement nu. Les charges locatives (eau, gaz, électricité et chauffage exclusivement) sont prises en charge sur le budget de l'établissement à concurrence des franchises fixées par délibération du Conseil départemental.

Au-delà de ces montants, le paiement de ces charges est assuré par le bénéficiaire du logement qui s'en acquitte auprès de l'agent comptable de l'établissement.

La valeur des prestations accessoires accordées gratuitement aux personnels concessionnaires est actualisée, chaque année, par vote de l'Assemblée départementale, la revalorisation de ce forfait ne pouvant être inférieure au taux d'augmentation de la DGD.

Avantage en nature

L'avantage en nature d'un logement consiste en la fourniture d'un logement à titre gratuit, ou à un prix inférieur à sa valeur réelle. Ainsi, il n'y a pas d'avantage en nature au titre du logement dès lors que le bénéficiaire verse à son employeur, en contrepartie du logement fourni, une redevance compensatrice dont le montant est au moins égal à la valeur servant à l'établissement de la taxe d'habitation. Lorsque la redevance est inférieure à cette valeur, la différence constitue un avantage imposable.

La valeur de cet avantage en nature constitue un élément de rémunération qui, au même titre que les avantages accessoires (chauffage, eau, gaz, électricité) liés à l'occupation du logement de fonction, est soumise à des obligations sociales (CSG, RDS), au régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) et à déclaration fiscale (IRPP).

Les services du Département compétents se chargeront de la déclaration aux services fiscaux du montant des avantages en nature consentis.

Modification de la position statutaire de l'agent bénéficiaire

Quelle que soit la forme de la concession ou la convention

1) Fin définitive de fonctions ou cessation d'activité de longue durée.

Lorsqu'il est mis fin, de façon définitive ou pour une longue durée, aux fonctions de l'agent dans le collège, pour les motifs suivants:

- Mutation, détachement, disponibilité ou congé parental de longue durée, démission, licenciement, non renouvellement de contrat, retraite, décès,

le logement mis à sa disposition ne peut être conservé.

- Situations particulières.

Lorsqu'il est mis fin, de façon momentanée, aux fonctions de l'agent en activité dans le collège, pour les motifs suivants:

- Congé de maladie ordinaire sur longue période, congé de longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie ou congé de présence parentale, la collectivité se réserve le droit d'accepter le maintien de la concession après avis du chef d'établissement.

2) Cessation momentanée des fonctions.

Dans tous les autres cas de cessation momentanée des fonctions de l'agent en activité dans le collège et notamment pour les motifs suivants:

- Congé de maladie ordinaire de courte durée, congé parental de courte durée, congé de maternité ou d'adoption, congé de solidarité familiale, Il n'y a pas rupture de la concession accordée.

B – ATTRIBUTION D'UN LOGEMENT PAR UTILITE DE SERVICE

Définition du type de concession

Il y a concession par utilité de service lorsque, sans être absolument nécessaire, le logement de l'agent présente un caractère certain pour la bonne marche du service.

Liste des emplois et ordre d'attribution des concessions

Les emplois d'agents techniques territoriaux pouvant donner droit à concession de logements par utilité de service sont les suivants :

- personnels responsables ou chargés de maintenance des bâtiments,
- personnels responsables ou chargés de cuisine,
- personnels techniques d'encadrement
- personnels d'entretien

Nombre de logements par établissement

Le nombre de concessions de logement par utilité de service réservé aux agents techniques territoriaux est fixé pour chaque collège, sous réserve du parc de logements disponibles dans l'établissement, après satisfaction des concessions par NAS Etat et Département.

Modalités d'entrée dans le dispositif :

La prise en concession d'un logement par utilité de service se fait sur proposition du Conseil d'Administration du collège, après satisfaction des besoins résultant de la nécessité absolue de service.

Les contreparties seront similaires à celles des agents logés par nécessité absolue de service ; elles concernent :

- Les horaires = Majoration du temps global d'heures à effectuer en fonction du montant du loyer restant à la charge de l'agent

Majoration des heures à effectuer (en pourcentage) = abattement en pourcentage du loyer X 7,72% pour un poste simple et 19,02% pour un poste double.

Exemple : Pour un abattement de 20% du loyer :

Majoration = 20 X 7,72% soit 1,55% d'heures supplémentaires

- Les tâches = déterminées en lien avec les fonctions

Un état des lieux, à l'entrée et à la sortie de l'occupant, devra être effectué par la Direction du Patrimoine Bâti du Conseil départemental.

Les états des lieux seront réalisés de manière contradictoire par un technicien du Département en présence de l'occupant et du Principal du collège accompagnés si nécessaire du gestionnaire.

En cas de dégradations aux biens, imputables à l'occupant, les travaux de remise en état seront réalisés par le collège, en régie ou en faisant appel à des entreprises extérieures.

Le collège aura la possibilité d'émettre un titre de recette à l'encontre de l'occupant et le transmettra accompagnés des justificatifs des dépenses engagées (factures matériaux ou entreprises, détail des heures passées).

Durée des concessions

La durée des concessions de logement par utilité de service est strictement limitée à celle pendant laquelle les bénéficiaires occupent effectivement les emplois qui les justifient.

Ces concessions prennent fin, en toute hypothèse, en cas d'aliénation ou de désaffectation de l'immeuble. Elles prennent également fin en cas de non-respect des contreparties exigées, ou de la non utilisation du logement en "bon père de famille".

C - ATTRIBUTION D'UN LOGEMENT PAR CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

Lorsque tous les besoins résultant de la nécessité et de l'utilité de service, tels qu'ils résultent du Code de l'Education pour les personnels de l'Etat et du présent règlement pour les agents du Département, ont été satisfaits, le Conseil départemental de la Dordogne peut accorder, sur proposition du Conseil d'Administration du collège, des conventions d'occupation précaire de ces logements.

Ces logements vacants peuvent être attribués à des personnels de l'Etat ou départementaux, en raison de leurs fonctions.

La convention d'occupation précaire n'emporte aucune gratuité tant en ce qui concerne la redevance d'occupation, que pour les consommations de fluides et les charges d'entretien locatif.

Une convention d'occupation précaire n'entraîne pas d'autres contreparties que la participation financière demandée au locataire. Si toutefois le Collège et le demandeur conviennent d'une contrepartie, un abattement sur le montant de la redevance évaluée peut être demandé au Conseil départemental, dans les mêmes limites que l'utilité de service.

Un état des lieux, à l'entrée et à la sortie de l'occupant, devra être effectué par la Direction du Patrimoine Bâti du Conseil départemental.

Les états des lieux seront réalisés de manière contradictoire par un technicien du Département en présence de l'occupant et du Principal du collège accompagnés si nécessaire du gestionnaire.

En cas de dégradations aux biens, imputables à l'occupant, les travaux de remise en état seront réalisés par le collège, en régie ou en faisant appel à des entreprises extérieures.

Le collège aura la possibilité d'émettre un titre de recette à l'encontre de l'occupant et le transmettra accompagnés des justificatifs des dépenses engagées (factures matériaux ou entreprises, détail des heures passées).

Les conventions d'occupations sont consenties pour la durée d'une année scolaire. Si l'occupation débute en cours d'année scolaire, la convention se termine en tout état de cause à la fin de l'année scolaire. Ces conventions sont précaires et révocables à tout moment, sous réserve d'un préavis de 3 mois. Elles prennent fin, en toute hypothèse, en cas d'aliénation ou de désaffectation de l'immeuble.

Textes à consulter

- Code de l'Education (Articles R216-4 à R216-19)
- Code général de la Propriété des Personnes publiques (Articles L. 2124-32 et R. 2124-78)
- Code de l'Education (Articles R. 216-4 à R. 216-19)
- Code général de la Fonction publique (Articles L. 721-1 et L. 721-2)
- Règlement Départemental des logements de fonction des collèges de la Dordogne
- Guide de l'occupant



LOGEMENTS DE FONCTION

Guide de l'occupant

DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DES COLLEGES

Avant-propos

Les 38 collèges du Département comptent 135 logements de fonction destinés aux personnels de l'Education nationale et aux agents départementaux qui travaillent dans les collèges. Ils sont essentiellement occupés par nécessité absolue de service (NAS), c'est-à-dire qu'ils concourent à la réalisation des missions du service public d'enseignement.

En 2012, de nouvelles règles relatives à l'attribution des logements de fonction en NAS pour les agents du Département ont été élaborées. Ce règlement prévoit que les agents d'accueil soient logés dans les collèges à ce titre en plus des personnels de l'Education Nationale et sous réserve de disponibilité des logements.

Ce guide pratique a vocation à répondre aux questions que se posent légitimement les occupants des logements de fonction du Département.

Ce guide est avant tout un outil.

Il reprend les étapes essentielles de l'occupation d'un logement de fonction, que ce soit sous le mode de la nécessité absolue de service ou de la convention précaire. Il se présente en trois parties : la phase préparatoire à l'installation dans le logement de fonction, c'est-à-dire la marche à suivre, les documents à ne pas oublier, puis la vie dans le logement de fonction, une fois que tout est en règle, et enfin la sortie du logement lorsque l'on quitte le collège, ou que les conditions d'attribution ne sont plus remplies.

Introduction :

Quelques éléments de définition

Nécessité absolue de service (NAS) : il y a « nécessité absolue de service » lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service sans être logé dans les bâtiments où il doit exercer ses fonctions (art. R94 du Code du domaine de l'Etat). Le logement est alors fourni à titre gratuit.

Convention d'occupation précaire (COP) : un logement laissé vacant peut être loué de façon précaire (temporaire), c'est-à-dire révocable unilatéralement et à tout moment, en échange d'une redevance calculée à partir de l'évaluation effectuée par les services départementaux, de laquelle est soustrait un pourcentage de 15 pour cent pour tenir compte de la précarité de l'occupation.

Les règles applicables en matière d'attribution des logements sont fixées par les articles R216-4 à R216-19 du Code de l'Education pour les agents de l'Etat et par le règlement départemental sur les logements pour les agents départementaux.

Rappel de la procédure usuelle d'attribution d'un logement :

- Saisine du conseil d'administration de l'EPL pour obtenir un avis sur la proposition d'attribution formulée par le chef d'établissement,
- Recueil de l'avis du technicien de la Direction du Patrimoine bâti sur le montant de la redevance le cas échéant,
- Transmission de la proposition au Département pour décision finale,
- Etat des lieux réalisés par le technicien de la Direction du patrimoine bâti,
- Entrée dans les lieux après versement d'une caution.

SOMMAIRE

1ERE PARTIE

J'entre dans mon logement

2EME PARTIE

J'occupe mon logement de fonction

3EME PARTIE

Je quitte mon logement de fonction

1ÈRE PARTIE

J'entre dans mon logement de fonction

Je suis nouvellement affecté dans un collège de Dordogne sur un poste logé. Avec qui dois-je prendre contact ?

Prenez contact en premier lieu avec la direction de l'établissement qui vous accueille. L'établissement contacte ensuite la Direction du patrimoine bâti du département afin de fixer une date d'état des lieux entrant.

Chaque attributaire n'a droit qu'à un seul logement lié au poste occupé.

J'ai rendez-vous pour mon état des lieux. Comment se déroule-t-il ?

L'état des lieux est établi contradictoirement entre vous-même et le Département. A cette occasion, l'état de l'appartement est constaté et consigné. Les compteurs sont relevés (eau, gaz, électricité) s'ils sont séparés. Les relevés sont reportés sur l'état des lieux.

Après la signature de l'état des lieux, les clefs de l'appartement et éventuellement du parking ainsi que de la cave (bip, pass...) vous sont remises.

Attention ! en cas de perte de clefs, bips ou émetteurs qui vous seront confiés, le remplacement et les frais en découlant seront à votre charge !

N'oubliez pas l'état des lieux entrant ! En effet, l'occupant est réputé avoir pris les locaux en bon état d'entretien et de réparations locatives et les éventuelles dégradations pourraient vous être imputées ultérieurement. N'hésitez jamais à contacter les services du Département à ce sujet.

Dans quel état l'appartement doit-il être délivré ?

Le département est tenu de vous délivrer un logement en bon état d'entretien afin que vous puissiez en faire un usage normal. Cela ne signifie pas que le logement doit être neuf mais il doit être habitable immédiatement, sous réserve des éventuels travaux à la charge du département.

Tous les logements sont délivrés non meublés.

Quand les éventuels travaux de remise en état sont-ils réalisés ?

Le Département engage les occupants sortants et l'établissement à se rapprocher de ses services dès qu'ils ont connaissance de leur départ. Ainsi, les éventuels travaux de remise en état peuvent être anticipés, autant que possible, avant l'arrivée du nouvel occupant.

Et l'assurance ?

Il est obligatoire de contracter auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue une police vous garantissant contre les risques locatifs, notamment les risques d'incendie, de dégât des eaux ou d'explosion de toute nature, ainsi que contre le recours des voisins et des tiers.

Vous devez fournir les justificatifs d'assurance au Département (Direction du patrimoine bâti et Direction de l'Éducation) avant votre entrée dans les lieux puis à chaque échéance du contrat, ainsi que sur demande de l'administration.

Le saviez-vous ?

La clause de renonciation à recours a vocation à simplifier la résolution des sinistres. Elle ne vous affecte pas directement mais permet d'éviter que votre assureur ne se retourne contre celui du Département, ce qui est susceptible d'allonger considérablement les délais.

Veillez donc à prévoir dans votre police d'assurance une clause de renonciation à recours. N'oubliez pas d'assurer votre cave, si vous en avez une.

Que dois-je faire en cas de sinistre ?

Le sinistre est à déclarer dans les 48 heures à votre assureur, puis à la Direction du patrimoine bâti du Département. Merci d'en informer le gestionnaire du collège.

Attention ! Le dépassement du délai de 48 heures peut mettre en péril l'indemnisation des biens et des personnes.

Qu'en est-il de la redevance et des charges ?

La situation dépend de votre mode d'occupation.

- Si vous êtes logé en NAS, le logement est délivré à titre gratuit. Cette gratuité est étendue à la fourniture des fluides (eau, gaz, électricité) et du chauffage dans la limite du barème établi par le Département pour chaque année. Une caution de 500 € vous sera demandée pour votre entrée dans les locaux.
- Si vous êtes logés en COP, le logement est attribué moyennant une redevance évaluée par le technicien de la Direction du patrimoine bâti. La fourniture des fluides et du chauffage est à votre charge. Une caution d'un montant d'un mois de loyer vous sera demandée avant votre entrée dans le logement.

Le saviez-vous ?

La redevance évaluée par le technicien du Département est égale à la valeur locative des locaux occupés. Elle sera diminuée d'abattements tenant compte de sujétions particulières ou de la précarité. Elle est réactualisée chaque année au regard de l'indice INSEE des loyers.

De quels impôts et prélèvements obligatoires suis-je redevable ?

Quel que soit votre mode d'occupation du logement, la taxe d'habitation et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sont à votre charge. Si vous occupez un logement par nécessité absolue de service, la fourniture de votre logement à titre gratuit constitue un avantage en nature, soumis à l'impôt sur le revenu. Il vous appartient de le déclarer.

2ÈME PARTIE

J'occupe mon logement de fonction

Vous devez occuper personnellement le logement qui vous est attribué que ce soit par NAS ou par COP.

Il n'est pas possible de le sous-louer ou de le proposer même à titre gracieux à un membre de votre famille qui l'occuperait sans vous.

J'entretiens et je répare mon logement

L'entretien des installations de type chaudières et VMC est obligatoire. Selon les collègues et les équipements, les contrats d'entretien peuvent être souscrits collectivement par le collège ou individuellement par vous. En cas de contrat collectif, le collège vous demandera une participation.

Vous pouvez évidemment équiper votre logement en souscrivant et vous acquittant du montant des contrats d'abonnement de téléphone, d'internet et autre TV satellite (ne nécessitant pas l'installation d'une parabole, auquel cas l'accord du Département est impératif).

En ce qui concerne les réparations, quel que soit le type d'occupation, vous êtes soumis aux mêmes obligations que les locataires. Cela signifie que les dépenses d'entretien courant et les menues réparations sont à votre charge.

Le saviez-vous ?

Les dépenses d'entretien courant et menues réparations sont listées par le Décret 87-712 du 26 août 1987 que vous trouverez en annexe du guide. En cas de doute, vous pouvez contacter les services du Département.

Puis-je réaliser des travaux dans un logement de fonction ?

Vous pouvez tout à fait réaliser des embellissements selon votre goût et remplacer, à nature identique, papier peint, peinture, revêtement de sol.

Attention ! Pour des raisons de sécurité, l'utilisation de certains matériaux est soumise à autorisation, voire proscrite, du fait de leur inflammabilité (plaques de plafond en polystyrène par exemple). Les matériaux doivent répondre aux obligations environnementales.

En revanche, vous ne pouvez pas modifier de votre propre chef la consistance du logement c'est-à-dire de modifier le type de revêtement de sol, supprimer des cloisons, installer de la fibre optique... Pour ce type d'intervention, vous devez demander l'autorisation au Département. Celui-ci peut vous autoriser à changer la consistance de votre logement à condition de le remettre dans son état initial lors de votre départ. Si vous ne sollicitez pas cette autorisation, vous vous exposez au remboursement de l'ensemble des frais de remise en état qui auront été payés à votre départ comme, par exemple, la transformation d'une cuisine aménagée ou la division d'un séjour ou d'un salon.

Attention ! Pour des raisons de sécurité, il est rigoureusement interdit de modifier les installations électriques, tableau d'abonné compris, les installations de gaz, de ventilation statique ou mécanique contrôlée, les installations de chauffage et/ou de plomberie.

Qu'en est-il de l'usage des accessoires du logement ?

Les accessoires du logement, ce sont les caves, parkings et autres parties privatives telles que les jardins. Vous n'en disposez pas nécessairement. C'est votre arrêté ou votre convention qui les mentionne lorsqu'ils existent.

La cave, lieu de rangement, est réservée à l'entreposage d'objets non dangereux. Elle n'est en aucun cas un lieu de stockage d'objets qui peuvent présenter un risque pour la sécurité et la pérennité des bâtiments tels que bouteilles de gaz, produits dangereux ou inflammables...

Le saviez-vous ?

La cave s'assure aussi. Elle doit être incluse dans votre contrat d'assurance et ce, quelle que soit la cause du sinistre qui pourrait avoir lieu.

Le parking, de surface ou fermé, est strictement réservé au stationnement de votre véhicule. Ce n'est en aucun cas un lieu de stockage (les éléments de carrosserie, batteries, matières inflammables, pneus et autres sont proscrits), de bricolage ou de mécanique automobile. De même, ne peuvent y stationner les véhicules encombrants (type caravane ou remorques).

Votre véhicule doit être assuré, en état d'entretien normal et ne présentant pas de fuites susceptibles de souiller le sol et le sous-sol. Le cas échéant, les frais de décapage, nettoyage et remise en état des sols engagés par le Département seront susceptibles de vous être imputés.

Attention ! Tout véhicule « épave », dégradé ou sans immatriculation, stationnant abusivement ou non assuré est strictement interdit. Le cas échéant, les mesures nécessaires seront mises en œuvre.

Si vous disposez d'un jardin, vous êtes également tenu de l'entretenir (tonte, élagage...) et de ne pas le transformer en lieu de stockage. A votre départ, vous le rendrez dans la consistance et l'état dans lesquels il a été mis à votre disposition.

Attention ! Le jardin privatif ne se confond pas avec les espaces verts ou jardins du collège et vous devez l'entretenir personnellement. Son existence est prévue par votre arrêté ou votre convention.

Qui s'occupe des parties communes et des ordures ménagères ?

Vous êtes là dans une sphère privée. C'est donc vous, en tant qu'occupant, qui êtes responsable de l'entretien des parties communes (halls, escaliers, local poubelle, local à vélo) au même titre que les autres personnes logées dans l'établissement.

Vous veillerez donc à ne pas occuper les parties communes par des objets ou véhicules qui pourraient empêcher le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et de sûreté, nuiraient à la tranquillité des lieux ou à la bonne circulation des personnes.

Suggestion : vous pouvez convenir d'assurer l'entretien et le nettoyage des parties communes à tour de rôle ou bien de recourir, individuellement ou collectivement, à une entreprise de nettoyage dont la rémunération relève bien entendu de votre responsabilité et pas du budget du collège.

Le saviez-vous ?

Les logements de fonction et leurs parties communes sont distincts des locaux scolaires. **Leur entretien ne peut en aucun cas être réalisé par les agents du collège.**

La gestion des ordures ménagères et autres déchets répond au même principe. Les déchets et ordures sont à déposer dans les locaux et récipients prévus à cet effet. Leur sortie, en prévision du passage du service public de ramassage, est à organiser collectivement par les occupants des logements.

Renseignez-vous auprès de la mairie au sujet de la collecte sélective pour connaître les modalités de sa mise en œuvre dans votre ville.

De même, les encombrants dont vous voulez vous débarrasser doivent être évacués conformément au règlement en vigueur dans votre commune.

Suis-je libre de faire ce que je veux chez moi ?

Oui, bien sûr, sous réserve de ne troubler en aucune manière la tranquillité du voisinage de votre fait, du fait de vos animaux ou de tiers. Vous devrez notamment éviter toute nuisance anormale qui gêne les autres occupants par un usage abusif de matériel (radio, télévision, chaîne hi-fi, outils de bricolage, tondeuse...) ou une conduite intempestive. En particulier, tout bruit ou tapage diurne ou nocturne est susceptible de poursuites pénales et de conduire au retrait du bénéfice du logement.

Attention ! Vous vivez dans un collège et votre logement est peut-être situé dans l'enceinte même de l'établissement. Vous veillerez alors particulièrement à ne pas troubler les activités scolaires.

De même, vous devez occuper personnellement le logement qui vous a été attribué.

En toute hypothèse, et sauf en raison de vos fonctions, en cas d'urgence ou pour accéder à votre logement, vous n'êtes pas autorisé à pénétrer dans les bâtiments scolaires (cour, préau, espaces verts, gymnase, plateau d'évolution, classes, cuisine) ou à les utiliser à des fins personnelles.

3ÈME PARTIE

Je quitte mon logement de fonction

Ma concession prend fin. Que se passe-t-il alors ?

Quand votre concession prend fin, pour quelque cause que ce soit, vous devez libérer le logement dans le délai qui vous est imparti.

La concession prend fin de plein droit le jour où le bénéficiaire n'occupe plus effectivement l'emploi au vu duquel la concession lui a été accordée.

En outre, le département peut mettre fin à la concession de logement :

- Si l'occupant ne s'acquitte pas de ses obligations financières, telles que prévues dans la concession,
- S'il ne respecte pas les conditions d'occupation prévues dans la concession,
- En cas de défaut d'assurance du logement.

La concession prend également fin en cas d'aliénation, de nouvelle affectation ou de désaffectation du logement. L'occupant en est informé au moins trois mois à l'avance.

Lorsque que vous restituez le logement, celui-ci devra être nettoyé, en bon état d'entretien et de réparations locatives, et vide de tout mobilier ainsi que remis à l'état d'origine.

Comment se passe l'état des lieux de sortie ?

Comme lors de votre entrée, un état des lieux contradictoire, signé par vous et le Département est dressé lorsque vous quittez votre appartement. Comme lors de votre arrivée, vous prendrez contact au moins 15 jours à l'avance avec la Direction du patrimoine bâti pour fixer un rendez-vous.

En comparant les deux états des lieux, d'entrée et de sortie, une liste définitive des réparations locatives sera établie. Un relevé des compteurs sera effectué. Vous restituerez l'ensemble des clefs, bips et émetteurs. A défaut, leur remplacement vous sera facturé.

Si vous partez avant d'avoir demandé l'état des lieux, sachez qu'un état des lieux peut être réalisé en votre absence par le Département. Il vous sera opposable.

Le saviez-vous ?

La mise à disposition, dans de bonnes conditions, d'un logement de fonction dépend largement de vous : en prévenant le Département de votre départ dès que vous le savez, vous permettrez de programmer l'état des lieux en amont et de réaliser les travaux de remise en état éventuellement nécessaires avant l'arrivée de votre successeur.

Qui réalise les travaux de remise en état ?

C'est vous, conformément aux arrêtés de concessions et aux conventions. A défaut, c'est le Département qui les réalisera, à vos frais.

Convention d'Occupation à titre précaire d'un logement au collège

VU le Code de l'Éducation, articles R216-4 à R216-19,

VU le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008, relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'État dans les établissements publics locaux d'enseignement,

VU l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée concernant les logements de fonction des personnels techniciens, ouvriers et de service dans les établissements publics locaux d'enseignement,

VU la délibération n° 12.CP.II.100 du 12 mars 2012 de la Commission permanente du Conseil général portant règlement départemental des logements de fonction des collèges de la Dordogne,

VU l'avis de la Direction du Patrimoine Bâti,

VU la proposition du Conseil d'Administration en date

ENTRE

Le Département de la Dordogne, sis 2 Rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX-Cedex, représenté par son Président, M. Germinal PEIRO, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente n°du

Le Collège, représenté par M....., Principal,

ET

Le bénéficiaire du logement,, Fonction....., dans cet établissement,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le logement n° étant vacant, est attribué à titre provisoire à, fonction....., la concession ci-après désignée :

- établissement : Collège
- adresse exacte :
- type du logement : F.....
- superficie : m²

sis dans un immeuble mis à disposition du Département.

Article 2 : Durée, conditions générales et composition du logement

Cette concession est valable sur le logement n°.... vacant, à compter du et pour l'année scolaire

L'occupant ne peut utiliser ce logement qu'à usage exclusif d'habitation principale pour lui et sa famille. Il doit le maintenir en bon état de propreté et d'entretien et à usage paisible du bien loué. L'attestation d'entretien de la chaudière, à la charge de l'occupant, devra être fournie chaque année au Département, à la Direction du Patrimoine Bâti.

Composition du logement :

NOM – Prénom	Date de naissance	Lien de parenté
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		

Article 3 : Clauses financières

Le montant de la caution, équivalent à un mois de loyer, devra être versé au plus tard à la date de l'état des lieux d'entrée et sera remboursé par la Paierie départementale en fonction des résultats de l'état des lieux de sortie.

A compter du, un loyer mensuel de € sera demandé à l'intéressé(e) et sera versé à l'établissement ainsi que le montant des charges : eau, gaz, électricité et chauffage. Le montant du loyer est révisé conformément au dernier indice connu de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), soit le

Article 4 : Entretien des communs

Les espaces verts communs, les cages d'escaliers, les boîtes aux lettres, les places de parking et le local poubelle doivent être entretenus par chacun des occupants, s'il y en a.

Article 5 : Assurances

Le bénéficiaire doit se garantir contre les risques locatifs, y compris le recours des tiers, et justifier de l'attestation d'assurance correspondante.

Article 6 : Evacuation des déchets ménagers

Le locataire s'engage à s'inscrire auprès du Syndicat Mixte Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3) afin d'obtenir un badge pour accéder aux containers des déchets ménagers en dehors des containers destinés au Collège.

Article 7 : Clauses de résiliation

Cette convention est révoquée de plein droit à tout moment, dans les conditions de l'article R216-18 du Code de l'Éducation, notamment si l'occupant ne s'acquitte pas du paiement de ses loyers, charges, impôts et taxes à sa charge, ou ne respecte pas les conditions d'utilisation précitées.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Périgueux, le

Pour le Département,
Le Président du Conseil Départemental,

Germinal PEIRO

Pour le collège,
Le Principal,

.....

L'occupant,

.....

Logo établissement

.....(lieu) le.....(date)

RAPPORT DU CHEF D'ÉTABLISSEMENT RELATIF À L'ATTRIBUTION DES LOGEMENTS PAR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE

Rapport présenté au conseil d'administration du...../...../20.. en application des articles R. 216.-4 à R. 216-19 du Code de l'éducation, issus du décret 2008-263 DU 14 MARS 2008, et notamment l'article R. 216-16 : « *Sur le rapport du chef d'établissement, le conseil d'administration propose les **emplois** dont les titulaires bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou par utilité de service, la situation et la consistance des **locaux** concédés ainsi que les conditions **financières** de chaque concession* ».

Le collègeest un EPLE accueillant élèves, dont.....demi-pensionnaires et internes.

L'établissement dispose de logements de fonctions dont il est proposé d'effectuer l'attribution par nécessité absolue de service de la manière suivante :

LOGEMENT N°	REFERENCE ET SITUATION	CONSISTANCE DES LOCAUX	EMPLOIS ELIGIBLES	CONDITIONS FINANCIERES DE LA CONCESSION	MOTIF DE LA CONCESSION
1	Situer le mieux possible le logement, joindre un plan le cas échéant.	Décrire le plus précisément le logement (F3, F4, F5...) préciser le nombre de chambres, salle, salon, cuisine, garage, cave et dépendances	EX / Proviseur / Principal	Préciser, le cas échéant, les modalités de calcul des charges et les seuils de gratuité.	Expliquer en quoi l'agent ne pourrait accomplir normalement son service sans être logé dans l'établissement en tenant compte des besoins propres de celui-ci. -Obligation d'assurer la sécurité des personnes et des biens, continuité du service public, ... -S'appuyer sur la fiche de poste de l'agent, s'il en a une ou sur le « Répertoire Interministériel des Métiers de l'Etat »*
2					
3					
4					
(...)					

*<http://.fonction-publique.gouv.fr/biep/repertoire-interministeriel.des.metiers.de.letat>

Le Chef d'établissement

.....(Cachet et signature)

.....Prénom – NOM

DGA DE LA CULTURE, DE L'ÉDUCATION
ET DES SPORTS

Direction de l'Éducation et des
Collèges

**Arrêté portant concession de logement précaire par nécessité absolue de service de personnel
de l'Etat dans les établissements publics locaux d'enseignement**

de M.....

--

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.2124-32
et R2124-78,

VU le Code de l'éducation, notamment les articles R. 216-4 à R. 216-19,

VU l'avis du Conseil d'Administration en dateproposant, sur rapport du Chef
d'Etablissement, la liste des emplois éligibles à l'attribution d'un logement pour nécessité
absolue de service,

VU la délibération (*intitulé de l'assemblée compétente*) n°... en date dufixant la liste des
emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué,

VU l'arrêté dunommant M....., en qualité de, à compter du
.....,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : Est concédé par nécessité absolue de service à M..... grade employé en
qualité de (emploi) le logement n°.....situé (localisation exacte) et
comprenant (consistance et superficie des locaux)..... (nombre et qualité des
personnes à charge occupant le logement).

Occupation du logement :

NOM – Prénom	Date de naissance	Lien de parenté
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		

ARTICLE 2 : Cette concession aura effet à compter du et pour l'année scolaire

Le bénéficiaire ne peut utiliser ce logement qu'à usage exclusif d'habitation principale pour lui et sa famille. Il doit le maintenir en bon état de propreté et d'entretien et à usage paisible du bien loué. L'attestation d'entretien de la chaudière, à la charge de l'occupant, devra être fournie chaque année au Département, à la Direction du Patrimoine Bâti.

La concession est révocable de plein droit si les conditions qui l'ont motivée viennent à changer, et en tout état de cause, en cas d'aliénation ou de désaffectation de l'immeuble occupé, si l'intéressé ne jouit pas des locaux dans les conditions telles que susvisées ou à la date où le bénéficiaire cessera d'occuper son emploi actuel,

ARTICLE 3 : Lorsque la concession aura pris fin et à compter de cette date, le bénéficiaire devra quitter les lieux.

ARTICLE 4 : L'agent disposera d'un délai de (prévoir un délai raisonnable pour quitter les lieux à compter de la date prévue à l'article 3).

ARTICLE 5:

Prestations accessoires

Les concessions de logement accordées pour NAS comportent la gratuité du logement nu. Les charges locatives (eau, gaz, électricité et chauffage exclusivement) sont prises en charge sur le budget de l'établissement à concurrence des franchises fixées par délibération du Conseil départemental.

Au-delà de ces montants, le paiement de ces charges est assuré par le bénéficiaire du logement qui s'en acquitte auprès de l'agent comptable de l'établissement.

La valeur des prestations accessoires accordées gratuitement aux personnels concessionnaires est actualisée, chaque année, par vote de l'Assemblée départementale, la revalorisation de ce forfait ne pouvant être inférieure au taux d'augmentation de la DGD.

Avantage en nature

L'avantage en nature d'un logement consiste en la fourniture d'un logement à titre gratuit, ou à un prix inférieur à sa valeur réelle. Ainsi, il n'y a pas d'avantage en nature au titre du logement dès lors que le bénéficiaire verse à son employeur, en contrepartie du logement

fourni, une redevance compensatrice dont le montant est au moins égal à la valeur servant à l'établissement de la taxe d'habitation. Lorsque la redevance est inférieure à cette valeur, la différence constitue un avantage imposable.

La valeur de cet avantage en nature constitue un élément de rémunération qui, au même titre que les avantages accessoires (chauffage, eau, gaz, électricité) liés à l'occupation du logement de fonction, est soumise à des obligations sociales (CSG, RDS), au régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) et à déclaration fiscale (IRPP).

Le bénéficiaire devra s'acquitter des réparations et charges locatives et des impôts ou taxes liés à l'occupation des locaux. Les espaces verts communs, les cages d'escaliers, les boîtes aux lettres, les places de parking et le local poubelle doivent être entretenus par chacun des occupants, lorsqu'il y en a.

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire devra souscrire à ses frais une police d'assurance contre l'incendie et autres risques locatifs y compris le recours des tiers, et justifier de l'attestation d'assurance correspondante.

ARTICLE 7 : Le locataire devra s'inscrire auprès du Syndicat Mixte Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3) afin d'obtenir un badge pour accéder aux containers des déchets ménagers en dehors des containers destinés au Collège.

ARTICLE 7 : M. le DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES DEPARTEMENTAUX est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé(e).

Fait à Périgueux, le
LE PRESIDENT,

DGA DE LA CULTURE, DE L'ÉDUCATION
ET DES SPORTS

Direction de l'Éducation et des
Collèges

**Arrêté portant concession de logement précaire par nécessité absolue de service des
personnels techniciens, ouvriers et de service dans les établissements publics locaux
d'enseignement**

de M.....

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE,

VU la décision du Conseil d'Administration en date,proposant, sur rapport du Chef
d'Établissement, la liste des emplois dont les titulaires

VU la délibération (*intitulé de l'assemblée compétente*) n°... en date dufixant la liste des
emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué,

VU l'arrêté dunommant M....., en qualité de, à compter du
.....,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : Est concédé par nécessité absolue de service à M..... grade employé en
qualité de (emploi) le logement n°.....situé (localisation exacte) et
comprenant (consistance et superficie des locaux)..... (nombre et qualité des
personnes à charge occupant le logement).

Occupation du logement :

NOM – Prénom	Date de naissance	Lien de parenté
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		

ARTICLE 2 : Cette concession aura effet à compter du et pour l'année scolaire

Le bénéficiaire ne peut utiliser ce logement qu'à usage exclusif d'habitation principale pour lui et sa famille. Il doit le maintenir en bon état de propreté et d'entretien et à usage paisible du bien loué. L'attestation d'entretien de la chaudière, à la charge de l'occupant, devra être fournie chaque année au Département, à la Direction du Patrimoine Bâti.

La concession est révocable de plein droit si les conditions qui l'ont motivée viennent à changer, et en tout état de cause, en cas d'aliénation ou de désaffectation de l'immeuble occupé, si l'intéressé ne jouit pas des locaux dans les conditions telles que susvisées ou à la date où le bénéficiaire cessera d'occuper son emploi actuel,

ARTICLE 3 : Lorsque la concession aura pris fin et à compter de cette date, le bénéficiaire devra quitter les lieux.

ARTICLE 4 : L'agent disposera d'un délai de (prévoir un délai raisonnable pour quitter les lieux à compter de la date prévue à l'article 3).

ARTICLE 5:

Prestations accessoires

Les concessions de logement accordées pour NAS comportent la gratuité du logement nu. Les charges locatives (eau, gaz, électricité et chauffage exclusivement) sont prises en charge sur le budget de l'établissement à concurrence des franchises fixées par délibération du Conseil départemental.

Au-delà de ces montants, le paiement de ces charges est assuré par le bénéficiaire du logement qui s'en acquitte auprès de l'agent comptable de l'établissement.

La valeur des prestations accessoires accordées gratuitement aux personnels concessionnaires est actualisée, chaque année, par vote de l'Assemblée départementale, la revalorisation de ce forfait ne pouvant être inférieure au taux d'augmentation de la DGD.

Avantage en nature

L'avantage en nature d'un logement consiste en la fourniture d'un logement à titre gratuit, ou à un prix inférieur à sa valeur réelle. Ainsi, il n'y a pas d'avantage en nature au titre du logement dès lors que le bénéficiaire verse à son employeur, en contrepartie du logement

fourni, une redevance compensatrice dont le montant est au moins égal à la valeur servant à l'établissement de la taxe d'habitation. Lorsque la redevance est inférieure à cette valeur, la différence constitue un avantage imposable.

La valeur de cet avantage en nature constitue un élément de rémunération qui, au même titre que les avantages accessoires (chauffage, eau, gaz, électricité) liés à l'occupation du logement de fonction, est soumise à des obligations sociales (CSG, RDS), au régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) et à déclaration fiscale (IRPP).

Le bénéficiaire devra s'acquitter des réparations et charges locatives et des impôts ou taxes liés à l'occupation des locaux. Les espaces verts communs, les cages d'escaliers, les boîtes aux lettres, les places de parking et le local poubelle doivent être entretenus par chacun des occupants, lorsqu'il y en a.

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire devra souscrire à ses frais une police d'assurance contre l'incendie et autres risques locatifs y compris le recours des tiers, et justifier de l'attestation d'assurance correspondante.

ARTICLE 7 : Le locataire devra s'inscrire auprès du Syndicat Mixte Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3) afin d'obtenir un badge pour accéder aux containers des déchets ménagers en dehors des containers destinés au Collège.

ARTICLE 7 : M. le DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES DEPARTEMENTAUX est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé(e).

Fait à Périgueux, le
LE PRESIDENT,

THEME		
B3 – PATRIMOINE ET MOYENS		
OBJET DU DOCUMENT	Date	Version
<p align="center">UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS</p> <p align="center">CONVENTIONS</p> <p>1- Convention-type d'utilisation des équipements sportifs communaux ou intercommunaux par les EPLE du Département</p> <p>2- Convention-type d'utilisation des équipements sportifs départementaux</p>	<p>Décembre 2022</p>	<p>1</p>

A QUI S'ADRESSER :

Personnes à contacter	Tél.	Mél
<p>DGA de la Culture, de l'Education et des Sports Direction de l'Education et des collèges</p> <p align="center">Céline BOUDY Directrice</p> <p align="center">Frédéric BERNARD Chef de Bureau</p> <p>- Mission Star - Suivi Financier- Transport Adapté - Règlementation</p> <p>Pour toutes correspondances et conventions :</p>	<p>05.53.02.01.62</p> <p>05.53.02.01.63</p>	<p>c.boudy@dordogne.fr</p> <p>f.bernard2@dordogne.fr</p> <p>installations.sportives.colleges@dordogne.fr</p>

CONTEXTE :

L'Assemblée départementale a validé les 19 septembre et 17 octobre 2022 les nouveaux principes d'utilisation des équipements sportifs départementaux et communaux utilisés par les collégiens dans le cadre de la pratique de l'Education Physique et Sportive.

1. Convention-type d'utilisation des équipements sportifs communaux ou intercommunaux par les EPLE du Département

L'indemnisation aux communes est prise en charge par le Conseil départemental et ses services, elle ne relève pas du budget de l'EPLE. A cet effet :

- L'annexe 1 sera à compléter par l'EPLE et à retourner pour le 20 janvier 2023 à l'adresse suivante : installations.sportives.colleges@dordogne.fr .
- L'annexe 2 sera à intégrer à la convention annuelle.

- L'annexe 3 sera à retourner au Département avant fin juin 2023 afin de nous permettre de valider le versement de l'indemnité aux communes.

2. Convention-type d'utilisation des équipements sportifs départementaux

Le tarif maximal plafonné à 1 000 € par an concerne seulement les Communes ou les EPCI utilisateurs. Cette redevance sera déterminée au cas par cas, en fonction des partenariats locaux et des accords en vigueur à la date de l'examen d'application de la nouvelle convention.

PROCÉDURE

1) Convention-type d'utilisation des équipements sportifs communaux ou intercommunaux par les EPLE du Département :

Il convient d'utiliser exclusivement le modèle de convention d'utilisation des équipements sportifs communaux ou intercommunaux par les collèges publics.

Un relevé d'occupation des installations sera complété et validé en fin d'année scolaire par le chef d'établissement du collège qui transmettra le document à la collectivité propriétaire des équipements sportifs utilisés et au Département. Le Département indemniserà les collectivités partenaires sur la base du barème proposé en annexe 1 afin de mettre en œuvre cette participation financière.

2) Convention-type d'utilisation des équipements sportifs départementaux :

Il convient d'utiliser exclusivement le modèle de convention d'utilisation des équipements sportifs départementaux hors temps scolaires. Ce sont les services départementaux qui prendront l'attache des différents partenaires utilisateurs pour mener à bien les prochains conventionnements. Le tarif maximal plafonné à 1 000 € par an concernera seulement les Communes ou les EPCI utilisateurs. Cette redevance sera déterminée au cas par cas, en fonction des partenariats locaux et des accords en vigueur à la date de l'examen d'application de la nouvelle convention.

L'Etablissement établira une facture et émettra un titre de recettes auprès de l'Organisateur à l'issue de la période d'utilisation.

CONVENTION-TYPE D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX PAR LES EPLE DU DEPARTEMENT

ENTRE :

Le Département de la Dordogne, représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° du, agissant en tant qu'Utilisateur des locaux, Responsable de la gestion des collèges,

Ci-après dénommé « **le Département** » ;

La Collectivité propriétaire, représentée par M./Mme....., en qualité de, dûment habilité(e) à signer en vertu de la délibération du Conseil municipal ou communautaire n° en date du, agissant en tant que Propriétaires d'équipements sportifs,

Ci-après dénommé « **le Propriétaire** » ;

L'EPLE,, représenté par son/sa Chef/Cheffe d'établissement, Madame/Monsieur, dûment habilité(e) à signer en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n° en date du, agissant en tant qu'Utilisateur des équipements sportifs,

Ci-après dénommé « **l'Utilisateur** ».

PREAMBULE

Dans l'exercice de leurs compétences en matière d'Education Physique et Sportive (EPS), les Départements gérant les Collèges peuvent utiliser, par voie conventionnelle, les installations sportives appartenant le plus souvent à des Communes ou à des Structures intercommunales et financées par lui, afin de permettre une utilisation optimale des équipements existants.

En Dordogne, le Conseil Départemental a participé, dès 2009, aux financements des Structures sportives municipales ou intercommunales situées sur son territoire.

Ces financements étaient assortis de la possibilité pour les EPLE départementaux d'accéder à ces installations dans les conditions suivantes :

- pour les équipements subventionnés dans le cadre d'une rénovation : une mise à disposition **gratuite** pour le Collège de secteur pendant 12 ans (2021) ;
- pour les équipements subventionnés dans le cadre d'une construction : une mise à disposition **gratuite** pour le Collège de secteur pendant 15 ans (2024).

Ainsi, les dépenses destinées à mettre à disposition des élèves les installations nécessaires à l'enseignement de l'EPS, font partie des dépenses que les départements doivent supporter pour les collèges.

Dans ces circonstances, il apparaîtrait donc judicieux que l'utilisation de ces installations sportives fasse l'objet d'une contribution financière, correspondant aux frais de fonctionnement de l'équipement.

C'est pourquoi, avec l'arrivée à échéance de ces mises à disposition gratuites, associée aux dépenses accrues de fonctionnement des Communes, EPCI ou Syndicats de type SIVOS, il est apparu pertinent de mettre en œuvre de nouvelles modalités de gestion des équipements sportifs.

En ce sens, les Signataires de la convention se fixent les objectifs suivants pour la période 2023/2029 :

- permettre la pratique des activités des quatre champs d'apprentissage constituant le parcours de formation d'éducation physique et sportive,
- privilégier l'utilisation optimale des installations situées à l'intérieur ou à proximité du Collège,
- acter une tarification homogène et propre aux types d'équipements utilisés afin de contribuer au bon fonctionnement des Collectivités propriétaires.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - Objet de la convention

Il est fait obligation aux Départements, de mettre à la disposition des élèves les équipements sportifs nécessaires à la pratique de l'Education Physique et Sportive (EPS), soit au moyen d'équipements sportifs intégrés à l'Etablissement, soit en permettant aux élèves d'accéder à d'autres équipements.

La présente convention a pour objet de définir et d'organiser le cadre et les nouvelles modalités dans lesquelles les Communes ou les EPCI mettent à disposition du Département leurs équipements sportifs afin de permettre aux collégiens d'accéder aux installations nécessaires à la pratique des activités du programme d'Education Physique et Sportive (EPS).

Article 2 - Mise à disposition des équipements sportifs

Art 2.1 - Typologie des équipements mis à disposition

Le programme d'EPS des collégiens nécessite l'utilisation d'installations couvertes et non-couvertes adaptées à la pratique de l'EPS tels les gymnases, salles polyvalentes ou salles annexes, plateaux sportifs, terrains de grand jeu, piscines, structures artificielles d'escalade, sites naturels.

Si les équipements de l'Etablissement sont insuffisants, le Département via l'intermédiaire du Collège peut alors solliciter les Propriétaires afin de compléter ses installations.

En priorité, seront proposés les équipements situés à proximité du Collège, afin d'éviter les pertes de temps et les coûts de déplacement.

Au niveau qualitatif, il est demandé que les installations, même non-couvertes, disposent de vestiaires et d'espaces de rangement.

La liste des équipements conventionnés sera annexée chaque année à la présente convention.

Art 2.2 - Destination des équipements mis à disposition du Collège

Les équipements mis à disposition permettent aux enseignants d'assurer le **programme scolaire** d'EPS pendant le temps scolaire, sections sportives comprises.

Toute autre utilisation (activités pluridisciplinaires, UNSS, accompagnement éducatif,...) ne pourra en aucun cas être prise en charge dans le cadre de la présente convention.

Le Collège s'engage à ne pas concéder l'utilisation de l'équipement dont il bénéficie au titre de la présente convention à un autre Utilisateur.

Article 3 - Conditions d'utilisation

Les périodes, jours et heures d'utilisation, adaptées au calendrier de l'année scolaire, sont librement convenues entre les Parties.

En début d'année scolaire, le Collège transmet au Département et au Propriétaire le calendrier prévisionnel d'utilisation établi en lien avec le Propriétaire (Cf. annexe 1), détaillant les plages horaires ainsi que la nature des activités. Les créneaux réservés doivent, dans la mesure du possible, correspondre au temps effectif d'utilisation, notamment lorsque les déplacements aller-retour sont supérieurs à 30 mn pour 2h d'EPS.

Le Collège s'engage à respecter autant que possible ce calendrier et à prévenir le Propriétaire de tout changement d'horaire, au moins une semaine avant ces modifications.

Le Propriétaire s'engage, pour sa part, à laisser les équipements, tels que désignés dans l'annexe (Cf. annexe 2), à la jouissance du Collège pendant les périodes mentionnées sur la base du calendrier prévisionnel d'utilisation.

A l'issue de l'année scolaire, le Département adresse un Etat définitif annuel d'utilisation à compléter par le Collège (Cf. annexe 3). Le Collège y indique le nombre d'heures effectif d'utilisation de chaque installation, par division. Si les vestiaires de l'équipement sont utilisés (en dehors des piscines), le temps de leur utilisation doit être compris. Le Département transmet ces informations au Propriétaire pour validation et signature.

Les informations mentionnées dans l'Etat définitif annuel d'utilisation constituent la base de calcul de l'indemnisation versée par le Département au Propriétaire.

Autant que de besoin, le Département peut solliciter un complément d'information concernant l'état définitif annuel.

Article 4 - Assurance et sécurité

L'utilisation des locaux mentionnés dans l'annexe doit s'effectuer notamment dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène, des bonnes mœurs et des principes de neutralité et laïcité. Le Collège s'engage à se conformer au Règlement intérieur de l'équipement et aux prescriptions de sécurité qui lui auront été notifiés par le Propriétaire.

Préalablement à l'utilisation des équipements mentionnés dans l'annexe, un représentant du Département et du Collège reconnaissent formellement :

- avoir procédé à une visite des locaux, terrains ou autres équipements mis à sa disposition ainsi que des voies d'accès qui seront effectivement empruntées,
- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règles propres à chaque équipement et s'engage à les appliquer rigoureusement,
- avoir pris connaissance de l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction, des itinéraires d'évacuation et des sorties de secours.

Le Département reconnaît avoir souscrit une police d'assurance auprès de, couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les lieux mis à disposition, ainsi que tous les risques inhérents à l'utilisation de ces lieux. Cette police porte le n°..... .

Pour sa part, le Propriétaire a souscrit les assurances concernant les risques suivants : incendie, dégâts des eaux et bris de glaces, foudre et explosions, tempête et grêle, dommages électriques, vandalisme, vol et détériorations à la suite de vol.

L'assurance garantit les locaux mis à disposition, le matériel appartenant au Propriétaire, ainsi que le matériel appartenant au Collège et stocké dans lesdits locaux.

Le Propriétaire s'engage à assurer le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur. Ainsi, la réalisation et le suivi des rapports de contrôle des locaux et équipements sont à la charge du Propriétaire.

Lors de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, le Collège s'engage à :

- assurer la surveillance des élèves participants ;
- installer et ranger le matériel ;
- éviter toute dégradation des locaux et du matériel ;
- faire respecter les règles de sécurité par les participants.

Article 5 - Entretien des équipements mis à disposition

Le Propriétaire assure le bon entretien des locaux et installations, y compris les sanitaires et les vestiaires. Il assure également l'entretien des terrains et des voies d'accès.

Le Collège et le Propriétaire doivent mutuellement s'informer par écrit, dans les plus brefs délais, des besoins d'entretien et de réparation des équipements sportifs, et en informer de la même manière le Département.

En cas de travaux empêchant la pratique des activités EPS, le Propriétaire informe dans les meilleurs délais par écrit le Collège et le Département.

Article 6 - Indemnisation pour la mise à disposition des équipements sportifs

Art 6.1 – Principes généraux

Le Département s'engage à accorder une indemnité annuelle au Propriétaire pour la mise à disposition des équipements sportifs définis dans l'article 2-1 et énumérés dans l'annexe annuelle.

Cette indemnité est destinée à compenser les coûts de fonctionnement liés à leur utilisation.

Cette indemnité est calculée au réel, sur la base du nombre d'heures d'utilisation effective de chaque équipement par les collégiens dans le cadre du programme d'EPS, conformément à la tarification et au plafond détaillés à l'article 6-2.

Si l'équipement n'est pas utilisable du fait du Propriétaire ou non utilisé par le Collège, chacune des Parties doit en être informée au plus vite. Dans les deux cas, les plages horaires ne sont pas

comptabilisées dans l'état définitif d'occupation transmis au Département, et en conséquence, ne donnent pas lieu à indemnisation par le Département. Si l'obligation du délai d'information d'une semaine (cf. article 3) n'est pas respectée par le Collège alors que la non utilisation était prévisible, le Propriétaire se réserve le droit de facturer directement au Collège les heures prévues.

De même, l'utilisation d'un équipement mentionné dans l'annexe annuelle au-delà du plafond établi annuellement, ou d'un équipement non conventionné, ne peut faire l'objet d'une indemnisation par le Département.

Le Département procède au versement de l'indemnisation au Propriétaire après délibération annuelle de la Commission permanente.

Art 6.2 - Estimation des heures EPS dues aux élèves Niveau 6° : 4h/semaines X 36 semaines = 144 heures

- Niveau 5°/4°/3° : 3h/semaines X 36 semaines = 108 heures
- Répartition globale estimée des heures (60 h en intérieur / 30 h en extérieur / 10h APPN – Activités Sportives de Pleine Nature / 20h piscine pour les 6°).

Art 6.3 - Tarification et plafonds applicables

Le tableau ci-après détaille :

- la tarification retenue par le Département, par type d'installation, par heure et par division,
- les plafonds horaires maxima d'indemnisation, par heure et par division.

Le plafond pris en compte pour le calcul de l'indemnisation du Propriétaire est modifié chaque année en fonction du nombre de divisions du Collège (enseignement général et sections d'enseignement général et professionnel adapté) présentes à la rentrée scolaire. Ce plafond horaire est précisé dans l'annexe annuelle à la convention, transmise dans le courant du 1^{er} trimestre au Propriétaire et au Collège.

Les plafonds horaires d'indemnisation maxima peuvent être modulés en fonction des installations sportives présentes dans l'enceinte du Collège. Si le Collège possède dans son enceinte les installations suffisantes à la pratique de l'EPS conformément au programme, toute utilisation d'une installation extérieure ne peut faire l'objet d'une indemnisation par le Département.

	Tarification par heure et par division	Plafond horaire d'indemnisation Par an et par division	Modulation du plafond d'indemnisation liée à la présence d'installations dans le Collège
Installations couvertes	10 €	60 heures	100 % du plafond si le Collège ne dispose d'aucune installation couverte
			75 % du plafond si le Collège dispose d'une petite salle dans son enceinte
			50 % du plafond si le Collège dispose d'une salle non spécialisée dans son enceinte
			25 % du plafond si le Collège dispose de deux salles
			Pas d'indemnisation si le Collège dispose dans son enceinte de suffisamment d'installations couvertes permettant la réalisation du programme EPS
Installations non-couvertes	4 €	30 heures	100 % du plafond si le Collège ne dispose d'aucune installation non couverte
			75 % du plafond si le Collège dispose d'une petite installation adaptée
			50 % du plafond si le Collège dispose d'une installation non couverte
			25 % du plafond si le Collège dispose de deux ou d'une grande installation(s) adaptée(s)
			Pas d'indemnisation si le Collège dispose dans son enceinte de suffisamment d'installations non-couvertes permettant la réalisation du programme EPS

Article 7 - Annexe annuelle

Chaque année, une annexe à la présente convention précise :

- le nom du Propriétaire des équipements mis à disposition,
- la liste des équipements mis à disposition du Collège,
- le nombre de divisions pris en compte,
- les plafonds horaires de mise à disposition,
- le nombre de déplacements pouvant être pris en charge.

Article 8 - Durée de la convention

La présente convention d'utilisation des équipements sportifs est fixée pour une durée de **3 ans** avec effet au **1^{er} janvier 2023, renouvelable une fois par tacite reconduction.**

Article 9 - Modification de la convention.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 10 – Résiliation de la convention

1. Si l'une des Parties souhaite mettre fin à la présente convention avant son terme, elle devra avertir les autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de préavis d'un mois qui commencera à courir à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
2. La présente convention pourra être résiliée, de plein droit sans aucune indemnisation pour chacune des Parties :
 - par le simple envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, par l'une des Parties **en cas de manquement** par une autre Partie à ses obligations issues de la présente, s'il n'est pas remédié, par la Partie défaillante, au manquement dans un délai de quinze jours à compter de l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.
 - **en cas de destruction** des installations mises à dispositions par cas fortuit ou de force majeure

Article 11 - Dispositions finales

Si un équipement est indisponible en cours d'année et doit être remplacé par un autre équipement, une annexe rectificative est transmise aux Signataires de la convention.

De même, si au cours de l'année scolaire, le Collège souhaite utiliser un équipement sportif non prévu dans l'annexe annuelle et éligible au dispositif, il doit formuler une demande expresse de modification de l'annexe au Département qui en appréciera la recevabilité.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les Parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour régler leurs différends à l'amiable, notamment par voie transactionnelle.

A défaut de règlement à l'amiable, le Tribunal Administratif de Bordeaux sera compétent pour connaître d'un éventuel contentieux.

Fait en trois exemplaires à Périgueux, le

Pour le Collège,
le/la Chef.fe d'établissement,

Pour le Propriétaire,

Pour le Département,
le Président du Conseil départemental,

	Modulation du plafond d'indemnisation liée à la présence d'installations dans le Collège	A cocher selon le contexte du collège (uniquement une case)
Installations couvertes	100 % du plafond si le Collège ne dispose d'aucune installation couverte	
	75 % du plafond si le Collège dispose d'une petite salle dans son enceinte	
	50 % du plafond si le Collège dispose d'une salle non spécialisée dans son enceinte	
	25 % du plafond si le Collège dispose de deux salles	
	Pas d'indemnisation si le Collège dispose dans son enceinte de suffisamment d'installations couvertes permettant la réalisation du programme EPS	

	Modulation du plafond d'indemnisation liée à la présence d'installations dans le Collège	A cocher selon le contexte du collège (uniquement une case)
Installations non-couvertes	100 % du plafond si le Collège ne dispose d'aucune installation non couverte	
	75 % du plafond si le Collège dispose d'une petite installation adaptée	
	50 % du plafond si le Collège dispose d'une installation non couverte	
	25 % du plafond si le Collège dispose de deux ou d'une grande installation(s) adaptée(s)	
	Pas d'indemnisation si le Collège dispose dans son enceinte de suffisamment d'installations non-couvertes permettant la réalisation du programme EPS	

OBSERVATIONS :

Date et signature du chef d'établissement

Document à renvoyer complété et signé, par courriel exclusivement :

Département de la Dordogne - Direction de l'Éducation et des Collèges – Mission STAR

Mail : installations.sportives.colleges@dordogne.fr

Annexe 2 à intégrer à la convention

Annexe annuelle pour l'année scolaire 2022-2023

I. LES SIGNATAIRES DE LA CONVENTION

Collège :

Propriétaire des installations utilisées par le collège :

Département de la Dordogne

II. EQUIPEMENTS MIS A DISPOSITION DU COLLEGE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2022-2023

Désignation des installations mises à disposition :

Installations couvertes	Installations non couvertes

III. EFFECTIFS 2022-2023

Nombre total de divisions :

Nombre total de divisions du niveau 6ème :

IV. PLAFONDS HORAIRE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2022-2023

	Tarification par heure et par division	RAPPEL Plafond théorique horaire d'indemnisation Par an et par division	Modulation du plafond d'indemnisation liée à la présence d'installation dans le Collège	Plafond d'indemnisation pour les collectivités propriétaires (à partager entre collectivités le cas échéant)
Installations couvertes	10 €	60 heures	%	heures
Installations non couvertes	4 €	30 heures	%	heures



ETAT DEFINITIF D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

Annexe 3 – à retourner au Département avant fin juin 2023

Année scolaire 2022-2023

Nom du collège :

Nom de la collectivité propriétaire :

.....

Rappel : Cet état ne porte que sur les créneaux utilisés dans le cadre du programme scolaire EPS (hors UNSS, hors section sportive, hors accompagnement éducatif, etc.) pour les élèves des collèges publics.

Etat renseigné à partir des informations transmises par le collège

Pour validation du nombre d'heures (par accord tacite)

Nom de l'installation	Utilisation des vestiaires de la collectivité oui/non	TOTAL Heures effectuées	TOTAL Heures indemnisées par le Département
Installations couvertes			
Installations non couvertes			

Date et signature du chef d'établissement

Date et signature du représentant de la commune

OBSERVATIONS de la collectivité

Document à renvoyer complété et signé, par courriel exclusivement, accompagné d'un RIB (Commune, Intercommunalité ou SIVOS):

Département de la Dordogne - Direction de l'Éducation et des Collèges – Mission STAR

CONVENTION TYPE D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DEPARTEMENTAUX

Mail : installations.sportives.colleges@dordogne.fr

Entre les soussignés :

Le Département de la Dordogne, représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° du 2022, agissant en tant que Propriétaire des locaux,

Ci-après dénommé « **le Département** »,

L'EPLÉ,, représenté par son/sa Chef/Cheffe d'établissement, Madame/Monsieur, dûment habilité(e) à signer en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n° en date du, agissant en tant que Gestionnaire des locaux,

Ci-après dénommé « **le Collège** »,

Et :

Le Partenaire / La Commune de / L'EPCI, représenté(e) par son Maire / son Président, M. / Mme, dûment habilité(e) à signer en vertu de la délibération du Conseil municipal n° en date du, agissant en qualité d'Organisateur d'une activité extra-scolaire et bénéficiaire direct des équipements,

Ci-après dénommé(e) « **la Commune** » ou « **l'Organisateur** »,

En présence de :

(A compléter uniquement si la Commune sollicite cette autorisation au bénéfice d'une l'Association locale)

*L'Association , représentée par
Madame/Monsieur , dûment habilité(e) à signer en vertu de la Délibération du
Conseil d'Administration n° en date du , agissant en tant qu'Utilisateur des
équipement ,*

*Ci-après dénommée « **L'Association** ».*

PREAMBULE

Le Département de la Dordogne, propriétaire des Collèges publics au sein de son territoire, dispose d'un certain nombre d'équipements sportifs à proximité ou dans l'enceinte de ces derniers.

Dans une démarche de mutualisation d'équipement public, le Département de la Dordogne a souhaité que les espaces sportifs puissent être ouverts à des activités autres que scolaires, notamment pour les besoins de l'éducation populaire, de la vie citoyenne et des pratiques de nature sportive, culturelle ou artistique initiées par les Communes. Inscrits dans le concept « d'espaces partagés », un accès spécifique aux espaces sportifs est prévu pour permettre leur utilisation en autonomie en dehors des heures d'ouverture de l'établissement.

L'accès à ces équipements a été marqué jusqu'alors par une grande disparité de fonctionnement.

C'est la raison pour laquelle, il est apparu nécessaire de définir un certain nombre de dispositions visant à harmoniser ces mises à disposition et à déterminer la rétribution en lien avec leur occupation.

Pour ce qui relève de l'ensemble de ces équipements, il s'agit de répondre aux enjeux suivants :

- Optimiser l'occupation et l'utilisation des équipements sportifs départementaux ;
- Offrir des lieux et des moyens d'action aux acteurs locaux pour l'organisation d'activités sportives sur des temps extrascolaires ;
- Ancrer les Collèges publics comme acteurs de leur territoire ;
- Acter une tarification homogène et propre aux types d'équipements utilisés.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - *Objet de la convention*

La présente convention a pour objet de valoir autorisation d'utilisation du Domaine public départemental constitué du local ou de l'équipement sportif intégré au Collège de.....

Elle détermine précisément les conditions dans lesquelles cette autorisation est consentie afin de permettre l'organisation de l'activité ci-dessous définie.

La Commune est autorisée, sous sa propre responsabilité, à utiliser lesdits équipements, pour son usage propre ainsi que pour celui des associations locales, **en vue d'y organiser exclusivement** l'activité suivante :

.....
.....
.....

Cette activité aura impérativement un caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif. Elle devra notamment être respectueuse des principes de laïcité, neutralité, de mixité et d'égalité.

L'activité prévue doit être compatible avec la nature des installations, l'aménagement des équipements et le fonctionnement normal du service.

Son déroulement s'effectuera pendant les heures et périodes **hors temps scolaire**.

Article 2 - Equipements mis à disposition et modalités d'accès

Sont mis à disposition de la Commune les locaux, espaces, équipements et voies d'accès suivants :

- ;
- ;
- ;

(Préciser les modalités de remise et restitution des clés/badges, etc.)

Article 3 - Période et créneaux de mise à disposition

La mise à disposition est convenue **en dehors des créneaux scolaires** pour la période du..... au *hors vacances scolaires/y compris vacances scolaires (rayer la mention inutile)*.

Les jours et les heures d'utilisation sont les suivants :

L'occupation exceptionnelle des locaux en dehors des dates prévues fera l'objet d'une demande spécifique de l'Organisateur, dans des délais permettant sa bonne instruction.

Article 4 - Assurances

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'Organisateur reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et ses biens propres en cas d'utilisation ainsi que tous les dommages pouvant résulter de l'activité exercée dans l'Etablissement au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition ; il s'engage à prendre en charge les franchises imposées par cette assurance.

Une Attestation de cette police, portant le n° et souscrite le..... auprès deest annexée à la présente convention.

L'Organisateur devra également souscrire une assurance couvrant les différents risques liés à l'utilisation par ses membres des équipements départementaux.

Article 4 bis - Affichage

Pour la pratique d'une activité sportive, l'Organisateur s'engage à afficher :

- Une copie des Diplômes ou autres qualifications ainsi que la Carte professionnelle de chaque personne enseignant, encadrant, animant une activité physique ou sportive ou entraînant ses pratiquants contre rémunération au sein de l'Etablissement ;
- L'Attestation de stagiaire dans le cadre de la préparation d'un diplôme permettant d'enseigner, encadrer ou animer une activité physique ou sportive ou d'entraîner ses pratiquants.

Article 5 - Sécurité

Dans le respect des capacités d'accueil des locaux, les effectifs maxima accueillis simultanément, dans le cadre de l'activité exercée, s'élèvent au maximum à personnes.

L'Organisateur s'engage, à informer directement ou indirectement les participants des règles de sécurité nécessaires à la pratique de l'activité, et plus généralement, du Règlement intérieur régissant les locaux utilisés et à les leur faire respecter.

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'Organisateur reconnaît :

- avoir pris connaissance et s'engager à appliquer ou à faire appliquer strictement :
 - **le Règlement intérieur afférent aux biens mis à disposition** ainsi que les consignes générales et particulières de sécurité (intrusion, incendie notamment),
 - les consignes spécifiques éventuellement données par les représentants de la Commune, du Département ou de l'Établissement, compte tenu de l'activité envisagée,
- avoir en sa possession un tableau d'organisation des secours sur lequel sont affichés les numéros de téléphone et Organismes susceptibles d'intervenir en cas d'urgence (SAMU, Pompiers, etc.). Il doit également disposer d'un moyen de communication pour appeler les services de secours. Une trousse de secours pour les premiers soins doit également prévue afin d'apporter les premiers soins en cas d'accident,
- avoir procédé, avec le Chef d'établissement ou son représentant, un représentant du Département à une visite des équipements sportifs, et plus particulièrement, des locaux, espaces, équipements et voies d'accès qui sont mis à disposition,
- avoir constaté avec un Technicien départemental l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, robinets d'incendie armés,...) et avoir pris connaissance des issues de secours et des itinéraires d'évacuation.

Il est rappelé qu'en cas d'urgence, la ligne d'astreinte du Conseil départemental est le 05 53 02 00 10.

Article 6 - Modalités d'utilisation des locaux et équipements

La Commune organisatrice est responsable de la bonne utilisation des locaux, espaces, équipements et voies d'accès qui sont mis à disposition.

Cette utilisation s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs ainsi que des principes de neutralité, de laïcité, de mixité et d'égalité.

L'Organisateur s'engage durant le temps de l'activité :

- à assurer ou à faire assurer la surveillance des locaux, espaces, équipements et voies d'accès mis à disposition,
- à contrôler ou à faire contrôler les entrées et les sorties des participants à l'activité considérée et à faire respecter les règles de sécurité telles que visées à l'article 5,
- à respecter ou à faire respecter les consignes de fonctionnement du bâtiment et à porter une attention particulière à la fermeture des locaux et à l'extinction des éclairages et du chauffage.

Une fois l'autorisation d'occuper les locaux de l'Établissement accordée, l'Organisateur s'engage :

- à utiliser les espaces concernés à l'usage exclusif dont il a été convenu,

- à occuper les locaux dans l'état dans lequel ils se trouvent sans y apporter de modifications,
- à respecter les dates et horaires de mise à disposition spécifiés à l'article 3,

à assurer ou à faire assurer à la fin de l'activité, le nettoyage des locaux utilisés et à les restituer dans un état de propreté convenable et compatible avec la reprise des activités scolaires,

- à assurer ou à faire assurer à la fin de l'activité, le nettoyage des voies d'accès utilisés.

Article 7 - Responsabilités

L'Organisateur s'engage à obtenir ou à ce que l'Association pour laquelle elle sollicite l'autorisation obtienne toute autorisation obligatoire préalablement à l'organisation de l'activité.

La Commune sera personnellement responsable vis-à-vis des participants et des tiers des conséquences dommageables résultant des activités exercées dans l'enceinte des locaux, de telle manière que la responsabilité du Département ou de l'Etablissement ne puisse en aucun cas être recherchée.

L'Organisateur répondra des dégradations causées aux biens mis à sa disposition pendant le temps qu'il en aura la jouissance et commises tant par lui que par ses membres, préposés, et toute personne agissant pour son compte.

L'Organisateur s'engage à réparer, remplacer ou indemniser intégralement le Département pour les dégâts matériels commis ou les pertes constatées au regard de l'inventaire du matériel éventuellement établi et figurant, dans ce cas, en annexe de la présente convention.

En cas d'atteinte à l'intégrité des biens mobiliers et immobiliers, le Département se réserve le droit de signifier, le cas échéant, à l'Association **l'interdiction à l'accès des locaux pour une période de 3 mois** en guise de premier avertissement et **l'interdiction définitive en cas de récidive**.

Article 8 - Contribution des parties

S'il y a lieu, la Commune organisatrice partenaire s'engage à verser au Département une redevance forfaitaire pour l'utilisation des locaux scolaires susmentionnés. Cette redevance d'utilisation du Domaine public correspond notamment :

- aux diverses consommations (eau, gaz, électricité, chauffage),
- à l'utilisation des douches, des vestiaires et des espaces communs,
- à l'usure du matériel.

En cas de contrepartie financière, matérielle ou humaine entre les Parties prenantes (telle que la mise à disposition de dispositifs communaux au bénéfice de l'EPLÉ sur le temps scolaire, la mise à disposition de ressources humaines pour le nettoyage des surfaces...), la convention stipulera en détail l'organisation retenue, les modalités de calcul de la redevance sollicitée par le Département et son montant.

L'Établissement, par délégation de gestion, établira une facture et un Titre de recettes, **validés par le Département, qu'il adressera** à l'Organisateur à l'issue de la période d'utilisation.

De plus, si les locaux ne sont pas utilisés aux dates et heures fixées par les Parties, l'Organisateur s'engage à dédommager les frais éventuellement engagés en vue de l'accueil prévu.

Caution (le cas échéant) :

Une caution d'un montant de € est demandée à l'Organisateur. Cette caution ne sera pas encaissée et sera restituée à l'Organisateur au terme de la convention, sous réserve que les locaux et les biens soient rendus dans leur état de fonctionnement et de propreté initial.

Si les dégâts constatés s'avèrent d'un montant supérieur à la caution versée, le Département se réserve le droit d'engager des poursuites à l'encontre de l'Organisateur.

Article 9 - Durée, modification et résiliation de la convention

La présente convention d'utilisation des équipements sportifs est fixée pour une durée de **5 ans** avec effet au **1^{er} septembre 2022**.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

- Si l'une des Parties souhaite mettre fin à la présente convention avant son terme, elle devra avertir les autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de préavis de 15 jours qui commencera à courir à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- La présente convention pourra être résiliée, de plein droit, par le Département, sans aucune indemnisation :
 - par le simple envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, **en cas de manquement** par une autre Partie à ses obligations issues de la présente, s'il n'est pas remédié, par la Partie défaillante, au manquement dans un délai de quinze jours à compter de l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception,
 - **en cas de destruction** des installations mises à dispositions par cas fortuit ou de force majeure.

Article 10 - Règlement des litiges

En cas de litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les Parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour régler leurs différends à l'amiable, notamment par voie transactionnelle.

A défaut de règlement à l'amiable, le Tribunal Administratif de Bordeaux sera compétent pour connaître d'un éventuel contentieux.

Fait à....., le

Le Président du Conseil départemental,

Le Maire / Le Président de l'EPCI,

Le Chef d'établissement,

L'Organisateur,

THEME
C1 – RESSOURCES HUMAINES

OBJET DU DOCUMENT	Date	Version
INTRODUCTION	NOVEMBRE 2022	17

A QUI S'ADRESSER :

Personnes à contacter	Tél.	Mél
<u>Direction Générale des Services</u>		
Direction des Ressources Humaines		
Séverine PAUL Directrice	05.53.02.59.15	s.paul@dordogne.fr
Valérie TOUZEAU Adjointe à la Directrice	05.53.02.20.26	v.touzeau@dordogne.fr
Marie CLERGERIE Bureau Gestion des Titulaires	05.53.02.21.39	m.clergerie@dordogne.fr
Martine TROUBADY Chef de Service de la Paie et de la Gestion Financière	05.53.02.21.68	m.troubady@dordogne.fr
Valérie TOUZEAU Chef de Service de la Gestion du Temps, de la Mobilité et des Effectifs	05.53.02.20.26	v.touzeau@dordogne.fr
Sylvie JOUGLET Bureau du Développement des Compétences et de la Formation	05.53.02.21.70	s.jouglet@dordogne.fr
Jean-François VENARD Responsable du Pôle Social-Santé-Sécurité Chef de Service de la Prévention des Risques, de l'Hygiène et de la Sécurité (SPRHS)	05.53.54.64.73	jf.venard@dordogne.fr
Virginie SAINT-LAURENT Réfèrent Collèges Bureau de la gestion des non titulaires collègues et services départementaux	05.53.02.20.63	v.saint-laurent@dordogne.fr

La Direction des Ressources Humaines est chargée, notamment, de la mise en œuvre des procédures liées au recrutement, à la gestion administrative (positions, carrières, absences...) à la gestion comptable (rémunération, mandatements, frais de déplacement...) **et au développement des compétences (formations...)** pour l'ensemble des personnels départementaux, quel que soit leur statut.

Elle intervient, à cet effet, auprès de tous les agents et des services dans les nombreux processus de fonctionnement qui se rattachent à l'activité de l'Institution Départementale.

Son champ d'actions s'étend aux personnels des collèges qui travaillent dans les domaines de l'accueil, de la restauration, de l'hébergement et de l'entretien général et technique tant pour le personnel non titulaire que pour les fonctionnaires, le Département étant leur employeur, du fait de leur intégration ou de leur détachement dans la Fonction Publique Territoriale.

Les dispositifs législatifs en vigueur placent les personnels des collèges sous l'autorité fonctionnelle du Chef d'Établissement. Ce dernier ainsi que le gestionnaire sont des interlocuteurs privilégiés de la Direction des Ressources Humaines.

Vous trouverez ci-joint un certain nombre de fiches techniques destinées à vous informer sur les principales procédures applicables aux personnels départementaux.

Enfin, l'organigramme également joint vous permettra de contacter chaque fois que nécessaire les personnes idoines susceptibles de vous renseigner dans les différents secteurs des ressources humaines.

THEME

C2 - RESSOURCES HUMAINES

Adresse administrative où tous les courriers doivent être transmis :

Hôtel du Département, 2 rue Paul-Louis Courier CS 11200 - 24019 PERIGUEUX CEDEX

Adresse physique : Ensemble Administratif Pierre Mauroy - 48 bis, rue Paul Louis Courier - 24000 PERIGUEUX

(Email : cd24.coordination.rh@dordogne.fr)

OBJET DU DOCUMENT	Date	Version
ORGANIGRAMME	NOVEMBRE 2022	17

05.53.02.59.15	Séverine PAUL	Directrice
----------------	----------------------	-------------------

BUREAU DE LA COORDINATION ADMINISTRATIVE, DE L'EXPERTISE ET DU SECRETARIAT DE DIRECTION

05.53.02.21.62	Marie-Christine MANCHOTTE	Chef de Bureau	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des personnels contractuels - Secrétariat - Accompagnement liaison assistants familiaux - Rapport au Conseil départemental et Commission permanente (GED) - Rapport social unique, rapport d'activité, études et suivis statistiques, enquêtes diverses - Déclarations d'emplois (bourse de l'emploi) - Nominations, délégations de signature, mandataire de certification de la signature électronique, assermentations, conventionnements sapeurs-pompiers - Développements des applications informatiques de Gestion - Suivi des mises à disposition - Protection Sociale Complémentaire (PSC) - Mise en œuvre des opérations électorales - Edition des cartes professionnelles
05.53.02.20.41	Laëtitia LOPES		
05.53.02.21.64	Julie BRACHET		

BUREAU DES PERSONNELS NON TITULAIRES COLLEGES ET SERVICES DEPARTEMENTAUX RÉFÉRENT COLLEGE

05.53.02.20.63	Virginie SAINT-LAURENT	Chef de Bureau Référente collèges	Coordination des services RH avec la Direction des Collèges <ul style="list-style-type: none"> - Recrutement et gestion des agents des collèges non titulaires (Permanents et remplaçants) - Aide à la gestion des agents non titulaires dans les collèges et saisie de la Paie - Traitement des demandes d'emplois du personnel d'entretien et de restauration
05.53.02.59.22	Michel BOUYNET		

05.53.02.21.77	Patricia OTO	Référente Techniciennes de surface	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement, gestion et accompagnement individualisé et collectif des techniciennes de surface permanentes et remplaçantes. - Recrutement et gestion du personnel vacataire et AESH (Accompagnant des élèves en Situation de Handicap) - Recrutement et gestion des personnels stagiaires école
----------------	--------------	---------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

SERVICE DE L'ADMINISTRATION DES PERSONNELS

05.53.02.59.15	Séverine PAUL	Chef de Service
----------------	---------------	------------------------

BUREAU GESTION DES TITULAIRES (*gestion des CAP, CCP et CTP*)

05.53.02.21.39	Marie CLERGERIE	Chef de bureau	Personnel CD24* <ul style="list-style-type: none"> - Secrétariat
05.53.02.21.79	Stéphanie DUVALEIX	Personnel A à C + Mise en œuvre et suivi du CTP	<ul style="list-style-type: none"> - Accueil, recrutement et gestion des carrières - Affiliation des agents titulaires et stagiaires à la CNRACL - Mise en œuvre et suivi de la CAP, CCP et du CTP - Participation aux Opérations électorales
05.53.02.21.39	Marie CLERGERIE	Personnel D à I + Mise en œuvre et suivi de la CAP et des CCP	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluation
05.53.02.48.19	Sylvain CHARBONNIER	Personnel J à N + Mise en œuvre et suivi du CTP	Personnel CD24 et VDE* <ul style="list-style-type: none"> - Gestion individuelle des personnels stagiaires et titulaires - Tenue et mise à jour des dossiers individuels des agents - Elaboration des actes administratifs - Problèmes statutaires individuels – Reclassement - Applications statutaires : positions administratives, activité détachement, mutation, temps partiel, disponibilité, congé parental, cumul d'emplois, SFT, NBI
05.53.02.21.95	Valérie LABORIE	Personnel O à Z + Mise en œuvre et suivi de la CAP et des CCP	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des réussites concours et examens professionnels - Mise en œuvre de la réglementation

GESTION DES CONTRACTUELS, DES APPRENTIS ET DES TEMPORAIRES D'ETE

05.53.02.21.67	Nathalie PELLETIER	Personnel CD24 <ul style="list-style-type: none"> - Accueil, recrutement et gestion des personnels auxiliaires, apprentis, agents saisonniers - Tenue et mise à jour des dossiers individuels des agents - Elaboration des actes administratifs - Mise en œuvre de la réglementation - Traitement des réponses aux demandeurs d'emplois apprentis, et agents saisonniers.
05.53.02.21.59 INTERNE : 62 159	Stéphanie GUICHETEAU	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des contractuels Travailleurs Médico-Sociaux (TMS) - Veille législative et réglementaire Personnel VDE <ul style="list-style-type: none"> - Accueil, recrutement et gestion des personnels auxiliaires - Tenue et mise à jour des dossiers individuels des agents - Elaboration des actes administratifs

ACCUEIL DE L'ENSEMBLE ADMINISTRATIF PIERRE MAUROY

05.53.02.21.65	Xavier ROUGIER	- Accueil du bâtiment
05.53.02.28.03	Bernadette GAUTHIER Valérie LLAVONA Véronique MERLHIOT	- Gestion des salles de réunion - Gestion du courrier entrant et sortant

BUREAU DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA FORMATION

05.53.02.21.70	Sylvie JOUGLET	<p align="center">Chef de bureau</p> <p>Définition, coordination, mise en œuvre et évaluation de la politique de formation et de gestion des compétences</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion et suivi administratif et budgétaire des activités du bureau - Ecriture, communication et mise en œuvre du Plan de développement des compétences et de la formation, du règlement de formation, de fiches techniques... - Mise en œuvre du partenariat interne (assistants formation de la DGA-SP et de la DPRPM et autres services) et externe (CNFPT, CDG, organismes de formation...) - Programmation et gestion des actions de formation (écriture de cahiers des charges, de supports, passation de marchés...) - Suivi budgétaire des formations Hors plan en lien avec le PAF DGS et gestion du budget formation - Suivi du statut de formateur interne - Mise en œuvre et suivi du Compte Personnel de Formation - Mise en œuvre de RDV « Conseils en Evolution Professionnelle » auprès des agents - Participation aux jurys de recrutement - Veille juridique - Référent OPADE
05.53.02.48.18	Jonathan LAPORTE	<ul style="list-style-type: none"> - Accueil des nouveaux agents recrutés* - (S. SUDRIAL) - Analyses des besoins de formation - Gestion des demandes de stage, des inscriptions, de l'organisation pour les formations en intra en partenariat, avec le CNFPT* - (M. RODRIGUEZ) - Suivi de la convention de partenariat du CNFPT* - (Sylvie JOUGLET) - Organisation et gestion de formations internes sur une thématique spécifique* (S.SUDRIAL et M. RODRIGUEZ) - Saisie des inscriptions des demandes de formation des agents dans le logiciel GFI4RH et sur la plateforme CNFPT - Diffusions d'informations (INTRANET – OUTLOOK) - Participation à des groupes de travail - Suivi de l'entretien des véhicules de la direction
05.53.02.59.13	Marie RODRIGUEZ	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des parcours de formation individualisés pour les agents en formation d'intégration et de professionnalisation (formations statutaires) avec réalisation de tableaux bord *- (J. LAPORTE) - Mise en œuvre et gestion des préparations concours et examens professionnels* - (J. LAPORTE) - Organisation et gestion de formations internes sur une thématique spécifique* (S. SUDRIAL et J. LAPORTE) - Logistique des formateurs internes - Suivi budgétaire des formations Hors plan en lien avec le PAF DGS* - (S. JOUGLET) - Diffusions d'informations (INTRANET – OUTLOOK) - Saisie des inscriptions des demandes de formation des agents dans le logiciel GFI4RH et sur la plateforme CNFPT - Conseils des agents, en matière de parcours de formation - Participation à des groupes de travail
05.53.02.21.66	Sandrine SUDRIAL	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des demandes de stages école, des conventions et de la gratification de certains stagiaires* (J. LAPORTE) - Diffusion des postes en recrutement externe et gestion des candidatures et du tableau de bord* (M. RODRIGUEZ) - Organisation des jurys de recrutement* - (M. RODRIGUEZ) - Saisie des inscriptions des demandes de formation des agents dans le logiciel GFI4RH et sur la plateforme CNFPT - Diffusions d'informations (INTRANET – OUTLOOK) - Participation à des groupes de travail

**L'agent est référent de la mission exercée mais a un binôme (nom de la personne suppléante)*

SERVICE DE LA PAIE ET DE LA GESTION FINANCIERE		
05.53.02.21.68	Martine TROUBADY	Chef de Service <ul style="list-style-type: none"> - Animation et pilotage du service - Préparation et suivi du budget du personnel - Veille réglementaire
05.53.02.59.47	Isabelle LOMBARD	Adjointe au Chef de Service
ASSISTANTE du CHEF de SERVICE		
05.53.02.48.37	Christine CORRE-BOURNEIX	<ul style="list-style-type: none"> - Tâches courantes de secrétariat, accueil téléphonique, courriers et notes, mandatements divers - Gestion des ALLOCATIONS RETOUR A L'EMPLOI - Sécurisation de la fonction comptable : référent logiciel CORIOLIS - Mutualisation de la fonction comptable Service paie - gestion financière et autres services DRH - Mise en place et coordination du pôle administratif et financier - Suivi des factures chorus sur le logiciel métier des finances CORIOLIS avec répartition dans les différents secteurs du service de la paie - Enquêtes et statistiques annuelles - Etudes financières - Tableaux suivi budgétaire et études des coûts - suivi projet OPADE - Mise en œuvre de la réglementation

BUREAU DES RETRAITES ET DES INDEMNITES DES ELUS		
05.53.02.59.49	Valérie WEINACHTER	Chef de Bureau Coordination des missions du bureau des retraites et des indemnités des élus <ul style="list-style-type: none"> - Retraites, Pensions d'invalidité et de réversion CNRACL, CD24 et VDE - Accompagnement des agents dans les démarches des dossiers retraite régime général (CARSAT, IRCANTEC...) - Suivi des opérations comptables pour les avances retraites - Prolongations d'activité - Validations de services - Mise à jour des comptes individuels de retraite - Suivi des opérations comptables des agents en position de détachement - Paie des élus - Organisation cérémonie annuelle des retraités - Mise à jour des informations sur INTRANET, - Veille juridique et études des situations particulières, - Mise en œuvre de la réglementation
05 53 02.20.45 INTERNE : 62045	Sylvie MAGNANOU	Dossiers de RETRAITE <ul style="list-style-type: none"> - Retraites, Pensions d'invalidité et de réversion - Mise à jour des comptes individuels de retraite' sur le site CNRACL - suivi des dossiers individuels en liaison avec les agents départementaux de la Caisse de retraite CNRACL pour reconstitution de l'ensemble des carrières des agents départementaux - Prolongations d'activité - Validations de services - Organisation cérémonie annuelle des retraités - Mise en œuvre de la réglementation - Suivi de l'entretien des véhicules de la direction
05.53.02.48.34	Nadine BROUDISCOU	<ul style="list-style-type: none"> - Paie des élus - Traitement des frais de déplacement des élus - Gestion de l'Amicale des Anciens Conseillers - Suivi des opérations comptables des agents en position de détachement - Suivi des recettes du Service Paie - Tâches secrétariat courantes y compris mandatements divers - Mise en œuvre de la réglementation indemnités des élus

Bureau de la Paie			
05.53.02.59.47	Isabelle LOMBARD	Chef de Bureau	<ul style="list-style-type: none"> - Coordination des missions du bureau de la paie - Mise en œuvre et suivi des procédures de la paie - Tableaux de contrôle dans les différentes étapes de la paie, - Mise en place continue des procédures de dématérialisation - Coordination échanges paie et organismes sociaux (URSSAF, CNRACL, IRCANTEC, SECURITE SOCIALE, MUTUELLES, SERV. FISCAUX) - Primes et indemnités - Enquêtes, statistiques, études de coûts - Paramétrage dans ASTRE - Simulations de salaire - Tableaux mensuels contrôle et suivi paie - Elaboration des données sociales mensuelles - Mise en œuvre de la réglementation
GESTION DES DOSSIERS PAIE			
05.53.02.48.31	Eloïse AMELOT	Paie : Portefeuille agents lettres A à C Titulaires, stagiaires, auxiliaires, contractuels, apprentis, vacataires, stagiaires école, auxiliaire d'été	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes de coûts et simulations de salaire - Primes et indemnités - Elaboration des données sociales mensuelles - Mise en œuvre de la réglementation
05.53.02.48.26	Gaëlle BASBAYON	Paie : Portefeuille agents lettres D à I Titulaires, stagiaires, auxiliaires, contractuels, apprentis, vacataires, stagiaires école, auxiliaire d'été	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes de coûts et simulations de salaire - Primes et indemnités - Elaboration des données sociales mensuelles - Mise en œuvre de la réglementation
05.53.02.21.63	Corinne LEMPEREUR	- Paie : Portefeuille agents lettres J à O Titulaires, stagiaires, auxiliaires, contractuels, apprentis, vacataires, stagiaires école, auxiliaire d'été	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes de coûts et simulations de salaire - Primes et indemnités - Elaboration des données sociales mensuelles - Mise en œuvre de la réglementation
05.53.02.21.78	Elisabeth ROUSSEAU	Paie : Portefeuille agents lettres P à Z Titulaires, stagiaires, auxiliaires, contractuels, apprentis, vacataires, stagiaires école, auxiliaire d'été	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes de coûts et simulations de salaire - Primes et indemnités - Elaboration des données sociales mensuelles - Mise en œuvre de la réglementation
05.53.02.21.61	Sylvie FONCELLE Coordonnateur RH et Gestionnaire de paie des agents du Village de l'Enfance	Paie : Portefeuille agents lettres A à Z VILLAGE DE L'ENFANCE Titulaires, stagiaires, contractuels	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes de coûts et simulations de salaire - Primes et indemnités - Elaboration des données sociales mensuelles - Mise en œuvre de la réglementation

Bureau des Prestations sociales, de la Restauration du personnel et des Frais de déplacement

05.53.02.21.69	Anne CLAVERIE	Chef de Bureau	<p>Coordination des missions du bureau des prestations sociales et de la restauration des agents départementaux, Coordination des missions liées aux transports et hébergements des agents départementaux : repas, hébergement et abonnements transports.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Liquidation des dépenses liées aux prestations sociales et aux frais de déplacement - Instruction et suivi des dossiers Allocation Travailleur Handicapé (ATH) - Contrôle de la liquidation des ATH - Suivi de la convention et de la mise en paiement de la subvention au COS du personnel départemental - Contrôle et accompagnement de la gestion des frais de déplacement, et de leur dématérialisation - Contrôle et suivi de la gestion des prestations sociales et de la restauration du personnel - Veille réglementaire
----------------	---------------	----------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

PRESTATIONS SOCIALES ET RESTAURATION DU PERSONNEL

05.53.02.01.00 INTERNE : 61000	Marjorie BERTHIER- LANDRODIE	<p>Gestion des prestations sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aides aux repas (Subvention repas, Titres restaurant) - Allocation pour frais de garde de jeunes enfants - Aides aux séjours d'enfants <ul style="list-style-type: none"> • Temps extra-scolaire (centres de loisirs, colonies et centres familiaux de vacances, gîtes de France) • Temps scolaire (cours séjours, classes de découverte, séjours linguistique etc.) - Aides au titre des enfants handicapés (Allocation aux parents d'enfants handicapés, Allocation jeune adulte étudiant/apprenti, séjours en centres de vacances spécialisés) - Allocation aux agents Travailleurs Handicapés (ATH)
05.53.02.01.01 INTERNE : 61001	Brigitte BROUILLAUD-DUREY	<p>Restauration du personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion des autorisations d'accès et des droits des agents à subvention repas (restaurants administratifs et conventionnés) - Conventions de restauration - Mandatement des honoraires médicaux et des accidents du travail dans le cadre du Pôle Affaires Financières (PAF) – DRH - Gestion des titres restaurant
05.53.02.59.48 INTERNE : 65948	Bernard SENE	<p>Restauration du personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion des titres restaurant - Renfort ponctuel a la gestion des frais de déplacement

GESTION DES FRAIS DE DEPLACEMENT

05.53.02.21.42	Catherine BESSE	<p>Portefeuille agents lettres L à Z</p> <p>Gestion des frais de déplacement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avances - Autorisations de circuler - Mandatements des frais - Commandes et mandatements des billets de train et d'avion - Suivi participation des frais de transport trajet travail/domicile - Mandatement des honoraires médicaux et des accidents du travail dans le cadre du Pôle Affaires Financières (PAF) - DRH
05.53.02.21.76	Francine FAURIE	<p>Portefeuille agents lettres A à K</p> <p>Gestion des frais de déplacement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avances - Autorisations de circuler - Mandatements des frais - Commandes et mandatements des billets de train et d'avion - Suivi participation des frais de transport trajet travail/domicile - Mandatement des honoraires médicaux et des accidents du travail dans le cadre du Pôle Affaires Financières (PAF) - DRH

SERVICE DE LA GESTION DU TEMPS, DE LA MOBILITE ET DES EFFECTIFS

05.53.02.20.26	Valérie TOUZEAU	<p align="center">Chef de Service</p> <p><u>Personnel CD24</u> - Maintien dans l'emploi - reclassement</p>
05.53.02.21.48	Gaëlle LADRET	<p align="center">Adjointe au Chef de Service</p> <p><u>Personnel CD24</u> - Télétravail - Suivi administratif de la crise sanitaire COVID et de l'obligation vaccinale</p>
05.53.02.21.97	Florent SIMON	<p><u>Personnel CD24</u> - Télétravail - Statistiques - Suivi des effectifs</p>
05.53.02.21.71	Anne-Lise AUDY (en binôme* avec Stéphane SERRE)	<p><u>Personnel CD24 et VDE</u> - Gestion et suivi du temps partiel thérapeutique - Suivi du congé de paternité <u>Personnel CD24</u> - Suivi du don de jours - Gestion des droits syndicaux et suivi des mandats locaux. - Gestion des postes (GPEEC) - Suivi des fiches de poste - Accueil des nouveaux agents</p>
05.53.02.48.27	Stéphane SERRE (en binôme* avec Anne-Lise AUDY)	<p><u>Personnel CD24</u> - Suivi du compte épargne temps (CET) - Calcul des droits et suivi du temps de travail dans les collègues, des apprentis, des techniciennes de Surface - Suivi des autorisations spéciales d'absence (ASA) - Suivi des grèves</p>
05.53.02.21.41	Virginie JOSEFOWITZ (en binôme* avec Marianne EPHREM)	<p><u>Personnel CD24</u> - Traitement des réponses aux demandeurs d'emploi hors TOS, apprentis, Techniciennes de surface et agents saisonniers - Attestations pour les impôts</p>
05.53.02.20.29	Marianne EPHREM (en binôme* avec Virginie JOSEFOWITZ)	<p>- Mouvements internes du personnel et appels de candidatures - Mise en œuvre et suivi de la réglementation de l'ARTT et des droits en matière d'absentéisme (CHRONOS) - accueil des nouveaux agents</p>
05.53.02.21.72	Catherine MEYER (en binôme* avec Sophie PINEAU)	<p><u>Personnel CD24 et VDE</u> - Suivi de la maladie ordinaire / CLM / CLD - Conseil médical (session restreinte) <u>Personnel CD24</u> - Conges bonifiés</p>
05.53.02.20.79	Sophie PINEAU (en binôme* avec Catherine MEYER)	<p><u>Personnel CD24 et VDE</u> - Suivi de la maternité - Accidents du travail – Dossier d'invalidité – Maladie professionnelle - statistiques - Conseil médical (session plénière) - Accueil des nouveaux agents - Suivi des BOE <u>Personnel CD24</u> - Cures thermales - OPADE</p>

**Chaque agent d'un binôme peut apporter des réponses sur les dossiers de sa collègue, si besoin.*

PÔLE SOCIAL – SANTE – SECURITE

28.32	Jean-François VENARD	Coordinateur du Pôle Coordination dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de la prévention de la santé et de la sécurité au travail
--------------	-----------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

RÉFÉRENTE HANDICAP

Tél : 05.53.35.92.86

05 53 35 92 86 INTERNE : 2833	Pascale VERDIER	<ul style="list-style-type: none">- Coordonne l'action de l'ensemble des acteurs agissant sur le champ du handicap,- Assure le suivi administratif et financier de la convention FIPHFP,- Intervient dans le suivi personnalisé des aménagements de poste (processus d'achat, mise à disposition, évaluation), en lien avec les acteurs ressources,- Assure le développement de partenariats externe,- Contribue à la mise en place d'actions et de formations, de communication et de sensibilisation auprès des agents.
--------------------------------------------------------	------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

BUREAU DES INTERVENTIONS SOCIALES (BIS)

Tél : 05.53.35.25.10

28.12	Loïc MATHET	Assistant Social du travail
28.11	Marlène TAKACS	Assistante Sociale du travail
28.10	Sylvie MAZIERES	Secrétariat <u>Personnel CD24 et VDE</u> <ul style="list-style-type: none">- Accueil physique et téléphonique des agents : Ecoute – Information – Orientation et Accompagnement- Prise de rendez-vous- Lien avec le Médecin du Travail- Accompagnement et suivi des dossiers MDPH (RQTH – PCH – Carte...)- Classement et mise à jour des dossiers sociaux- Statistiques : BILAN ACTIVITES ASSISTANTES SOCIALES – BILAN SOCIAL <u>Personnel CD24</u> <ul style="list-style-type: none">- Gestion administrative des aides financières- Suivi des lignes budgétaires- Engagement des crédits (dépenses et recettes)- Réception et transmission des fiches déclaratives dans le cadre des agressions du personnel- Gestion et suivi des dossiers FIPHFP (aides individuelles)

SANTE AU TRAVAIL

Tél : 05.53.06.14.99

05.53.02.28.13	Docteur Solange MEUNIER	Médecins de Prévention Ses missions consistent à prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail. Il assure le suivi médical périodique des agents en fonction de leur poste de travail, de leurs demandes ou de celles de la Collectivité. Il conseille l'autorité territoriale, les agents et leurs représentants en ce qui concerne, entre autres : <ul style="list-style-type: none">- l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services,- l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine,- la protection contre l'ensemble des nuisances et des risques d'accidents de service ou de maladies professionnelles.
-----------------------	--------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

05.53.02.28.14	Joëlle SANSON	<p style="text-align: center;">Assistante - Secrétariat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Secrétariat des médecins de prévention (courrier, dossiers médicaux, planification et envoi des convocations etc.) - Accueil des agents - Réalisation d'examens complémentaires - Gestion du budget de Santé au travail sous couvert du médecin de prévention
----------------	---------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**SERVICE DE LA PREVENTION DES RISQUES,
DE L'HYGIENE ET DE LA SECURITE (SPRHS)**

Tél : 05.53.54.64.73

05.53.54.64.73 Interne : 2832	Jean-François VENARD	<p style="text-align: center;">Chef de Service- ACFI</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définit et suit la mise en œuvre des actions découlant de la politique de prévention, - Coordonne l'évaluation des risques professionnels et les actions de terrain, - Organise et participe aux travaux du CHSCT, - Veille à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan de sauvegarde de la collectivité, - Assure la fonction de Chargé de l'Inspection en Santé et Sécurité au Travail - Réalise des dossiers ERP concernant les manifestations exceptionnelles sur son secteur - Met en œuvre la procédure d'évacuation des locaux en cas d'incendie
05.53.54.64.73 INTERNE : 2831	Sandrine BLANCHIER	<p style="text-align: center;">Adjointe au Chef de Service - Conseiller de Prévention</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assiste et conseille l'Autorité Territoriale dans la mise en œuvre des règles de prévention - Veille à la bonne réalisation de l'évaluation des risques sur son secteur, - Participe aux travaux du CHSCT, - Assure l'animation des Assistants de prévention et des correspondants, - Réalise des dossiers ERP concernant les manifestations exceptionnelles - Met en œuvre la procédure d'évacuation des locaux en cas d'incendie, - Remplace le chef de service en son absence
05.53.54.64.73 INTERNE : 2834	Nellie PEIGNON	<p style="text-align: center;">Conseiller de Prévention</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assiste et conseille l'Autorité Territoriale dans la mise en œuvre des règles de prévention - Veille à la bonne réalisation de l'évaluation des risques sur son secteur, - Participe aux travaux du CHSCT, - Assure l'animation des Assistants de prévention et des correspondants bâtiments - Réalise des dossiers ERP concernant les manifestations exceptionnelles sur son secteur - Met en œuvre la procédure d'évacuation des locaux en cas d'incendie
05.53.54.64.73 INTERNE:2830	Guillaume DURAND	<p style="text-align: center;">Secrétariat et Assistant de Prévention</p> <ul style="list-style-type: none"> -Assure les missions de secrétariat, tâches administratives -Gère les statistiques des accidents de service et des maladies professionnelles -Contribue sur Intranet pour le service (mise à jour des documents y figurant) - Gère les lignes budgétaires du service - Contribue à la mise en œuvre des outils liés à la prévention des RPS

THEME
C3 - RESSOURCES HUMAINES

OBJET DU DOCUMENT	Date	Version
PROCEDURE DE REMPLACEMENT	NOVEMBRE 2022	17

A QUI S'ADRESSER :

Personnes à contacter	Tél.	Mél
Direction Général des Services Direction des Ressources Humaines Séverine PAUL Directrice Virginie SAINT-LAURENT Référent Collèges	 05.53.02.59.15 05.53.02.20.63	 s.paul@dordogne.fr v.saint-laurent@dordogne.fr

Le Département fait appel à des personnels non titulaires de droit public, soit pour pourvoir des postes permanents restés vacants, soit pour suppléer les absences ponctuelles d'agents titulaires, dans les conditions et critères définis ci-après :

1 - Recrutement sur poste permanent vacant

- ➔ A l'issue des mouvements de personnels et lorsqu'il n'a pas été possible de les pourvoir par voie de concours, détachement ou mutation.

Contrat initial de 6 mois.

La paie est versée pour le mois considéré.

Si le recrutement intervient en cours de mois, une avance sur salaire est versée avec régularisation le mois suivant.

2 - Recrutement par suppléance

→ Pour assurer le remplacement des agents territoriaux des collèges titulaires momentanément absents, chaque fois que la suppléance demandée par le Chef d'Établissement s'avèrera nécessaire au bon fonctionnement du service.

Cette procédure s'applique après un délai de carence de 15 jours pour les absences suivantes:

- Congé maladie ordinaire,
- Congé longue maladie,
- Congé longue durée,
- Maladie professionnelle,
- Congé maternité,
- Ou en cas d'urgence pour le personnel de cuisine.

Les décisions relatives au recrutement du personnel remplaçant interviennent en tenant également compte de la capacité du collègue à suppléer à l'emploi vacant par ses propres effectifs.

3 - Fin du recrutement (non renouvellement de l'engagement)

Les personnels non titulaires de droit public non réemployés ont vocation à percevoir l'Allocation de Retour à l'Emploi, s'ils remplissent un certain nombre de critères.

A l'issue de la période de recrutement, le Département délivre une attestation d'emploi.

A l'aide de cette attestation, l'agent s'inscrit à Pôle Emploi.

L'indemnisation du chômage relève du Département lorsque l'intéressé justifie avoir été employé le plus longtemps par ce dernier.

Dans le cas contraire il relève de pôle emploi.

THEME
C4 - RESSOURCES HUMAINES

OBJET DU DOCUMENT	Date	Version
TEMPS PARTIEL	NOVEMBRE 2022	17

A QUI S'ADRESSER :

Personnes à contacter	Téléphones	Mails
Direction Générale des Services		
Direction des Ressources Humaines		
Service de l'Administration des Personnels		
Séverine PAUL Chef de Service	05.53.02.59.15	s.paul@dordogne.fr
Marie CLERGERIE Chef de Bureau	05.53.02.21.39	m.clergerie@dordogne.fr
Stéphanie DUVALEIX	05.53.02.21.79	s.duvaleix@dordogne.fr
Sylvain CHARBONNET	05.53.02.48.19	s.charbonnet@dordogne.fr
Valérie LABORIE	05.53.02.21.95	v.laborie@dordogne.fr

LES TEXTES

Loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment ses articles 60, 60 bis et 60 quater ;

Loi 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites notamment ses articles 47, 70 et 80 ;

Loi 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;

Ordonnance 82-296 du 31 mars 1982 modifiée relative à l'exercice de fonction à temps partiel par les fonctionnaires et les agents des collectivités territoriales et leurs établissements publics à caractère administratif ;

Décret 82-624 du 20 juillet 1982 modifié fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;

Décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relative aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;

Décret 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires;

Décret 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la caisse de retraite des agents des collectivités territoriales ;

Décret 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale.

Article 1 : LES PERSONNES CONCERNEES

Les fonctionnaires titulaires à temps complet (en activité ou service détaché).

À noter : Les fonctionnaires stagiaires dont le statut prévoit l'accomplissement d'une période de stage dans un établissement de formation ou dont le stage comporte un enseignement professionnel, ne peuvent être autorisés à exercer leur fonction à temps partiel pendant la durée du stage.

Les agents non fonctionnaires (contractuels) en activité employés depuis plus d'un an de façon continue à temps complet.

Article 2 : LES DEUX REGIMES DE TRAVAIL À TEMPS PARTIEL

Le temps partiel sur autorisation : 50 %, 60 %, 70 %, 80 % et 90 % de la durée hebdomadaire de service des agents exerçant les mêmes fonctions à temps plein. Cette modalité de temps choisi est négociée entre l'agent et le chef de service dont l'accord préalable est requis. Celui-ci peut s'y opposer pour des motifs liés aux nécessités de service. La décision définitive appartient à l'Exécutif Départemental.

Le temps partiel de droit : L'autorisation d'accomplir un travail à temps partiel selon les quotités de 50 %, 60 %, 70 % et 80 % est accordée de plein droit aux fonctionnaires :

- À l'occasion de chaque naissance jusqu'au 3^{ème} anniversaire de l'enfant ou de chaque adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de 3 ans, à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant ;
- Pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ou victime d'un accident ou d'une maladie grave (sous réserve de la production des pièces justificatives).
- Après avis du médecin du service de médecine professionnelle et préventive :

- reconnus handicapés par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel,
- victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire,
- titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain,
- anciens militaires et assimilés titulaires d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre,
- titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n°91-1389 du 31/12/1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service,
- titulaires de la carte d'invalidité définie à l'article L 241-3 du code de l'action sociale et des familles,
- titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

Article 3 : LES MODALITES D'ORGANISATION

Le service à temps partiel est organisé dans un cadre hebdomadaire

Il peut être exercé dans un cadre quotidien ou annualisé, seulement dans des situations particulières.

La modification des conditions d'exercice définies par l'autorisation peut intervenir à la demande de l'agent, sous réserve du respect d'un préavis d'un mois mais également sur l'initiative de l'administration, sous réserve là aussi du respect d'un préavis d'un mois, et uniquement pour des motifs qui ne peuvent être liés qu'à la nécessité du service.

Article 4 : LES CONGES et LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Pour les personnels travaillant à temps partiel, les droits à congés annuels et au titre de l'A.R.T.T. sont calculés au prorata de leur taux d'activité.

Lorsque l'autorisation de travail à temps partiel prend effet ou cesse en cours d'année civile, les droits à congés annuels et au titre de l'A.R.T.T. sont calculés en proportion de la durée de service effectuée sur l'année.

Si un agent à temps partiel part en retraite en cours d'année, ses droits à congés sont calculés de la même façon en proportion du temps de service effectué. Aucune indemnité pour congé non pris ne peut être versée sauf si l'agent n'a pas pu prendre ses congés pour cause de maladie.

Jours de formation ou absence pour concours :

Les jours de formation, de concours sont récupérables lorsqu'ils tombent un jour où l'agent ne travaille pas en raison de son temps partiel.

Les autorisations d'absence :

Elles sont accordées dans les mêmes conditions que pour les agents à temps plein.

Article 5 : LA DEMANDE

La demande doit être déposée, à l'aide d'un formulaire type mis en ligne dans l'intranet (Ressources Humaines - Gestion du Personnel - Gestion du Temps - Temps partiel) trois mois avant la date de début de temps partiel souhaitée.

(Dans les mêmes conditions, l'agent mis à disposition adresse sa demande au responsable du service de l'administration d'origine après accord de l'organisme d'accueil.)

La demande doit mentionner :

- La durée pour laquelle l'agent souhaite travailler à temps partiel ;
- La quotité choisie
- Le mode d'organisation de son activité

En cas de temps partiel sur autorisation, la demande du fonctionnaire doit également préciser s'il souhaite cotiser sur la base d'un temps plein.

Article 6 : LA DECISION

L'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel est soumise à l'avis :

- du chef du service ou du Chef d'Établissement
- du Directeur Général Adjoint

L'autorisation est accordée par l'autorité territoriale.

L'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel sur autorisation peut être refusée pour des motifs liés aux nécessités de service, compte tenu des possibilités d'aménagement dans l'organisation du travail.

Si l'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel est refusée par l'autorité territoriale, le chef de service ou le Chef d'Établissement doit organiser avec l'agent un entretien permettant d'apporter les justifications au refus, mais aussi de rechercher un accord, en examinant notamment des conditions d'exercice du temps partiel différentes de celles portées par la demande initiale.

Si l'agent conteste le refus, il peut saisir la Commission Administrative Paritaire compétente. Celle-ci émet un avis.

La durée d'une autorisation de travail à temps partiel est accordée pour des périodes comprises entre six mois et un an.

Dans tous les cas, ces périodes sont renouvelables, pour la même durée, par tacite reconduction dans la limite de trois ans. À l'issue de cette période de trois ans, le renouvellement de l'autorisation de travail à temps partiel doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresse dans les conditions fixées par l'article 5 du décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004.

Cette tacite reconduction ne s'exerce que si l'agent concerné comme son supérieur hiérarchique souhaitent que les modalités du temps partiel soient reconduites de façon identique. En cas de souhait de modalités différentes de la part de l'un ou de l'autre, une nouvelle délivrance d'autorisation doit être effectuée, à l'issue de la période initialement définie.

Article 7 : LE RENOUELEMENT

À l'issue de la tacite reconduction de trois ans, le renouvellement de l'autorisation doit faire l'objet d'une demande expresse de la part de l'agent. Un agent peut bénéficier d'un nombre illimité de renouvellements en cas de temps partiel sur autorisation.

Article 8 : CONDITIONS PARTICULIERES

La suspension provisoire du temps partiel :

Pendant la durée d'un congé de maternité, de paternité ou d'adoption, l'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel est suspendue, et les agents sont réintégrés momentanément dans les droits des agents à temps plein, notamment pour leurs droits à congés annuels et leur rémunération. Cette modalité vaut quelle que soit la nature de ce temps partiel.

Cette suspension s'effectue automatiquement, sans que l'agent ait à en faire la demande.

À l'issue de la période de congé de maternité, de paternité ou d'adoption, le service à temps partiel reprend, avec sa rémunération afférente, pour la période restant à courir.

Les congés de maladie, de longue maladie, de longue durée ne suspendent pas automatiquement l'autorisation de travail à temps partiel.

La réintégration anticipée :

L'agent peut demander sa réintégration à temps plein, sous réserve d'un préavis de deux mois. La réintégration anticipée peut toutefois intervenir sans délai en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement dans la situation familiale.

La sortie définitive du dispositif :

Le temps partiel de droit pris à la suite de la naissance d'un enfant cesse automatiquement le jour du troisième anniversaire de l'enfant et, en cas d'adoption, le jour de l'échéance du délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté, quel que soit l'âge de l'enfant.

Au terme de la période d'autorisation de travail à temps partiel, l'agent est réintégré dans son emploi d'origine ou à défaut, dans un emploi conforme à son statut.

Pour les agents non titulaires, si la possibilité d'emploi à temps plein n'existe pas au moment de la réintégration, ils peuvent être maintenus, à titre exceptionnel, dans leurs fonctions à temps partiel.

Cumul d'activité :

Les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel et les agents contractuels sont soumis aux règles relatives au cumul d'activité et de rémunération.

THEME
C5 - RESSOURCES HUMAINES

OBJET DU DOCUMENT	Date	Version
AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCES	NOVEMBRE 2022	17

A QUI S'ADRESSER :

Personnes à contacter	Tél.	Mél
Direction Générale des Services		
Direction des Ressources Humaines		
Service de la Gestion du Temps, de la Mobilité et des Effectifs		
Stéphane SERRE	05.53.02.48.27	s.serre@dordogne.fr
Florent SIMON	05.53.02.21.97	f.simon@dordogne.fr

AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE
sous réserve des nécessités de service

1. Autorisations spéciales d'absence liées à des événements familiaux

NATURE	DUREE DE L'ABSENCE	JUSTIFICATIFS A FOURNIR	PROCEDURE	OBSERVATIONS
MARIAGE ou PACS De l'agent D'un enfant de l'agent ou de son conjoint	5 jours 1 jour	Extrait acte d'Etat Civil Extrait acte d'Etat Civil	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	Journées non fractionnables qui doivent précéder ou suivre le jour de l'événement
NAISSANCE OU ADOPTION	3 jours	Extrait acte d'Etat Civil	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	Journées non fractionnables à partir du jour de la naissance de l'enfant ou du 1 ^{er} jour ouvrable qui suit
HOSPITALISATION * • Du conjoint • D'un enfant de l'agent ou de son conjoint • De parents ou beaux-parents • Du gendre ou de la bru de l'agent	3 jours ou 1 jour lorsqu'il s'agit d'une hospitalisation ambulatoire (sur la journée) Dans la limite de 12 jours par année civile quel que soit le nombre d'ayants droits concernés	Bulletin d'hospitalisation	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	Jours à prendre durant l'hospitalisation ou devant être accolés à la date de sortie d'hospitalisation (*) Les dispositions prévues dans ce chapitre sont étendues aux partenaires liés par un PACS ainsi qu'aux concubins notoires
GARDE D'ENFANT MALADE	1 fois les obligations hebdomadaires de service + 1 jour. Cette base peut être doublée pour les agents qui assument seuls la charge de l'enfant, dont le conjoint est à la recherche d'un emploi ou s'il ne bénéficie pas de ce type d'autorisation	Certificat médical	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	Accordée par année civile, par famille quel que soit le nombre d'enfants jusqu'à l'âge de 16 ans maximum (pas de limite d'âge pour les enfants handicapés) Lorsque les deux parents sont agents du Département, les autorisations d'absence susceptibles d'être accordées à la famille peuvent être réparties entre eux, à leur convenance, compte tenu du temps de travail de chacun d'eux

DECES * Du conjoint D'un enfant de – de 25 ans D'un enfant de 25 ans et + D'un enfant Des parents et beaux-parents Du gendre ou de la bru Des grands-parents D'un frère, d'une sœur Des petits enfants	5 jours 7 jours 5 jours ASA complémentaire de 8 jours, qui peut être fractionnée et prise dans un délai d'un an à compter du décès 3 jours 3 jours 1 jour 1 jour 1 jour	Bulletin de décès	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	(*) Les dispositions prévues dans ce chapitre sont étendues aux conjoints, aux partenaires liés par un PACS ainsi qu'aux concubins notoires
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

2. Autorisations spéciales d'absence liées à des événements de la vie courante

NATURE	DUREE DE L'ABSENCE	JUSTIFICATIFS A FOURNIR	PROCEDURE	OBSERVATIONS
RENTREE SCOLAIRE	2 heures		Information du supérieur hiérarchique	Pour les enfants inscrits dans un établissement préélémentaire ou élémentaire Possibilité de prendre son poste au plus tard à 10H00 et de le quitter à partir de 15H30
DEMENAGEMENT	1 jour	Attestation de changement d'adresse	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	Uniquement pour les agents en poste dans les services départementaux
DON DU SANG organisé dans les locaux départementaux	3 heures	Attestation du Médecin	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	<u>Don du sang jusqu'à 10H30</u> : repos jusqu'au 13 H 30. Les agents reprendront leur travail à 13H30. <u>Don du sang entre 10H30 et 12 H30</u> : repos jusqu'à 15 H. Les agents reprendront leur travail à 15 heures.

EXAMENS MEDICAUX DANS LE CADRE DE LA MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE	Temps de la consultation + temps de trajet	Convocation	Information du supérieur hiérarchique	
CONCOURS ou EXAMEN PROFESSIONNEL	<p>½ journée pour des épreuves dont la durée est inférieure ou égale à 4 heures continues.</p> <p>1 journée pour des épreuves dont la durée est supérieure à 4 heures ou égale en deux fois dans la journée.</p> <p>Un temps équivalent est autorisé pour préparation aux concours ou examens</p>	Convocation	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	Les délais de route n'ouvrent pas droit à autorisation supplémentaire (CTP du 21/09/06 – et du 1 ^{er} mars 2012)

3. Autorisations spéciales d'absence liées à la maternité

NATURE	DUREE DE L'ABSENCE	JUSTIFICATIFS A FOURNIR	PROCEDURE	OBSERVATIONS
Actes médicaux nécessaires à l'Assistance Médicale à la Procréation (PMA)	<p>Durée de l'examen pour l'agente bénéficiant d'une PMA</p> <p>Participation à 3 actes médicaux maximum pour le conjoint, concubin ou partenaire d'un PACS de la femme bénéficiant d'une PMA</p>		Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	Durée de l'absence = durée de l'acte médical reçu
AMENAGEMENT DES HORAIRES DE TRAVAIL	Dans la limite maximale d'une heure par jour à partir du 3 ^{ème} mois de grossesse	Déclaration de grossesse transmise à la D.R.H.	Demande écrite de l'intéressée + visa du supérieur hiérarchique adressés à la DRH	Cette heure n'est pas cumulable

SEANCES PREPARATOIRES A L'ACCOUCHEMENT	Durée de la séance (si la séance ne peut pas avoir lieu en dehors des heures de travail)	Justificatifs des examens avant ou après l'accouchement, prévus par l'Assurance maladie	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	
EXAMENS MEDICAUX OBLIGATOIRES	Durée de l'examen	Justificatifs des examens avant ou après l'accouchement, prévus par l'Assurance maladie	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	
ALLAITEMENT	Dans la limite d'une heure par jour à prendre en deux fois		Demande écrite de l'intéressée + visa du supérieur hiérarchique adressés à la DRH	L'administration peut accorder des ASA pour allaitement si la proximité du lieu de garde de l'enfant le permet

4. Autorisations spéciales d'absence liées à des motifs civiques ou syndicaux

NATURE	DUREE DE L'ABSENCE	JUSTIFICATIFS A FOURNIR	PROCEDURE	OBSERVATIONS
JURE D'ASSISES	Durée de la session	Convocation	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	Fonction obligatoire Maintien de la rémunération
TEMOIN DEVANT LE JUGE PENAL	Durée de la session	Convocation	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	Fonction obligatoire
REPRESENTATION D'UNE ASSOCIATION (loi 1901) ou D'UNE MUTUELLE (loi 2001-624) décret 2005-1237 du 28/09/05	Maximum 9 jours ouvrables par an fractionnables en ½ journée. Peut se cumuler avec des congés pour formation syndicale dans la limite de 12 jours ouvrables/an	Convocation	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	Pour siéger dans une instance consultative ou non instituée par une disposition législative ou réglementaire auprès d'une autorité de l'Etat ou d'une Collectivité Territoriale
REUNIONS DES MUTUELLES, UNIONS ou FEDERATIONS (ordonnance 2001-350 du 19/04/2001) REUNION DU C.A. d'un organisme HLM (art 143 loi SRU 2000-1208 du 13/12/00)	Participation aux réunions de ces instances	Justificatif de l'appartenance au Conseil d'Administration + Convocation	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	

EXERCICE DE MANDATS EXTRA-PROFESSIONNELS : CAF, CPAM, URSSAF, parents d'élèves... (Circulaire du 17/10/97)	Durée de la réunion	Justificatif du mandat + Convocation	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	
CANDIDAT A UNE ELECTION MUNICIPALE, CANTONALE, REGIONALE Art. 65 loi 2002-276 du 27 février 2002	Facilité de service de 20 à 10 jours suivant l'élection	Soit par imputation sur les droits à congé annuels Soit par le report d'heures de travail d'une période sur l'autre	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr <i>Pris au minimum par demi-journée</i>	Concerne les communes de plus de 3500 habitants dans le cadre des élections municipales
FONCTIONS PUBLIQUES ELECTIVES Art. L2123-1 du Code GI des Collectivités Territoriales	Autorisation d'absence pour se rendre et participer : <ul style="list-style-type: none"> • Aux séances plénière du conseil • Aux réunions de commissions, des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la commune 	Convocation Délibération du conseil municipal instituant la composition de la commission concernée.	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	
ADMINISTRATION DE LA COLLECTIVITE (Art L2123-2 du Code GI des Collectivités Territoriales)	Crédit d'heure forfaitaire et trimestriel <u>Communes de plus de 100.000 habitants</u> Maire : 140 H/trimestre Adjoint : 140 H/trimestre Conseiller : 70 H/trimestre <u>Communes de 30.000 à 99.999 habitants</u> Maire : 140 H/trimestre Adjoint : 140 H/trimestre Conseiller : 35 H/trimestre <u>Communes de 10.000 à 29.999 habitants</u> Maire : 140 H/trimestre Adjoint : 122 H 30/trimestre Conseiller : 21 H/trimestre	Demande écrite 3 jours au moins avant l'absence, en précisant la date, la durée, ainsi que le crédit d'heures restant pour le trimestre en cours	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables Dans le cas d'un agent qui exerce sa fonction à temps partielle, le crédit d'heures est calculé en fonction de son taux d'activité

<u>Communes de 3.500 à 9.999 habitants</u>	Maire : 122 H 30/trimestre Adjoint : 70 H/trimestre Conseiller : 10 H 30/trimestre			
<u>Commune jusqu'à 3.499 habitants</u>	Maire : 122 H 30/trimestre Adjoint : 70 H/trimestre Conseiller : 10 H 30/trimestre			
<u>Communauté d'agglomération ou de communes de plus de 100.000 habitants</u>	Président :140 H/trimestre VP ou conseiller : 140 H/trim Conseiller : 70 H/trimestre			
<u>Communauté d'agglomération ou de communes de 30.000 à 99.999 habitants</u>	Président:140 H/trimestre VP ou conseiller : 140 H/trim Conseiller : 35 H/trimestre			
<u>Communauté d'agglomération ou de communes de 10.000 à 29.999 habitants</u>	Président :140 H/trimestre VP ou conseiller:122 H 30/trim Conseiller : 21 H/trimestre			
<u>Communauté d'agglomération ou de communes de 3.500 à 9.999 habitants</u>	Président : 122 H 30/trim. VP ou conseiller : 70H/trim. Conseiller : 10 H 30/trimestre			
<u>Commune jusqu'à 3.499 habitants</u>	Président : 122 H 30/trim. VP ou conseiller : 70 H/trim. Conseiller : 10 H 30/trimestre			
PARTICIPATION AUX INSTANCES PARITAIRES (CTP – CAP) Représentants syndicaux titulaires et suppléants	Délai de route + durée de la réunion + temps égal pour préparer la réunion et rédiger le compte-rendu	Convocation	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	
COS Bureau Conseil d'Administration Commissions	1 journée par semaine Durée de la Réunion Durée de la Réunion	Convocation	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	Ces décharges partielles de service peuvent, à l'intérieur d'un même mois être cumulées d'une semaine sur l'autre

REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU CHSCT (titulaires et suppléants) : - Réunions / visites du CHSCT - Exercice des missions : O Titulaires et suppléants : O Secrétaire :	Temps des réunions / visites 10 jours 12,5 jours	Convocation	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	
SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES Formation initiale Formation de perfectionnement Intervention	Durée des formations (dans la limite de 10 jours/an) Durée de l'intervention	Convocation	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	
INFORMATION SYNDICALE	1 heure par mois avec possibilité de les regrouper Maximum de 12 heures par an par agent	Chaque organisation syndicale provoque sa réunion	Information du supérieur hiérarchique	
DROIT SYNDICAL pour les représentants des organisations syndicales mandatées A) Congrès des syndicats nationaux des fédérations et confédérations B) Congrès syndicaux internationaux, réunions des comités directeurs internationaux, des fédérations confédérations et instances départementales, interdépartementales, régionales C) Réunions de sections	10 jours/an 20 jours/an Durée de la réunion	Convocation	Information du supérieur hiérarchique puis transmission du justificatif à la DRH via la boîte mail drh.asa@dordogne.fr	A et B non cumulables, 20 jours étant le maximum

THEME

C6 - RESSOURCES HUMAINES

OBJET DU DOCUMENT	Date	Version
MALADIE – ACCIDENT – MATERNITE – TEMPS PARTIEL THERAPEUTIQUE	NOVEMBRE 2022	17

A QUI S'ADRESSER :

Personnes à contacter	Tél.	Mél
Direction Générale des Services Direction des Ressources Humaines Service de la Gestion du Temps, de la Mobilité et des Effectifs		
Catherine MEYER	05.53.02.21.72	c.meyer@dordogne.fr
Sophie PINEAU	05.53.02.20.79	s.pineau@dordogne.fr
Anne-Lise AUDY	05.53.02.21.71	al.audy@dordogne.fr

PROCEDURE EN CAS D'ACCIDENT DE SERVICE OU DE TRAJET

Créé par l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique, le congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) dans la fonction publique territoriale pourra se déployer au bénéfice des agents territoriaux relevant du régime spécial de la sécurité sociale (CNRACL) par l'application des dispositions du décret n°2019-301 paru le 12 avril 2019.

Pour mémoire, « le fonctionnaire en activité a droit à un congé pour invalidité temporaire imputable au service lorsque son incapacité temporaire de travail est consécutive à

- un accident reconnu imputable au service,
- un accident de trajet
- ou à une maladie contractée en service ... ».

Le décret dispose des nouvelles modalités de déclaration par l'agent concerné, notamment des délais, les modalités d'instruction par l'autorité territoriale de la demande, des compétences de la commission de réforme et de la fin de la période de CITIS (aptitude, réaffectation dans un emploi de son grade...). Le CITIS, à contrario des congés pour maladie, n'est pas encadré par une durée limitée en droit.

Durant cette position, le fonctionnaire « conserve l'intégralité de son traitement jusqu'à ce qu'il soit en état de reprendre son service ou jusqu'à la mise à la retraite » ainsi que « ses avantages familiaux », le temps passé est pris en compte pour la carrière et la retraite. Par ailleurs, il rappelle aussi les obligations du fonctionnaire (cessation de toute activité rémunérée, obligation de déclaration de tout changement de domicile et de toute absence supérieure à deux semaines...).

La procédure

La demande de l'agent

- L'agent doit adresser, par tout moyen, à l'autorité territoriale **une déclaration** d'accident de service, de trajet ou de maladie professionnelle, cette déclaration comporte :

- Un **formulaire de déclaration** précisant les circonstances de l'accident ou de la maladie. Il est transmis par l'autorité territoriale à l'agent qui en fait la demande **ou disponible sur l'intranet** dans un délai de 48h (le cas échéant, par voie dématérialisée).
- Un **formulaire d'enquête** est également à compléter pour les accidents,
- Le **certificat médical** indiquant la nature, le siège des lésions résultant de l'accident ou de la maladie, le cas échéant, la durée de l'incapacité de travail.

Pour l'accident de service ou de trajet, la déclaration complète doit être adressée :

⇒ dans un délai de **15 jours à compter de la date de l'accident ;**

Quand les lésions sont médicalement constatées dans les 2 ans suivant l'accident, le certificat médical doit être transmis dans les 15 jours suivant la date de cette constatation.

Dans tous les cas, il est nécessaire de transmettre le certificat médical à la Direction des Ressources Humaines dans un délai de 48h suivant son établissement lorsqu'il y a incapacité temporaire de travail.

En cas d'envoi au-delà de ce délai, le montant de la rémunération afférente à la période écoulée entre la date d'établissement de l'arrêt et la date d'envoi de celui-ci peut être réduit de moitié.

Le médecin du service de médecine préventive, **le service social du personnel** et le CHSCT ou le comité technique lorsqu'il exerce les missions du CHSCT sont informés (*articles 25 et 41 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985*).

Droits et obligations du fonctionnaire dans le cadre du CITIS

1) Droits

- Le fonctionnaire conserve **l'intégralité de son traitement** jusqu'à :

- La reprise du service
- La mise à la retraite

- Il a droit au **remboursement des honoraires médicaux et des frais directement entraînés par la maladie ou l'accident**.

Après consolidation, l'agent peut solliciter la prise en charge de soins consécutifs à son accident s'ils sont nécessaires pour pallier une aggravation des séquelles de l'accident ou une rechute de son état pathologique.

- La durée du congé est **assimilée à une période de service effectif**, l'agent conserve alors ses droits à l'avancement d'échelon et de grade et ses droits à la retraite

2) Obligations

- Lorsque l'agent est placé en congé, l'autorité territoriale **peut faire procéder à tout moment à une visite de contrôle par le médecin agréé**.

Par ailleurs, l'autorité territoriale procède à cette visite de contrôle **au moins 1 fois par an au-delà de 6 mois de CITIS initialement accordé**. Cela permettra de réinterroger sur les prolongations (arrêts et soins) au-delà de cette période.

Le fonctionnaire **doit se soumettre à l'expertise médicale ou la visite de contrôle du médecin agréé** sous peine d'interruption du versement de sa rémunération jusqu'à ce que cette visite soit effectuée.

- Pendant la durée du congé, **il doit informer son employeur** :

- de tout changement de domicile (sauf hospitalisation) ;
- de toute absence du domicile de plus de deux semaines ;
- de ses lieux et dates de séjour.

A défaut, le versement de la rémunération pourra être interrompu.

- Le fonctionnaire **doit cesser toute activité rémunérée** (*à l'exception des activités ordonnées et contrôlées médicalement au titre de la réadaptation et les activités mentionnées à l'alinéa 1 V de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983, soit les œuvres de l'esprit*), à défaut, le versement de la rémunération pourra être interrompu.

PROCEDURE DE TRANSMISSION DES ARRETS DE TRAVAIL

Le Règlement général sur la protection des données applicable au 25 mai 2018 et la Loi informatique et libertés modifiée renforcent la protection et la confidentialité des données personnelles des citoyens.

Les collectivités doivent assurer le fonctionnement de leurs services en respectant les informations de nature strictement personnelle des agents.

En cas d'arrêt maladie, un agent public doit en informer sa collectivité dans les plus brefs délais et transmettre l'arrêt dans les 48 heures à compter de la date d'établissement par le médecin traitant.

Afin d'assurer le bon fonctionnement du service et la cohésion d'équipe, l'agent devra toujours obligatoirement informer dès que possible par mail (ou à défaut par texto), le Gestionnaire ou le Principal de son absence.

En parallèle, afin de respecter les règles de protection des données personnelles et de confidentialité, l'agent transmettra son arrêt maladie directement à la Direction des Ressources Humaines.

Les modalités de transmission

Titulaires et stagiaires : l'agent transmettra l'exemplaire original des volets n° 2 et 3 de l'avis d'arrêt de travail.

Non titulaires : l'agent envoie à la Direction des Ressources Humaines uniquement le volet n°3 du certificat. Les volets 1 et 2 sont transmis à la sécurité sociale.

VOUS ETES MALADE

	Titulaire ou Stagiaire	Technicienne de surface, vacataire, emploi d'avenir ou apprenti	Contractuel ou auxiliaire
<u>Que faire ?</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Informer ou faire informer le collègue • Transmettre les volets 2 et 3 de l'avis d'arrêt de travail à la DRH dans les 48 heures suivant le début de l'arrêt de travail. 	<ul style="list-style-type: none"> • Informer ou faire informer le collègue • Transmettre les volets 1 et 2 de l'avis d'arrêt de travail au service médical de la CPAM dans les 48 heures suivant le début de l'arrêt de travail • Transmettre le volet 3 à la DRH 	<ul style="list-style-type: none"> • Informer ou faire informer le collègue • Transmettre les volets 1 et 2 de l'avis d'arrêt de travail au service médical de la CPAM dans les 48 heures suivant le début de l'arrêt de travail • Transmettre le volet 3 à la DRH
<u>Comment sont payés vos journées d'absence ?</u>	<p>Le revenu de remplacement est assuré par le Conseil départemental de la Dordogne dans les conditions suivantes :</p> <p>Sur une période de 12 mois consécutifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 mois à plein traitement • 9 mois à 1/2 traitement <p>Application de la retenue du jour de carence sur dès le premier jour de maladie quelle que soit la rémunération de l'agent, à plein ou demi-traitement</p> <p>Les primes et indemnités sont versées dans leur intégralité (le Conseil départemental de la Dordogne n'a pas délibéré pour faire un lien entre le versement des primes/indemnités et l'absentéisme).</p> <p>Le jour de carence n'est plus applicable aux femmes enceintes, dès lors qu'elles ont déclaré leur situation de grossesse (article 84 de la loi n°2019-838 du 6 août 2019)</p>	<p>Le Conseil départemental cesse de vous rémunérer dès le 1^{er} jour d'arrêt maladie.</p> <p>Votre situation relève de la CPAM</p> <ul style="list-style-type: none"> • Du 1^{er} au 3^{ème} jour (délai de carence) pas d'indemnité journalière • A partir du 4^{ème} jour : 50 % du gain journalier de base (1/90^{ème} des 3 derniers mois de salaire. <p>Application de la retenue des 3 jours de carence dès le premier jour de maladie</p> <p>Compléter l'attestation de salaire (partie "assuré") et transmettre ce document à la D.R.H. Je pense que c'est directement le service de la comptabilité qui fait cette attestation</p>	<p>Moins de 4 mois d'ancienneté : Le Conseil départemental cesse de vous rémunérer dès le 1^{er} jour d'arrêt maladie</p> <p>Votre situation relève de la CPAM</p> <ul style="list-style-type: none"> • Du 1^{er} au 3^{ème} jour (délai de carence) pas d'indemnité journalière • A partir du 4^{ème} jour : 50 % du gain journalier de base (1/90^{ème} des 3 derniers mois de salaire. Compléter l'attestation de salaire (partie "assuré") et transmettre ce document à la D.R.H. <p>Plus de 4 mois d'ancienneté : 1 jour de carence sans traitement à chaque arrêt de travail initial.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Après 4 mois de service : 1 mois à plein traitement et 1 mois à 1/2 traitement • Après 2 ans de service : 2 mois à plein traitement et 1 mois à 1/2 traitement 2 • Après 3 ans de service : 3 mois à plein traitement et 3 mois à 1/2 traitement <p><i>Par subrogation le Conseil départemental percevra les II (50% du gain journalier de base)</i></p>

<p>Votre maladie se prolonge</p>	<p>Toute prolongation de congé maladie ordinaire au-delà de 6 mois fait l'objet d'un avis d'un médecin agréé réglementaire du conseil Médical.</p> <p>Pour des affections présentant une gravité certaine et nécessitant des soins prolongés vous pouvez bénéficier :</p> <p>Congé de longue maladie (maxi : 3 ans)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 an à plein traitement • 2 ans à 1/2 traitement <p>Congé de longue durée (maxi 5 ans)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 ans à plein traitement • 2 ans à 1/2 traitement 	<p>Votre situation relève alors du régime général de la Sécurité Sociale (des I.J. peuvent être servies pendant une durée de 3 ans) pour les affections entraînant une impossibilité d'exercer votre activité nécessitant des soins prolongés, présentant un caractère invalidant et de gravité confirmé.</p>	<p>Pour les affections entraînant une impossibilité d'exercer votre activité nécessitant des soins prolongés, présentant un caractère invalidant et de gravité confirmé :</p> <p>Moins de 3 ans d'ancienneté :</p> <p>Votre situation relève alors du régime général de la Sécurité Sociale (des I.J. peuvent être servies pendant une durée de 3 ans)</p> <p>Plus de 3 ans d'ancienneté :</p> <p>Congé de grave maladie</p> <p>Le Conseil départemental assurera le versement de votre traitement 1 an à plein traitement et 2 ans à 1/2 traitement.</p> <p><i>Par subrogation le Conseil départemental percevra les IJ (50 % du gain journalier de base)</i></p>
-----------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VOUS ATTENDEZ UN ENFANT OU VOUS ALLEZ ADOPTER

<p>Durée des congés</p>	VOUS ETES				
	Titulaire ou stagiaire		Technicienne de surface, vacataire, emploi jeune ou apprenti		Contractuel ou auxiliaire
	<i>Quel que soit votre statut vous bénéficiez d'une heure de travail en moins par jour dès le début du 3^{ème} mois de grossesse déclarée</i>				
	IL S'AGIT DU	VOUS ATTENDEZ	CONGE PRENATAL	CONGE POST-NATAL	TOTAL
	1 ^{er} ou 2 ^{ème} enfant	1 enfant	6 semaines	10 semaines	16 semaines
	3 ^{ème} enfant	1 enfant	8 semaines	18 semaines	26 semaines
	Grossesse gémellaire		12 semaines	22 semaines	34 semaines
	Grossesse triplés ou plus		24 semaines	22 semaines	46 semaines
ADOPTION					
<p>Le congé d'adoption peut être partagé entre la mère et le père adoptifs. La durée du congé d'adoption est alors augmentée de 11 jours pour une adoption simple ou de 18 jours pour une adoption multiple. Le congé doit être réparti en 2 périodes dont la plus courte ne pourra être inférieure à 11 jours. Les parents adoptifs ont la possibilité de prendre le congé d'adoption de façon simultanée, sous réserve que la durée totale des 2 congés respectifs ne dépasse pas la durée légale.</p>					

	ADOPTION D'UN ENFANT		10 SEMAINES
	SI L'ADOPTION PORTE A 3 LE NBRE D'ENFANTS A CHARGE		18 SEMAINES
	ADOPTION MULTIPLE		22 SEMAINES
	Titulaire ou stagiaire	Technicienne de surface, vacataire, emploi jeune ou apprenti	Contractuel ou auxiliaire
	<i>Congés état pathologique :</i> 2 semaines avant le congé prénatal 4 semaines après le congé post-natal	<i>Congés état pathologique :</i> 2 semaines avant le congé prénatal 4 semaines après le congé post-natal	<i>Congés état pathologique :</i> 2 semaines avant le congé prénatal 4 semaines après le congé post-natal
<u>Que faire ?</u>	Transmettre la copie de votre déclaration de grossesse destinée à la C.A.F. à la D.R.H. sous couvert de votre supérieur hiérarchique	<ul style="list-style-type: none"> Transmettre la copie de votre déclaration de grossesse destinée à la C.A.F. à la D.R.H. sous couvert de votre supérieur hiérarchique 	Transmettre la copie de votre déclaration de grossesse destinée à la C.A.F. à la D.R.H. sous couvert de votre supérieur hiérarchique
<u>Qui vous paye pendant le congé maternité ?</u>	Vous percevez l'intégralité de votre traitement pendant la durée légale du congé maternité ou d'adoption. Les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel sont rétablis, durant leur congé maternité ou d'adoption, dans les droits des agents exerçant leurs fonctions à temps plein.	Le Conseil départemental cesse de vous rémunérer dès le 1 ^{er} jour d'arrêt maternité. L'indemnité journalière versée par la CPAM est égale au salaire journalier de base, calculé sur la moyenne des salaires des 3 mois qui précèdent le congé prénatal (moins les cotisations salariales obligatoires et la CSG)	Agent ayant moins de 6 mois d'ancienneté Le Conseil départemental cesse de vous rémunérer dès le 1 ^{er} jour d'arrêt maternité. L'indemnité journalière versée par la CPAM est égale au salaire journalier de base, calculé sur la moyenne des salaires des 3 mois qui précèdent le congé prénatal (moins les cotisations salariales obligatoires et la CSG) Agent ayant plus de 6 mois d'ancienneté Vous percevez l'intégralité de votre traitement <i>Par subrogation le Conseil départemental percevra les JJ</i>

PROCEDURE D'OCTROI ET DE RENOUELEMENT DU TEMPS PARTIEL THERAPEUTIQUE

Le temps partiel thérapeutique (TPT) des fonctionnaires du régime spécial CNRACL

• Conditions d'octroi et durée de l'autorisation :

Le TPT peut être accordé, dès lors que l'état de santé de l'agent le justifie, après un arrêt de travail mais également en dehors de tout arrêt de travail, pour une période comprise entre 1 mois et 3 mois, renouvelable dans la limite d'un an.

• Procédure :

L'agent transmet sa **demande initiale** (formulaire dédié en annexe de la présente note) à la DRH, **accompagnée d'un certificat médical** de son médecin, indiquant :

- La quotité demandée,
- La durée du TPT,
- Les modalités d'exercice des fonctions à temps partiel (en continu ou en discontinu, par journées ou demi-journées non travaillées...).

• Décision de l'autorité territoriale :

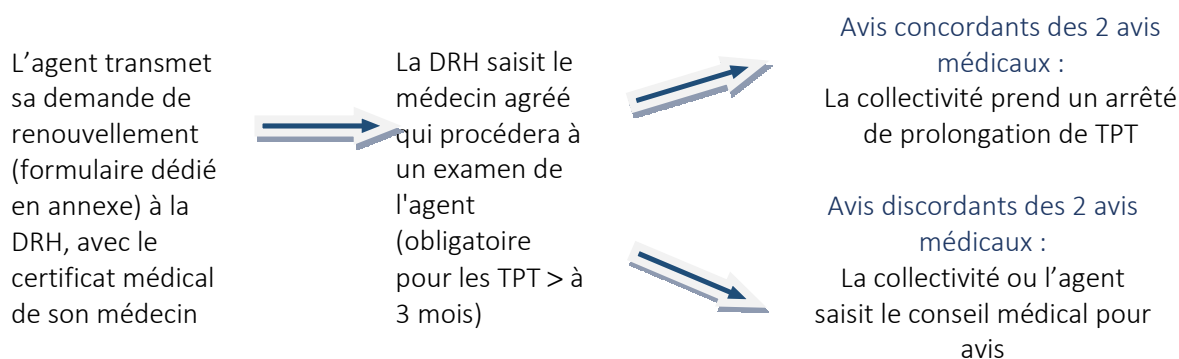
La **collectivité prend un arrêté de placement en TPT** et informe le médecin de prévention.

L'autorisation prend effet à la date de la réception de la demande par l'autorité territoriale. Toutefois, dès lors que la saisine du conseil médical est obligatoire, le TPT ne pourra être octroyé qu'après réception de l'avis de cette instance.

• Examen par un médecin agréé :

L'autorité territoriale peut faire procéder à tout moment par un médecin agréé à l'examen du fonctionnaire intéressé, qui est tenu de s'y soumettre sous peine d'interruption de l'autorisation dont il bénéficie.

• Prolongation au-delà de 3 mois :



Le temps partiel thérapeutique (TPT) des agents du régime général

Les agents relevant du régime général de la sécurité sociale peuvent se voir accorder un temps partiel pour motif thérapeutique s'ils remplissent les conditions prévues à l'article L. 323-3 du code de la sécurité sociale.

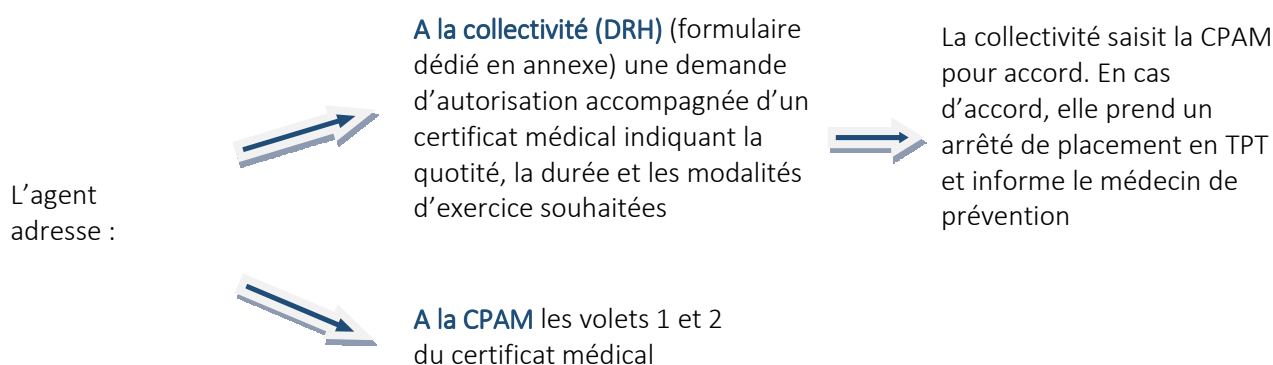
Ces dispositions concernent :

- Les fonctionnaires non affiliés à la CNRACL, c'est-à-dire ceux qui occupent un emploi à temps non complet dont la durée hebdomadaire est inférieure à 28 heures,
- Les agents contractuels.

Le TPT peut être accordé après un arrêt de travail ou en dehors de tout arrêt de travail pour une période comprise entre 1 mois et 3 mois et renouvelable dans la limite d'un an.

L'autorisation de travail à temps partiel pour raison thérapeutique est soumise à l'accord de la CPAM. La DRH se charge d'effectuer les démarches nécessaires pour obtenir cet accord.

Les dispositions prévoyant l'intervention du médecin agréé et du conseil médical ne sont pas applicables aux agents du régime général.



THEME
C7 - RESSOURCES HUMAINES

OBJET DU DOCUMENT	Date	Version
EVALUATION	NOVEMBRE 2022	17

A QUI S'ADRESSER :

Personnes à contacter	Tél.	Mél
Direction Générale des Services Direction des Ressources Humaines Service de l'Administration des Personnels Séverine PAUL Directrice Bureau Gestion des Titulaires	05.53.02.59.15	s.paul@dordogne.fr
Marie CLERGERIE Chef de Bureau	05.53.02.21.39	m.clergerie@dordogne.fr
Stéphanie DUVALEIX	05.53.02.21.79	s.duvaleix@dordogne.fr
Sylvain CHARBONNET	05.53.02.48.19	s.charbonnet@dordogne.fr
Valérie LABORIE	05.53.02.21.95	v.laborie@dordogne.fr
Marie-Christine MANCHOTTE Référent technique	05.53.02.21.62	mc.manchette@dordogne.fr

La présente procédure s'applique au personnel ayant fait valoir son droit d'option et se trouvant, l'année considérée, dans une situation statutaire d'agent détaché ou intégré dans la Fonction Publique Territoriale.

Depuis la délibération du Conseil Général du 25 juin 2004, une procédure d'évaluation a été mise en œuvre dans les Services Départementaux, plaçant au centre du dispositif un entretien individuel, désormais obligatoire, et qui est conduit par la personne hiérarchiquement la plus proche de l'évalué(e).

Le dispositif d'évaluation actuellement en vigueur dans l'administration départementale a poursuivi son évolution avec la mise en œuvre de la suppression de la notation, conformément aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires et à la délibération du 25 juin 2010 de l'assemblée départementale (article 76-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée).

L'entretien est un moment privilégié de dialogue et d'échange qui doit finaliser une démarche commune au quotidien.

L'évaluation porte sur le travail, c'est-à-dire sur l'examen de ce qui s'est passé dans l'année écoulée et sur la définition de nouveaux objectifs pour l'année à venir au regard de la fiche de poste individuelle de l'agent.

- Le bilan porte donc uniquement sur l'année écoulée et sur la base des objectifs individuels (*contribution de l'agent à l'atteinte des objectifs de service*) et des objectifs de qualité (*en quoi l'agent doit progresser*) qui ont été fixés à l'évalué.
- L'entretien d'évaluation porte sur le travail et sur le comportement de l'agent dans le cadre professionnel.

L'entretien d'évaluation doit aussi laisser la place à l'expression des souhaits de l'agent quant à son évolution et à ses motivations pour l'avenir, qui peuvent se traduire notamment par une demande de formation pour une meilleure adaptation à l'emploi.

L'évaluation s'inscrit dans un processus global de management participatif et de communication qui se finalise lors de l'entretien d'évaluation mais qui est le fruit d'un travail tout au long de l'année.

Des outils sont à la disposition de l'évaluateur et de l'évalué :

- La fiche de procédure de l'évaluation.
- Le guide de l'évalué et de l'évaluateur.
- La fiche d'entretien d'évaluation.
- La fiche de poste individuelle.
- Intranet – Ressources Humaines – Rubrique « Évaluation »
- Formation à l'intention des nouveaux managers.

THEME
D 4 – HYGIENE, SECURITE ET EQUIPEMENT

OBJET DU DOCUMENT	Date	Version
FOURNITURE DE VETEMENTS DE TRAVAIL, DE CHAUSSURES DE SECURITE ET D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE POUR LES AGENTS TERRITORIAUX DES COLLEGES PUBLICS	DEC 2022	10

A QUI S'ADRESSER :

Personnes à contacter	Tél.	Mél
DGA de la Culture, de l'Education et des Sports Direction de l'Education		
Céline BOUDY Directrice	05.53.02.01.62	c.boudy@dordogne.fr
Bureau des partenaires éducatifs		
Jérôme BELLY Chef de Bureau Mission ESPPRI - Enseignement Supérieur, Projets éducatifs, Prospective, Restauration et Ingénierie	05.53.02.01.60	j.belly@dordogne.fr
Laurent HAUPTMANN	05.53.02.01.81	l.hauptmann@dordogne.fr
Thierry MALICHIER	05.53.002.01.29	t.malichier@dordogne.fr

Tenues et EPI des agents des collèges

La fourniture des tenues (vêtements de travail) et EPI (équipements de protection individuelle) est indispensable à l'hygiène et à la sécurité des agents. Les EPI à fournir sont fonction des tâches à accomplir et des risques associés. Les EPI répondent à une réglementation précise : règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du conseil du 9 mars 2016 transposé en France dans les Codes du travail et du sport.

1^{er} Document - Tableau détaillé des tenues et EPI à fournir par le Département et le Collège - 9 pages -

- Tenues et EPI nécessaires aux agents en fonction des tâches et des risques auxquels ils sont exposés.
- Normes auxquelles se réfèrent les EPI en fonction des risques.
- Partage de responsabilité entre le Département et les Collèges dans la fourniture de chaque tenue et EPI.

Le port effectif des tenues et EPI, leur stockage, l'entretien et la vérification périodique éventuelle relèvent de la responsabilité du collège.

2^{ème} Document – Fonctionnement du Département pour la fourniture et le renouvellement des tenues et des EPI dont il a la charge - 3 pages -

Les Principes Généraux de la dotation et du renouvellement du CD 24

Dotation initiale en tenues et EPI par le Département (DEC - Direction de l'Éducation et des Collèges).

- 2 tenues pour l'entretien général, l'entretien technique et la restauration.
- 3 tenues pour les préparations froides et chaudes en cuisine.
- 1 paire de chaussure pour la restauration. 1 paire pour l'entretien général. 2 paires pour l'entretien technique
- Autres tenues et EPI nécessaires en fonction des tâches et des risques spécifiques.

Certain EPI sont fournis par le SPRHS (Service de la prévention des risques, de l'hygiène et de la sécurité). Le tableau précise les modalités spécifiques de dotation par ce service.

Renouvellement des tenues et EPI par le Département (DEC).

- Un renouvellement global des tenues et EPI usagés est organisé par la DEC pour tous les agents de tous les collèges à la rentrée scolaire
- Un magasin permet de répondre aux besoins de renouvellement et de dotations initiales pendant l'année scolaire.
- Tous les vêtements et les gants de protection contre les plats chauds se renouvellent à l'usure. La présentation des vêtements ou des gants usagés est obligatoire.
- Les chaussures et autres gants sont renouvelés à la demande sans vérification.
- Les demandes se font par l'intermédiaire des gestionnaires des collèges et par le biais de fiches et de formulaires .
- Les collèges n'ont pas vocation à constituer un stock d'équipements neufs qui doivent être restitués en cas de non utilisation. Les collèges sont incités à conserver les équipements non neufs et encore utilisables pour les dépannages.

Fourniture de chaussures adaptées pour raison médicale.

Un agent qui présente une pathologie peut demander un rendez-vous avec le médecin du travail du Département.

Si le médecin l'estime nécessaire, il est prescrit à l'agent de pouvoir choisir une paire de chaussure la plus adaptée possible à sa pathologie.

La DEC propose à l'agent de se rendre en boutique pour qu'il puisse essayer plusieurs modèles et choisir la ou les paires de chaussures les plus adaptées.

DOCUMENT 1 Tableau détaillé des tenues et EPI à fournir aux agents par le Département ou les collègues

RESTAURATION - Tenues et EPI nécessaires - page 1 sur 4

TENUES ET EPI POUR TOUS LES AGENTS DE RESTAURATION - Fournis par le Département (DEC)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Tenues préparation froide ou chaude en cuisine	3 3 3	<ul style="list-style-type: none"> • Pantalon couleur élastiqué ou pied de poule • Vestes mixtes manches courtes ou longues • Tee-shirts 	<ul style="list-style-type: none"> • Hygiène alimentaire • Protection du corps contre les projections et les brûlures 	Manches longues préconisées pour préparation chaude (brûlures) et préparation froide (température basse)
Tenues autres postes : plonge, self, nettoyage, etc...	2 2 3	<ul style="list-style-type: none"> • Pantalon couleur élastiqué ou pied de poule • Vestes mixtes manches courtes ou longues ou blouses manches courtes pour les dames • Tee-shirts 	<ul style="list-style-type: none"> • Hygiène alimentaire • Protection du corps contre les projections et les brûlures 	Vestes manches longues préconisées contre le froid.
Chaussures de sécurité (EPI)	1	<ul style="list-style-type: none"> • Sabots blancs (SB SRC) • ou mocassins blancs (S1 SRC) 	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des pieds / Chute d'objet (coque de protection norme SB et S1) • Etanchéité à l'eau pour les mocassins (S1) • Antidérapant/Chute par glissade (normes SRC) 	Les chaussures blanches pour la restauration ne peuvent pas être utilisées en extérieur ou dans les autres locaux.
Lunette anti projection (EPI)	1	Branches réglables	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des yeux / Projection produit chimique - utilisée pour la plonge et les nettoyages (EN 166 et 170) 	Les lunettes doivent être portées si précisé sur l'emballage du produit de nettoyage.
Gants protection chimique (EPI)	1	Gants en nitrile, manches de 33 cm	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des mains / produits chimique petite plonge et nettoyages (EN 374 JLK) 	

PREPARATION CHAUDE – Fournis par le Département (DEC)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gants protection chaleur (EPI)	1	Gants revêtement nitrile avec manches de 40 cm qui protègent les avant-bras	<ul style="list-style-type: none"> • Protection contre les brûlures, sortie des plats chauds du four (EN 407) 	Ces gants sont individuels et peuvent être entretenus en retournant entièrement les gants.
Remarques : les vestes manches longues sont préconisées pour la préparation chaude (risque de brûlures).				

PROTECTION CONTRE LE FROID – Fournis par le Département (DEC)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gilets sans manches	1	Gilet matelassé avec revêtement étanche et facilement nettoyable	<ul style="list-style-type: none"> • Protection contre le froid 	Gilet utilisable en préparation froide, chambres froides et autres espaces froids.
Remarques : les vestes manches longues sont préconisées pour la préparation froide (température basse). Les agents chargés de la préparation froide peuvent conserver des vêtements personnels sous la veste de cuisine du moment que ceux-ci ne dépassent pas.				

DOCUMENT 1 Tableau détaillé des tenues et EPI à fournir aux agents par le Département ou les collègues

RESTAURATION - Tenues et EPI nécessaires - page 2 sur 4

PROTECTION CONTRE LES COUPURES – Fournis par le Département (DEC) – attente devis et fiche technique				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gants anti coupures	1	Choix en cours	<ul style="list-style-type: none"> Protection contre les coupures : changement de lames des robots, trancheuses. 	Non adaptés aux désossages et découpes de la viande (cf. plus bas).

RECEPTION DES MARCHANDISES – Fournis par le Département (DEC)				
Si l'agent ne possède pas de tenues et de chaussures entretien général. Demande à formuler par écrit par le gestionnaire ou utilisation fiche entretien général				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Veste polaire	1		<ul style="list-style-type: none"> Protection contre le froid Hygiène : Protection tenue de cuisine contre les salissures. 	La polaire est réservée à la réception de marchandise et ne peut pas être utilisée dans la cuisine.
Gants petite manutention (EPI)	1	Gants en nylon adaptés aux manipulation de précision.	<ul style="list-style-type: none"> Protection des mains contre les risques mécaniques EN 388 - 4131 (abrasion, coupure, déchirure, perforation) 	
Chaussures noires entretien général (EPI)	1	Mocassins en cuir ou baskets noirs textile	<ul style="list-style-type: none"> Hygiène : pour ne pas utiliser en extérieur les chaussures blanches de restauration Protection des pieds. Chute d'objet. (S1 SRC) 	Fournies dans le cas où l'agent n'est pas équipé pour l'entretien général.

TRANSFERT DES BIODECHETS – Fournis par le Département (DEC)				
Si l'agent ne possède pas de tenues et de chaussures entretien général.				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Veste	1	Veste grise	<ul style="list-style-type: none"> Hygiène. 	Tenue interdite dans l'espace de restauration.
Chaussures entretien général (EPI)	1	Mocassins en cuir ou baskets noirs textile	<ul style="list-style-type: none"> Protection des pieds / chute d'objet (coque de protection norme S1) Étanchéité à l'eau minimum (S1) Antidérapant /Chute par glissade (semelles normes SRC) 	Chaussures interdites dans l'espace de restauration.
Gants petite manutention (EPI)	1	Gants en nylon adaptés aux manipulation de précision.	<ul style="list-style-type: none"> Protection mécanique des mains EN 388 - 4131 (abrasion, coupure déchirure, perforation) 	

DOCUMENT 1 Tableau détaillé des tenues et EPI à fournir aux agents par le Département ou les collègues

RESTAURATION - Tenues et EPI nécessaires - page 3 sur 4

PETITE PLONGE – Fournis par le Département (SPRHS)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Protections auditives (EPI)	1	Bouchons ergonomiques moulés individuels	• Protection contre le bruit EN 13819	
Modalités de dotation des protections auditives : des sessions de moulages d'oreilles sont organisées par le SPRHS par le biais d'un prestataire à minima une fois par an pour les nouveaux agents et le renouvellement des protections en fin de vie (entre 5 et 6 ans). Dans l'attente des moulages, le collègue doit fournir des bouchons d'oreilles standards.				

GROSSE PLONGE – Fournis par le Département (DEC)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
EPI Bottes (EPI)	1	Bottes blanches S4 SRC	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des pieds. Chute d'objet. • Etanchéité à l'eau complète • Antidérapant / Chute par glissade 	Utilisable également pour les gros nettoyages des sols
Gants protection chimique manches épaulés (EPI)	1	Gants avec des manchettes très longues jusqu'à l'épaule	• Protection des mains et bras contre les produits chimiques - grosses plonges et nettoyages des hottes et des fours (EN 374 K – JLK)	Ces gants sont individuels.
Protections auditives (EPI)	1	Bouchons ergonomiques moulés individuels	• Protection contre le bruit EN 13819	
Modalités de dotation des protections auditives : des sessions de moulages d'oreilles sont organisées par le SPRHS par le biais d'un prestataire à minima une fois par an pour les nouveaux agents et le renouvellement des protections en fin de vie (entre 5 et 6 ans). Dans l'attente des moulages, le collègue doit fournir des bouchons d'oreilles standards.				

DESSOSSAGE CARCASSES – Fournis par le Département (DEC)				
Demande écrite du gestionnaire - EPI fournis si les conditions d'hygiène, de sécurité et d'expérience de l'agent sont réunies.				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gant cottes de maille (EPI)	1		• Protection des mains contre les coupures. EN 1082	À utiliser en général avec des tendeurs de gants pour adaptation à la taille de la main.
Tablier cotte de maille (EPI)	1		• Protection du corps contre les coupures. EN 1082	

DOCUMENT 1 Tableau détaillé des tenues et EPI à fournir aux agents par le Département ou les collègues

RESTAURATION - Tenues et EPI nécessaires - page 4 sur 4

NETTOYAGE DES FOURS (si fours non autonettoyants) ET DES HOTTES – Fournis par le Département (DEC et SPRHS)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gants protection chimique (EPI)	1	Gants avec des manchettes longues, jusqu'à l'épaule	<ul style="list-style-type: none"> Protection des mains et bras contre les produits chimiques - grosses plonges et nettoyages des hottes et des fours (EN 374 K – JLK) 	<p>Fournis par la DEC.</p> <p>Ces gants sont individuels. Préconisation : utilisation de produit le moins corrosif possible. Dans certains collèges des fours auto nettoyants ne nécessitent pas ces nettoyages. Restent indispensables pour les hottes.</p>
Demi-Masque respiratoire (EPI)	1	Demi masque jetable sans cartouche amovible.	<ul style="list-style-type: none"> Protection des voies respiratoires contre les vapeurs organiques, particules, gaz et acides. Norme EN 405 - A1 - Classe FFABE1P3 R D 	<p>Fournis par le SPRHS.</p> <p>Un masque par cuisine est fourni lors des réunions des assistants de prévention. Des masques supplémentaires peuvent être attribués sur demande écrite du gestionnaire au SPRHS. Durée de vie, 6 mois après ouverture de l'emballage et conservation dans le sachet</p>
Lunettes masques (EPI)	1	Protection étanche	<ul style="list-style-type: none"> Protection des yeux / Aérosols, liquide et gaz. Protection contre les produits utilisés pour les fours et les hottes. EN 166 – 1 BT9 	<p>Fournis par la DEC.</p>

TABLIERS, COIFFES, CONSOMMABLES --- FOURNIS PAR LE COLLEGE				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Tablier pour la préparation	1	Généralement en coton	<ul style="list-style-type: none"> Protection contre les projections 	
Tablier pour la plonge	1	Enduction imperméable	<ul style="list-style-type: none"> Protection contre les projections 	
Coiffe		Calot, casquette ou charlotte	<ul style="list-style-type: none"> Hygiène alimentaire 	Il est préférable que le modèle utilisé couvre toute la chevelure.
Gants et consommables jetables			<ul style="list-style-type: none"> Hygiène alimentaire 	
Kits visiteurs		Blouse, sur-chaussures et charlottes jetables ou durables	<ul style="list-style-type: none"> Hygiène alimentaire 	

DOCUMENT 1 Tableau détaillé des tenues et EPI à fournir aux agents par le Département ou les collèges

ENTRETIEN GENERAL - Tenues et EPI nécessaires – page 1 sur 1

TENUES ET EPI POUR TOUS LES AGENTS EN ENTRETIEN GENERAL – Fournis par le Département (DEC)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Tenue femme	2 2 3 1	<ul style="list-style-type: none"> • Pantalons anis • Tuniques ou blouses anis • Tee-shirts blancs • Polaire 		
Tenue homme	2 2 3 1	<ul style="list-style-type: none"> • Pantalons gris • Vestes grises • Tee-shirts blancs • Polaire 		
Chaussures de sécurité (EPI)	1	<ul style="list-style-type: none"> • Mocassins cuir noirs (S1 SRC) • ou Chaussures textile fermées à lacets type baskets (S1 SRC) 	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des pieds / Chute d'objet (coque de protection) norme S1 • Etanchéité à l'eau pour les mocassins (S1) • Antidérapant / Chute par glissade (semelles normes SRC) 	Ces chaussures ne peuvent pas être utilisées dans l'espace restauration ni en ateliers et espaces verts.
Lunette anti projection (EPI)	1	Branches réglables	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des yeux / Projection produits chimiques utilisées pour la plonge et les nettoyages - EN 166 et 170 	Les lunettes doivent être portées si précisé sur l'emballage du produit de nettoyage.
Gants protection chimique (EPI)	1	Gants en nitrile, manches de 33 cm	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des mains / produits chimiques petite plonge et nettoyages (EN 374 JLK) 	

VETEMENTS EXTERIEURS FROID ET INTEMPERIES – Fournis par le Département (DEC)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gilet matelassé sans manches	1		<ul style="list-style-type: none"> • Protection du corps contre le froid 	Adapté pour les nettoyages des cours et toilettes en extérieur.
Parka de froid	1	Imperméable, coupe-vent, capuche, ceinture élastiqué.	<ul style="list-style-type: none"> • Protection du corps contre les intempéries, vent et pluie. 	Réservée aux agents qui doivent obligatoirement se déplacer régulièrement entre des bâtiments. Demande spécifique à formuler à la Direction de l'Education et des Collèges.

DOCUMENT 1 Tableau détaillé des tenues et EPI à fournir aux agents par le Département ou les collègues

MAINTENANCE ET ESPACES VERTS - Tenues et EPI nécessaires - page 1 sur 4

TENUES ET EPI POUR TOUS LES AGENTS EN MAINTENANCE ET ESPACES VERTS – Fournis par le Département (DEC)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Tenues	2 2 3 1 1 1	<ul style="list-style-type: none"> • Pantalons avec genouillères (EPI) • Blousons • Tee-shirts noirs • Polaire • Gilet matelassé sans manches • Parka 	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des genoux pour travail à genoux (EN 144-04) • Protection contre le froid pour travaux en extérieur • Protection contre les intempéries (vent et pluie) 	
Chaussures de sécurité (EPI)	1 1	<ul style="list-style-type: none"> • Chaussures basses ou hautes S3 (Atelier/Travaux/Espace verts) • Chaussures basses type baskets S1 (petites réparations) 	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des pieds/chute d'objet/coque protection (S1-S3) • Antidérapant / chute par glissade - semelles SRC (S1 et S3) • S3 : Etanchéité à l'eau (Wru) • S3 : semelle anti perforation 	Les chaussures hautes sont préconisées pour les espaces verts en terrain en pente ou accidentés (protection des chevilles).
Lunette anti projection (EPI)	1	Branches réglables	• Protection des yeux/projection produits chimiques (EN 166 - 170)	Les lunettes doivent être portées si précisé sur l'emballage du produit utilisé
Gants petite manutention (EPI)	1		• Protection des mains / abrasion, coupure, perforation, déchirure (EN 388 - 4131)	Particulièrement adaptés pour les manipulations fines et de précision

ATELIER et TRAVAUX – Fournis par le Département (SPRHS)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Protections auditives (EPI)	1	Bouchons ergonomiques moulés individuels	• Protection contre le bruit EN 13819	
Modalités de dotation des protections auditives : des sessions de moulages d'oreilles sont organisées par le SPRHS par le biais d'un prestataire à minima une fois par an pour les nouveaux agents et le renouvellement des protections en fin de vie (entre 5 et 6 ans). Dans l'attente des moulages, le collège doit fournir des bouchons d'oreilles standards.				

DEBOUCHAGE ET NETTOYAGE DES EVACUATIONS – Fournis par le Département (DEC)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gants protection manches épaules (EPI)	1	Gants avec des manchettes très longues jusqu'à l'épaule	• Protection des mains et bras contre les risques chimiques et bactériologiques (EN 374 K – JLK)	

DOCUMENT 1 Tableau détaillé des tenues et EPI à fournir aux agents par le Département ou les collègues

MAINTENANCE ET ESPACES VERTS - Tenues et EPI nécessaires - page 2 sur 4

MANIPULATION D'OBJETS COUPANTS – Fournis par le Département (DEC)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gants anti coupure (EPI)	1	Micro-glove de nitrile	<ul style="list-style-type: none"> Protection des mains contre les risques mécaniques - EN 388 – 4X42C (abrasion, coupure, déchirure, perforation, coupure objets tranchants)) 	

MANIPULATION DE SOLVANTS, HYDROCARBURES, PRODUITS CHIMIQUE – Fournis par le Département (DEC et SPRHS)				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gants de protection chimiques (EPI)	1	Gants nitrile sur support polyamide. Enduction nitrile mousse (grip optimal)	<ul style="list-style-type: none"> Protection des mains contre les produits chimiques, solvants, hydrocarbures (EN 374 - 1 et 2) 	Fournis par la DEC.
Demi-Masque respiratoire (EPI)	1	Demi-masque jetable sans cartouche amovible.	<ul style="list-style-type: none"> Protection des voies respiratoires contre les vapeurs organiques, particules, gaz et acides. Norme EN 405 - A1 - Classe FFABE1P3 R D 	Fournis par le SPRHS. Un masque est fourni lors des réunions des assistants de prévention. Des masques supplémentaires peuvent être attribués sur demande écrite du gestionnaire au SPRHS. Durée de vie, 6 mois après ouverture de l'emballage et conservation dans le sachet
Autres EPI : les lunettes de protection fournies à tous les agents sont également à utiliser				

TRONÇONNAGE – Fournis par le Département (DEC)				
Demande spécifique à adresser au Pôle Paysage et Espaces Verts. L'activité de tronçonnage fait l'objet d'une validation par le PPEV qui prescrit au collègue la tronçonneuse à acquérir et forme l'agent. Sont alors remis les EPI adaptés avant la formation par la Direction de l'Education et des Collèges.				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Casque forestier (EPI)	1	Casque incluant serre-tête anti-bruit et visière grillagée	<ul style="list-style-type: none"> Protection de la tête (EN 397 – EN 12492) Protection auditive (serre tête antibruit EN 352-1 classe 2) Protection contre les projections 	
Pantalon de tronçonnage (EPI)	1	Protection multicouche sur avant des cuisses et tour des jambes.	<ul style="list-style-type: none"> Protection du corps contre les coupures scie à chaîne (EN 381-5 Type A classe 1) 	
Veste de tronçonnage (EPI)	1	Protection multicouche sur épaules et avant-bras. Avec bandes retro-réfléchissantes	<ul style="list-style-type: none"> Protection du corps contre les coupures scie à chaîne EN 381-5) Haute visibilité la norme EN 20471 (classe 2 ou 3) 	
Gants de tronçonnage (EPI)	1		<ul style="list-style-type: none"> Protection des mains contre les coupures scie à chaîne (EN 388 - 7) 	
Remarques : Chaussures S3 fournies aux agents par la DEC. Cf. tenues et EPI pour tous les agents en maintenance et espaces verts.				

DOCUMENT 1 Tableau détaillé des tenues et EPI à fournir aux agents par le Département ou les collègues

MAINTENANCE ET ESPACES VERTS - Tenues et EPI nécessaires - page 3 sur 4

TRAVAIL EN HAUTEUR – Fournis par le Collège				
Cette activité nécessite une formation et des EPI adaptés à la configuration des lieux. Une aptitude médicale aux travaux en hauteur est également requise.				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Harnais	1		<ul style="list-style-type: none"> Protection contre les chutes en hauteur EN 361 	EPI soumis à vérification périodique
Longe de maintien	1		<ul style="list-style-type: none"> Protection contre les chutes en hauteur EN 358 - Maintien en poste de travail en hauteur 	EPI soumis à vérification périodique
Longe de retenue	1		<ul style="list-style-type: none"> Protection contre les chutes en hauteur EN 358 - Maintien en poste de travail en hauteur EN 354 – Longe de retenue 	

RISQUE ELECTRIQUE – Fournis par le Collège				
Cette activité nécessite une formation et des EPI adaptés. Une aptitude médicale aux travaux d'ordre électrique est également requise.				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gants électriciens pour travaux sous tension (EPI)	1	Gants manchette longue en matériaux isolant latex	<ul style="list-style-type: none"> Protection des mains contre les risques électriques (EN 60903 – classe 00) 	Gants soumis à vérification périodique En 2021, le SPRHS a ponctuellement pallié les besoins en fournissant aux collègues les EPI (gants et visières) ainsi que les Equipements de protection collectifs (VAT, tapis et cadenas).
Visière de protection (EPI)	1		<ul style="list-style-type: none"> Protection des yeux contre les arcs électrique en acétate (EN 166 – EN 170). 	
Vérificateur d'Absence de tension (équipement de protection collective - EPC)	1			
Tapis isolant (EPC)	1			
Cadenas de consignation (EPC)	1			

ESPACES VERTS – Fournis par le Collège				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gants en cuir (EPI)	1	Traitement hydrofuge	<ul style="list-style-type: none"> Protection des mains contre les risques mécaniques - EN 388 – 2016 - 3132 (abrasion, coupure, déchirure, perforation) – X (objets tranchants) 	
Bottes (EPI)	1	Bottes en cuir ou en caoutchouc	<ul style="list-style-type: none"> S5 si caoutchouc, S3 si cuir et autres matières Protection des pieds/chute d'objet/coque protection Antidérapant / chute par glissade - semelles SRC Etanchéité à l'eau (Wru) semelle anti perforation 	

DOCUMENT 1 Tableau détaillé des tenues et EPI à fournir aux agents par le Département ou les collègues

MAINTENANCE ET ESPACES VERTS - Tenues et EPI nécessaires - page 4 sur 4

DEBROUSSAILLAGE – Fournis par le Collège				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Casque forestier (EPI)	1	Casque incluant serre-tête anti-bruit et visière grillagée	<ul style="list-style-type: none"> • Protection de la tête (EN 397 – EN 12492) • Protection auditive (serre tête antibruit EN 352-1 classe 2) • Protection contre les projections 	
Pantalon de débroussaillage (EPI)	1	Renforts genoux et bas des jambes	<ul style="list-style-type: none"> • Protection du corps (EN 381-5 Type A classe 1) 	
Autres EPI : les chaussures de sécurité S3 et les lunettes de protection fournies par le Département sont à utiliser				

SOUDURE – Fournis par le Collège				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Masque soudeur à cristaux liquides (EPI)	1	Masque protège visage.	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des yeux contre les rayonnements EN 169. 	EPI Soumis à vérification périodique
Gants en cuir (EPI)	1	Gants en cuir manchettes longues	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des mains contre la chaleur EN 407-2004 	
Tablier en cuir (EPI)	1		<ul style="list-style-type: none"> • Protection du corps contre les projections de gouttes en fusion (EN ISO 11611). 	
Autres EPI : port des protections auditives et du masque respiratoire fournis par le Département nécessaire				

VETEMENTS ETE – Fournis par le Collège				
Tenues et EPI	Qté	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Shorts, casquette	1			

Renouvellements et dotations de RENTREE

Un renouvellement annuel des tenues et EPI usagés est organisé en début d'année scolaire pour l'ensemble des agents des collèges du Département. Il permet de fournir les dotations initiales aux agents nouvellement arrivés et aux remplaçants.

FIN MAI, DEBUT JUIN

Demandes de renouvellement des tenues et EPI ou de dotation initiale

- La DEC se charge d'envoyer un courrier et les fiches de demande.
- Le gestionnaire se charge de transmettre des fiches aux agents et de rappeler aux agents l'existence des fiches du guide des procédures pour les aider à bien remplir les fiches et à demander les tenues et EPI nécessaires à leurs tâches et à la prévention des risques.
- Les agents remplissent les fiches :

Changement de taille. Deux tenues seront renouvelées.

Nouvel agent (permanent, contractuel, stagiaire ou apprenti)

Nouvelle fonction pour un agent déjà en poste : deux tenues fournies.

Première dotation d'un EPI ou d'une tenue spécifique

Les agents s'aident du tableau qui liste les tenues et EPI nécessaires en fonction des tâches et des risques

RESTAURATION - Tenues et EPI nécessaires - page 1 sur 4				
TENUES ET EPI POUR TOUT LES AGENTS DE RESTAURATION - Fournis par le Département (DEC)				
Tenues et EPI	Qty	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Tenues de restauration	3	• Pantalon blanc élastiqué ou pantalon taupe (?) élastiqué ou pied de poule	• Hygiène alimentaire • Protection du corps contre les projections et les brûlures	Manches longues préconisées pour préparation chaudes (brûlures) et préparation froide (température basse)
	3	• Vestes mixtes manches courtes ou longues ou blouses manches courtes pour les dames		
	3	• Tee-shirts		
Chaussures de sécurité (EPI)	1	• Sabots blancs (S8 SRC) • ou mocassins blancs (S1 SRC)	• Protection des pieds / Chute d'objet (coque de protection norme S8 et S1) • Etanchéité à l'eau pour les mocassins (S1) • Antidérapant/Chute par glissade (normes SRC)	Les chaussures blanches pour la restauration ne peuvent pas être utilisées en extérieur ou dans les autres locaux.
 Lunette anti projection (EPI)	1	Branches réglables	• Protection des yeux / Projection produit chimique utilisés pour la plonge et les nettoyeurs (EN 166 et 170)	Les lunettes doivent être portées si précisé sur l'emballage du produit de nettoyage.
Gants protection chimique (EPI)	1	Gants en nitrile, manches de 33 cm	• Protection des mains / produits chimique petite plonge et nettoyeurs (EN 374 JLK)	
PREPARATION CHAUDE - Fournis par le Département (DEC)				
Tenues et EPI	Qty	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gants protection chaleur	1	Gants revêtement nitrile avec manches de 40 cm qui protègent les avant-bras	• Protection contre les brûlures, sortie des plats chauds du four (EN 407)	Ces gants sont individuels et peuvent être entretenus en retournant entièrement les gants.
Remarques : les vestes manches longues sont préconisées pour la préparation chaude (risque de brûlures).				
PREPARATION FROIDE - Fournis par le Département (DEC)				
Tenues et EPI	Qty	Description	Risques et normes	Remarques et préconisations
Gilets sans manches	1	Gilet avec revêtement étanche et facilement nettoiyable	• Protection contre le froid	Gilet utilisable en préparation froide et pour les chambres froides.
Remarques : les vestes manches longues sont préconisées pour la préparation froide (température basse). Les agents chargés de la préparation froide peuvent conserver des vêtements personnels sous la veste de cuisine du moment que ceux-ci ne dépassent pas.				

Renouvellements et dotations - PENDANT L'ANNEE SCOLAIRE

La tenue d'un magasin permet au Département de répondre pendant toute l'année scolaire aux renouvellements de tenues ou EPI usagés et à la fourniture des dotations initiales pour les nouveaux agents et les remplaçants.

Demande de renouvellement de tenues et EPI en cours d'année

Le gestionnaire transmet à la DEC la fiche de demandes ponctuelles précisant la ou les demandes de renouvellement pour un ou plusieurs agents.

Dordogne PERIGORD
Direction de l'Éducation

Vêtements, chaussures et EPI pour les agents des collèges
Formulaire de demandes d'échanges et de renouvellements

Collège : _____

Nom et Prénom de l'agent	Motif Echange (taille ou modèle) Renouvellement	Équipement neuf ou usagé à retourner		Équipement demandé	
		Préciser : pantalon blanc/crème de poche manches courtes/longues, blouses/tuniques, labous/mocassins, etc.	Taille	Préciser : pantalon blanc/crème de poche manches courtes/longues, blouses/tuniques, labous/mocassins, etc.	Taille
	trop grand	gants napa thermique	9	gants napa thermique	7
	trop petit	pantalons jean 42-44	11	pantalons jean 42-44	6
	trop petit	Chaussure cuir	45	Chaussure cuir	46
	trop petit	chaussure cuir	42	"	43

Entièrement par le collège le _____ *à remettre à 11* _____
Livrabilité par le CD 24 le _____ Service _____
Taille total _____

Date de la demande le 23/5/22
Signature et cachet _____

Demande de dotations initiales pour les nouveaux agents et les remplaçants en cours d'année

(Permanents, remplaçants, stagiaires, apprentis)

Le gestionnaire transmet à la DEC les fiches de demandes à la prise de poste de l'agent.

Dordogne PERIGORD
Agents des Collèges
RESTAURATION MIXTE
Année 2022-2023

Collège : _____
Nom et Prénom de l'agent _____

Agent en poste = renouvellement
 Nouvel agent
 Nlle fonction

- Lire tenue maximum par fonction
- Présentation obligatoire des équipements usagés
- 2 tenues complètes avec chaussures, tee-shirts et lunettes
- Équipements spécifiques en fonction des tâches confiées

manches courtes
Taille 0 à 6

blouse
Taille 0 à 6

blanc
Taille 36 à 42
36

pied de poule
Taille 40 à 46

OU
Taille 35 à 41
38

Tee-shirts
Taille 0 à 4XL

Lunettes de protection

EQUIPEMENTS SPÉCIFIQUES EN FONCTION DES TÂCHES CONFIEES

protection pluie chauds,
Taille 7, 9 ou 10
Nbre demandé > _____

protection chimique,
poches plonge et nettoyage
Taille 7 à 12 : 8

protection manches époules,
groses zébrés, four, hottes
Taille 8 à 21 : 8

Bottes pour plonge
Taille 35 à 48
Nbre demandé > _____

Gilet pour le froid
Taille 0 à 4XL
Nbre demandé > _____

Validation de la demande par le Collège : _____

Un rendez-vous est organisé avec l'agent ou les agents concernés

- pour la dotation initiale pour un essai,
- pour le renouvellement à l'usure des tenues avec présentation des vêtements usagés à renouveler. Le renouvellement est refusé si l'ancien vêtement n'est pas ramené, s'il est déjà marqué (déjà renouvelé) ou s'il est dans un état neuf ou très peu usé. Les vêtements renouvelés et encore utilisables sont stockés au collège pour les dépannages ponctuels.

Dans certains cas une livraison au collège, sans rdv avec l'agent, est organisée par la DEC

- pour un échange de taille d'équipements neufs (tenues, chaussures ou gants).
 - pour le renouvellement de 3 vêtements maximum. Il est alors demandé au gestionnaire de marquer les vêtements.
 - pour le renouvellement d'EPI qui ne nécessite pas de présenter les anciens.
 - Exemple : les chaussures.
- Ces dernières devront être mises au rebut par le collège.

THEME
D5 – PREVENTION DES TROUBLES MUSCULO SQUELETTIQUES

OBJET DU DOCUMENT	Date	Version
GUIDE DE PREVENTION DES TMS	Novembre 2022	1

A QUI S'ADRESSER :

Personnes à contacter	Tél.	Mél
<p>Direction Générale des Services</p> <p>Direction des Ressources Humaines</p> <p>Pôle Social-Santé-Sécurité</p> <p>Service Prévention des Risques, de l'Hygiène et de la Sécurité</p>		
<p>Jean-François VENARD, Chef de Service et Agent Chargé des Fonctions d'Inspection</p>	<p>05 53 54 64 73 06 70 72 08 59</p>	<p>jf.venard@dordogne.fr</p>
<p>Sandrine BLANCHIER, Adjoint au Chef de Service Conseillère de Prévention</p>	<p>05 53 54 64 73 06 72 49 99 39</p>	<p>s.blanchier@dordogne.fr</p>
<p>Nellie PEIGNON, Conseillère de Prévention, Référente collègues</p>	<p>05 53 54 64 73 06 30 72 00 09</p>	<p>n.peignon@dordogne.fr</p>
<p>Guillaume DURAND Assistant administratif et de prévention</p>	<p>05 53 54 64 73</p>	<p>g.durand@dordogne.fr</p>

Guide sur la Prévention des Troubles Musculo Squelettiques dans les Collèges



Table des matières

Contexte et objectif	2
1. Le prérequis réglementaire : le Document Unique d'évaluation des risques professionnels	2
2. Les pistes d'action	3
2.1. Axe Humain	3
2.1.1. La formation PRAP	3
2.1.1. Le nettoyage écologique	3
2.1.2. Le projet 100% bio, local et fait maison	3
2.2. Axe organisationnel	3
2.3. Axe technique	4
2.3.1. Les postures contraignantes et la manutention manuelle	4
2.3.2. Liste informative pour le choix de matériel de cuisine et d'entretien des locaux	5

Contexte et objectif

→ TMS : Kézako ?

L'expression « troubles musculo-squelettiques » ou TMS regroupe les atteintes qui peuvent concerner les muscles, les tendons, les nerfs, les ligaments ou les vaisseaux sanguins.

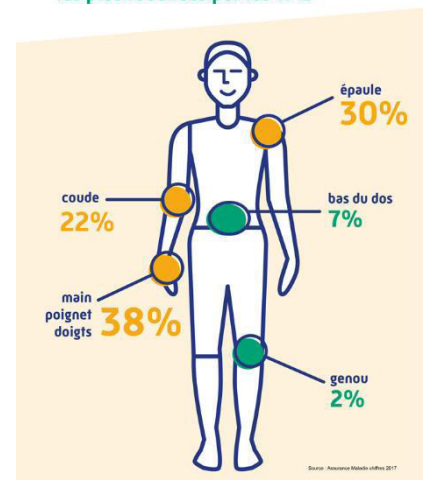
Ils peuvent se manifester au niveau des articulations des membres supérieurs (épaule, poignet, coude, cou, rachis) et aussi des membres inférieurs (genou, cheville).

On parle souvent de maladies telles que tendinite, lombalgie, syndrome du canal carpien, épicondylite, coiffe des rotateurs dont les activités professionnelles peuvent jouer un rôle dans leur survenue, leur maintien et leur aggravation.

En France, les TMS constituent la première cause de maladies professionnelle et constituent un enjeu important pour la santé au travail. Ils sont reconnus au titre des tableaux de Maladies Professionnelles du régime général :

- Numéro 57= Affections péri articulaire provoquées par certains gestes et postures de travail),
- Numéro 69 = Affections provoquées par les vibrations et chocs transmis par certaines machines-outils, outils et objets et par les chocs itératifs du talon de la main sur des éléments fixes
- Numéro 79 = Lésions chroniques du ménisque à caractère dégénératif
- Numéro 97 = Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par les vibrations de basses et moyennes fréquences transmises au corps entier
- Numéro 98 = Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par la manutention manuelle de charges lourdes

Les parties du corps les plus touchées par les TMS



Au sein de la collectivité, les statistiques relatives aux accidents du travail et maladies professionnelles suivent cette tendance.

Les agents départementaux exerçant dans les collèges sont également concernés par ce phénomène.

En effet, les TMS représentent la majorité des maladies professionnelles dans les collèges.

C'est pourquoi une réflexion a été menée en concertation avec l'ensemble des services concernés du département afin de disposer d'outils permettant de prévenir ce risque, en concertation avec le CHSCT départemental.

Vous trouverez ci-après l'essentiel des propositions d'actions émanant de ces réflexions s'adressant aux Collèges du Département.

En effet, ce guide propose d'accompagner les collèges dans la prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS) au travers de différents volets : Techniques, Organisationnels et Humains.

1. Le prérequis réglementaire : le Document Unique d'évaluation des risques professionnels

Le Document Unique d'évaluation des risques professionnels (ou DUER, DU ...) constitue un socle réglementaire permettant l'identification des risques professionnels auxquels sont exposés les agents et employés des établissements scolaires.

Son élaboration est sous la responsabilité du Chef d'établissement.

Sur la thématique des troubles musculo-squelettiques, ce document permet de mettre en avant des actions de prévention à réaliser mais également l'ensemble des mesures existantes.

Pour rappel, sa mise à jour est annuelle.



2. Les pistes d'action

2.1. Axe Humain

2.1.1. La formation PRAP

Dans le cadre de cette démarche de prévention des troubles musculo-squelettiques, une formation « Prévention des Risques liés à l'Activité Physique » (PRAP) va être développée dès 2022 afin que chaque établissement puisse s'appuyer sur au moins deux agents formés dont l'assistant de prévention.

En complément, chaque établissement peut demander une action de sensibilisation de ses agents à la prévention des TMS.

Pour rappel, ces deux modules de formation font désormais partie de la fiche de recensement des besoins en formation Hygiène et Sécurité.

2.1.1. Le nettoyage écologique

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de qualité de l'air, Le Département déploie progressivement de nouvelles méthodes de nettoyage écologique dans les collèges qui concourent à la prévention des TMS et à la préservation de la santé des agents (produits d'entretien plus respectueux de l'environnement et de la santé).

De nouveaux équipements sont ainsi disponibles dans le cadre du marché public du Département en adhérant au groupement d'achat (Avantage : bénéficier de l'accompagnement du fournisseur, tel que prévu dans le marché).

Une formation préalable est indispensable pour une bonne prise en main de ce matériel et pour profiter de ses bienfaits en termes de prévention des TMS.

2.1.2. Le projet 100% bio, local et fait maison

La mise en œuvre du 100% bio, local et fait maison dans les établissements comprend une formation des agents sur les pratiques culinaires et la réorganisation idoine.

Lors de l'intervention des formateurs cuisiniers, la réduction de la pénibilité est prise en compte.

2.2. Axe organisationnel

Des mesures organisationnelles peuvent concourir à la prévention des troubles musculo squelettiques :

- Favoriser la rotation des équipes au service restauration,
- Harmoniser les pratiques de nettoyage entre les agents en tenant compte des évolutions techniques, du marché public et de la mission « Développement Durable » du Département,
- Impliquer les élèves dans la manutention des chaises (en salle de classe et réfectoire) et lors du tri en amont de la zone de plonge (dérochage, rangement ...),
- Impliquer les agents dans la recherche de matériels et de solutions,
- Optimiser la répartition des secteurs de nettoyage pour les agents afin de garantir un bon équilibre des charges de travail (surface, type de sol, utilisation des locaux) ...

2.3.Axe technique

2.3.1. Les postures contraignantes et la manutention manuelle

Des mesures techniques peuvent concourir à la prévention des troubles musculo squelettiques :

- Lors du rangement de vaisselle : privilégier les chariots à hauteur constante, réaliser des transferts de poids à hauteur égale,
- Lors du stockage en hauteur ou ras du sol : organiser le rangement afin de positionner les charges les plus lourdes à hauteur du bassin, les objets légers fréquemment utilisés entre la mi-cuisse et les épaules et les produits rarement utilisés au niveau du sol ou de la tête,
- Espace légumerie et plonge : veiller à mettre à disposition des rehausses de fond dans les bacs de plonge et/ou du petit matériel (araignées...) pour limiter les postures courbées,
- Espace réserves : veiller à se débarrasser de produits ou matériels encombrants et non utilisés afin de libérer de la place pour installer des rayonnages supplémentaires,
- Lors de la Réception/déplacement de marchandises en cuisine : systématiser l'utilisation de chariots,
- Espace cuisine : veiller à utiliser des couteaux en bon état et régulièrement aiguisés,
- Pour les chaises en salle de réfectoire et salles de classe : remplacer progressivement les chaises d'une masse unitaire supérieure à 5 kg,
- Nettoyage des locaux : adapter les pratiques grâce à du matériel proposé dans le cadre du marché public du Conseil départemental,
- Espace lingerie : organiser les espaces de travail afin de positionner les hublots des machines à laver à hauteur d'homme, les tringles de rangement à hauteur d'épaules maximum...
- Gestion des déchets : prévoir du matériel pour faciliter le transport des déchets entre la cuisine et le point de collecte (en lien avec la Direction de l'Environnement et du développement Durable et la Direction de l'Education et des Collèges)

2.3.2. Liste informative pour le choix de matériel de cuisine et d'entretien des locaux

Fondée sur des pratiques positives observées dans les Collèges du Département, cette liste « non exhaustive » a pour objectif d'accompagner les établissements dans le choix de matériels.

A la charge de l'établissement ou du Département, sa mise en œuvre s'effectue selon les modalités définies dans le guide des procédures (<https://bit.ly/3IDxcaf>), à savoir :

- Appareils fixés au bâtiment dont la valeur unitaire est supérieure à 5000 euros HT, à la charge du Département (au titre d'un marché public départemental),
- Petits matériels dont la valeur unitaire est inférieure à 5000 euros HT, à la charge des établissements (réflexion en cours dans le but d'élaborer un groupement de commande) qui peuvent solliciter l'aide du Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH) dès lors qu'il s'agisse de matériel en lien avec le Service restauration.
- Mobilier des salles de classes et des réfectoires à la charge du Département (au titre d'un marché public départemental) sous certaines conditions,
- Matériel et produits d'entretien à la charge des collèges (au titre d'un marché public départemental leur permettant de bénéficier de matériels adaptés, labellisés et homogènes par le biais d'un groupement de commandes).

Les services départementaux restent à disposition pour toutes questions sur ces aspects.

Matériel pour réception de marchandises / manutention

Transpalette manuel haute levée

- Permet la dépalettisation des marchandises à hauteur
- Permet le déplacement des palettes



Diable manuel pour la manutention

- Permet le déplacement de charges lourdes sur 2 positions : horizontale, verticale



Chariot de service 2 niveaux en inox

- Permet le transport de petites charges ou colis



Matériel pour rangement en réserve et travail en hauteur

Plateforme individuelle roulante et légère

→ Permet la mise en rayon de denrées



Escabeau 2/3 marches (uniquement pour des tâches ponctuelles)

→ Bannir l'utilisation des tabourets « patte d'éléphant » (risque de chute) -> remplacer par des escabeaux 2/3 marches



Rayonnage de rangement avec étagères à hauteur réglable

→ Permet le stockage de denrées en fonction du volume et du poids
→ Version inox ou plastique selon utilisation (réserve sèche ou réserve froide)



Matériel lié au stockage de vaisselle

Vaisselle et plateaux en nombre suffisant

→ Permet une autonomie entre le service plonge et la ligne de self

Chariot chauffe assiette à niveau constant

→ Permet le roulement entre la plonge et le service



Chariot à plateaux à niveau constant

→ Permet le roulement entre la plonge et le service
→ Compatibilité avec le système existant de distribution de plateaux



Niveau constant à panier

- Permet le roulement entre la plonge et le service pour les verres
- Compatibilité avec le système existant de distribution de verres à vérifier

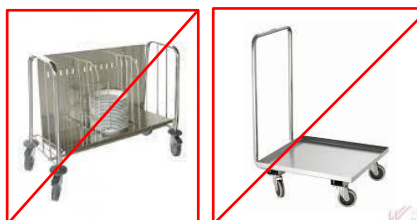


Chariot de stockage de vaisselle 2 ou 3 étagères rehaussé avec poignées et roues adaptées

- Stockage de bols, ramequins à hauteur
- Fabrication sur mesure possible selon la configuration



- Bannir le matériel au ras du sol



Matériel de cuisine

Sauteuse à bascule automatisée (Cf marché public de la Direction du Patrimoine Bâti)

- Permet la vidange et le nettoyage de la cuve sans effort manuel



Four à chariot/échelles encastrables (Cf marché public de la Direction du Patrimoine Bâti)

- Permet la manutention des plats entre le four et le maintien au chaud sans effort
- Compatibilité entre four et maintien à chaud/froid



Table élévatrice inox mobile (ex : Happy manut)

→ Permet la manutention de charges à hauteur constante



Parmentière de cuisine à taille correspondante

→ Permet de réduire les gestes répétitifs pour la coupe des légumes

Couteaux de qualité

→ Permet de soulager le poignet dans les gestes de découpe

Vaisselle en nombre suffisant avec poids unitaire léger (modèles en tests sur certains établissements : voir avec la DEC ou la DPB)

→ Permet de réduire la pénibilité

Matériel de plonge

Lave-batterie (Cf marché public de la Direction du Patrimoine Bâti)

→ Permet de réduire le nettoyage de matériel à la main



Bac de trempage à fond remontant (ex : Happy Manut, Happy Wash 100l ou 300l)

→ Permet le trempage de grands gastro sans posture contraignante



Rehausse pour évier en inox (Cf marché public de la Direction du Patrimoine Bâti)

→ Permet en fonction de l'activité réalisée de réduire la profondeur du bac



Espace Lingerie

Chariot à linge de prétri avec sac tissu

→ Permet de trier le linge et de faire la navette



Chariot à linge à fond remontant

→ Permet le stockage de linge sale sans posture contraignante



Chariot pour panier à linge

→ Permet le transport du linge sans posture contraignante

Surélever les machines

- Permet de limiter les postures contraignantes lors du chargement/déchargement du linge
- Veiller à garantir la stabilité des machines (cycle essorage)



Machine à laver et sèche-linge professionnels

→ Permet de limiter le nombre de machines

Fer à repasser professionnel avec table réglable en hauteur

Etagère de stockage et penderie à hauteur

→ Permet le stockage du linge plié et facilite la manutention et réduit les postures contraignantes

Gestion des déchets

Poubelles à mettre sur roues

- Permet le transport des déchets entre le réfectoire et le point de collecte à moindre effort.
- Réduit les postures contraignantes



Matériel de réfectoire / Salle de classe

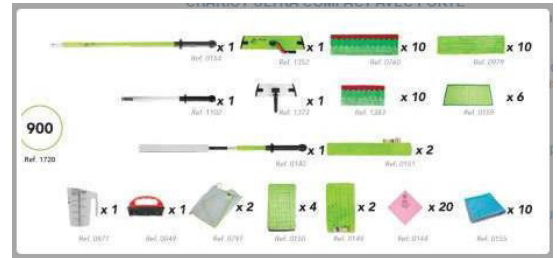
Poids des chaises

→ Remplacer progressivement des chaises un poids unitaire supérieur à 5 kg – pour info, chaises du marché départemental à 3kg 200

Entretien des locaux

Chariot de ménage et matériel ergonomique avec méthode d'imprégnation

- Permet de réduire le port de charge, de limiter les mouvements contraignants lors de l'entretien
- Accessoires à commander : petite brosse pour les tableaux et les tables avec manche télescopique, support incurvé orientable pour les spots lumineux et l'arrière des radiateurs



Pelle avec manche long

- Permet de limiter la posture contraignante pour le ramassage des déchets



Balayeuse Manuelle

- Permet le balayage des cours ou surfaces goudronnées sans geste répétitif



Auto-laveuse (option aspirante- compacte)

- Permet de réaliser l'aspiration et le nettoyage de grandes surfaces en un seul passage
- Modèle Nilfisk SC250 – autolaveuse aspirante compacte
- Modèle Truwox multiwash II – autolaveuse compacte



Balai avec réservoir d'eau

- Permet le nettoyage de petites surfaces/escaliers où l'accès est plus difficile et/ou l'absence de points d'eau à proximité

Aspirateur à usage professionnel (poignet à hauteur d'homme, maniabilité, niveau de bruit inférieur à 85dB(A) ou aspirateur sans fil)

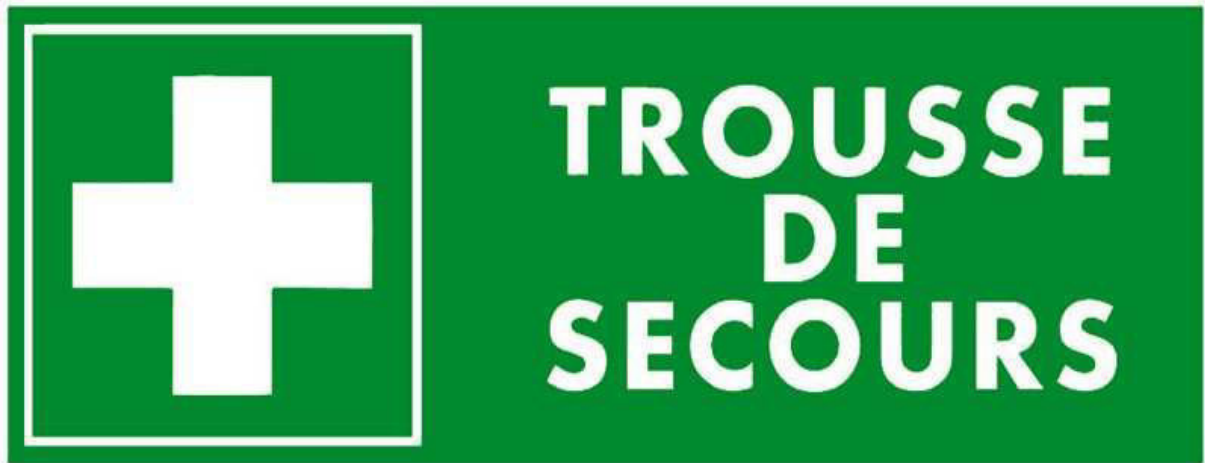
- Permet le dépoussiérage en limitant les postures contraignantes



Souffleur à feuilles « à dos »

- Permet le soufflage des feuilles et poussières des espaces extérieurs sans de contrainte de poids pour les membres supérieurs





LA TROUSSE DE SECOURS CONTIENT

- Crème d'arnica
- Efferalgan (comprimés effervescents)
- SEPTIVON (1 flacon)
- SEPTREAL (1 flacon)
- Alcool modifié à 70° (1 flacon)
- HEXOMEDINE (1 flacon)
- DADUCOSE (lot de 4 unidoses)
- Gants jetables
- Pince à échardes à bords plats
- Paire de ciseaux à bouts ronds
- Pince « Tire-Tiques »
- 2 épingles de sûreté
- Compresse
- Bandes extensibles (5 et 10 cm)
- Bande COHEBAN
- Sparadrap adhésif
- Pansements à découper
- Echarpe triangulaire
- Coussin hémostatique
- Canule bouche à bouche
- Couverture de survie

L'ensemble de ces produits a fait l'objet d'une validation par le médecin du travail de la collectivité.

Le Département prend en charge l'achat et le réassort annuel de la trousse de secours à l'usage des agents départementaux au sein des collèges à raison de :

- 1 trousse pour 15 agents départementaux ;
- 2 trousse au-delà de 16 agents départementaux.

Les véhicules des collèges n'entrent pas dans la dotation prévue par le Conseil Départemental.

L'établissement enverra le bon de commande ci-joint pour validation aux adresses suivantes :

sprhs@dordogne.fr / m.razafimahefa2@dordogne.fr avant toute commande effectuée en pharmacie.

Les trousse de secours devront être positionnées à proximité de la cuisine et/ou de l'atelier.

	BON de COMMANDE de PRODUITS PHARMACEUTIQUES TROUSSES de SECOURS DES COLLEGES
-----------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------

Nom du Collège :		
Nombre d'agents départementaux :	<input type="checkbox"/> 15 agents et moins = 1 trousse	<input type="checkbox"/> 16 agents et plus = 2 trousse

CONTENU DE CHAQUE TROUSSE (liste validée par le médecin de prévention - Novembre 2021)		
NATURE	QUANTITE PAR TROUSSE	PRODUIT A COMMANDER (à cocher)
COMPRESSES 10 X 10 (sachet de 2)	1	
SPARADRAP ADHESIF (1 boîte)	1	
BANDES extensibles (largeur 5 cm)	1	
BANDES extensibles (largeur 10 cm)	1	
BANDE COHEBAN (1 boîte)	1	
PANSEMENTS à découper (largeur 6 cm -1 boîte)	1	
PANSEMENTS à découper (largeur 8 cm- 1 boîte)	1	
GANTS JETABLES vinyle	Plusieurs paires (min 5)	
HEXOMEDINE (1 flacon)	1	

DACUDOSE (1 lot de 4 uni doses)	1	
SEPTIVON (1 flacon)	1	
SEPTEAL (1 flacon)	1	
Alcool modifié à 70° (1 flacon)	1	
CREME D'ARNICA (1 tube)	1	
EFFERALGAN 500 (comprimés effervescents – 1 boîte)	1	
ECHARPE TRIANGULAIRE (1 unité)	1	
CANULE pour bouche à bouche (1 unité)	1	
COUVERTURE DE SURVIE (1 unité)	1	
COUSSIN HEMOSTATIQUE (1 unité)	1	
PINCE A ECHARDE à bords plats (1 unité)	1	
CISEAUX à bouts ronds (1 unité)	1	
EPINGLES DE SURETE (2 unités)	1	
PINCE TIRE-TIQUES (1 unité)	1	



à envoyer par mail pour validation avant toute commande effectuée en pharmacie.

à sprhs@dordogne.fr et m.razafimahefa2@dordogne.fr

Commande établie par (Nom et Visa)	Commande validée par (Nom et Visa)
Date de la demande :	BON POUR ACHAT EN PHARMACIE

TOXI-INFECTION ALIMENTAIRE COLLECTIVE (TIAC)

Définition

Une Toxi-Infection Alimentaire Collective est définie par l'apparition rapprochée dans le temps, de symptômes, le plus souvent digestifs, concernant au moins deux personnes ayant consommé un repas identique ou un même aliment.

La consommation d'eau du robinet impactée par une pollution microbiologique peut également être à l'origine d'une TIAC.

Les symptômes les plus fréquents restent les diarrhées et les vomissements, les nausées, les douleurs abdominales et les fièvres. Des maux de tête, des urticaires, peuvent être également observés.

Toute suspicion de **TIAC** est à considérer comme une **URGENCE** afin d'identifier et de stopper rapidement la source d'exposition et de limiter l'impact sanitaire.

Pourquoi déclarer ?

Les TIAC font parties de la liste des **maladies à déclaration obligatoire** (DO) qui doivent être notifiées par tout médecin ou biologiste auprès du Point Focal Régional de l'ARS 33.

La déclaration permet de :

1. Confirmer l'existence d'une toxi-infection alimentaire collective (TIAC) et d'en mesurer l'importance ;
2. Décrire les caractéristiques de l'évènement, rechercher l'origine de la TIAC ;
3. Préconiser les mesures de prévention appropriées pour éviter la survenue d'autres épisodes ;
4. Retirer un produit alimentaire contaminé.

Comment déclarer la TIAC ?

1. Télécharger la feuille de notification de la maladie à déclaration obligatoire (fiche cerfa N°12211*02) : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_12211.do
2. Une fois complétée, envoyer la feuille de notification au Point Focal Régional (PFR) de l'ARS :
 - par mél : ars33-alerte@ars.sante.fr
 - ou par fax : 05 67 76 70 12

Doubler l'envoi d'un appel téléphonique au **0 809 400 004** (numéro 24h/24, 7j/7) pour un premier point de situation.

3. Informer la Direction de l'Éducation et des Collèges dès que possible au **05 53 02 01 60** ou par mél : cd24.education@dordogne.fr

CONDUITE A TENIR EN CAS DE SUSPICION DE TIAC

1. INFORMER LA DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT
2. ORGANISER ET PRENDRE EN CHARGE LES PERSONNES
3. METTRE PLACE DES MESURES PREVENTIVES COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES
4. DECLARER ET SIGNALER AUX AUTORITES COMPETENTES
5. VERIFIER LES ELEMENTS NECESSAIRES A L'INVESTIGATION

<i>Pour les élèves/adultes malades</i>	<i>Validation</i>
<input type="checkbox"/> Recenser les cas et prendre en charge les personnes	
<input type="checkbox"/> Renforcer l'hygiène des mains : (bactéricide et virucide) avant et après contacts directs avec les cas ou leur environnement	
<input type="checkbox"/> Porter un masque à proximité (< 1m) des malades	
<input type="checkbox"/> Mettre des gants non stériles à usage unique si risque de contact avec liquides biologiques (selles, vomissements)	
<input type="checkbox"/> Eliminer les équipements de protection individuelle dans la filière habituelle	
<i>Mesures au niveau de l'établissement</i>	
<input type="checkbox"/> Informer la Direction du collège, l'infirmière et le chef de cuisine de la suspicion de TIAC	
<input type="checkbox"/> Faire conserver par le responsable de cuisine les échantillons témoins des repas des 5 jours précédents l'évènement	
<input type="checkbox"/> Collecter les informations nécessaires à l'investigation (traçabilité, relevés de température et suivis)	
<input type="checkbox"/> Réaliser le signalement règlementaire et la notification à l'ARS33 (0 809 400 004)	
<input type="checkbox"/> Informer la Direction de l'Education et des Collèges du CD24 (05 53 02 01 60)	
<input type="checkbox"/> Possibilité de demander conseils auprès du LDAR 24 (05 53 06 80 00)	

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.25

Répartition de subventions au titre du Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH).

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

Saint-Aulaye	Achat de plateaux pour le self et réparations de la sauteuse et du lave-vaisselle.	1.407 €
Terrasson	Achat d'une machine à laver, d'une centrale vapeur pour linge de cuisine et mobilier de stockage, réparation sur matériels de cuisine (friteuse, tunnel de lavage, armoire positive, hotte ...).	2.946 €
Vergt	Achat d'une auto-laveuse.	1.131 €
TOTAL		18.713 €



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.26

Collège Léonce Bourliaguet de THIVIERS.

Attribution d'une aide au transport des élèves pour les cours d'Education Physique et Sportive (EPS).

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.26

Collège Léonce Bourliaguet de THIVIERS.
Attribution d'une aide au transport des élèves pour les cours d'Education Physique et Sportive
(EPS).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ATTRIBUE, au chapitre 932, article fonctionnel 221, nature 6245 au Collège Léonce Bourliaguet de THIVIERS, une aide exceptionnelle de **20.000 €** pour le transport des élèves du collège vers les équipements sportifs mis à disposition durant la période des travaux effectués au gymnase de THIVIERS afin d'assurer le programme scolaire d'EPS.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.27

Conventions d'occupation de logement à titre précaire
dans les Collèges pour l'année scolaire 2022-2023.
3ème attribution.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.27

Conventions d'occupation de logement à titre précaire
dans les Collèges pour l'année scolaire 2022-2023.
3ème attribution.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE les conventions d'occupation de logement à titre précaire ci-annexées pour l'année scolaire 2022-2023 dans les Collèges suivants :

- Collège Aliénor d'Aquitaine à BRANTÔME au profit de :
 - Mme Fabienne CHARTEAU, Adjoint administratif, à compter du 1^{er} septembre 2022 pour l'année scolaire 2022-2023 (Annexe 1) ;
- Collège Les Châtenades à MUSSIDAN au profit de :
 - Mme Isabelle PETIT, Secrétaire de direction, à compter du 1^{er} septembre 2022 pour l'année scolaire 2022-2023 (Annexe 2) ;
- Collège Yvon Delbos à MONTIGNAC au profit de :
 - M. Morade BENMOHAMED, Agent technique territorial, à compter du 1^{er} septembre 2022 et pour l'année scolaire 2022-2023 (Annexe 3) ;
 - M. Matthew ROLLO, Assistant de langue, à compter du 1^{er} octobre 2022 jusqu'au 30 avril 2023 (Annexe 4) ;
- Collège Arthur Rimbaud à SAINT-ASTIER au profit de :
 - M. Sébastien DOUCET, Agent technique territorial, à compter du 1^{er} septembre 2022 et pour l'année scolaire 2022-2023 (Annexe 5).

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ces conventions, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

Annexe 1 à la délibération n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023.

Convention d'occupation à titre précaire d'un logement au Collège Aliénor d'Aquitaine à BRANTÔME au profit de Mme Fabienne CHARTEAU, Adjoint administratif.

VU le Code de l'Education, articles R.216-4 à R.216-19,

VU le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008, relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement,

VU l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée concernant les logements de fonction des personnels Techniciens, Ouvriers et de Service dans les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement,

VU la délibération n° 12.CP.II.100 du 12 mars 2012 de la Commission Permanente du Conseil Général portant Règlement départemental des logements de fonction des collèges de la Dordogne,

VU l'avis de la Direction du Patrimoine Bâti,

VU la proposition du Conseil d'Administration en date du 22 novembre 2022,

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Le Collège Aliénor d'Aquitaine à BRANTÔME, représenté par Mme Martine PROTHON, Principale,

ET

Le Bénéficiaire du logement, Mme Fabienne CHARTEAU, Adjoint administratif, dans cet Etablissement,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

Le logement n° 2 destiné au Gestionnaire étant vacant, est attribué à titre provisoire à Mme Fabienne CHARTEAU, Adjoint administratif, la concession ci-après désignée :

- Etablissement : Collège Aliénor d'Aquitaine
- Adresse exacte : Rue du Commando Valmy - 24310 BRANTÔME
- Type du logement : F3
- Superficie : 83 m²

Sis dans un immeuble mis à disposition du Département.

Article 2 : Durée et conditions générales

Cette concession est valable sur le logement n° 2 du Gestionnaire sous réserve de l'obtention de sa dérogation, à compter du 1^{er} septembre 2022 et pour l'année scolaire 2022-2023.

L'Occupant ne peut utiliser ce logement qu'à usage exclusif d'habitation principale pour lui et sa famille. Il doit le maintenir en bon état de propreté et d'entretien et à usage paisible du bien loué. L'Attestation d'entretien de la chaudière, à la charge de l'Occupant, devra être fournie chaque année au Département, à la Direction du Patrimoine Bâti.

Article 3 : Clauses financières

Le montant de la caution, équivalent à un mois de loyer, devra être versé au plus tard à la date de l'état des lieux d'entrée et sera remboursé par la Paierie départementale en fonction des résultats de l'état des lieux de sortie. A compter du 1^{er} septembre 2022, un loyer mensuel de **254,86 €** sera demandé à l'Intéressée et sera versé à l'Etablissement ainsi que le montant des charges : eau, gaz, électricité et chauffage. Le montant du loyer est révisé conformément au dernier Indice connu de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), soit le 1^{er} trimestre 2022. Le loyer tient compte d'un abattement et l'Occupante doit effectuer les contreparties suivantes : mise en action des protocoles d'avertissement quand l'alarme se déclenche ou en cas de faits inhabituels, fermeture de l'établissement après les réunions en dehors du temps de présence des agents et le soir lorsque l'agent du soir est absent, relevé du courrier pendant les vacances.

Article 4 : Assurances

Le Bénéficiaire doit se garantir contre les risques locatifs, y compris le recours des tiers, et justifier de l'Attestation d'assurance correspondante.

Article 5 : Consignes à respecter

L'Occupant doit respecter et suivre les consignes énumérées dans le Guide de l'occupant.

Article 6 : Entretien des communs

Les espaces verts communs, les cages d'escaliers, les boites aux lettres, les places de parking et le local poubelle doivent être entretenus par chacun des Occupants, s'il y en a.

Article 7 : Evacuation des déchets ménagers

Le Locataire s'engage à s'inscrire auprès du Syndicat Mixte Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3) afin d'obtenir un badge pour accéder aux containers des déchets ménagers en dehors des containers destinés au Collège.

Article 8 : Clauses de résiliation

Cette convention est révocable de plein droit à tout moment, dans les conditions de l'article R.216-18 du Code de l'Education, notamment si l'Occupant ne s'acquitte pas du paiement de ses loyers, charges, impôts et taxes à sa charge, ou ne respecte pas les conditions d'utilisation précitées.

Fait en 3 exemplaires, à Périgueux, le

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Germinal PEIRO

Pour le Collège,
la Principale,

Martine PROTHON

L'Occupante,

Fabienne CHARTEAU

Annexe 2 à la délibération n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023.

**Convention d'occupation à titre précaire d'un logement au Collège Les Châtenades
à MUSSIDAN au profit de Mme Isabelle PETIT, Secrétaire de direction.**

VU le Code de l'Education, articles R.216-4 à R.216-19,

VU le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008, relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement,

VU l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée concernant les logements de fonction des personnels Techniciens, Ouvriers et de Service dans les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement,

VU la délibération n° 12.CP.II.100 du 12 mars 2012 de la Commission Permanente du Conseil Général portant Règlement départemental des logements de fonction des Collèges de la Dordogne,

VU l'avis de la Direction du Patrimoine bâti,

VU la proposition du Conseil d'Administration en date du 21 novembre 2022,

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Le Collège Les Châtenades à MUSSIDAN, représenté par Mme Florence MARCHOIS, Principale,

ET

Le Bénéficiaire du logement, Mme Isabelle PETIT, Secrétaire de direction, dans cet Etablissement,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

Le logement n°3, destiné au Gestionnaire, étant vacant, est attribué à titre provisoire à Mme Isabelle PETIT, Secrétaire de direction, la concession ci-après désignée :

- Etablissement : Collège Les Châtenades
- Adresse exacte : Les Châtenades - 24400 MUSSIDAN
- Type du logement : F4
- Superficie : 85 m²

Sis dans un immeuble mis à disposition du Département.

Article 2 : Durée et conditions générales

Cette concession est valable, sous réserve de l'obtention de la dérogation à l'obligation de loger du Gestionnaire, sur le logement n° 3 à compter du 1^{er} septembre 2022 et jusqu'à la fin de l'année scolaire 2022-2023.

L'Occupant ne peut utiliser ce logement qu'à usage exclusif d'habitation principale pour lui et sa famille. Il doit le maintenir en bon état de propreté et d'entretien et en jouir en usage paisible du bien loué. L'Attestation d'entretien de la chaudière, à la charge de l'Occupant, devra être fournie chaque année au Département, à la Direction du Patrimoine Bâti.

Article 3 : Clauses financières

Le montant de la caution, équivalent à un mois de loyer, devra être versé au plus tard à la date de l'état des lieux d'entrée et sera remboursé par la Paierie départementale en fonction des résultats de l'état des lieux de sortie.

A compter du 1^{er} septembre 2022, un loyer mensuel de **296,16 €** sera demandé à l'Intéressée et sera versé à l'Etablissement ainsi que le montant des charges : eau, gaz, électricité et chauffage. Le montant du loyer est révisé conformément au dernier Indice connu de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), soit le 1^{er} trimestre 2022.

Article 4 : Assurances

Le Bénéficiaire doit se garantir contre les risques locatifs, y compris le recours des tiers, et justifier de l'Attestation d'assurance correspondante.

Article 5 : Entretien des communs

Les espaces verts communs, les cages d'escaliers, les boîtes aux lettres, les places de parking et le local poubelle doivent être entretenus par chacun des Occupants, s'il y en a.

Article 6 : Evacuation des déchets ménagers

Le Locataire s'engage à s'inscrire auprès du Syndicat Mixte Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3) afin d'obtenir un badge pour accéder aux containers des déchets ménagers en dehors des containers destinés au Collège.

Article 7 : Clauses de résiliation

Cette convention est révoquée de plein droit à tout moment, dans les conditions de l'article R.216-18 du Code de l'Education, notamment si l'Occupant ne s'acquitte pas du paiement de ses loyers, charges, impôts et taxes à sa charge, ou ne respecte pas les conditions d'utilisation précitées.

Fait en 3 exemplaires, à Périgueux, le

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Germinal PEIRO

Pour le Collège,
la Principale,

Florence MARCHOIS

L'Occupante,

Isabelle PETIT

Annexe 3 à la délibération n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023.

Convention d'occupation à titre précaire d'un logement au Collège Yvon Delbos à MONTIGNAC au profit de M. Morade BENMOHAMED, Agent technique territorial.

VU le Code de l'Education, articles R.216-4 à R.216-19,

VU le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008, relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement,

VU l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée concernant les logements de fonction des personnels Techniciens, Ouvriers et de Service dans les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement,

VU la délibération n° 12.CP.II.100 du 12 mars 2012 de la Commission Permanente du Conseil Général portant Règlement départemental des logements de fonction des Collèges de la Dordogne,

VU l'avis de la Direction du Patrimoine Bâti,

VU la proposition du Conseil d'Administration en date du 24 novembre 2022,

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Le Collège Yvon Delbos à MONTIGNAC, représenté par M. Manuel VERMAUT, Principal,

ET

Le Bénéficiaire du logement, M. Morade BENMOHAMED, Agent technique territorial, dans cet Etablissement,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

Le logement n° 3 destiné au Conseiller Principal d'Education (CPE) étant vacant, sont attribués à titre provisoire à Monsieur Morade BENMOHAMED, Agent technique territorial, la concession ci-après désignée :

- Etablissement : Collège Yvon Delbos
- Adresse exacte : 105, chemin des Gardes (Logement n° 3) - 24290 MONTIGNAC
- Type du logement : F3
- Superficie : 105,50 m²

Sis dans un immeuble mis à disposition du Département.

Article 2 : Durée et conditions générales

Cette concession est valable, sous réserve de l'obtention de dérogation à l'obligation de loger du Conseiller Principal d'Education (CPE) (logement n° 3), à compter du 1^{er} septembre 2022 jusqu'au 31 août 2023.

L'Occupant ne peut utiliser ce logement qu'à usage exclusif d'habitation principale pour lui et sa famille. Il doit le maintenir en bon état de propreté et d'entretien et en jouir en usage paisible du bien loué. L'Attestation d'entretien de la chaudière, à la charge de l'Occupant, devra être fournie chaque année au Département, à la Direction du Patrimoine Bâti.

Article 3 : Clauses financières

Le montant de la caution, équivalent à un mois de loyer, devra être versé au plus tard à la date de l'état des lieux d'entrée et sera remboursé par la Paierie départementale en fonction des résultats de l'état des lieux de sortie.

A compter du 1^{er} septembre 2022, un loyer mensuel de **551,34 €** sera demandé à l'Intéressé et sera versé à l'Etablissement ainsi que le montant des charges : eau, gaz, électricité et chauffage. Le montant du loyer est révisé conformément au dernier Indice connu de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), soit le 1^{er} trimestre 2022.

Article 4 : Assurances

Le Bénéficiaire doit se garantir contre les risques locatifs, y compris le recours des tiers, et justifier de l'Attestation d'assurance correspondante.

Article 5 : Entretien des communs

Les espaces verts communs, les cages d'escaliers, les boîtes aux lettres, les places de parking et le local poubelle doivent être entretenus par chacun des Occupants, s'il y en a.

Article 6 : Evacuation des déchets ménagers

Le Locataire s'engage à s'inscrire auprès du Syndicat Mixte Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3) afin d'obtenir un badge pour accéder aux containers des déchets ménagers en dehors des containers destinés au Collège.

Article 7 : Clauses de résiliation

Cette convention est révocable de plein droit à tout moment, dans les conditions de l'article R.216-18 du Code de l'Education, notamment si l'Occupant ne s'acquitte pas du paiement de ses loyers, charges, impôts et taxes à sa charge, ou ne respecte pas les conditions d'utilisation précitées.

Fait en 3 exemplaires, à Périgueux, le

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Germinal PEIRO

Pour le Collège,
le Principal,

Manuel VERMAUT

L'Occupant,

Morade BENMOHAMED

Annexe 4 à la délibération n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023.

Convention d'occupation à titre précaire d'un logement au Collège Yvon Delbos à MONTIGNAC au profit de M. Matthew ROLLO, Assistant de langue.

VU le Code de l'Education, articles R.216-4 à R.216-19,

VU le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008, relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement,

VU l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée concernant les logements de fonction des personnels Techniciens, Ouvriers et de Service dans les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement,

VU la délibération n° 12.CP.II.100 du 12 mars 2012 de la Commission Permanente du Conseil Général portant Règlement départemental des logements de fonction des Collèges de la Dordogne,

VU l'avis de la Direction du Patrimoine Bâti,

VU la proposition du Conseil d'Administration en date du 24 novembre 2022,

ENTRE

Le Département de la Dordogne, sis 2 Rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Le Collège Yvon Delbos à MONTIGNAC, représenté par M. Manuel VERMAUT, Principal,

ET

Le Bénéficiaire du logement, M. Matthew ROLLO, Assistant de langue, dans cet Etablissement,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

Le logement n° 1 étant vacant, est attribué à titre provisoire à M. Matthew ROLLO, Assistant de langue, la concession ci-après désignée :

- Etablissement : Collège Yvon Delbos
- Adresse exacte : 105, chemin des Gardes (Logement n° 1) - 24290 MONTIGNAC
- Type du logement : F2
- Superficie : 58,70 m²

Sis dans un immeuble mis à disposition du Département.

Article 2 : Durée et conditions générales

Cette concession est valable à compter du 1^{er} octobre 2022 jusqu'au 30 avril 2023.

L'Occupant ne peut utiliser ce logement qu'à usage exclusif d'habitation principale pour lui et sa famille. Il doit le maintenir en bon état de propreté et d'entretien et en jouir en usage paisible du bien loué. L'Attestation d'entretien de la chaudière, à la charge de l'Occupant, devra être fournie chaque année au Département, à la Direction du Patrimoine Bâti.

Article 3 : Clauses financières

Le montant de la caution, équivalent à un mois de loyer, devra être versé au plus tard à la date de l'état des lieux d'entrée et sera remboursé par la Paierie départementale en fonction des résultats de l'état des lieux de sortie.

A compter du 1^{er} octobre 2022, un loyer mensuel de **256,97 €** sera demandé à l'Intéressé et sera versé à l'Etablissement ainsi que le montant des charges : eau, gaz, électricité et chauffage. Le montant du loyer est révisé conformément au dernier Indice connu de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), soit le 1^{er} trimestre 2022.

Article 4 : Assurances

Le Bénéficiaire doit se garantir contre les risques locatifs, y compris le recours des tiers, et justifier de l'Attestation d'assurance correspondante.

Article 5 : Entretien des communs

Les espaces verts communs, les cages d'escaliers, les boîtes aux lettres, les places de parking et le local poubelle doivent être entretenus par chacun des Occupants, s'il y en a.

Article 6 : Evacuation des déchets ménagers

Le Locataire s'engage à s'inscrire auprès du Syndicat Mixte Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3) afin d'obtenir un badge pour accéder aux containers des déchets ménagers en dehors des containers destinés au Collège.

Article 7 : Clauses de résiliation

Cette convention est révoquée de plein droit à tout moment, dans les conditions de l'article R.216-18 du Code de l'Education, notamment si l'Occupant ne s'acquitte pas du paiement de ses loyers, charges, impôts et taxes à sa charge, ou ne respecte pas les conditions d'utilisation précitées.

Fait en 3 exemplaires, à Périgueux, le

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Germinal PEIRO

Pour le Collège,
le Principal,

Manuel VERMAUT

L'Occupant,

Matthew ROLLO

Annexe 5 à la délibération n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023.

Convention d'occupation à titre précaire d'un logement au Collège Arthur Rimbaud à SAINT-ASTIER au profit de M. Sébastien DOUCET, Agent technique territorial.

VU le Code de l'Education, articles R.216-4 à R.216-19,

VU le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008, relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement,

VU l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée concernant les logements de fonction des personnels Techniciens, Ouvriers et de Service dans les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement,

VU la délibération n° 12.CP.II.100 du 12 mars 2012 de la Commission Permanente du Conseil Général portant Règlement départemental des logements de fonction des Collèges de la Dordogne,

VU l'avis de la Direction du Patrimoine Bâti,

VU la proposition du Conseil d'Administration en date du 24 novembre 2022,

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Le Collège Arthur Rimbaud à SAINT-ASTIER, représenté par M. Cyrill CAPOU, Principal,

ET

Le Bénéficiaire du logement, M. Sébastien DOUCET, Agent technique territorial dans cet Etablissement,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

Le logement n° 1 destiné au Principal étant vacant, est attribué à titre provisoire à M. Sébastien DOUCET, Agent technique territorial, la concession ci-après désignée :

- Etablissement : Collège Arthur Rimbaud
- Adresse exacte : Rue Fournier - 24110 SAINT-ASTIER
- Type du logement : F5
- Superficie : 138 m²

Sis dans un immeuble mis à disposition du Département.

Article 2 : Durée et conditions générales

Cette concession est valable sur le logement n° 1 du Principal, sous réserve de l'obtention de sa dérogation, à compter du 1^{er} septembre 2022 et pour l'année scolaire 2022-2023.

L'Occupant ne peut utiliser ce logement qu'à usage exclusif d'habitation principale pour lui et sa famille. Il doit le maintenir en bon état de propreté et d'entretien et à usage paisible du bien loué. L'Attestation d'entretien de la chaudière, à la charge de l'Occupant, devra être fournie chaque année au Département, à la Direction du Patrimoine Bâti.

Article 3 : Clauses financières

Le montant de la caution, équivalent à un mois de loyer, devra être versé au plus tard à la date de l'état des lieux d'entrée et sera remboursé par la Paierie départementale en fonction des résultats de l'état des lieux de sortie.

A compter du 1^{er} septembre 2022, un loyer mensuel de **396,06 €** sera demandé à l'Intéressé et sera versé à l'Etablissement ainsi que le montant des charges : eau, gaz, électricité et chauffage. Le montant du loyer est révisé conformément au dernier Indice connu de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), soit le 1^{er} trimestre 2022.

Article 4 : Assurances

Le Bénéficiaire doit se garantir contre les risques locatifs, y compris le recours des tiers, et justifier de l'Attestation d'assurance correspondante.

Article 5 : Entretien des communs

Les espaces verts communs, les cages d'escaliers, les boîtes aux lettres, les places de parking et le local poubelle doivent être entretenus par chacun des Occupants, s'il y en a.

Article 6 : Evacuation des déchets ménagers

Le Locataire s'engage à s'inscrire auprès du Syndicat Mixte Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3) afin d'obtenir un badge pour accéder aux containers des déchets ménagers en dehors des containers destinés au Collège.

Article 7 : Clauses de résiliation

Cette convention est révocable de plein droit à tout moment, dans les conditions de l'article R.216-18 du Code de l'Education, notamment si l'Occupant ne s'acquitte pas du paiement de ses loyers, charges, impôts et taxes à sa charge, ou ne respecte pas les conditions d'utilisation précitées.

Fait en 3 exemplaires, à Périgueux, le

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Germinal PEIRO

Pour le Collège,
le Principal,

Cyrill CAPOU

L'Occupant,

Sébastien DOUCET

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.28

Contrats de Projets Communaux 2022-2024.
Programmation financière initiale des Cantons du Pays de La Force,
Pays de Montaigne et Gurson, Ribérac et Vallée de l'Homme.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Cécile LABARTHE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.28

Contrats de Projets Communaux 2022-2024.
Programmation financière initiale des Cantons du Pays de La Force,
Pays de Montaigne et Gurson, Ribérac et Vallée de l'Homme.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

VU la communication de la Commission Européenne n° 2016/C262/01 en date du 19 mai 2016 concernant les mesures d'aides publique locales pouvant être accordées et ne rentrant pas dans le champ des aides d'état (dimension purement locale des aides),

VU le Régime cadre exempté de notification n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020 (reconductible),

VU les dispositifs mis en œuvre par l'Etat (Cœur de Ville, Petites Villes de demain, CRTE et ORT),

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-155 du 28 juin 2022 adoptant l'Acte II de la contractualisation pour la période 2022-2024, son projet de Règlement et la répartition des enveloppes financières consacrée à la nouvelle contractualisation,

VU le Programme opérationnel régional FEDER-FSE+ 2021-2027 adopté le 26 septembre 2022,

VU le Volet régional du Plan Stratégique National adopté le 31 août 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

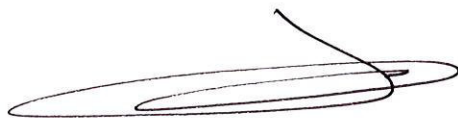
APPROUVE la programmation financière du Contrat de Projets Communaux initial du Canton du PAYS DE LA FORCE pour la période 2022-2024 (Cf. Annexe 1), et **ACTE** l'attribution d'un montant total de subventions de **411.954,51 €** pour le soutien de **7** projets d'investissement.

APPROUVE la programmation financière du Contrat de Projets Communaux initial du Canton du PAYS DE MONTAIGNE ET GURSON 2022-2024 (Cf. Annexe 2), et **ACTE** l'attribution d'un montant total de subventions de **713.188,26 €** pour le soutien de **18** projets d'investissement.

APPROUVE la programmation financière du Contrat de Projets Communaux initial du Canton de RIBÉRAC pour la période 2022-2024 (Cf. Annexe 3), et **ACTE** l'attribution d'un montant total de subventions de **383.599,82 €** pour le soutien de **15** projets d'investissement.

APPROUVE la programmation financière du Contrat de Projets Communaux initial du Canton VALLÉE DE L'HOMME pour la période 2022-2024 (Cf. Annexe 4), et **ACTE** l'attribution d'un montant total de subventions de **801.149,04 €** pour le soutien de **15** projets d'investissement.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter, au nom et pour le compte du Département lesdits contrats sur la base du format standard des Contrats de Territoires (Contrats de Projets Communaux et Territoriaux) adopté par délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IX.32 du 12 décembre 2022.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

ANNEXE 1

CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX INITIAL DU CANTON DU PAYS DE LA FORCE TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE

Canton du Pays de La Force

Volet communal - Programmation 2022 - 2024

Bloc 1 : OPÉRATIONS DÉPROGRAMMÉES (désinscrites du volet communal) :					Plan de financement prévisionnel					Programmation subvention CD24			Total financement CD24		
Domaines d'intervention	n° dossier	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant opération	Subventions				Auto-financement	programmation initiale	avenant 1	avenant 2	Montant	Taux
						Europe	Etat	Région	Autres		2022	2023	2024		
aucune opération															
TOTAUX :					0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
Bloc 2 : OPÉRATIONS PROGRAMMÉES (inscrites au volet communal) :					Plan de financement prévisionnel					Programmation subvention CD24			Total financement CD24		
Domaines d'intervention	n° dossier	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant opération	Subventions				Auto-financement	programmation initiale	avenant 1	avenant 2	Montant	Taux
						Europe	Etat	Région	Autres		2022	2023	2024		
Développement économique	EX016100	Maison multiservice rurale	Commune de Bosset	Bosset	94 983,89 €		28 495,17 €		18 996,77 €	23 745,97 €			23 745,98 €	25,00%	
	EX016204	Réaménagement du restaurant	Commune de Ginestet	Ginestet	470 227,00 €		117 556,75 €		60 000,97 €	198 624,28 €			94 045,00 €	20,00%	
Equipements touristiques et de loisirs publics	EX015846	Acquisition immobilière 53 et 55 rue de la résistance pour gites	Commune de Saint Pierre d'Eyraud	Saint Pierre d'Eyraud	440 000,00 €					352 000,00 €			88 000,00 €	20,00%	
Services publics de proximité	EX015247	Aménagement de l'Hôtel de Ville	Commune de Prignonrieux	Prignonrieux	50 920,00 €		23 768,00 €			16 968,00 €			10 184,00 €	20,00%	
Santé															
Equipements éducatifs enfance et jeunesse	EX015185	Construction d'un restaurant scolaire	Commune de Gardonne	Gardonne	729 673,60 €		291 869,44 €	X	X	291 869,44 €			145 934,72 €	20,00%	
Habitat et logement															
Équipements culturels et patrimoniaux															
Équipements sportifs	EX015248	Réhabilitation des clôtures et des mains courantes des terrains du complexe sportif Tranche 1	Commune de Prignonrieux	Prignonrieux	32 448,20 €		12 979,28 € 1 622,41 €			11 356,87 €			6 489,64 €	20,00%	
Aménagement de centre-bourg	EX016131	Aménagement de la place du Groupe Loiseau : construction d'une halle et aménagements divers Tranche financière 2	Commune de Prignonrieux	Prignonrieux	650 500,00 €				119 069,83 €	487 875,00 €			43 555,17 €	6,70%	
Mobilité durable															
Aménagement de l'espace															
Edifices patrimoniaux (patrimoine historique et culturel)															
Eau et Assainissement															
Patrimoine communal															
Infrastructures															
TOTAUX :					2 468 752,69 €	0,00 €	476 291,05 €	0,00 €	198 067,57 €	1 382 439,56 €	411 954,51 €	0,00 €	0,00 €	411 954,51 €	
Bloc 3 : BILAN PROGRAMMATION - Volet communal :										Rappel de l'enveloppe 2022-2024 du territoire :			809 011,71 €		
										Total programmation initiale :			411 954,51 €		
										Total programmation avenant 1 :			0,00 €		
										Total programmation avenant 2 :			0,00 €		
										Total programmation globale :			411 954,51 €		
										Nouvelle enveloppe disponible pour le territoire :			397 057,20 €		

Légende / code couleur plan de financement :

Montant proratisé

Financement du CD24

ANNEXE 2

CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX INITIAL DU CANTON DU PAYS DE MONTAIGNE ET GURSON TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE

Canton du Pays de Montaigne et Gurson

Volet communal - Programmation 2022 - 2024

Bloc 1 : OPÉRATIONS DÉPROGRAMMÉES (désinscrites du volet communal) :					Plan de financement prévisionnel					Programmation subvention CD24			Total financement CD24		
Domaines d'intervention	n° dossier	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant opération	Subventions				Auto-financement	programmation initiale	avenant 1	avenant 2	Montant	Taux
						Europe	Etat	Région	Autres		2022	2023	2024		
TOTAUX :					0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
Bloc 2 : OPÉRATIONS PROGRAMMÉES (inscrites au volet communal) :					Plan de financement prévisionnel					Programmation subvention CD24			Total financement CD24		
Domaines d'intervention	n° dossier	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant opération	Subventions				Auto-financement	programmation initiale	avenant 1	avenant 2	Montant	Taux
						Europe	Etat	Région	Autres		2022	2023	2024		
Développement économique															
Equipements touristiques et de loisirs publics	EX015192	Aménagement ancienne poste en meublé de tourisme et création d'un atelier pour le projet de résidence d'artistes	Commune de Montcaret	Montcaret	315 802,00 €	57 080,00 €	92 490,00 €			103 071,60 €	63 160,40 €		63 160,40 €	20,00%	
Services publics de proximité	EX009902	Rénovation de la toiture du futur bâtiment de la mairie	Commune de Fougueyrolles	Fougueyrolles	12 195,00 €						2 439,00 €		2 439,00 €	20,00%	
	EX010185	Mise en sécurité d'un mur mitoyen de la Mairie	Commune de Carsac de Gurson	Carsac de Gurson	16 391,50 €						3 278,30 €		3 278,30 €	20,00%	
	EX010190	Réhabilitation et mise aux normes de la Mairie	Commune de Vélignes	Vélignes	814 500,00 €		366 525,00 €			285 075,00 €	162 900,00 €		162 900,00 €	20,00%	
	EX015519	Travaux de rénovation énergétique de la Mairie	Commune de Minzac	Minzac	55 693,14 €		16 705,00 €			27 849,51 €	11 138,63 €		11 138,63 €	20,00%	
Santé	EX009628	Construction d'une maison médicale	Commune de Port Sainte Foy et Ponchapt	Port Ste Foy et Ponchapt	248 000,00 €		74 639,67 €	77 275,00 €		34 085,33 €	62 000,00 €		62 000,00 €	25,00%	
Equipements éducatifs enfance et jeunesse	EX016170	Mise aux normes du chauffage dans l'école primaire	Commune de Saint-Michel-de-Montaigne	Saint Michel de Montaigne	10 042,14 €					8 033,71 €	2 008,43 €		2 008,43 €	20,00%	
Habitat et logement	EX015212	Démolition intérieure et création de 5 logements à l'ancienne gendarmerie	Commune de Villefranche-de-Lonchat	Villefranche de Lonchat	528 650,00 €										
					assiette :			30 000,00 €		197 502,00 €	75 834,00 €		75 834,00 €	25,00%	
					303 336,00 €										
Equipements culturels et patrimoniaux															
Equipements sportifs	EX016256	MATÉRIEL de jeux et de sport - Équipements divers - Anciennes Écoles	Commune de Saint-Géraud-de-Corps	Saint-Géraud-de-Corps	58 333,33 €		26 250,00 €			20 416,66 €	11 666,67 €		11 666,67 €	20,00%	
Aménagement de centre-bourg															
Mobilité durable															
Aménagement de l'espace															
Édifices patrimoniaux (patrimoine historique et culturel)	EX008969	Rénovation des toitures et façades de l'église	Commune de Saint-Méard-de-Gurçon	Saint Méard de Gurçon	298 003,00 €		89 401,90 €			149 001,10 €	59 600,00 €		59 600,00 €	20,00%	
	EX009167	Aménagement des salles de l'ancien Château des archevêques de Bordeaux - tranche conditionnelle 3	Commune de Lamothe Montravel	Lamothe Montravel	102 955,47 €		20 000,00 €	19 917,00 €		37 299,61 €	25 738,86 €		25 738,86 €	25,00%	
	EX010120	Restauration de la toiture et des maçonneries de l'église.	Commune de Saint-Vivien	Saint-Vivien	130 570,00 €		39 171,00 €			61 616,00 €	29 783,00 €		29 783,00 €	22,81%	
Eau et Assainissement															
Patrimoine communal	EX008881	Création de toilettes publiques	Commune de Saint-Méard-de-Gurçon	Saint Méard de Gurçon	21 336,22 €		6 401,00 €			10 667,98 €	4 267,24 €		4 267,24 €	20,00%	
	EX009627	Rénovation et extension du foyer municipal salle Jacques Prévert	Commune de Port Sainte Foy et Ponchapt	Port Sainte Foy et Ponchapt	805 337,00 €		234 160,00 €			395 557,00 €	175 620,00 €		175 620,00 €	21,81%	
	EX009874	Création d'un local de stockage et d'un atelier	Commune de Saint-Rémy	Saint Rémy	56 145,19 €		22 458,00 €			22 458,19 €	11 229,00 €		11 229,00 €	20,00%	
	EX014909	Rénovation énergétique : remplacement des convecteurs (mairie, école, logement communal)	Commune de Saint-Seurin-de-Prats	Saint Seurin de Prats	9 122,22 €		3 660,89 €			3 636,89 €	1 824,44 €		1 824,44 €	20,00%	
	EX009681	Changement des huisseries (transition énergétique)	Commune de Saint-Seurin-de-Prats	Saint Seurin de Prats	12 405,00 €		4 962,00 €			4 962,00 €	2 481,00 €		2 481,00 €	20,00%	
	EX016287	Restauration de la façade nord de la mairie et maçonneries attenantes.	Commune de Lamothe-Montravel	Lamothe-Montravel	41 096,46 €		10 274,12 €	8 219,29 €		22 603,05 €	8 219,29 €		8 219,29 €	20,00%	
Infrastructures															
TOTAUX :					2 073 996,03 €	57 080,00 €	1 007 098,58 €	135 411,29 €	0,00 €	1 383 835,63 €	713 188,26 €	0,00 €	0,00 €	713 188,26 €	
Bloc 3 : BILAN PROGRAMMATION - Volet communal :										Rappel de l'enveloppe 2022-2024 du territoire :			872 993,44 €		
										Total programmation initiale :			713 188,26 €		
										Nouvelle enveloppe disponible pour le territoire :			159 805,18 €		

Légende / code couleur plan de financement :

Montant proratisé

Financement du CD24

ANNEXE 3
CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX INITIAL
DU CANTON DE RIBÉRAC
TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE

Canton de Ribérac Volet communal - Programmation 2022 - 2024

Bloc 1 : OPÉRATIONS DÉPROGRAMMÉES (désinscrites du volet communal) :					Plan de financement prévisionnel					Programmation subvention CD24			Total financement CD24				
Domaines d'intervention	n° dossier	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant opération	Subventions				Auto-financement	programmation initiale 2022	avenant 1 2023	avenant 2 2024	Montant	Taux		
						Europe	Etat	Région	Autres								
Aucune opération déprogrammée																	
TOTAUX :					0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €			
Bloc 2 : OPÉRATIONS PROGRAMMÉES (inscrites au volet communal) :					Plan de financement prévisionnel					Programmation subvention CD24			Total financement CD24				
Domaines d'intervention	n° dossier	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant opération	Subventions				Auto-financement	programmation initiale 2022	avenant 1 2023	avenant 2 2024	Montant	Taux		
						Europe	Etat	Région	Autres								
Développement économique	EX015630	Transformation de l'ancien complexe scolaire en auberge collective	Commune de Lusignac	Lusignac	510 310,00 €		246 255,60 €			136 476,90 €	127 577,50 €			127 577,50 €	25,00%		
Equipements touristiques et de loisirs publics																	
Services publics de proximité	EX014927	Rénovation énergétique : installation d'une PAC dans la salle communale	Commune de Comberanche-et-Epeluche	Comberanche-et-Epeluche	10 291,95 €		3 087,58 €			4 631,38 €	2 572,99 €			2 572,99 €	20,00%		
Santé																	
Equipements éducatifs enfance et jeunesse	EX016393	Pose de volets roulants à l'école maternelle	Commune de Cherval	Cherval	4 614,00 €					3 691,20 €	922,80 €			922,80 €	20,00%		
Habitat et logement	EX015611	Réhabilitation d'une maison de bourg en deux logements locatifs	Commune de Saint-Sulpice-de-Roumagnac	Saint-Sulpice-de-Roumagnac	144 960,00 €			44 000,00 €		64 720,00 €	36 240,00 €			36 240,00 €	25,00%		
Équipements culturels et patrimoniaux																	
Équipements sportifs																	
Aménagement de centre-bourg	EX015704	Aménagement des ruelles du centre-bourg	Commune de Celles	Celles	Assiette tranche 1 :	78 322,00 €			281 678,00 €	Tranche 1 :				60 000,00 €	60 000,00 €	20,00%	
					300 000,00 €					Tranche 2 :				30 000,00 €			
					Assiette tranche 2 :					150 000,00 €				TOTAL :			90 000,00 €
					TOTAL :					450 000,00 €							
Mobilité durable																	
Aménagement de l'espace																	
Edifices patrimoniaux (patrimoine historique et culturel)	EX010816	Restauration des peintures murales de l'église-1° travée nef-narthex de l'église (TC2)	Commune de Saint-Méard-de-Drôme	Saint-Méard-de-Drôme	148 435,41 €		6 240,00 €	2 340,00 €		110 168,33 €	29 687,08 €			29 687,08 €	20,00%		
	EX017040	Travaux de sauvegarde des Vestiges de l'Arche de Grésignac	Commune de La Chapelle-Grésignac	Chapelle-Grésignac	16 351,00 €		4 905,30 €			8 175,50 €	3 270,20 €			3 270,20 €	20,00%		
Eau et assainissement																	
Patrimoine communal	EX015487	Agrandissement du cimetière communal	Commune de Coutures	Coutures	51 331,22 €		15 399,39 €			25 665,59 €	10 266,24 €			10 266,24 €	20,00%		
	EX016067	Réhabilitation et extension de la salle des fêtes	Commune de Vanxains	Vanxains	365 810,00 €		146 324,00 €			146 324,00 €	73 162,00 €			73 162,00 €	20,00%		
	EX016078	Travaux d'isolation, d'électricité et de chauffage dans la salle des fêtes	Commune de Saint-Paul-Lizonne	Saint-Paul-Lizonne	10 224,52 €		4 089,81 €			3 578,58 €	2 556,13 €			2 556,13 €	25,00%		
Infrastructures	EX016484	Adressage	Commune de Nanteuil-Auriac-de-Bourzac	Nanteuil-Auriac-de-Bourzac	11 804,01 €					9 443,21 €	2 360,80 €			2 360,80 €	20,00%		
	EX016745	Adressage	Commune de Comberanche-et-Epeluche	Comberanche-et-Epeluche	4 442,13 €					3 553,70 €	888,43 €			888,43 €	20,00%		
	EX017331	Adressage	Commune de Chassaignes	Chassaignes	3 000,25 €					2 400,20 €	600,05 €			600,05 €	20,00%		
	EX019377	Mise en accessibilité et sécurité du parvis de l'église	Commune de Bourgs du Bost	Bourgs du Bost	17 478,00 €		6 117,00 €			7 865,40 €	3 495,60 €			3 495,60 €	20,00%		
TOTAUX :					1 078 876,54 €	0,00 €	510 740,68 €	46 340,00 €	0,00 €	808 371,99 €	383 599,82 €			383 599,82 €			
Bloc 3 : BILAN PROGRAMMATION - Volet communal :										Rappel de l'enveloppe 2022-2024 du territoire :			1 115 098,38 €				
										Total programmation initiale :			383 599,82 €				
										Nouvelle enveloppe disponible pour le territoire :			731 498,56 €				

Légende / code couleur plan de financement :

Montant proratisé

Financement du CD24

ANNEXE 4

CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX INITIAL

DU CANTON VALLÉE DE L'HOMME

TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE

Canton Vallée de l'Homme

Volet communal - Programmation 2022 - 2024

Bloc 1 : OPÉRATIONS DÉPROGRAMMÉES (désinscrites du volet communal) :					Plan de financement prévisionnel					Programmation subvention CD24			Total financement CD24		
Domaines d'intervention	n° dossier	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant opération	Subventions				Auto-financement	programmation initiale	avenant 1	avenant 2	Montant	Taux
						Europe	Etat	Région	Autres		2022	2023	2024		
		pas d'opération annulée													
TOTAUX :					0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
Bloc 2 : OPÉRATIONS PROGRAMMÉES (inscrites au volet communal) :					Plan de financement prévisionnel					Programmation subvention CD24			Total financement CD24		
Domaines d'intervention	n° dossier	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant opération	Subventions				Auto-financement	programmation initiale	avenant 1	avenant 2	Montant	Taux
						Europe	Etat	Région	Autres		2022	2023	2024		
Développement économique															
Equipements touristiques et de loisirs publics															
Services publics de proximité	00100762	Construction d'une nouvelle gendarmerie - Tranche financière 2	Commune de Le Bugue	Le Bugue	1 163 764,51 €		555 876,75 € 45 005,03 € 271 328,00 €			154 951,42 €	136 603,31 €			136 603,31 €	11,74%
	EX014688	Salle de Convivialité / Pôle Séniors & pratiques culturelles Rénovation & Restructuration de la Mairie	Commune de Campagne	Commune de Campagne	335 000,00 €		127 990,00 €		34 800,00 €	88 460,00 €	83 750,00 €			83 750,00 €	25,00%
Santé															
Equipements éducatifs enfance et jeunesse	EX016140	Travaux de rénovation énergétique bâtiment Ecole/Mairie	Commune de Plazac	Plazac	140 000,00 €		45 500,00 €		26 860,00 €	32 640,00 €	35 000,00 €			35 000,00 €	25,00%
	EX019394	Réhabilitation de locaux pour salle de classe occitan	Commune de Le Bugue	Le Bugue	93 000,00 €		37 200,00 €			32 550,00 €	23 250,00 €			23 250,00 €	25,00%
Habitat et logement	EX015762	Remplacement de la chaudière du logement T5 des anciennes écoles	Commune de Fleurac	Commune de Fleurac	11 857,00 €		4 742,80 €			4 149,95 €	2 964,25 €			2 964,25 €	25,00%
Équipements culturels et patrimoniaux															
Équipements sportifs															
Aménagement de centre-bourg															
Mobilité durable															
Aménagement de l'espace															
Édifices patrimoniaux (patrimoine historique et culturel)	EX016154	Travaux supplémentaires portant sur la restauration des sols de l'église	Commune de Fleurac	Fleurac	16 995,93 €					12 746,95 €	4 248,98 €			4 248,98 €	25,00%
Eau et Assainissement															
Patrimoine communal	EX019361	Remplacement chaudière fioul des bâtiments communaux par un nouveau système de chauffage	Commune de Saint-Léon-sur-Vézère	Saint Léon sur Vézère	67 189,61 €		26 875,84 €			23 516,37 €	16 797,40 €			16 797,40 €	25,00%
	EX019364	Réhabilitation de l'ancien bar-restaurant pour création d'un tiers-lieu	Commune de Coly-Saint-Amand	Coly Saint Amand	414 709,51 €	159 388,18 €	43 869,13 €		22 769,74 €	126 476,03 €	62 206,43 €			62 206,43 €	15,00%
Infrastructures	EX015795	Aménagement d'un parking touristique	Commune de Les Eyzies	Les Eyzies	216 500,00 €		86 600,00 €			86 600,00 €	43 300,00 €			43 300,00 €	20,00%
	EX015874	Aménagement et sécurisation de l'entrée du bourg d'Aubas	Commune d'Aubas	Aubas	190 700,00 €		X			152 560,00 €	38 140,00 €			38 140,00 €	20,00%
	EX015124	Aménagement de la traverse du bourg de Journiac (RD42)	Commune de Journiac	Journiac	299 764,00 €		90 922,50 €			148 888,70 €	59 952,80 €			59 952,80 €	20,00%
	EX014792	Aménagement du centre bourg	Commune de Les Farges	Les Farges	265 924,36 €		93 073,53 €		30 000,00 €	89 665,96 €	53 184,87 €			53 184,87 €	20,00%
	EX015592	Aménagement du bourg	Commune de Saint-Chamassy	Saint Chamassy	300 000,00 €		39 330,80 € 64 983,60 €		15 000,00 € 10 000,00 €	110 685,60 €	60 000,00 €			60 000,00 €	20,00%
	EX019369	Aménagement de bourg - tranche 1	Commune de Fanlac	Fanlac	237 055,00 €		71 120,70 €		19 951,30 €	98 572,00 €	47 411,00 €			47 411,00 €	20,00%
	EX019375	Aménagement avenue Jean Jaurès - tranche 1*	Commune de Montignac	Montignac	671 700,00 €		287 488,00 €		249 872,00 €	0,00 €	134 340,00 €			134 340,00 €	20,00%
TOTAUX :					4 424 159,92 €	159 388,18 €	1 891 906,68 €	0,00 €	409 253,04 €	1 162 462,98 €	801 149,04 €	0,00 €	0,00 €	801 149,04 €	
Bloc 3 : BILAN PROGRAMMATION - Volet communal :										Rappel de l'enveloppe 2022-2024 du territoire :			988 374,04 €		
										Total programmation initiale :			801 149,04 €		
										Total programmation globale :			801 149,04 €		
										Nouvelle enveloppe disponible pour le territoire :			187 225,00 €		

Légende / code couleur plan de financement :

Montant proratisé

Financement du CD24

(*) sous réserve d'une consolidation de l'opération en lien avec les services de la DPRPM

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.29

Travaux d'aménagement des Routes départementales n° 46, 49, 50 et 703.
Communes de CENAC-ET-SAINT-JULIEN, SAINT-CYPRIEN, CASTELS-ET-BEZENAC, LALINDE.
Création d'un carrefour giratoire et traverses de bourg.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.29

Travaux d'aménagement des Routes départementales n° 46, 49, 50 et 703.
Communes de CENAC-ET-SAINT-JULIEN, SAINT-CYPRIEN, CASTELS-ET-BEZENAC, LALINDE.
Création d'un carrefour giratoire et traverses de bourg.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 20.CP.IX.28 du 14 décembre 2020,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.VIII.48 du 13 décembre 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IX.33 du 12 décembre 2022,

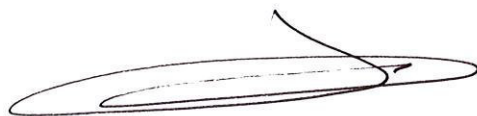
VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE les conventions ci-annexées (I à III), entre le Département de la Dordogne et les Communes de CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN, SAINT-CYPRIEN et CASTELS-ET-BÉZENAC, et LALINDE pour :

- fixer les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles les Communes sont autorisées à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, les biens du Domaine public départemental présentement désignés, étant entendu que le Département est gestionnaire des Routes départementales n° 46, 49, 50 et 703,
- fixer les engagements des Communes, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la Nouvelle contractualisation relative aux Travaux d'édilité sur routes départementales,
- fixer les règles de gestion des dépendances départementales situées dans les agglomérations des Communes de CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN, SAINT-CYPRIEN et CASTELS-ET- BÉZENAC, et LALINDE,
- permettre aux Communes de percevoir le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ces conventions, au nom et pour le compte du Département, ainsi que tout document afférent à leur mise en œuvre.

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke, positioned to the left of the official text.

Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

CONVENTION N°

**ROUTES DEPARTEMENTALES N° 46, 49 et 50
COMMUNE DE CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN
AMENAGEMENT ET SECURISATION DE LA RD 50 - CREATION D'UN CARREFOUR GIRATOIRE
- 2^{ème} TRANCHE -**

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Ci-après dénommé « Le Département »,
D'une part,

ET

La Commune de CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN sise Le Bourg - 24250 CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN, représentée par le Maire, **Mme Joëlle DEBET-DUVERNEIX**, dûment habilitée à signer en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° _____ du _____,

Ci-après dénommée « La Commune »,
D'autre part.

PREAMBULE

Par délibération n° 22.CP.IX.33 du 12 décembre 2022, le « Programme 2023 de Traverses d'agglomérations » a été approuvé et prévoit la traverse de CÉNAC - 2^{ème} tranche sur les Routes départementales n° 46 et n° 50.

Dans la 1^{ère} tranche, la Commune a aménagé un cheminement piétonnier le long de la RD 50 depuis l'église en direction du bourg.

La Commune souhaite réaliser dans cette 2^{ème} tranche, l'aménagement et la sécurisation de la RD 50 et la création d'un giratoire au carrefour avec les RD 46 et RD 49 sur la Commune de CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN.

Dans ce contexte, la Collectivité a sollicité le Département afin d'obtenir l'autorisation de réaliser les travaux.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de la Commune et du Département en ce qui concerne l'opération d'aménagement et de sécurisation de la RD 50 et la création d'un giratoire au carrefour entre les RD 46 - RD 49 et RD 50 dans l'agglomération de CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN.

Elle précise notamment :

- les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles la Commune est autorisée à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, les biens du Domaine public départemental présentement désignés, étant entendu que le Département est gestionnaire des Routes départementales n° 46 - 49 et 50,
- les règles de gestion des dépendances départementales situées dans l'agglomération de CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN.

Enfin, la présente convention permet à la commune de percevoir le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention vaut permission de voirie.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

ARTICLE 2.1 : Le Département

Le Département autorise, à titre précaire et révocable, l'occupation du Domaine public routier départemental aux fins de réaliser les travaux communaux ci-dessous désignés dans la mesure où la réalisation et l'exploitation des ouvrages ainsi réalisés n'influent pas sur la pérennité et l'intégrité des Routes départementales et de leurs dépendances, y compris des ouvrages situés en sous-sol.

ARTICLE 2.2 : La Commune

La Commune assurera la réalisation, la gestion, ainsi que la responsabilité de l'opération, ce qui inclut notamment :

- la réalisation ou l'adaptation nécessaire des réseaux, notamment pluvial,
- le recalibrage de la chaussée,
- la pose de bordures et caniveaux,

- la sécurisation des échanges entre la RD 50 et les rues communales,
- la réalisation des trottoirs,
- la création d'un carrefour giratoire entre les RD 46, 49 et 50,
- la mise en œuvre de pavés pierre et de pavés en résine,
- la pose de fourreaux de télécommunications,
- la confection de divers revêtements : enrobés, résines, bétons désactivés,
- la fourniture et la pose de mobiliers : potelets, bornes plots en verre, etc.
- la création de passages piétons,
- la signalisation de police et les marquages au sol,
- des espaces verts.

A l'issue des travaux, la Commune devra fournir au Département les Plans de récolement des ouvrages exécutés, et plus particulièrement ceux enterrés, conformément à la réglementation DT-DICT (Déclaration de projet de Travaux – Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux).

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX PAR LA COMMUNE

ARTICLE 3.1 : Identification du foncier

Les emprises nécessaires à la réalisation de ces travaux se situent sur le Domaine public routier départemental et communal.

ARTICLE 3.2 : Exécution des travaux

La Maîtrise d'Ouvrage est assurée par la Commune et la Maîtrise d'Œuvre des travaux est assurée par le Cabinet Ing&MO représenté par M. Fabien JEANTE.

Avant le démarrage des travaux, la Commune soumettra au Département, les dispositions qu'elle compte adopter pour l'exécution des travaux.

Dans ce cadre, le calendrier prévisionnel de l'opération devra être validé préalablement et de manière expresse par le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités / Unité d'Aménagement de SARLAT). Le non-respect de cette clause constitue une cause de résiliation de la convention aux dépens exclusifs de la Commune. Les frais de remise en état des travaux éventuellement engagés par la Commune sur le Domaine public routier départemental seraient intégralement supportés par la Commune.

La Commune sera tenue de se conformer aux prescriptions techniques du Règlement départemental de voirie, dans l'intérêt du bon usage et de la conservation du domaine public routier.

Le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités / Unité d'aménagement de SARLAT) sera associé au projet de détail et fixera les conditions de réalisation des travaux dans l'emprise de la Route départementale n° 50 : structure, matériaux, géométrie, profils et se réserve le droit de réaliser des contrôles pour s'assurer de la conformité des travaux. En cas de non-conformité, le Département arrêtera les travaux et mettra en demeure la Commune de reprendre les aménagements défectueux. Ces travaux ne donneront lieu à aucune contrepartie financière par le Département.

En cours de réalisation de chantier, toute modification substantielle de projet devra être soumise au Département et devra faire l'objet d'une approbation formelle.

La Commune réalisera les travaux sous sa seule responsabilité et devra en toutes circonstances assurer la sécurité du chantier et veiller à la continuité et à la sécurité de la circulation des véhicules et des piétons durant les travaux.

ARTICLE 4 : PROCEDURE DE REMISE D'OUVRAGES

A la fin des travaux prévus à l'article n° 2.2, il sera procédé aux opérations suivantes :

ARTICLE 4.1 : Remise d'ouvrage

A la fin des travaux, une visite technique sera organisée par la Commune. Les représentants de la Commune et du Département assisteront à cette visite technique. Un Procès-verbal de remise d'ouvrage, qui pourra être assorti éventuellement de réserves si des travaux de parachèvement s'avèrent nécessaires, constatera le transfert des aménagements réalisés par la Commune sur le Domaine public routier départemental au Département et précisera la teneur de ce transfert.

ARTICLE 4.2 : La garantie de parfait achèvement

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un an à dater de la réception définitive des travaux, la Commune prendra en charge la réparation de tous les désordres constatés dans les travaux exécutés, y compris ceux éventuellement révélés après le Procès-verbal de remise d'ouvrage.

Ces désordres feront l'objet, de la part du Département, soit de réserves mentionnées au Procès-verbal de remise d'ouvrage, soit pendant le délai de garantie, de notifications écrites pour ceux révélés postérieurement à la remise d'ouvrage.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage des aménagements.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL

L'utilisation du Domaine public départemental aménagé par la Commune est soumise au respect des dispositions suivantes :

ARTICLE 5.1 : Dispositions diverses

La responsabilité, l'entretien et la gestion des aménagements autorisés seront exécutés conformément aux règles fixées dans le cadre du Règlement départemental de voirie et ci-après rappelées.

Toutes précautions utiles devront être prises par la Commune pour assurer la protection et la sécurité des usagers et des biens mis à disposition.

La Commune est tenue d'informer dans les plus brefs délais, le Département de tout incident qui aurait des conséquences sur l'intégrité ou la sécurité du Domaine public départemental.

ARTICLE 5.2 : Répartition des compétences

Dans le cadre de la présente convention, le Département et la Commune acceptent la répartition des compétences relatives à la gestion des espaces ci-dessous mentionnés :

■ Concernant le Département :

La structure de la chaussée et la couche de roulement de l'ensemble des Routes départementales situées à l'intérieur de l'agglomération de la Commune de CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN au sens du Code de la Route, sont gérées et entretenues par le Département.

De plus, ce dernier prend à sa charge l'entretien et la mise en conformité de la signalisation directionnelle pour les mentions desservies par le Réseau routier départemental et inscrites au Schéma directeur de jalonnement départemental.

■ Concernant la Commune :

Les aménagements situés sur le Domaine public routier départemental en agglomération, sont gérés et entretenus sous la responsabilité de la Commune, et notamment :

- les trottoirs et caniveaux,
- les divers revêtements de trottoirs, pavages, bétons désactivés, résines, etc. réalisés à l'occasion d'aménagement de traverse,
- le système d'assainissement d'eaux pluviales et ses accessoires (collecteurs, grilles avaloir, bouches d'évacuation, etc.),
- les aménagements paysager, y compris les talus,
- le mobilier urbain (potelets, bornes, etc.),
- les équipements de voirie (bandes podotactiles, plots en verre, etc.),
- la signalisation verticale de police,

- les marquages linéaires en peinture de l'axe et des rives de la route, réalisés en dehors des travaux programmés (ceux-ci seront pris en charge par le Département lors de la réalisation de travaux d'entretien du corps de chaussée ou de la couche de roulement sur l'ensemble de la traverse),
- les marquages spéciaux en peinture (passages piétons, bandes stop, cédez le passage...).

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 6.1 : Coût de l'opération à charge de la Commune

Le coût de l'opération, objet de la présente convention, est à la charge exclusive de La Commune.

ARTICLE 6.2 : Application du FCTVA

Il est établi qu'en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les travaux réalisés par la Commune sur le Domaine départemental sont éligibles au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Le FCTVA sera appliqué en fonction du coût réel des travaux jusqu'à concurrence du montant des marchés (avenants compris).

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

Pour ce qui est de l'occupation du Domaine public départemental nécessaire à la réalisation de l'opération communale, la présente convention est conclue pour la durée des travaux. Elle prend effet, à compter de la notification par le Département à la Commune d'un exemplaire signé des Parties et prend fin à la date d'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement.

Quant à la répartition des compétences définie à l'article « Répartition des compétences » de la présente convention, ses effets sont sans limite de durée.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet de la passation d'un avenant signé par les Parties.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITES

La Commune assure, sous sa responsabilité exclusive, la conception et la réalisation et l'entretien des aménagements sur le Domaine public départemental, objet de la convention.

Elle s'engage à souscrire à toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

La Commune fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir de l'occupation et de l'utilisation du Domaine public départemental, objet de la présente convention.

Elle est donc responsable vis-à-vis des tiers et du Département de tous les accidents et dommages pouvant survenir à l'occasion des travaux d'aménagement et d'entretien dans le cadre des domaines de compétences définis dans la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect de la Commune des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par le Département aux frais et risques de la Commune, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée en tout ou partie infructueuse.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DE LITIGES

En cas de litige pour l'application de la présente convention, si un accord ne pouvait intervenir entre les Parties signataires, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Pour la Commune de
CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN,
la Maire,

Germinal PEIRO

Joëlle DEBET-DUVERNEIX

Annexe : Plan d'Aménagement

Commune de CENAC ET SAINT-JULIEN
 Aménagement et sécurisation de la R.D. 50 depuis l'église vers le
 Bourg et création d'un carrefour giratoire
 PLAN DE MASSE










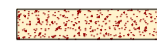



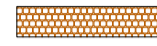


Ing&MO
 Ingénierie & Matériaux d'œuvre en infrastructure
 Bureau d'études VDT - Assistance Maître d'ouvrage
 06 73 33 44 08
 contact@ingmo.fr

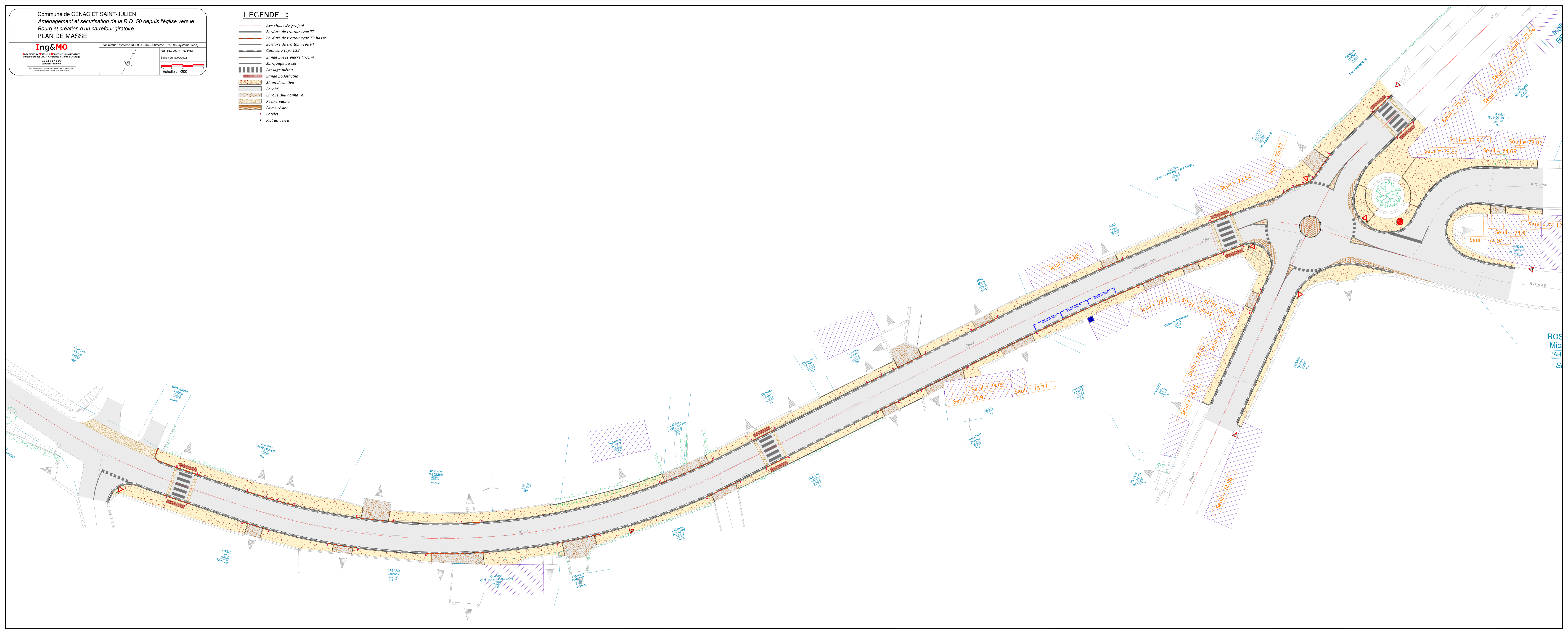
Planimétrie : système RGF93 CC45 - Altimétrie : RAF 98 (système Teria)
 Réf : INC-2014-172-PR01

Edition du 13/09/2022

Echelle : 1/200

LEGENDE :

-  Axe chaussée projeté
-  Bordure de trottoir type T2
-  Bordure de trottoir type T2 basse
-  Bordure de trottoir type P1
-  Caniveau type CS2
-  Bande pavés pierre (10cm)
-  Marquage au sol
-  Passage piéton
-  Bande podotactile
-  Béton désactivé
-  Enrobé
-  Enrobé alluvionnaire
-  Résine pépite
-  Pavés résine
-  Potélet
-  Plot en verre



CONVENTION N°

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 49
COMMUNES DE SAINT-CYPRIEN et CASTELS-ET-BÉZENAC
CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX
D'AMENAGEMENT DE SECURITE DE LA RUE SAINTE SABINE**

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Ci-après dénommé « Le Département »
D'une part,

ET

La Commune de SAINT-CYPRIEN sise 4, Place Jean LADIGNAC - 24220 SAINT-CYPRIEN, représentée par le Maire, M. Christian SIX, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° _____ du _____,

Ci-après dénommée « La Commune »
D'autre part,

La Commune de CASTELS-ET-BÉZENAC sise Place de la Mairie - 24220 CASTELS-ET-BÉZENAC, représentée par le Maire, M. Henri BOUCHARD, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° _____ du _____,

Ci-après dénommée « La Commune »
D'autre part.

PREAMBULE

Par délibération n° 21.CP.VIII.48 du 13 décembre 2021, le « Programme 2022 de Traverses d'agglomérations » a été approuvé et prévoit sur le territoire des deux Communes, la sécurisation et l'aménagement de la traverse du bourg de SAINT-CYPRIEN et du bourg de CASTELS-ET-BÉZENAC (soit la rue Sainte Sabine commune aux deux Collectivités) qui constitue une section de la Route départementale n° 49 appartenant au Domaine public routier départemental.

Dans ce contexte, les Collectivités ont sollicité le Département afin d'obtenir l'autorisation de réaliser les travaux.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives des 2 Communes et du Département en ce qui concerne l'opération d'aménagement de la traverse du bourg de SAINT-CYPRIEN et du bourg de CASTELS-ET-BÉZENAC, soit la rue Sainte Sabine commune aux 2 Collectivités en agglomération.

Elle précise notamment :

- les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles la Commune est autorisée à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, les biens du Domaine public départemental présentement désignés, étant entendu que le Département est gestionnaire de la Route départementale n°49,
- les engagements des 2 Communes, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la Nouvelle contractualisation relative aux Travaux d'édilité sur routes départementales,
- les règles de gestion des dépendances départementales situées dans l'agglomération de SAINT-CYPRIEN et de CASTELS-ET-BÉZENAC.

Enfin, la présente convention permet aux communes de percevoir le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention vaut permission de voirie.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

ARTICLE 2.1 : Le Département

Le Département autorise, à titre précaire et révocable, l'occupation du Domaine public routier départemental aux fins de réaliser les travaux communaux ci-dessous désignés dans la mesure où la réalisation et l'exploitation des ouvrages ainsi réalisés n'influent pas sur la pérennité et l'intégrité des Routes départementales et de leurs dépendances, y compris des ouvrages situés en sous-sol.

ARTICLE 2.2 : Les Communes

Les Communes assureront la réalisation de l'aménagement de la traverse du bourg, la gestion, l'entretien ainsi que la responsabilité de l'opération, ce qui inclut notamment :

- la reprise et la rénovation du réseau d'évacuation des eaux pluviales,
- le recalibrage de la chaussée,
- la sécurisation des échanges entre la RD 49 et les rues communales,
- la sécurisation des carrefours,
- l'aménagement d'un plateau surélevé,
- la création d'une continuité piétonne,
- la mise en place de bordures et caniveaux,
- le revêtement des trottoirs et la réalisation des résines,
- la création d'un passage piéton,
- la signalisation de police et les marquages au sol,
- la création d'espaces verts et de plantations.

A l'issue des travaux, les 2 Communes devront fournir au Département les Plans de récolement des ouvrages exécutés, et plus particulièrement ceux enterrés, conformément à la réglementation DT-DICT (Déclaration de projet de Travaux – Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux).

Dans le cadre d'une éventuelle demande de subvention départementale par les 2 Communes, Maîtres d'Ouvrage, au titre des nouveaux Contrats de Projet Communaux, et afin que le projet d'aménagement de la traverse réponde aux conditions d'éligibilité prévues dans la Fiche traverse votée le 10 février 2017 lors de la session du Budget primitif 2017, les Communes s'engagent à :

- adhérer à la Charte 0 pesticide, former ses agents et approuver le Plan d'amélioration dans le cadre de son adhésion,
- adhérer à la Charte de signalisation directionnelle et touristique intégrant la Charte départementale de signalisation d'information locale adoptée par le Département par délibération n° 17-224 du 27 juin 2017 et en respecter les dispositions,
- répondre aux besoins en matière de déploiement du Très Haut Débit (THD) dit « réflexe fourreaux »,
- justifier du bon état du réseau des eaux usées ou de sa remise à niveau,
- étudier et dimensionner le réseau des eaux pluviales,
- élaborer et approuver le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics (PAVEP).

Le respect de ces obligations conditionne le versement de subventions dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX PAR LES COMMUNES

ARTICLE 3.1 : Identification du foncier

Les emprises nécessaires à la réalisation de ces travaux se situent sur le Domaine public routier départemental.

ARTICLE 3.2 : Exécution des travaux

La Maîtrise d’Ouvrage et la Maîtrise d’Œuvre des travaux sont assurées par les 2 Communes.

Avant le démarrage des travaux, les 2 Communes soumettront au Département, les dispositions qu’elles comptent adopter pour l’exécution des travaux et s’assureront auprès de celui-ci de la bonne coordination des travaux avec la reprise de la chaussée départementale.

Dans ce cadre, le calendrier prévisionnel de l’opération devra être validé préalablement et de manière expresse par le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités / Unité d’Aménagement de SARLAT). Le non-respect de cette clause constitue une cause de résiliation de la convention aux dépens exclusifs des 2 Communes. Les frais de remise en état des travaux éventuellement engagés par les Communes sur le Domaine public routier départemental seraient intégralement supportés par les 2 Communes.

Les Communes seront tenues de se conformer aux prescriptions techniques du Règlement départemental de voirie, dans l’intérêt du bon usage et de la conservation du Domaine public routier.

Le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités) sera associé au projet de détail, notamment en ce qui concerne la vue en plan et le profil en long du projet, l’assainissement pluvial de la plateforme routière, la conformité des réseaux existants, la prise en compte de THD (réflexe fourreaux), la signalisation directionnelle horizontale et verticale, l’accessibilité, la réglementation routière et la sécurité, les aménagements urbains et paysagers et pourra prescrire de nouvelles contraintes techniques.

En cours de réalisation de chantier, toute modification substantielle de projet devra être soumise au Département et devra faire l’objet d’une approbation formelle.

Les Communes réaliseront les travaux sous leur seule responsabilité et devront en toutes circonstances assurer la sécurité du chantier et veiller à la continuité et à la sécurité de la circulation des véhicules et des piétons durant les travaux.

ARTICLE 4 : PROCEDURE DE REMISE D'OUVRAGES

A la fin des travaux prévus à l'article n° 2.2, il sera procédé aux opérations suivantes :

ARTICLE 4.1 : Remise d'ouvrage

A la fin des travaux, une visite technique sera organisée par les 2 Communes. Les représentants des 2 Communes et du Département assisteront à cette visite technique. Un Procès-verbal de remise d'ouvrage, qui pourra être assorti éventuellement de réserves si des travaux de parachèvement s'avèrent nécessaires, constatera le transfert des aménagements réalisés par les 2 Communes sur le Domaine public routier départemental au Département et précisera la teneur de ce transfert.

ARTICLE 4.2 : La garantie de parfait achèvement

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un an à dater de la réception définitive des travaux, les 2 Communes prendront en charge la réparation de tous les désordres constatés dans les travaux exécutés, y compris ceux éventuellement révélés après le Procès-verbal de remise d'ouvrage.

Ces désordres feront l'objet, de la part du Département, soit de réserves mentionnées au procès-verbal de remise d'ouvrage, soit pendant le délai de garantie, de notifications écrites pour ceux révélés postérieurement à la remise d'ouvrage.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage des aménagements.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL

L'utilisation du Domaine public départemental aménagé par les 2 Communes sont soumises au respect des dispositions suivantes :

ARTICLE 5.1 : Dispositions diverses

La responsabilité, l'entretien et la gestion des aménagements autorisés seront exécutés conformément aux règles fixées dans le cadre du Règlement départemental de voirie et ci-après rappelées.

Toutes précautions utiles devront être prises par les 2 Communes pour assurer la protection et la sécurité des usagers et des biens mis à disposition.

Les 2 Communes sont tenues d'informer dans les plus brefs délais, le Département de tout incident qui aurait des conséquences sur l'intégrité ou la sécurité du Domaine public départemental.

ARTICLE 5.2 : Répartition des compétences

Dans le cadre de la présente convention, le Département et les 2 Communes acceptent la répartition des compétences relatives à la gestion des espaces ci-dessous mentionnés :

■ Concernant le Département :

La structure de la chaussée et la couche de roulement de l'ensemble des routes départementales situées à l'intérieur de l'agglomération des 2 Communes soit SAINT-CYPRIEN et CASTELS-ET-BÉZENAC au sens du Code de la Route, sont gérées et entretenues par le Département.

De plus, ce dernier prend à sa charge l'entretien et la mise en conformité de la signalisation directionnelle pour les mentions desservies par le Réseau routier départemental et inscrites au Schéma directeur de jalonnement départemental.

■ Concernant les Communes :

Les aménagements situés sur le Domaine public routier départemental en agglomération, sont gérés et entretenus sous la responsabilité des 2 Communes, et notamment :

- les trottoirs et caniveaux,
- les divers revêtements de trottoirs, pavages, bétons désactivés, résines, etc. réalisés à l'occasion d'aménagement de traverse,
- les ouvrages maçonnés (murs, clôtures)
- le système d'assainissement d'eaux pluviales et ses accessoires (collecteurs, grilles avaloir, bouches d'évacuation, etc.),
- le mobilier urbain (potelets, bornes, etc.)
- les équipements de voirie (bandes podotactiles, plots en verre, etc.)
- les espaces engazonnés et végétalisés,
- la signalisation verticale de police,
- les marquages spéciaux en peinture (passages piétons, bandes stop, cédez le passage...).

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 6.1 : Coût de l'opération à charge des 2 Communes

Le coût de l'aménagement de la traverse de SAINT-CYPRIEN et de CASTELS-ET-BÉZENAC est à la charge exclusive des 2 Communes.

Les éventuelles subventions départementales seront définies dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

ARTICLE 6.2 : Coût de la reprise de la chaussée départementale

Le coût de l'aménagement de la traverse de SAINT-CYPRIEN et de CASTELS-ET-BÉZENAC à la charge des 2 Communes ne prend pas en compte le coût de reprise de la chaussée départementale qui est financé par le Conseil Départemental.

ARTICLE 6.3 : Application du FCTVA

Il est établi qu'en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les travaux réalisés par les 2 Communes sur le Domaine départemental sont éligibles au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Le FCTVA sera appliqué en fonction du coût réel des travaux jusqu'à concurrence du montant des marchés (avenants compris).

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

Pour ce qui est de l'occupation du Domaine public départemental nécessaire à la réalisation de l'opération, la présente convention est conclue pour la durée des travaux. Elle prend effet, à compter de la notification par le Département aux 2 Communes d'un exemplaire signé des Parties et prend fin, à la dernière date, entre l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement et la liquidation complète des dépenses.

Quant à la répartition des compétences définie à l'article « Répartition des compétences » de la présente convention, ses effets sont sans limite de durée.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet de la passation d'un avenant signé par les Parties.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITES

Les 2 Communes assurent, sous leur responsabilité exclusive, la conception et la réalisation et l'entretien des aménagements sur le Domaine public départemental, objet de la convention.

Elles s'engagent à souscrire à toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir leurs responsabilités civiles notamment.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

Les 2 Communes font leur affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir de l'occupation et de l'utilisation du Domaine public départemental, objet de la présente convention.

Elles sont donc responsables vis-à-vis des tiers et du Département de tous les accidents et dommages pouvant survenir à l'occasion des travaux d'aménagement et d'entretien dans le cadre des domaines de compétences définis dans la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par les Communes des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par le Département aux frais et risques des 2 Communes, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée en tout ou partie infructueuse.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DE LITIGES

En cas de litige pour l'application de la présente convention, si un accord ne pouvait intervenir entre les Parties signataires, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le

Pour la Commune de CASTELS-ET-BÉZENAC,
le Maire,

Henri BOUCHARD

Pour la Commune de SAINT-CYPRIEN,
le Maire,

Christian SIX

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Germinal PEIRO

Annexe : Plan d'Aménagement

LEGENDE :

- Axe chaussée projeté
- Bordure de trottoir type T2
- Bordure de trottoir type T2 basse
- Bordure de trottoir type P1
- Caniveau type CS1
- Passage piéton
- Bande podotactile
- Mur à construire
- Plot en verre
- Potelet
- Enrobé
- Enrobé alluvionnaire
- Béton désactivé
- Bicoche alluvionnaire
- Résine Métasor
- Calcaire stabilisé
- Espace vert
- Graminées et couvre-sols
- Altitude terrain naturel
- Altitude projetée
- Tabulation de l'axe

RESEAU EAUX PLUVIALES

- Réseau pluvial conservé
- Réseau pluvial à créer
- Drain d'infiltration
- Regard de visite Ø600
- Regard de visite Ø600 à grille
- Grille avaloir 700x700 profil T
- Grille avaloir 700x300
- Regard pied de chute

Communes de SAINT-CYPRIEN & CASTELS ET BEZENAC
 Aménagement de la Rue Sainte-Sabine (RD 49)
 PLAN DETAILLE

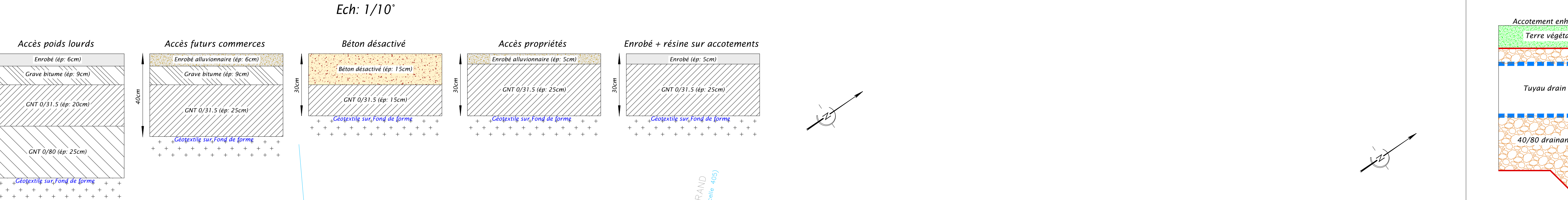
Ing&MO
 Ingénierie & Maîtrise d'œuvre en infrastructure
 Bureau d'études VSD - Assurance à Maitre d'ouvrage
 06 73 33 44 08
 contact@ingmo.fr

SARL d'Architecture COO & LEFRANÇOIS
 28 Avenue Thiers
 24000 SARLAT
 Tél : 05 52 31 11 23
 Fax : 05 52 31 17 84
 E-Mail : contact@architectes-sarl.com

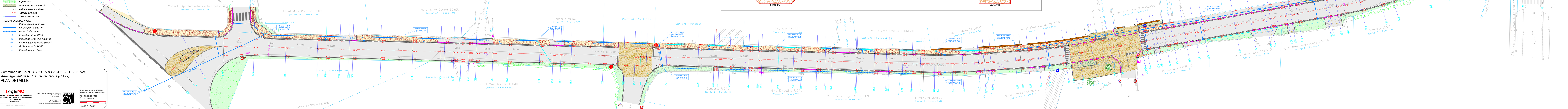
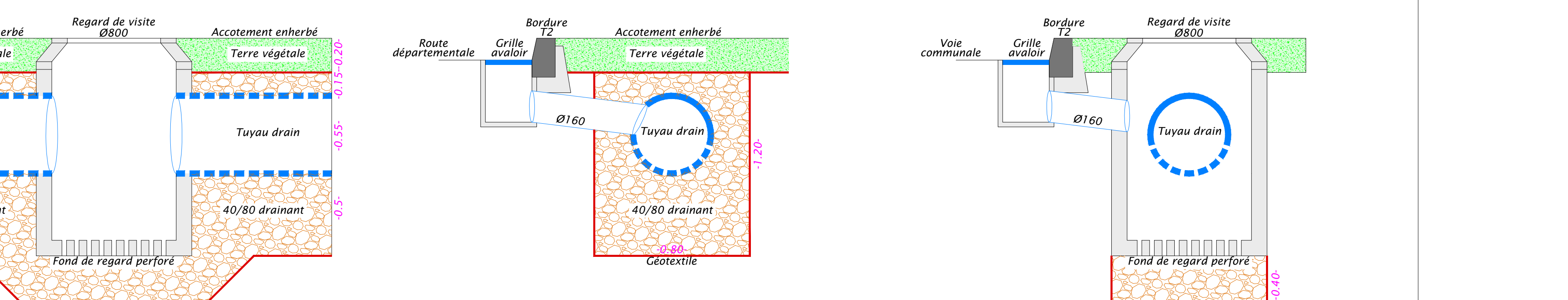
Planimétrie : système RGF93 CC45
 Altimétrie : RAF 98 (système Ténar)
 Réf : ING-21-004-PROJ
 Edition de 2020/02/02

Echelle : 1/200

Détail des structures
 Ech: 1/10°



SCHEMAS DU PRINCIPE D'INFILTRATION (Ech: 1/20°)



Communes de SAINT-CYPRIEN & CASTELS ET BEZENAC
 Aménagement de la Rue Sainte-Sabine (RD 49)
 PLAN DETAILLE

Ing&MO
 Ingénierie & Maîtrise d'œuvre en infrastructure
 Bureau d'études VSD - Assurance à Maitre d'ouvrage
 06 73 33 44 08
 contact@ingmo.fr

SARL d'Architecture COO & LEFRANÇOIS
 28 Avenue Thiers
 24000 SARLAT
 Tél : 05 52 31 11 23
 Fax : 05 52 31 17 84
 E-Mail : contact@architectes-sarl.com

Planimétrie : système RGF93 CC45
 Altimétrie : RAF 98 (système Ténar)
 Réf : ING-21-004-PROJ
 Edition de 2020/02/02

Echelle : 1/200

CONVENTION N°

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 703,
COMMUNE DE LALINDE
CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT
DE LA TRAVERSE RUE DES MARTYRS**

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

Ci-après dénommé « Le Département »,
D'une part,

ET

La Commune de LALINDE sise 36 Boulevard Stalingrad - 24150 LALINDE, représentée par la Maire, Mme Esther FARGUES, dûment habilitée à signer en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° du ,

Ci-après dénommée « La Commune »,
D'autre part.

PREAMBULE

Par délibération n° 20.CP.IX.28 du 14 décembre 2020, le « Programme 2021 de Traverses d'agglomérations » a été approuvé et prévoit les travaux de réalisation sur la Commune de LALINDE d'un aménagement de la traverse du bourg qui constitue une section de la Route départementale n° 703 (rue des Martyrs) appartenant au Domaine public routier départemental.

Dans ce contexte, la Collectivité a sollicité le Département afin d'obtenir l'autorisation de réaliser les travaux.

La présente convention concerne l'opération d'aménagement de la traverse du bourg de LALINDE, à savoir l'aménagement de la rue des Martyrs sur la RD 703.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de la Commune et du Département en ce qui concerne l'opération d'aménagement de la traverse de la rue des Martyrs dans le bourg de LALINDE en agglomération.

Elle précise notamment :

- les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles la Commune est autorisée à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, les biens du Domaine public départemental présentement désignés, étant entendu que le Département est gestionnaire de la Route départementale n° 703,
- les engagements de la Commune, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la Nouvelle contractualisation relative aux Travaux d'édilité sur routes départementales,
- Les règles de gestion des dépendances départementales situées dans l'agglomération de LALINDE.

Enfin, la présente convention permet à la commune de percevoir le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention vaut permission de voirie.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

ARTICLE 2.1 : Le Département

Le Département autorise, à titre précaire et révocable, l'occupation du Domaine public routier départemental aux fins de réaliser les travaux communaux ci-dessous désignés dans la mesure où la réalisation et l'exploitation des ouvrages ainsi réalisés n'influent pas sur la pérennité et l'intégrité de la Route départementale et de ses dépendances, y compris des ouvrages situés en sous-sol.

ARTICLE 2.2 : La Commune

La Commune assurera la réalisation de l'aménagement de la traverse du bourg, la gestion, l'entretien ainsi que la responsabilité de l'opération, ce qui inclut notamment :

- la reprise et la rénovation du réseau d'évacuation des eaux pluviales,
- la justification du bon état du réseau des eaux usées ou de sa remise à niveau (à la charge de la CCBDP),

- le recalibrage de la chaussée avec décalage de l'axe de chaussée (léger déport latéral type chicane),
- la création de trottoirs normalisés pour la circulation piétonne,
- le renouvellement et déplacement de bordures et caniveaux,
- la création de passages piéton,
- le revêtement des trottoirs et la réalisation des résines,
- la sécurisation des échanges entre la RD 703 et les rues adjacentes,
- les aménagements paysagers,
- les parkings ou places.

L'issue des travaux, la Commune devra fournir au Département les Plans de récolement des ouvrages exécutés, et plus particulièrement ceux enterrés, conformément à la réglementation DT-DICT (Déclaration de projet de Travaux – Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux).

Dans le cadre d'une éventuelle demande de subvention départementale par la Commune, Maître d'Ouvrage, au titre des nouveaux Contrats de Projet Communaux, et afin que le projet d'aménagement de la traverse réponde aux conditions d'éligibilité prévues dans la Fiche traverse votée le 10 février 2017 lors de la session du Budget primitif 2017, la Commune s'engage à :

- Adhérer à la Charte 0 pesticide, former ses agents et approuver le plan d'amélioration dans le cadre de son adhésion ;
- Adhérer à la Charte de signalisation directionnelle et touristique intégrant la Charte départementale de signalisation d'information locale adoptée par le Département par délibération n° 17-224 du 27 juin 2017 et en respecter les dispositions ;
- Répondre aux besoins en matière de déploiement du Très Haut Débit (THD) dit « réflexe fourreaux »,
- Étudier et dimensionner le réseau des eaux pluviales ;
- Justifier du bon état du réseau des eaux usées ou de sa remise à niveau ;
- Élaborer et approuver le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics (PAVEP).

Le respect de ces obligations conditionne le versement de subventions dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX PAR LA COMMUNE

ARTICLE 3.1 : Identification du foncier

Les emprises nécessaires à la réalisation de ces travaux se situent sur le Domaine public routier départemental.

ARTICLE 3.2 : Exécution des travaux

La Maîtrise d’Ouvrage et la Maîtrise d’Œuvre des travaux sont assurées par la Commune.

Avant le démarrage des travaux, la Commune soumettra au Département, les dispositions qu’elle compte adopter pour l’exécution des travaux et s’assurera auprès de celui-ci de la bonne coordination des travaux avec la reprise de la chaussée départementale.

Dans ce cadre, le calendrier prévisionnel de l’opération devra être validé préalablement et de manière expresse par le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités / Unité d’Aménagement du BUGUE). Le non-respect de cette clause constitue une cause de résiliation de la convention aux dépens exclusifs de la Commune. Les frais de remise en état des travaux éventuellement engagés par la Commune sur le Domaine public routier départemental seraient intégralement supportés par la Commune.

La Commune sera tenue de se conformer aux prescriptions techniques du Règlement départemental de voirie, dans l’intérêt du bon usage et de la conservation du Domaine public routier.

Le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités) sera associé au projet de détail, notamment en ce qui concerne la vue en plan et le profil en long du projet, l’assainissement pluvial de la plateforme routière, la conformité des réseaux existants, la prise en compte de THD (réflexe fourreaux), la signalisation directionnelle horizontale et verticale, l’accessibilité, la réglementation routière et la sécurité, les aménagements urbains et paysagers et pourra prescrire de nouvelles contraintes techniques.

En cours de réalisation de chantier, toute modification substantielle de projet devra être soumise au Département et devra faire l’objet d’une approbation formelle.

La Commune réalisera les travaux sous sa seule responsabilité et devra en toutes circonstances assurer la sécurité du chantier et veiller à la continuité et à la sécurité de la circulation des véhicules et des piétons durant les travaux.

ARTICLE 4 : PROCEDURE DE REMISE D’OUVRAGES

A la fin des travaux prévus à l’article n° 2.2, il sera procédé aux opérations suivantes :

ARTICLE 4.1 : Remise d'ouvrage

A la fin des travaux, une visite technique sera organisée par la Commune. Les représentants de la Commune et du Département assisteront à cette visite technique. Un Procès-verbal de remise d'ouvrage, qui pourra être assorti éventuellement de réserves si des travaux de parachèvement s'avèrent nécessaires, constatera le transfert des aménagements réalisés par la Commune sur le Domaine public routier départemental au Département et précisera la teneur de ce transfert.

ARTICLE 4.2 : La garantie de parfait achèvement

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un an à dater de la réception définitive des travaux, la Commune prendra en charge la réparation de tous les désordres constatés dans les travaux exécutés, y compris ceux éventuellement révélés après le Procès-verbal de remise d'ouvrage.

Ces désordres feront l'objet, de la part du Département, soit de réserves mentionnées au Procès-verbal de remise d'ouvrage, soit pendant le délai de garantie, de notifications écrites pour ceux révélés postérieurement à la remise d'ouvrage.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage des aménagements.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL

L'utilisation du Domaine public départemental aménagé par la Commune est soumise au respect des dispositions suivantes :

ARTICLE 5.1 : Dispositions diverses

La responsabilité, l'entretien et la gestion des aménagements autorisés seront exécutés conformément aux règles fixées dans le cadre du Règlement départemental de voirie et ci-après rappelées.

Toutes précautions utiles devront être prises par la Commune pour assurer la protection et la sécurité des usagers et des biens mis à disposition.

La Commune est tenue d'informer dans les plus brefs délais, le Département de tout incident qui aurait des conséquences sur l'intégrité ou la sécurité du Domaine public départemental.

ARTICLE 5.2 : Répartition des compétences

Dans le cadre de la présente convention, le Département et la Commune acceptent la répartition des compétences relatives à la gestion des espaces ci-dessous mentionnés :

■ Concernant le Département :

La structure de la chaussée et la couche de roulement de l'ensemble des routes départementales situées à l'intérieur de l'agglomération de la Commune de LALINDE au sens du Code de la Route, sont gérées et entretenues par le Département.

De plus, ce dernier prend à sa charge l'entretien et la mise en conformité de la signalisation directionnelle pour les mentions desservies par le Réseau routier départemental et inscrites au Schéma directeur de jalonnement départemental.

■ Concernant la Commune :

Les aménagements situés sur le Domaine public routier départemental en agglomération, sont gérés et entretenus sous la responsabilité de la Commune, et notamment :

- les éléments constitutifs du réseau d'eaux pluviales,
- la signalisation verticale de police,
- les marquages linéaires en peinture de l'axe et des rives de la route, quand il est nécessaire,
- les marquages spéciaux en peinture (passages piétons, bandes stop, cédez le passage...),
- les trottoirs et caniveaux,
- Les divers revêtements de trottoirs, pavages, bétons désactivés, résines, etc. réalisés à l'occasion d'aménagement de traverse,
- le système d'assainissement d'eaux usées et ses accessoires (collecteurs, grilles avaloir, bouches d'évacuation, etc.),
- l'aménagement paysager.

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 6.1 : Coût de l'opération à charge de la Commune

Le coût de l'aménagement de la traverse de LALINDE est à la charge exclusive de la Commune.

Les éventuelles subventions départementales seront définies dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

ARTICLE 6.2 : Coût de la reprise de la chaussée départementale

Le coût de l'aménagement de la traverse de LALINDE à la charge de la Commune ne prend pas en compte le coût de reprise de la chaussée départementale qui est financé par le Conseil Départemental.

ARTICLE 6.3 : Application du FCTVA

Il est établi qu'en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les travaux réalisés par la Commune sur le Domaine départemental sont éligibles au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Le FCTVA sera appliqué en fonction du coût réel des travaux jusqu'à concurrence du montant des marchés (avenants compris).

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

Pour ce qui est de l'occupation du Domaine public départemental nécessaire à la réalisation de l'opération communale, la présente convention est conclue pour la durée des travaux. Elle prend effet, à compter de la notification par le Département à la Commune d'un exemplaire signé des Parties et prend fin, à la dernière date, entre l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement et la liquidation complète des dépenses.

Quant à la répartition des compétences définie à l'article « Répartition des compétences » de la présente convention, ses effets sont sans limite de durée.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet de la passation d'un avenant signé par les Parties.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITES

La Commune assure, sous sa responsabilité exclusive, la conception et la réalisation et l'entretien des aménagements sur le Domaine public départemental, objet de la convention.

Elle s'engage à souscrire à toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

La Commune fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir de l'occupation et de l'utilisation du Domaine public départemental, objet de la présente convention.

Elle est donc responsable vis-à-vis des tiers et du Département de tous les accidents et dommages pouvant survenir à l'occasion des travaux d'aménagement et d'entretien dans le cadre des domaines de compétences définis dans la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect de la Commune des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par le Département aux frais et risques de la Commune, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée en tout ou partie infructueuse.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DE LITIGES

En cas de litige pour l'application de la présente convention, si un accord ne pouvait intervenir entre les Parties signataires, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Pour la Commune de LALINDE,
la Maire,

Germinal PEIRO

Esther FARGUES

Annexe : Plan d'Aménagement

Commune de LALINDE
 Aménagement et sécurisation de la Rue des Martyrs
 AVANT-PROJET D'AMENAGEMENT - Scénario n°1



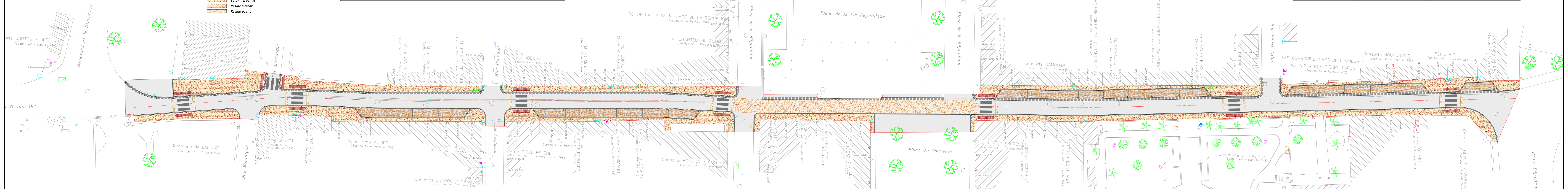
Planimétrie : système RGF93 CC45 - Altimétrie : RAF 98 (système Tériat)
 Réf : ING-20-011-AVP2a
 Édition du 08/03/2021
 Echelle : 1/200

LEGENDE :

- Emprise de l'aménagement
- Axe chaussée projet
- Bordure de trottoir type T2
- Bordure de trottoir type T2 basse
- Caniveau type CS2
- Caniveau type CC2
- Marquage au sol
- Passage piéton
- Bande podotactile
- Enrobé
- Enrobé alluvionnaire
- Béton désactivé
- Résine Météor
- Résine pépite

Nature	Accotement	Voie de circulation	Stationnement	Accotement
Distances partielles Projet	1.43	3.20	2.00	0.90
Pentes et Rampes	-2%	-2%		

Nature	Accotement	Stationnement	Voie de circulation	Accotement
Distances partielles Projet	1.03	2.00	3.20	1.43
Pentes et Rampes		-2%	-2%	



21 Juin 1944

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.30

Routes départementales n° 936 et 10E3.
Commune de MONTCARET. Traverse de bourg.
Affectation d'autorisation de programme.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.30

Routes départementales n° 936 et 10E3.
Commune de MONTCARET. Traverse de bourg.
Affectation d'autorisation de programme.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 908 / 843 / 2315.1 / 0 / 2021 / ROUTE	
Autorisation de programme votée :	24 138 409,79€
Décision : Affectation N° : 2021 CP 14204 15 :	100 000,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm ^{te} :	0,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU les délibérations du Conseil départemental n° 21-39 du 4 février 2021 et n° 21-199 du 28 avril 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

AFFECTE une autorisation de programme d'un montant de **100.000 €**, au titre du « Programme des traverses d'agglomérations 2021 », au chapitre 908, article fonctionnel 843, nature 2315.1 nécessaire à la réalisation de l'opération suivante : RD 936 et 10E3 - Traverse de MONTCARET.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

Une convention cadre entre le Département et l'EPCC a été signée en 2021 (2021-004) afin de définir les modalités d'accompagnement du Département dans la définition du Programme pluriannuel (étude préalable de faisabilité, priorisation des actions, définition d'une méthode d'intervention) et par la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.I.75 du 21 mars 2022 relative à la Convention d'application 2022, le Département est intervenu pour la réalisation des travaux programmés sur le site du bourg des EYZIES.

En effet, la Convention d'application détermine la mission d'assistance technique du Département aux fins de participation à la réalisation de l'action de mise en valeur des falaises emblématiques de la Vallée de la VÈZÈRE et de belvédères sur le territoire labellisé Grand Site de France, et précise les modalités techniques, administratives et financières.

Dans la limite de 10 journées par an, l'assistance technique qui sera confiée aux équipes du Pôle Paysage et Espaces Verts (PPEV) du Département (équipe des cordistes) consistera à :

- Accompagner l'EPCC dans la programmation des travaux de valorisation de falaises et des belvédères en participant au Groupe de travail technique référent ;
- Assister l'EPCC pour établir le diagnostic des travaux à réaliser, donner des préconisations sur la méthodologie d'intervention et l'aspect sécuritaire pour chaque site d'intervention en amont des travaux ;
- Assister techniquement le Maître d'Ouvrage sur les sites retenus selon le Plan triennal et annuel.

En 2022, une Convention d'application quadripartite (2022-006) entre le Département de la Dordogne, l'EPCC, la Communauté de Communes de la Vallée de l'Homme et la Commune des EYZIES a permis la réalisation des 10 jours d'assistance technique sur la falaise du bourg des EYZIES. L'intervention des agents du Département s'est achevée le 10 novembre dernier, avec des résultats très satisfaisants.

En 2023, et pour une première tranche de travaux qui se déroulera entre janvier et mi-mars, il est proposé une nouvelle Convention d'application quadripartite entre le Département de la Dordogne, l'EPCC, la Communauté de Communes de la Vallée de l'Homme et la Commune des EYZIES, ceci afin de poursuivre les travaux sur la falaise du bourg.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.31

"Grand Site de France VALLEE DE LA VÉZÈRE".
Opération de valorisation des falaises et des belvédères.
Convention d'application 2023.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 32

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participations : 8 (MM. PEIRO, TEILLAC, SECRESTAT, OLLIVIER et BOUSQUET ; Mmes ANGLARD, MARSAT et CHEVALLIER)

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.31

"Grand Site de France VALLEE DE LA VÉZÈRE".
Opération de valorisation des falaises et des belvédères.
Convention d'application 2023.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU les délibérations de la Commission Permanente n° 21.CP.I.66 du 29 mars 2021 et
n° 22.CP.I.75 du 21 mars 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la Convention d'application 2023 ci-annexée, entre le Département de la Dordogne, l'EPCC, la Communauté de Communes de la Vallée de l'Homme et la Commune des EYZIES, qui précise le cadre technique, administratif et financier de l'intervention programmée ainsi que la nature des travaux à effectuer par chaque Partie sur le site du bourg des EYZIES dans le cadre de l'opération de valorisation des falaises et belvédères du « Grand Site de France Vallée de la VÉZÈRE ».

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite Convention d'application 2023, au nom et pour le compte du Département ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

Annexe à la délibération n° 23.CP.I..... du 30 janvier 2023.

**OPERATION DE VALORISATION DES FALAISES ET BELVÉDÈRES
DU GRAND SITE DE FRANCE VALLÉE DE LA VÈZÈRE
CONVENTION D'APPLICATION AU TITRE DU PROGRAMME DE TRAVAUX 2023**

N°

ENTRE

LE DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental et par délégation, M. Jean-Michel MAGNE, Vice-président en charge des Routes et des Mobilités, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. en date du 30 janvier 2023,

Ci-après dénommé le Département,
D'une part,

ET

L'EPCC - PÔLE D'INTERPRETATION DE LA PREHISTOIRE (Etablissement Public de Coopération Culturelle) sis 30, rue du Moulin - 24620 LES EYZIES (SIRET n° 200 029 650 00047), représenté par son Président, M. Germinal PEIRO, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration n° 2021XX en date du 9 mars 2021,

Ci-après dénommé l'EPCC,
D'autre part,

ET

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLÉE DE L'HOMME sise 28, avenue de la Forge - 24620 LES EYZIES (SIRET n° 200 041 168 000 77), représentée par son Président et par délégation, Mme Isabelle DAUMAS-CASTANET, 1^{ère} Vice-présidente en charge de l'Environnement et du Grand Site de France, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire n° 024-200041168-20200714-202036-DE en date du 14 juillet 2020,

Ci-après dénommée la Communauté de Communes,
D'autre part,

ET

LA COMMUNE DES EYZIES sise 4, place de la Mairie - 24620 LES EYZIES (SIRET n° 200 083 434 00015), représentée par son Maire, M. Philippe LAGARDE, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 23 mai 2020,

Ci-après dénommée la Commune,
D'autre part.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le label « Grand Site de France » est inscrit au Code de l'Environnement. Il est attribué par le Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire, après avis de la Commission Supérieure Sites, Perspectives et Paysages, et ce pour une durée de 6 ans, renouvelable. Il distingue une gestion du territoire qui garantit sa préservation à long terme. La Vallée de la Vézère (Dordogne) a été labellisée « Grand Site de France » le 31 janvier 2020, devenant le 2^{ème} site labellisé en Nouvelle-Aquitaine avec le Marais Poitevin, et le 20^{ème} Grand Site de France.

La labellisation « Grand Site de France » récompense l'EPCC Pôle d'Interprétation de la Préhistoire, porteur de la démarche dans le cadre d'une gouvernance associant très étroitement les membres statutaires de l'Etablissement (Etat, Région Nouvelle-Aquitaine, Département de la Dordogne, Communautés de communes de la Vallée de l'Homme, du Terrassonnais en Périgord Noir-Thenon Hautefort, de Sarlat-Périgord Noir et de Vallée-Dordogne-Forêt Bessède) et l'ensemble des élus et des acteurs locaux.

Le Grand Site de France Vallée de la Vézère se concentre sur le parcours aval de la Vézère (partie périgourdine de la Vézère), depuis la Commune de TERRASSON-LAVILLEDIEU jusqu'à sa confluence avec *la Dordogne*, sur la Commune de LIMEUIL.

Administrativement, le Grand Site de France comprend :

- 35 Communes : AUBAS, AUDRIX, CAMPAGNE, COLY-SAINT AMAND, CONDAT-SUR-VEZERE, FANLAC, FLEURAC, JOURNIAC, LA CHAPELLE-AUBAREIL, LE BUGUE, LE LARDIN-SAINT-LAZARE, LES EYZIES, LES FARGES, LIMEUIL, MARCILLAC-SAINT-QUENTIN, MARQUAY, MAUZENS-ET-MIREMONT, MEYRALS, MONTIGNAC, PEYZAC-LE-MOUSTIER, PLAZAC, ROUFFIGNAC-SAINT CERNIN-DE-REILHAC, SAINT-ANDRE-D'ALLAS, SAINT-AVIT-DE-VIALARD, SAINT-CHAMASSY, SAINT-CYPRIEN, SAINT-FELIX-DE-REILHAC-ET-MORTEMART, SAINT-LEON-SUR-VEZERE, SAVIGNAC-DE-MIREMONT, SERGEAC, TAMNIES, TERRASSON-LAVILLEDIEU, THONAC, TURSAC, VALOJOULX ;
- 4 Communautés de Communes : CC Vallée de l'Homme (26 Communes), CC Terrassonnais en Périgord Noir Thenon Hautefort (3 Communes), CC Sarlat-Périgord Noir (4 Communes), CC Vallée de la Dordogne et Forêt Bessède (2 Communes) ;
- 5 Bassins de vie et d'emploi dont l'importance reste limitée : au Nord-Est, TERRASSON (6.225 hab.), LE LARDIN-SAINT-LAZARE (1.907 hab.), MONTIGNAC (2.783 hab.), et au Sud-Ouest, LE BUGUE (2.762 hab.) et SAINT-CYPRIEN (1.571 hab.).

Le Programme 2020-2026 du Grand Site de France Vallée de la Vézère, est construit autour de 6 Axes principaux :

1. Restaurer, valoriser et partager les paysages singuliers de la Vallée de la Vézère ;
2. Préserver et qualifier l'architecture, l'urbanisme et le patrimoine bâti ;
3. Maintenir, conforter et développer la diversité agricole et sylvicole pour des paysages ouverts et singuliers ;

4. Favoriser et développer un tourisme basé sur la découverte sensible du site et respectueux de l'environnement ;
5. Concilier la qualité des paysages, les ressources du territoire et l'appropriation des habitants pour une transition énergétique durable ;
6. Renforcer le partage et la transmission du projet de territoire Grand Site de France.

L'élément identitaire de la Vallée de la Vézère est la présence de falaises dont les plus hautes atteignent 100 m, pouvant abriter un des 15 sites inscrits au Patrimoine Mondial de l'Unesco. De plus, la qualité et la beauté des paysages sont les principales sources d'attractivité de la Vallée de la Vézère.

Le maintien d'espaces ouverts et de vues larges sur la Vallée, notamment sur les paysages emblématiques de falaise, est essentiel pour faire ressortir le lien entre paysages de falaises et patrimoines préhistoriques, ainsi que pour comprendre l'organisation spatiale de la Vallée et conserver son attractivité touristique.

Le dégagement de falaises correspond à l'action 1.1.1 du Programme d'actions du Grand Site de France Vallée de la Vézère, dont la coordination est assurée par l'EPCC et la Maîtrise d'Ouvrage sur chaque site, par les Communes concernées.

C'est dans ce cadre et aux fins de participation à la réalisation de cette action qu'une assistance technique du Département a été sollicitée par l'EPCC et organisée par la présente convention, conformément aux dispositions de l'article L.5111-1 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Département est d'autant plus concerné par la réalisation de ces actions qu'il mène également des actions de valorisation de sites départementaux situés dans le secteur nouvellement labellisé Grand Site de France : Pôle d'Interprétation de la Préhistoire aux EYZIES, Centre International de l'Art Pariétal à MONTIGNAC et Domaine départemental de CAMPAGNE notamment.

Aussi une Convention-cadre de partenariat a été signée entre les deux Parties en mars 2021 afin de permettre aux acteurs du territoire de définir une programmation des opérations de dégagement de falaises et de belvédères sur la durée du Programme d'actions du Grand Site (2020-2026) et d'accompagner les Communes du territoire dans la mise en œuvre opérationnelle des actions concernées.

S'appuyant sur les conclusions de l'étude paysagère réalisée en 2009, le recensement complémentaire de falaises réalisé par les Communes du territoire en 2019 et l'examen technique de la faisabilité de chaque action de dégagement, une Programmation triennale de l'action « dégagement de falaises » a été élaborée dans le cadre du Groupe de travail « paysages », proposée en Conseil des Collectivités Locales et validée par le Comité de Pilotage du Grand Site de France « Vallée de la Vézère ».

L'action concernée par la présente convention s'inscrit dans cette programmation.

Cela étant exposé, les Parties conviennent ce qui suit :

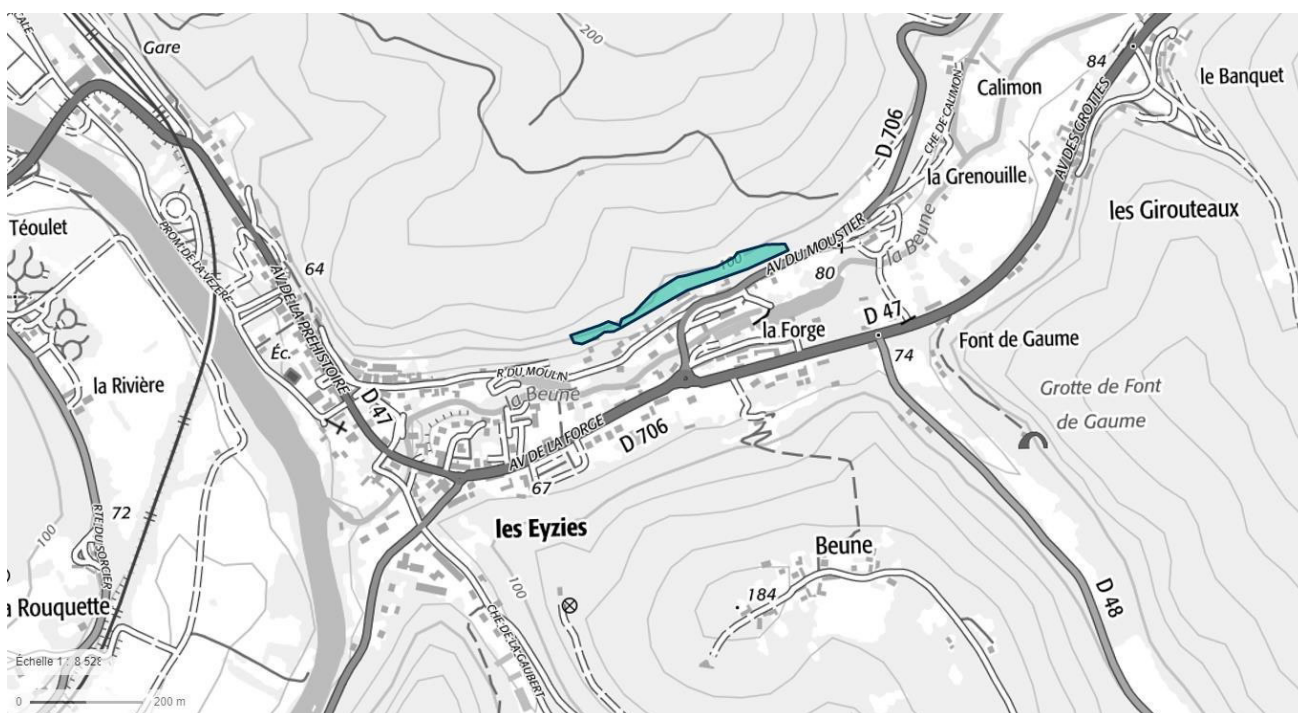
ARTICLE 1^{er} - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la nature de l'accompagnement technique, administratif et financier que le Département, l'EPCC et la Communauté de Communes seront en mesure d'apporter à la Commune Maître d'Ouvrage du chantier de dégagement de la falaise du bourg des EYZIES, s'inscrivant dans le Programme de valorisation des falaises et des belvédères du « Grand Site de France de la Vallée de la Vézère » au titre du Programme de travaux sur l'année 2023.

ARTICLE 2 - LOCALISATION DU SITE ET NATURE DES TRAVAUX

Le site du bourg des EYZIES sis avenue du Moulin - 24620 LES EYZIES, a été retenu dans le cadre de la Programmation triennale de dégagement de falaises validée par le Comité de Pilotage du « Grand Site de France Vallée de la Vézère ».

Les interventions sont programmées sur les parcelles n° AD 22, AD 265, AD 266, AD 42, AD 230, AD 52, AD 53 et AD 58, dont les propriétaires sont Françoise GAUCHEZ, Pierre LAURENT, Thierry LAURENT, Monique VIDAL, Jean-Pierre BONNEFOND, Jean-Jacques DURIN.



Les travaux consistent en :

- la réduction de la casquette végétale en nez de falaise : coupe des feuillus en rebord de plateau sur 2 à 3 mètres, en conservant des arbres perchoirs, puis éclaircie de la strate arbustive,
- sur les terrasses : éclaircie du couvert arboré par la coupe des feuillus ne menaçant pas de chuter, coupe de la strate arbustive. Conservation de la mosaïque de milieux. Pour les chênes verts, éclaircie par recépage si très dense ou réhausse des houppiers pour permettre la visibilité de la falaise,

- dans les micros-replats : suppression des ligneux,
- dégagement des arbres naturellement tombés ou dessouchés.

ARTICLE 3 - RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 Rôle et engagements de la Commune en tant que Maître d'ouvrage

La Commune est seule Maître d'ouvrage de l'opération visée par l'article 2 de la présente convention. Il incombe dès lors à la Commune de :

- assurer la maîtrise foncière des parcelles concernées par l'opération ou le cas échéant, d'obtenir les autorisations de pénétrer sur les propriétés privées, les autorisations de passages, ... et tout accord des Propriétaires concernés,
- obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération, y compris l'organisation des enquêtes publiques,
- rechercher et trouver le financement de l'opération,
- élaborer le Dossier de consultation des entreprises nécessaire à la conclusion des Marchés d'études et/ou de travaux dans le respect des prescriptions édictées par le Code de la Commande publique,
- procéder à la passation, l'attribution, la signature et la gestion des Marchés d'études et/ou de Maîtrise d'œuvre et de travaux, et au versement de la rémunération du ou des Titulaires dans le respect des prescriptions édictées par le Code des Marchés publics,
- assurer la direction, la coordination (et notamment mission CSPS), le contrôle et la réception des études et travaux,
- assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'action,
- souscrire les assurances nécessaires liées à la couverture des risques engendrés au cours de la mise en œuvre de l'action,
- engager toute action en justice et la défense de tout litige lié à l'action, et, plus généralement, toute mesure nécessaire à la bonne mise en œuvre de l'action,
- veiller au maintien du milieu ouvert avec le concours du Pôle d'Interprétation de la Préhistoire et des Partenaires de l'opération pour gérer au mieux le site en mettant en place un entretien du milieu au regard des ressources et opportunités locales mobilisables.

La Commune sera seule responsable de son personnel et du personnel bénévole qui sera amené à participer à la réalisation des actions.

Le calendrier des opérations : l'EPCC et la Commune établiront un calendrier des interventions et saisiront le Département et la Communauté de Communes au minimum 15 jours avant le démarrage des travaux si une assistance technique est jugée nécessaire.

L'implantation du chantier : pendant toute la durée des travaux, la Commune prendra toute disposition de balisage et la surveillance de ses chantiers.

La sécurité du chantier : la Commune sera responsable de toutes les mesures nécessaires au respect de la réglementation en vigueur afférente à l'opération pour garantir notamment la sécurité du personnel et du public éventuel, ainsi que toutes précautions permettant d'assurer la sécurité de ses chantiers notamment vis à vis de la circulation routière et d'éviter des atteintes sur les milieux naturels.

Les études et suivis environnementaux et de mise en œuvre des mesures compensatoires éventuelles relatifs à ces opérations seront communiqués au Département pour information et à l'EPCC (ex : suivi du biotope, suivi des espèces invasives, réalisation d'abris pour la petite faune, ...).

L'exportation des déchets sera assurée sous la responsabilité de la Commune dans le respect de la réglementation en vigueur. La valorisation des déchets verts peut être examinée en lien avec le Département qui assure déjà une politique de valorisation.

3.2 Rôle et engagements de la Communauté de Communes

La Communauté de Communes, pour les travaux situés sur son territoire :

- réalisera en lien avec le Maître d'ouvrage et avec l'appui des Organismes compétents, le suivi environnemental du site concerné et des travaux et en communiquera les éléments aux différents partenaires du programme,
- apportera à la Commune une assistance technique pendant le chantier, en mobilisant son service technique pendant les interventions des bénévoles le cas échéant et, si besoin, lors des interventions des équipes techniques du Département.

3.3 Rôle et engagements de l'EPCC

L'EPCC est Coordonnateur de l'opération « dégagement de falaises » à l'échelle du Grand Site et s'appuie sur des partenaires spécialistes (CEN, DREAL, CD24...).

- Il incombe dès lors à l'EPCC Pôle d'Interprétation de la Préhistoire de :
 - réaliser le Cahier des charges d'intervention au regard des contraintes et prérogatives du site en collaboration avec les Partenaires et les Etudes globales portées par le Pôle d'Interprétation de la Préhistoire à l'échelle du territoire,
 - programmer la date et le phasage de l'action au regard des enjeux identifiés sur le site, et en concertation avec la Commune et le Département,
 - appuyer la Commune dans la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les travaux seront réalisés et dans les différentes démarches administratives y afférent (autorisations par la commission des sites notamment),
 - intégrer cette opération dans le suivi global mené à l'échelle du territoire sur l'évolution des milieux après les travaux d'ouverture réalisés pour appréhender l'adaptation et l'évolution de la biodiversité,
 - communiquer sur l'action en lien avec la Commune,
 - réaliser un Observatoire Photographique du site,
 - accompagner la Commune dans la recherche de financements,
 - accompagner la Commune dans la concertation locale avec les Propriétaires fonciers et dans les démarches administratives liées,

- apporter à la Commune son appui technique pendant le chantier, en mobilisant son service technique pendant les interventions des bénévoles et, si besoin, lors des interventions des équipes techniques du Département.

3.4 Rôle et engagements du Département

Comme précisé dans la Convention-cadre signée en mars 2021 entre le Département et l'EPCC Pôle International de la Préhistoire, le Département apporte à la Commune et à l'EPCC son assistance technique dans la définition du Programme des travaux et dans sa mise en œuvre opérationnelle.

A ce titre, il lui incombe de :

- participer aux réunions de travail permettant au préalable d'établir un diagnostic du site, de définir le programme des travaux à réaliser et la méthodologie d'intervention,
- accompagner la Commune sur l'identification et la mise en place des conditions de sécurité du chantier,
- assister techniquement la Commune durant les phases de travaux avec une équipe de cordistes et d'élagueurs, à raison de **10 journées maximum par année civile**. Cette intervention entre dans le cadre d'une programmation et d'une coordination Sécurité et Protection de la Santé (SPS) assurées de manière globale par la Commune, Maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 - ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour les besoins du chantier, le Département, l'EPCC et la Communauté de Communes pourront apporter à la Commune leur assistance technique.

Les agents mobilisés demeureront sous l'autorité hiérarchique de leurs employeurs respectifs. Ils continueront à être rémunérés par leurs employeurs respectifs qui prendront en charge également les indemnités liées aux frais de missions découlant du chantier.

La Commune veillera à fournir aux agents qui interviendront les équipements de protection individuelle spécifiques dont ils ne seraient pas dotés par leurs employeurs pour leurs missions habituelles, ainsi que le matériel nécessaire à la mise en œuvre du chantier qui ne pourrait être mobilisé par leurs employeurs. En cas d'accident sur le chantier amenant une invalidité temporaire ou permanente, les agents étant en situation de travail, celui-ci sera considéré comme un accident du travail. L'Employeur fera dès lors son affaire des différentes déclarations et indemnités y afférant.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITES – ASSURANCES

La Commune, seule Maître d'Ouvrage, assure le fonctionnement du chantier sous sa seule responsabilité.

Elle sera seule tenue responsable des éventuels troubles de toute nature provenant du chantier et de tout dommage éventuel causé notamment à l'environnement, au public, aux tiers et aux propriétaires des terrains sur lesquels l'action sera menée. Toute atteinte à l'environnement et tout dégât occasionné sur des murs, clôtures ou autres ouvrages riverains du chantier devront être réparés à ses frais.

La Commune devra disposer de l'ensemble des assurances nécessaires au déroulement du chantier et à sa préparation et se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à la mise en place et au déroulement de l'action.

ARTICLE 6 - COMMUNICATION

La Commune, l'EPCC, la Communauté de Communes et le Département pourront faire état publiquement de la présente collaboration, des actions mises en œuvre et des résultats notamment par le biais de communiqués de presse ou d'articles sur leurs sites Internet, sous réserve de citer les autres Parties et de les en avoir informées au préalable.

Chaque Partie s'engage à faire figurer en bonne place le logo des autres sur tout support ou document de communication relatif à cette action.

ARTICLE 7 - MODALITES FINANCIERES

Le budget relatif à la mise en œuvre de cette action relève de la responsabilité de la Commune en tant que Maître d'ouvrage.

L'EPCC accompagnera la Commune dans la recherche des cofinancements nécessaires à la réalisation de l'action.

Le Département (Pôle Paysage et Espaces Verts) mobilisera de 3 à 5 agents/jour (cordistes et élagueurs) sur un total de 10 jours maximum par an, soit un coût d'environ 12.000 € pour réaliser les interventions demandées, matériel et véhicules compris.

Les actions d'accompagnement et d'intervention de l'EPCC, de la Communauté de Communes et du Département donneront lieu à une estimation et à un Bilan dont l'évaluation financière sera valorisée dans le cadre du Budget prévisionnel de l'action.

La Commune, une fois l'action réalisée, communiquera aux deux autres Parties, un Bilan financier de l'action.

ARTICLE 8 - DUREE

Cette convention est conclue pour l'année 2023 et prend effet à compter de sa signature, sachant que les travaux d'abattage et de taille ne peuvent pas être programmés entre le 16 mars 2023 et le 15 août 2023 (période de nidification).

ARTICLE 9 - AVENANT - CONVENTION D'APPLICATION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution des présentes, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant sans que celles-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis par la présente convention.

ARTICLE 10 - DENONCIATION - RESILIATION

Résiliation pour motif d'intérêt général

La présente convention peut être résiliée de plein droit, sans indemnité, à tout moment pour motif d'intérêt général.

Résiliation pour faute

En cas d'inexécution, manquement ou faute de l'une des Parties, au regard de l'une des obligations prévues par les présentes, celle-ci sera résiliée de plein droit, sans indemnité, après mise en demeure

adressée par lettre recommandée avec accusé réception par l'autre Partie, et demeurée infructueuse, plus de 15 jours après la date de sa première présentation.

Résiliation par l'une des Parties

Les Parties peuvent à tout moment résilier la présente convention à l'issue d'une période d'un mois sous réserve d'un préavis d'un mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la Partie la plus diligente, d'une recherche d'un règlement amiable préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le

Pour le Département de la Dordogne,
et par délégation,

le Vice-président du Conseil départemental en
charge des Routes et des Mobilités,

Jean-Michel MAGNE

Pour le Pôle d'Interprétation de la Préhistoire,
le Président,

Germinal PEIRO

Pour la Communauté de Communes
de la Vallée de l'Homme,
la 1^{ère} Vice-présidente en charge de
l'Environnement et du Grand Site de France,

Isabelle DAUMAS-CASTANET

Pour la Commune des EYZIES,
le Maire,

Philippe LAGARDE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.32

Budget annexe - Parc Départemental.
Vente de véhicules, engins et autres matériels.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CPI.32

**Budget annexe - Parc Départemental.
Vente de véhicules, engins et autres matériels.**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CPV.38 du 25 juillet 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ACCEPTE les offres d'acquisition des véhicules et matériels du Parc Départemental telles que définies sur les listes ci-après (Cf. Listes 1 et 2).

CONFIRME la sortie d'inventaire et la cession des véhicules et matériels inscrits sur les listes figurant ci-après (Cf. Listes 1 et 2).

Liste 1 : Matériel vendu aux Communes

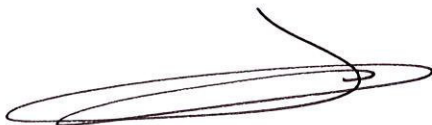
VENTE DES VEHICULES, ENGINs et AUTRES MATERIELS REFORMES									
N° de lot	Libellé	Code Parc	immatriculation	Marque	Estimation	Inventaire	Montant attribution	Attributaire	
TRACTEUR-EPAREUSE									
1	RENAULT ERGOS 446EPS HYDROSHIFT AVEC EPAREUSE OPTIMA 57T- C30	TMB142 DBN066	CF-824-VT	RENAULT	3.000,00 €	13395 17169	4.000,00 €	CHALAGNAC	
MATERIEL DE FAUCHAGE									
2	Roto faucheuse d'accotement ROUSSEAU	TBR022		ROUSSEAU	1.200,00 €	8275	1.200,00 €	CORNILLE	
TOTAL							5.200,00 €		

Liste 2 : Matériel vendu aux enchères via la SVV AGORASTORE

VENTE DE VEHICULES, ENGINS et AUTRES MATERIELS REFORMES							
N° de lot	Libellé	Code Parc	Immatriculation	Marque	Inventaire	Montant attribution	Attributaire
VEHICULES LEGERS							
279	LAGUNA	VLC1266	CT-861-JP	RENAULT	20775	6.305,30 €	ESPANOL DIDIER
280	TWINGO	VLA892	AB-920-MS	RENAULT	17181	1.498,86 €	CAP SYSTEME D (N° 43997241500012)
281	CLIO 2	VLA861	2338WL24	RENAULT	17150	906,50 €	CARROSSERIE DUTIN (N° 80808017000026)
282	TWINGO	VLA888	AB-716-MS	RENAULT	17177	2.392,52 €	DBGAUTO (N° 52999693600017)
283	TWINGO	VLA886	AB-785-MS	RENAULT	17175	2.841,06 €	BERARD ANDRÉ
284	CLIO 2	VLA860	2348WL24	RENAULT	17149	1.491,15 €	MIOCHE SEBASTIEN
285	CLIO 2	VLA835	5447WF24	RENAULT	12488	1.271,16 €	WAMAUTO33 (N° 91235158200016)
286	LAGUNA	VLC1049	BQ-142-LK	RENAULT	17482	2.407,93 €	GALLO ROXANE
287	308	VLB1107	BY-887-RJ	PEUGEOT	17885	2.670,72 €	GALLO ROXANE
FOURGONS BENNES ET TOLES							
290	DUCATO	FGB229	AX-123-NL	FIAT	16273	7.565,33 €	RABAT JEAN-PHILIPPE (N° 38451684500011)
291	DUCATO	FGB222	AD-822-JT	FIAT	15170	6.515,02 €	DM-FAHRZEUGE (N° DE277399663)

292	DUCATO	FGB223	AD-840-JT	FIAT	15157	6.437,98 €	DM-FAHRZEUGE (N° DE277399663)
293	DUCATO	FGB230	AX-153-NL	FIAT	16274 25032	7.681,74 €	RABAT JEAN-PHILIPPE (N° 38451684500011)
319	MASTER	FGB212	7029WK24	RENAULT	17161	3.909,35 €	SEA GROUP UTIL SRL
320	MASTER	FGB203	7895WE24	RENAULT	12474	3.582,36 €	AUTO89 (N° 44863338800013)
POIDS LOURDS & ACCESSOIRES							
296	EUROCARGO 180E24	CUC093	8591VJ24	IVECO	5380 25092	7.630,38 €	SORIN ALIN MERJE
297	REMORQUE PORTE VOITURE	RSG074	8675TK24	BESSE & AUPY	-	4.018,06 €	MJP MATERIELS (N° 83085924500037)
298	PELLE SUR PNEUS	PEN013	-	NEW HOLLAND	15154 29218 29393	17.000,16 €	Firma Transportowo Handlowa Bogdan Myszka (N° 830007838)
303	BENNE	BEN006	-	SCHMIDT FRANCE	8456	346,68 €	PAUTET (N° 34912056800028)
318	CAMION TRI BENNE	CRB082	CF-240-VT	RENAULT	8404	4.211,52 €	PICKWIK ÉNERGIE CONCEPT (N° 82788492500013)
DIVERS							
295	AMPLIROLL DALBY SHM3	-	-	-	-	4.777,34 €	RECUPFER (N° 35189639400019)
306	Lot de pièces détachées pour poids lourds	-	-	-	-	56,50 €	DOMINIQUE LOVATO-FLORENTIN (N° 494686819)
307	Lot de pièces détachées pour poids lourds	-	-	-	-	56,50 €	DOMINIQUE LOVATO-FLORENTIN (N° 494686819)
308	Lot de pièces détachées hydrauliques	-	-	-	-	50,50 €	DOMINIQUE LOVATO-FLORENTIN (N° 494686819)

MATERIEL DE DENEIGEMENT							
300	LAME DE DENEIGEMENT	RAB027	-	SCHMIDT FRANCE	17245	213,14 €	PAUTET (N° 34912056800028)
302	SALEUSE	SAL085	-	ACOMETIS	10431	1.001.52 €	SORIN ALIN MERJE
TOTAL						96.839,28 €	



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.33

Transaction foncière sur le territoire de la Commune de COULOUNIEIX-CHAMIERES.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.33

Transaction foncière sur le territoire de la Commune de COULOUNIEIX-CHAMIERES.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le Code de la Propriété des Personnes Publiques,

VU la délibération du Conseil départemental n° 20-16 du 7 février 2020,

VU la délibération de la Commune de COULOUNIEIX-CHAMIERES n° 2021/13 du 8 juillet 2021,

VU la demande auprès du Pôle d'évaluation domaniale n° 10861158 du 15 décembre 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE l'acquisition par le Département d'une parcelle de terrain située sur le territoire de la Commune de COULOUNIEIX-CHAMIERES au droit du terrain départemental abritant le Pôle Paysage et Espaces Verts (PPEV), cadastrée lieu-dit « 9999, rue Jean Bouin » section AN n° 512 d'une contenance cadastrale de 46a42ca, appartenant à la Commune de COULOUNIEIX-CHAMIERES, moyennant la somme de SOIXANTE QUINZE MILLE EUROS (75.000 € TTC). Une demande d'avis a été adressée au Pôle d'évaluation domaniale le 15 décembre 2022 sous le n° 10861158. Le délai d'un mois s'étant écoulé sans réponse de sa part (article L.3213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales), cet avis est réputé donné.

PREND ACTE qu'à défaut d'avis domanial rendu dans le délai imparti d'un mois, la vente peut avoir lieu au prix convenu entre les Parties.

DÉCIDE que l'acte authentique sera établi en la forme administrative.

AUTORISE M. le Vice-président en charge de l'Administration générale, des Finances, de la Commande publique, Rapporteur du budget ou en cas d'empêchement M. le Vice-président en charge des Routes et des Mobilités à signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.34

Transactions foncières sur le territoire des Communes de CARSAC-AILLAC, de CHANCELADE,
de MARSAC-SUR-L'ISLE et de PERIGUEUX.

Création d'une servitude de visibilité sur le territoire de la Commune de DUSSAC.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.34

Transactions foncières sur le territoire des Communes de CARSAC-AILLAC, de CHANCELADE,
de MARSAC-SUR-L'ISLE et de PERIGUEUX.
Création d'une servitude de visibilité sur le territoire de la Commune de DUSSAC.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 18.CP.I.29 du 12 mars 2018,

VU l'avis du Pôle d'évaluation domaniale n° 2022-24102-27057 du 1^{er} août 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE les transactions foncières suivantes :

ACQUISITION

Dans le cadre des travaux à réaliser au Pont de GROLÉJAC, sur le territoire de la Commune de CARSAC-AILLAC :

- Acquisition par le Département d'une unité foncière lieu-dit « Saint Rome Bas » section B n° 1105p et n° 1106p d'une contenance totale d'environ 07a85ca appartenant aux Consorts TOUREILLE moyennant un prix d'acquisition de MILLE EUROS (1.000 €) ;

- Création d'une servitude de passage pour l'entretien des ouvrages entre le Département et les Consorts TOUREILLE, propriétaires du fonds servant cadastré, lieu-dit « Saint Rome Bas » section B n° 1105p, n° 1106p et n° 1107p moyennant une indemnité s'élevant à DEUX CENTS EUROS (200 €) ;

- Octroi pour les locataires de la parcelle B n° 1106p d'une indemnité d'éviction d'un montant de TROIS CENT CINQUANTE QUATRE EUROS (354 €) pour l'EARL « DU PETIT HAMEAU » domiciliée à SAINT CIRQ MADELON (46300) lieu-dit « Rouffiac », représentée par Mme Patricia CARBONNEL, Gérante (SIRET n° 410 310 742 00011), et d'un montant de TRENTE SEPT EUROS (37 €) pour M. Bernard VERIL, Exploitant agricole, demeurant Camp Marty - 24250 GROLÉJAC (SIRET n° 394 199 210 00011).

Il est précisé que préalablement à l'acte authentique de vente et pour réaliser la nouvelle division cadastrale des parcelles un compromis de vente avec prise de possession anticipée sera signé entre le Département, les Consorts TOUREILLE et les exploitants agricoles.

CESSION

Sur le territoire des Communes de CHANCELADE, de MARSAC-SUR-L'ISLE et de PERIGUEUX, vente par le Département à la Communauté d'Agglomération LE GRAND PERIGUEUX d'un délaissé routier à usage de parking en bordure du giratoire faisant le lien entre les Routes départementales n° 939 et n° 710 composé de trois parcelles de terrain cadastrées :

- Commune de CHANCELADE :
lieu-dit « Pont de la Beauronne » section AR n° 1096 d'une contenance cadastrale de 2a81ca ;
- Commune de MARSAC-SUR-L'ISLE :
lieu-dit « Saltgourde » section AL n° 894 d'une contenance cadastrale de 1a10ca ;
- Commune de PERIGUEUX :
lieu-dit « Gour de l'Arche Ouest » section AB n° 239 d'une contenance cadastrale de 3a40ca.

La cession des 3 parcelles est réalisée moyennant la somme de VINGT DEUX MILLE EUROS (22.000 €) - avis du Pôle d'évaluation domaniale n° 2022-24102-27057 du 1^{er} août 2022.

CREATION D'UNE SERVITUDE DE VISIBILITE

En vue de la création d'un dégagement de visibilité, au carrefour formé par la Route départementale n° 67 et la Voie communale n° 204 sur la Commune de DUSSAC, dans le cadre d'une Opération de Sécurité, constitution d'une servitude de visibilité entre le Département, propriétaire de la Route départementale n° 67, fonds dominant et la SAS « LES RAMIERES », propriétaire de la parcelle cadastrée, lieu-dit « Les Ramières Est » section AD n° 18, fonds servant, moyennant la somme de DEUX CENTS EUROS (200 €). Préalablement, il conviendra de déposer un extrait Kbis de ladite SAS « LES RAMIERES » pour acter auprès du service de publicité foncière le changement de forme juridique.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer ledit compromis de vente à intervenir avec les Consorts TOUREILLE (Cf. annexe au projet de délibération).

DÉCIDE que les actes authentiques seront établis en la forme administrative.

AUTORISE M. le Vice-président en charge de l'Administration générale, des Finances, de la Commande publique, Rapporteur du budget ou en cas d'empêchement M. le Vice-président en charge des Routes et des Mobilités à signer les actes authentiques en la forme administrative correspondants, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

CARSAC AILLAC	Pont de GROLEJAC Acquisition de terrains et création d'une servitude de passage pour l'entretien des ouvrages	« Saint Rome Bas »
--------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------

COMPROMIS DE VENTE AVEC PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE

VENDEUR

Pour ¼ en pleine propriété et ¾ en usufruit

Madame **Paulette FAVIER**, retraitée, née à ALTKIRCH (Haut-Rhin) le 5 avril 1928, veuve de Monsieur Jacques Edmond TOUREILLE, demeurant Maison de retraite Pompeyrie – avenue Robert Schumann - 47000 AGEN.

Non remariée et non engagée dans un Pacte Civil de Solidarité.

Majeur protégé placé sous le régime de l'habilitation familiale générale suivant jugement du Tribunal Judiciaire de Agen en date du 20 décembre 2018.

Représentée aux présentes, par M. François Michel TOUREILLE demeurant 94 impasse Charles Baudelaire 47000 AGEN, agissant en qualité de mandataire, désigné par jugement du Tribunal Judiciaire de Agen en date du 20 décembre 2018 sus relaté.

Pour ¾ en nue-propriété

Monsieur **François Michel TOUREILLE**, retraité, né à PERIGUEUX (Dordogne), le 5 juin 1954, époux en premières noces de Madame Brigitte Corine Germaine BOUXIN, demeurant 94 impasse Charles Baudelaire 47000 AGEN.

Marié avec Madame Brigitte Corine Germaine BOUXIN en mairie de CARSAC AILLAC (Dordogne), le 5 juin 1993, sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union, régime non modifié depuis.

Ci-après dénommé le **VENDEUR**,

ACQUEREUR

Le DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE, personne morale de droit public, représenté par M. Germinal PEIRO, Président du Conseil départemental, domicilié en l'Hôtel du Département - 2, rue Paul Louis Courier – CS 11200 - 24019 PERIGUEUX CEDEX, agissant au nom et pour le compte du Département, en vertu d'une délibération de 30 janvier 2023.

Il est ici précisé que cette délibération a été publiée sous forme électronique conformément aux dispositions de l'article L 3131-1 du Code général des collectivités territoriales. Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 3131-4 du Code susvisé s'est écoulé sans que le Département ait reçu notification d'un recours devant le tribunal administratif par le représentant de l'Etat pour acte contraire à la légalité, ainsi que son représentant le déclare.

ci-après dénommé l'**ACQUEREUR**,

DEFINITIONS

Pour l'application et l'interprétation du présent Compromis (tel que ce terme est défini ci-après), les mots et expressions figurant ci-après et commençant par une majuscule ou écrits tout en majuscule, qu'ils soient indifféremment utilisés au singulier ou au pluriel, auront respectivement le sens suivant :

Acte Authentique de Vente ou Acte de Vente en la forme administrative : désigne, pour le Bien Immobilier, l'acte authentique constatant la vente dudit Bien Immobilier et ses annexes ;

Annexe : désigne une annexe au Compromis et qui en fait partie intégrante ;

ACQUEREUR : désigne le DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE, dont la comparution figure ci-dessus sous le paragraphe « IDENTIFICATION DES PARTIES » ;

BIEN : désigne les parcelles de terrains plus amplement désignées au paragraphe « DESIGNATION » ;

Compromis : désigne le présent Compromis de vente et ses Annexes ;

Frais : désigne la contribution de sécurité immobilière, la taxe de publicité foncière et plus généralement tous les frais et taxes entraînés par la signature du Compromis, et de l'Acte de Vente, leurs suites et conséquence ;

Parties : désigne ensemble le Vendeur et l'Acquéreur ;

VENDEUR : désigne les Consorts TOUREILLE dont la comparution figure ci-dessus sous le paragraphe « IDENTIFICATION DES PARTIES » ;

CAPACITE

Déclaration du VENDEUR :

Le **VENDEUR** garantit l'exactitude des informations et déclarations suivantes :

- *que son état civil et ses qualités sont exacts,
- *qu'il n'est pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises,
- *qu'il n'a pas été associé dans une société mise en liquidation judiciaire suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle il était tenu indéfiniment et solidairement du passif social ou seulement conjointement, le délai de cinq ans marquant la prescription des actions de droit commun et de celle en recouvrement à l'endroit des associés (BOI-REC-SOLID-20-10-20-20120912),
- *qu'il n'est concerné :
- *par aucune des mesures légales relatives aux personnes protégées qui ne seraient pas révélées aux présentes,
- *par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement, sauf là aussi ce qui peut être spécifié aux présentes.

Déclaration de l'ACQUEREUR :

Le représentant ès-qualités de l'**ACQUEREUR** garantit l'exactitude des informations et déclarations suivantes :

- l'**ACQUEREUR** est une collectivité française, à son siège social en France, et dont les caractéristiques figurant au Compromis sont exactes et à jour ;
- l'**ACQUEREUR** et son représentant ont la capacité légale et ont obtenu tous les consentements et autorisations nécessaires de ses organes délibérant afin de l'autoriser à conclure et exécuter ses obligations nées du Compromis ;
- la signature et l'exécution du Compromis par l'**ACQUEREUR** ne contreviennent à aucun contrat ou engagement important auquel il est parti, ni à aucune loi, réglementation, ou décision administrative, judiciaire ou arbitrale qui lui est opposable et dont le non-respect pourrait avoir une incidence négative ou faire obstacle à la bonne exécution des engagements nés du Compromis

INTERDICTION D'ALIENER ET D'HYPOTHEQUER

Pendant toute la durée des présentes, le **VENDEUR** s'interdit de conférer à quiconque des droits réels, personnels, ou des charges mêmes temporaires sur le ou les biens objet des présentes, de consentir un bail même précaire, une prorogation de bail, une mise à disposition, comme aussi d'apporter des modifications ou de se rendre coupable de négligences susceptibles d'altérer l'état ou de causer une dépréciation du ou des biens.

Le **VENDEUR** atteste ne pas avoir précédemment conclu un avant-contrat en cours de validité sur le **BIEN** objet des présentes.

CECI DECLARE, IL EST PASSE AU COMPROMIS DE VENTE OBJET DES PRESENTES.

Par ces présentes, le **VENDEUR** vend en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, et sous les conditions suspensives ci-après stipulées à l'**ACQUEREUR** qui accepte sous les mêmes conditions suspensives le **BIEN** ci-après désigné.

Jusqu'à la signature de l'Acte Authentique de Vente, les relations entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** seront régies par les stipulations du Compromis.

Postérieurement à cette date, les relations entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** seront régies par l'Acte Authentique de Vente. Il est précisé que, s'il existe des contradictions entre les stipulations du Compromis et de l'Acte Authentique de Vente, celles de l'Acte Authentique de Vente prévaudront.

DESIGNATION

Sur la Commune de **CARSAC AILLAC** une emprise d'une contenance de **07a85ca** environ composée des parcelles à détacher des parcelles actuellement cadastrées au plan rénové de ladite Commune comme suit :

COMMUNE	Parcelle		Lieu-dit	Contenance approximative
	section	numéro		
CARSAC AILLAC	B	1105p	Saint Rome Bas	01a06ca
CARSAC AILLAC	B	1106p	Saint Rome Bas	06a79ca

Un extrait de plan est ci-annexé.

Tel que le **BIEN** existe, s'étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques y attachées, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes

Division cadastrale à effectuer

Il est précisé que le **BIEN** sera distrait des parcelles B n°1105 et n°1106 au moyen d'un document d'arpentage à établir aux frais du DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE par tout géomètre-expert de son choix et qui sera visé dans l'Acte authentique de vente.

Ces divisions s'effectueront conformément au plan dénommé « Plan projet de division » établi et approuvé par les Parties, demeuré ci-annexé.

EFFET RELATIF

Le BIEN appartient au **VENDEUR** suivant les termes d'un acte contenant attestation immobilière reçu par Maître Jérôme ROUX, Notaire associé à AGEN, le 16 octobre 2015, publié le 16 novembre 2015 – Volume 2015P n°3541.

TRANSFERT DE PROPRIETE – JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** sera propriétaire du **BIEN** ci-dessus désigné à compter du jour de la réalisation de la vente par acte authentique.

Le **VENDEUR** accepte néanmoins la prise de possession anticipée du **BIEN** par le Département de la Dordogne et autorise le Département de la Dordogne ou toutes entreprises de son choix mandatées par lui à pénétrer sur ledit **BIEN** afin de procéder à titre préliminaire à la réalisation des travaux dans le cadre du confortement de la RD704 en vue de la réalisation des travaux de confortement du Pont de GROLEJAC.

Etant ici précisé que le **BIEN** présentement vendu est loué à l'exploitation agricole à responsabilité limitée « DU PETIT HAMEAU » domiciliée à SAINT CIRQ MADELON (46300) lieu-dit « Rouffiac » immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Cahors n°410310742 (1996D00169) et représentée par sa gérante, Mme Patricia CARBONNEL née PLANTADE.

CARACTERISTIQUE DU TERRAIN

Le VENDEUR déclare que le BIEN est actuellement traversé par des réseaux enterrés au profit d'ORANGE et d'ENEDIS.

Une servitude pour le passage des réseaux ORANGE a été établie par acte notarié par devant Maître Mathias GIROUD, notaire associé à WASSELONNE (67310) en date du 11 août 2022. Une copie de cet acte est ci-annexée.

Concernant les réseaux ENEDIS, l'autorisation délivrée par le vendeur est ci-annexée. Le VENDEUR informe l'ACQUEREUR que la convention de servitude par acte notarié n'a pas encore été établie à ce jour.

PRIX

La vente, si elle se réalise, aura lieu moyennant le prix ferme et définitif de **MILLE EUROS (1.000 €)**

Modalités de paiement

L'**ACQUEREUR**, se libérera du prix de vente après accomplissement des formalités de publicité foncière et conformément aux dispositions de l'article D 1617-19 premier alinéa du Code général des collectivités territoriales portant établissement des pièces justificatives des paiements des communes, départements, régions et établissements publics locaux.

Ce paiement sera effectué par le comptable public entre les mains du **VENDEUR** soussigné et libérera entièrement l'**ACQUEREUR**.

En cas de saisie-attribution, opposition formée par des tiers ou autres empêchements quelconques, le prix de la vente sera versé à la Caisse des Dépôts et Consignations de la DORDOGNE, à la conservation des droits de qui il appartiendra.

Avis du Pôle d'évaluation domaniale

Opération isolée dont le coût ne nécessite pas la consultation obligatoire du Pôle d'évaluation domaniale.

RESERVES A L'ENGAGEMENT DES PARTIES

DROIT DE PREEMPTION

Les présentes seront notifiées à tous les titulaires d'un droit de préemption pouvant s'exercer à leur occasion que ce soit tant en vertu de l'article L 211-1 du Code de l'urbanisme en ce qui concerne le droit de préemption urbain qu'en vertu de tout autre Code instituant un droit de préemption, notamment au titre de la SAFER.

En conséquence, les présentes engagent les parties sous réserve qu'aucun autre droit de préemption applicable en l'espèce ne soit exercé. L'exercice du droit de préemption, s'il arrive, obligera le **VENDEUR** à l'égard du préempteur et rendra les présentes caduques, sauf en cas d'annulation de la préemption ou de renonciation ultérieure, expresse ou tacite, à la décision de préemption de la part du bénéficiaire de celle-ci.

CONDITIONS SUSPENSIVES

Les présentes sont expressément soumises aux conditions suspensives ci-après stipulées dans l'intérêt des deux parties, en conséquence la non-réalisation d'une seule de ces conditions entraînera la caducité des présentes sauf dans les hypothèses où l'**ACQUEREUR** pourra renoncer à se prévaloir d'une ou de plusieurs conditions suspensives.

L'**ACQUEREUR** déclare avoir connaissance des dispositions de l'article 1304-3 alinéa 1^{er} du Code civil aux termes desquelles : « *La condition suspensive est réputée accomplie si celui qui y avait intérêt en a empêché l'accomplissement.* » et de l'article 1304-6 du Code civil, à partir de cet accomplissement les obligations contractées produisent leurs effets.

CONDITIONS SUSPENSIVES DE DROIT COMMUN

Les présentes, destinées à arrêter la volonté des parties sans attendre l'expiration des délais nécessaires à l'obtention des pièces nécessaires à l'instrumentation de la vente, sont conclues sous les conditions suspensives de droit commun suivantes :

- que le **VENDEUR** justifie de la propriété régulière du **BIEN** objet des présentes, par suite il s'engage à fournir à cet effet tous titres, pièces et renseignements nécessaires au rédacteur chargé de la rédaction de l'acte authentique.
- que les titres de propriété antérieurs et les pièces d'urbanisme ou autres obtenus ne révèlent pas de servitudes ou des charges, autres que celles éventuellement indiquées aux présentes, ni de vices non révélés aux présentes, pouvant grever le **BIEN** et/ou en diminuer sensiblement la valeur ou le rendre impropre à la destination souhaitée par l'**ACQUEREUR**.

- que l'état hypothécaire ne révèle ni de pacte de préférence ni de saisies ou d'inscriptions dont la charge augmentée du coût des radiations à effectuer serait supérieure au prix, et pour lesquelles il n'aurait pas été obtenu de mainlevée ou de dispense de purge des hypothèques.

Il est précisé que ces conditions suspensives sont stipulées au seul bénéfice de l'**ACQUEREUR** qui sera seul fondé à s'en prévaloir. Au cas où il déciderait de ne pas s'en prévaloir, il serait seul tenu des inconvénients en résultant, sans recours contre quiconque.

CONDITIONS SUSPENSIVES PARTICULIERES

A titre de condition essentielle et déterminante, le **VENDEUR** s'oblige à consentir la servitude ci-après aux termes de l'Acte Authentique de Vente :

Servitude de passage pour l'entretien des ouvrages grevant les parcelles du VENDEUR

Fonds dominant :

CARSAC AILLAC

« Saint Rome Bas »

La Route départementale n°704

Fonds servant :

CARSAC AILLAC

« Saint Rome Bas »

Section B n°1105p, n°1106p et n°1107p tel que figuré sous teinte jaune sur le plan projet de division (assiette de la servitude)

Nature de la servitude : Servitude de passage par tous véhicules pour permettre l'entretien de l'ouvrage public, notamment le talus et l'ouvrage d'assainissement. L'accès à la parcelle acquise et à la servitude de passage s'effectuera à partir du domaine public routier sis sous l'ouvrage d'art en bordure de la rivière *Dordogne*.

A titre de servitude réelle, le propriétaire du fonds servant constitue au projet du propriétaire du fonds dominant et de ses propriétaires successifs un droit d'accès et de passage en tous temps et heure pour tous véhicules, de jour comme de nuit, tous les jours de l'année.

Le propriétaire du fonds dominant pourra réaliser tous travaux et aménagements nécessaires à l'exercice de ladite servitude.

Ce droit d'accès et de passage s'exercera exclusivement sur l'assiette de la servitude ainsi défini au plan et ses bas-côtés immédiats dans la limite de 4 m.

Ce passage devra être libre à toute heure du jour et de la nuit, ne devra jamais être encombré et aucun véhicule ne devra y stationner. Il ne devra être ni obstrué ni fermé par un portail d'accès.

L'exercice de ce droit de passage ne devra cependant pas apporter de nuisance au propriétaire du fonds servant par dégradation de son propre fonds.

Cette servitude est consentie moyennant la somme de **DEUX CENTS EUROS (200 €)**.

AUTORISATIONS ET POUVOIRS DONNES AU BENEFICIAIRE

Le **VENDEUR** autorise et donne tous pouvoirs à l'**ACQUEREUR**, ses prestataires ou son substitué dès la signature des présentes :

- à effectuer tous relevés de géomètre, sondages et études de sols, affichages des autorisations administratives, fouilles archéologiques si celles-ci sont stipulées comme condition préalable à toute réalisation, sous réserve que cela n'entraîne pas de dégradations importantes.

DEPOT DE GARANTIE

D'un commun accord, les parties choisissent qu'il n'y aura pas de dépôt de garantie.

CLAUSE PENALE

Les parties conviennent expressément qu'au cas où l'une d'entre elles, après avoir été mise en demeure, alors que toutes les conditions suspensives seraient levées, ne régulariserait pas l'acte authentique de vente, au plus tard à la date ultime convenue à cet effet, elle devra verser à l'autre partie, à titre de clause pénale et d'indemnité forfaitaire conformément aux dispositions des articles 1152 et 1226 du Code civil, une somme représentant **cinq pour cent** du prix de vente hors taxe stipulé aux présentes, le tout sans préjudice pour chacune des parties de poursuivre l'autre en exécution de la vente, étant précisé que la présente clause ne peut pas être assimilée à une stipulation d'arrhes et n'emporte pas novation.

CONDITIONS GENERALES

Les conditions générales de la vente seront les suivantes :

➤ **Garantie contre le risque d'éviction**

L'**ACQUEREUR** bénéficiera sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière de la garantie en cas d'éviction organisée par l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet, le **VENDEUR** déclare :

- qu'il n'existe sur le BIEN objet des présentes aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation ;
- qu'il n'existe aucun litige en cours et aucune procédure sur ledit BIEN ;
- qu'il n'a conféré à personne d'autre qu'à l'**ACQUEREUR** un droit quelconque sur le **BIEN** dont il s'agit résultant d'un compromis ou d'une promesse de vente, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité, et qu'il n'existe aucun empêchement à cette vente,
- subroger l'**ACQUEREUR** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

➤ **Situation hypothécaire**

Le **VENDEUR** s'obligera, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'**ACQUEREUR**.

➤ **Situation locative**

Le **VENDEUR** déclare que la parcelle B 1106p est louée :

- Pour la partie cédée et pour $\frac{3}{4}$ de la servitude établie sur cette parcelle, à l'exploitation agricole à responsabilité limitée « DU PETIT HAMEAU » domiciliée à SAINT CIRQ MADELON (46300) lieu-dit « Rouffiac » immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Cahors n°410310742 (1996D00169) et représentée par sa gérante, Mme Patricia CARBONNEL née PLANTADE, selon les termes d'un bail verbal

- Pour 1/4 de la servitude établie sur cette parcelle à Monsieur Bernard VERIL, exploitant agricole, demeurant Camp Marty 24250 GROLEJAC, selon les termes d'un bail verbal.

Aucune autorisation de travaux demandée par des éventuels locataires ne pourra être donnée sans l'accord de l'**ACQUEREUR**.

➤ **Etat du BIEN**

L'**ACQUEREUR** prendra le **BIEN** dans l'état où il se trouve. Il déclare que la désignation du **BIEN** figurant aux présentes correspond à ce qu'il a pu constater lors de ses visites.

Il n'aura aucun recours contre le **VENDEUR** pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

➤ **Servitudes**

L'**ACQUEREUR** souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le **BIEN** objet des présentes, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans aucun recours contre le **VENDEUR**, sauf en ce qui concerne les servitudes créées par ce dernier et non indiquées dans la vente, sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la Loi.

➤ **Impôts et charges**

Le **VENDEUR** déclare être à jour des mises en recouvrement des impôts locaux.

L'**ACQUEREUR** acquittera à compter du transfert de propriété les impôts, contributions et charges de toute nature auxquels le **BIEN** peut et pourra être assujéti.

➤ **Frais**

Les frais et droits des présentes et de leurs suites sont à la charge de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige expressément.

Toutefois, resteront à la charge du **VENDEUR** les frais de mainlevée et de purge des hypothèques s'il y en a.

➤ **Contenance**

Le **VENDEUR** ne confère aucune garantie de contenance des terrains.

REITERATION AUTHENTIQUE

En cas de réalisation des conditions suspensives stipulées au compromis, la signature de l'acte de vente aura lieu **au plus tard le 30 juin 2023** par acte de vente en la forme administrative selon les modalités de paiement du prix énoncées au paragraphe « PRIX ».

Il est précisé que les conditions suspensives devront être levées dans le délai de réalisation des présentes sauf à tenir compte de délais et procédures spécifiques convenus entre les parties.

Ce délai sera automatiquement prorogé jusqu'à réception des pièces administratives nécessaires à la perfection de l'acte définitif de vente.

En toute hypothèse, cette prorogation ne pourra excéder un mois.

La date d'expiration de ce délai, ou de sa prorogation n'est pas extinctive mais constitutive du point de départ de la période à partir de laquelle l'une des parties pourra obliger l'autre à s'exécuter.

En conséquence, si l'une des parties vient à refuser de signer l'acte authentique de vente, l'autre pourra saisir le Tribunal compétent dans le délai d'un mois de la constatation de refus (mise en demeure non suivie d'effet, procès-verbal de non-comparution...) afin de faire constater la vente par décision de Justice, la partie défaillante supportant les frais de justice, nonobstant la mise en œuvre de la clause pénale stipulée aux présentes.

Si le défaut de réitération à la date prévue de réalisation dûment constaté provient de la défaillance de l'**ACQUEREUR**, le **VENDEUR** pourra toujours renoncer à poursuivre l'exécution de la vente en informant l'**ACQUEREUR** de sa renonciation par lettre recommandée avec accusé de réception, ce dernier faisant foi, ou par exploit d'huissier. Les parties seront alors libérées de plein droit de tout engagement sauf à tenir compte de la responsabilité de l'**ACQUEREUR** par la faute duquel le contrat n'a pu être exécuté, avec les conséquences financières y attachées notamment la mise en œuvre de la clause pénale, et de dommages-intérêts si le **VENDEUR** subit un préjudice direct distinct de celui couvert par la clause.

ABSENCE DE FACULTE DE SUBSTITUTION

L'**ACQUEREUR** ne pourra substituer aucune personne physique ou morale dans le bénéfice du présent compromis.

DROIT DE PREEMPTION DU PRENEUR EN PLACE – INTERVENTION

- Pour le bien vendu, parcelle 1106p :

La société sus dénommée EARL DU PETIT HAMEAU, qui connaissance prise des présentes, déclare renoncer purement et simplement au droit de préemption qui lui accordent les articles L412-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime et donne son agrément complet à la vente, s'interdisant toute action quelconque à ce sujet.

Elle interviendra également à l'acte authentique pour réitérer ses déclarations.

Madame Patricia CARBONNEL, née PLANTADE, es qualité, dispense le rédacteur de la vente de lui adresser la notification prévue par l'article L412-9 3° alinéa du Code rural et de la pêche maritime, destinée à lui faire connaître la vente.

Résiliation partielle des baux

Pour la parcelle B 1106p louée :

Aussi bien pour la partie vendue et pour les $\frac{3}{4}$ de la servitude établie sur cette parcelle, l'exploitation agricole à responsabilité limitée « DU PETIT HAMEAU » domiciliée à SAINT CIRQ MADELON (46300) lieu-dit « Rouffiac » immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Cahors n°410310742 (1996D00169) et représentée par sa gérante, Mme Patricia CARBONNEL née PLANTADE,

que pour $\frac{1}{4}$ de la servitude établie sur cette parcelle, Monsieur Bernard VERIL, exploitant agricole, demeurant Camp Marty 24250 GROLEJAC, selon les termes d'un bail verbal,

déclarent la libération du BIEN qui aura lieu au moment fixé pour l'entrée en jouissance.

Le **VENDEUR** déclare faire son affaire personnelle de l'apurement de tous comptes au plus tard au jour de la signature de l'acte authentique de vente, sans que la responsabilité de l'**ACQUEREUR** puisse être recherchée.

Indemnité d'éviction versée par le Département

La société sus dénommée EARL DU PETIT HAMEAU

Indemnité d'éviction :0.1139 ha x 2700 €/ha=.....308 €

Indemnité d'arrière fumure :0.1139 ha x 400 €/ha=46 €

Soit un montant total de :354 €

M. VERIL Bernard

Indemnité d'éviction :0.0118 ha x 2700 €/ha=..... 32 €

Indemnité d'arrière fumure :0.0118 ha x 400 €/ha= 5 €

Soit un montant total de : 37 €

FISCALITE

➤ **Du chef du VENDEUR**

Plus-values immobilière : Le VENDEUR déclare sous sa responsabilité qu'il est soumis à l'impôt sur les plus-values.

➤ **Du chef de l'ACQUEREUR**

Cette acquisition ne donne lieu à aucune perception au profit du trésor en application de l'article 1042 I du Code Général des Impôts.

POUVOIRS

Les parties donnent tous pouvoirs à Monsieur le Président du Conseil départemental de la Dordogne, chargé d'établir l'acte devant régulariser les présentes conformément à l'article L1311-13 du Code général des collectivités territoriales, à l'effet d'effectuer toutes les formalités préalables au contrat authentique en la forme administrative.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les soussignés affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu et qu'ils sont informés des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'entière exécution des présentes, les parties font élection de domicile chacune en leur siège respectif.

En outre, et à défaut d'accord amiable entre les parties, toutes les contestations qui pourront résulter des présentes seront soumises au tribunal judiciaire de la situation du **BIEN**.

DISJONCTION DES PIECES JOINTES

Les parties conviennent expressément que les pièces jointes au présent acte sous seing privé pourront y être disjointes afin d'être annexées à l'acte authentique de vente.

Fait à AGEN, le

**Mme Paulette TOUREILLE,
née FAVIER représentée par
M. François Michel TOUREILLE**

Pour le VENDEUR

M. François Michel TOUREILLE

Fait à SAINT-CIRQ-MADELON, le

Pour le PRENEUR **L'EARL DU PETIT HAMEAU, représentée par sa gérante,
Mme Patricia CARBONNEL, née PLANTADE**

Fait à GROLEJAC, le

Pour le PRENEUR

M. VERIL Bernard

Fait à PERIGUEUX, Le


Pour l'ACQUEREUR,


Le Président du Conseil départemental

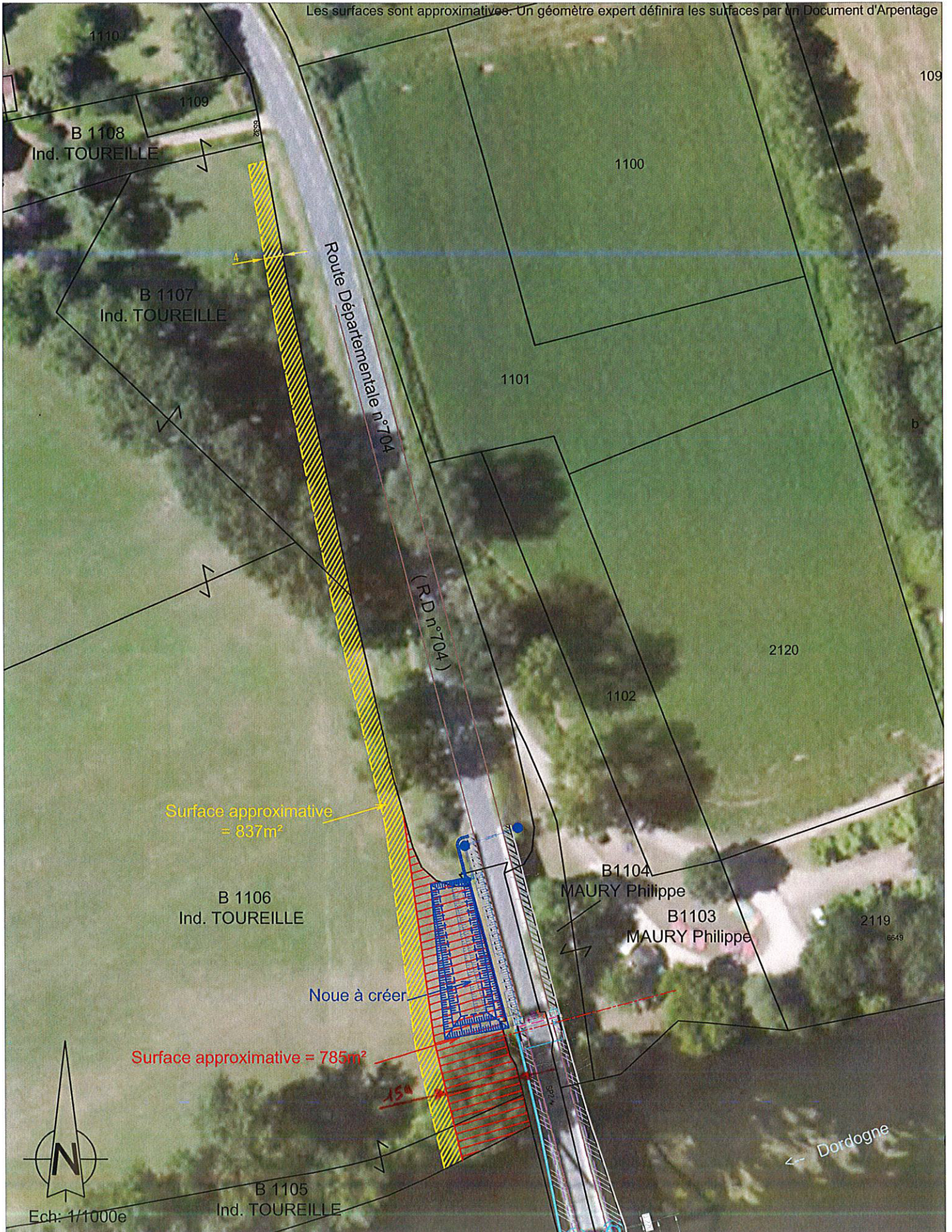
Germinal PEIRO

En un exemplaire dont une copie sera, après signatures, remise ou adressée à chacune des parties.

Acquisition d'une partie des parcelles B1105 et B1106
et création de servitude de passage pour l'entretien des ouvrages
sur la commune de CARSAC AILHAC

 Acquisition d'une partie des parcelles B1105 et B1106

 Servitude de passage pour l'entretien des ouvrages



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.35

Politique Départementale de l'Habitat.
Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Public.
Modifications de délibérations de la Commission Permanente.
Attribution de subventions.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.35

Politique Départementale de l'Habitat.
Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Public.
Modifications de délibérations de la Commission Permanente.
Attribution de subventions.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 905 / 555 / 204182.95 / 0 / 2021 / D3 PUBLIC	
Autorisation de programme votée :	8 340 000,00€
Décision : Engagement AP N° : 2023 CP 38267 1 :	196 960,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm ^{te} :	0,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 20.CP.IX.51 du 14 décembre 2020,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-90 du 11 février 2022,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.VII.55 du 15 novembre 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.VII.57 du 17 octobre 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ALLOUE, au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 204182.95, une subvention d'un montant total de **159.060 €** répartie comme suit :

- **108.060 €** pour 43 logements PLAI dont 2 logements PLAI adaptés ;
- **51.000 €** de bonus ENR.

ATTRIBUE 33 agréments pour les logements PLUS, pour les opérations désignées dans le tableau joint en annexe.

MODIFIE les délibérations de la Commission Permanente comme suit :

Délibération n° 21.CP.VII.55 du 15 novembre 2021

Au lieu de :

Bénéficiaires	Libellé opération	PLUS	PLAI	Montant subvention
PERIGORD HABITAT	Construction 21 lgts à BOULAZAC ISLE MANOIRE – Pey Harry	10	11	62.700 €
DOMOFRANCE	Construction 32 lgts à SARLAT – rue Jean Gabin	21	11	48.400 €

Lire :

Bénéficiaires	Libellé opération	PLUS	PLAI	Montant subvention	Observation
PERIGORD HABITAT	Construction 21 lgts à BOULAZAC ISLE MANOIRE – Pey Harry	9	12	68.400 €	Augmentation de la subvention de 5.700 €
DOMOFRANCE	Construction 32 lgts à SARLAT – rue Jean Gabin	20	12	52.800 €	Augmentation de la subvention de 4.400 €

Délibération n° 22.CP.VII.57 du 17 octobre 2022 :

Au lieu de :

Bénéficiaire	Libellé opération	PLUS	PLAI	Montant subvention
DOMOFRANCE	Construction 33 lgts à BERGERAC – Chemin du Petit Roy	21	12	99.600 €

Lire :

Bénéficiaire	Libellé opération	PLUS	PLAI	Montant subvention	Observation
DOMOFRANCE	Construction 33 lgts à BERGERAC – Chemin du Petit Roy	20	13	107.900 €	Augmentation de la subvention de 8.300 € . Cette opération bénéficie également d'un bonus ENR de 19.500 €

ALLOUE, au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 204182.95, une subvention d'un montant de **37.900 €** dont **19.500 €** de bonus ENR pour ces modifications d'opérations.

Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,



Bruno LAMONERIE

LISTE DES OPERATIONS - 3ème DELEGATION

Bailleurs	Communes	Opérations	PLAI	Montant subvention PLAI	Subvention PLAI adapté 13.980 €/PLAI	PLUS	Bonus ENR 1.500 €/PLAI
DOMOFRANCE	CHANCELADE	Construction de 8 logements supplémentaires - Chercuzac	3	17 100,00 €	27 960,00 €	5	0,00 €
	MUSSIDAN	Acquisition-Amélioration de 29 logements - Place Victor Hugo	14	CP du 17/10/2022	0,00 €	15	21 000,00 €
PERIGORD HABITAT	DOUVILLE	Construction de 6 logements individuels - Maison Neuve	3	13 200,00 €	0,00 €	3	4 500,00 €
	SANILHAC	Construction de 4 logements à Marsaneix - Croix Neuve	2	CP du 17/10/2022	0,00 €	2	3 000,00 €
	SANILHAC	Construction de 5 logements à Marsaneix - Château Soleil	3	CP du 17/10/2022	0,00 €	0	4 500,00 €
	CREYSSE	Construction de 24 logements séniors intergénérationnels	12	CP du 17/10/2022	0,00 €	0	18 000,00 €
MESOLIA	CREYSSE	Construction de 14 logements - La Nauve	6	49 800,00 €	0,00 €	8	0,00 €
		TOTAL	43	80 100,00 €	27 960,00 €	33	51 000,00 €

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.36

Politique Départementale de l'Habitat.
Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Privé.
Informations sur les décisions prises par le Président
du Conseil départemental lors de Commissions Locales
d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) au titre de l'année 2022.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

PREND ACTE

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.36

Politique Départementale de l'Habitat.
Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Privé.
Informations sur les décisions prises par le Président
du Conseil départemental lors de Commissions Locales
d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) au titre de l'année 2022.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 20-212 du 2 octobre 2020,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 20.CP.IX.51 du 14 décembre 2020,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-90 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

PREND ACTE des décisions prises par le Président du Conseil départemental et de l'engagement des dossiers ci-annexés pour un montant total de subvention de l'Anah (Agence nationale de l'habitat) de :

* au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 20422.200, un montant de subvention de **1.654.437 €**, répartis sur 2 CLAH (Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat) au titre des Propriétaires Occupants et Propriétaires Bailleurs :

- CLAH du 25 novembre 2022 : **82** logements de Propriétaires Occupants et Bailleurs, pour un montant de **860.777 €**,
- CLAH du 8 décembre 2022 : **42** logements de Propriétaires Occupants et Bailleurs, pour un montant de **443.171 €**,
- CLAH du 15 décembre 2022 : **36** logements de Propriétaires Occupants et Bailleurs, pour un montant de **350.489 €**.

* au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 2041581.200, un montant de subvention de **84.983 €** au titre des subventions Anah pour les OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) - PIG (Programme d'Intérêt Général) aux Intercommunalités.

- CLAH du 25 novembre 2022 : **84.983 €** pour **85** logements de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Homme.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.37

Politique Départementale de l'Habitat.
Convention partenariale d'objectifs et de moyens
entre le Département de la Dordogne et l'OPH PERIGORD HABITAT.
Attribution de subvention.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.37

Politique Départementale de l'Habitat.
Convention partenariale d'objectifs et de moyens
entre le Département de la Dordogne et l'OPH PERIGORD HABITAT.
Attribution de subvention.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 905 / 555 / 204182.23 / 0 / 2022 / LOGSOC	
Autorisation de programme votée :	3 200 000,00€
Décision : Engagement AP N° : 2023 CP 38266 1	: 30 000,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm ^{te} :	0,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-90 du 11 février 2022,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-191 du 28 juin 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VALIDE l'opération de construction de 6 logements à DOUVILLE « Maison Neuve », au titre de la Convention partenariale d'objectifs et de moyens, entre le Département de la Dordogne et l'Office Public de l'Habitat (OPH) PERIGORD HABITAT.

ALLOUE au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 204182.23 :

- une subvention d'un montant de **30.000 €** à l'Office Public de l'Habitat (OPH) PERIGORD HABITAT pour **6** logements au titre de l'Offre Nouvelle, comme suit :

Commune	Opérations	Nbre lgts	Montant subvention
DOUVILLE	Construction de 6 lgts à - Maison Neuve	6	30.000 €
TOTAL		6	30.000 €



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.38

Politique Départementale de l'Habitat.
Aide à la production de logements très sociaux
pour les Communes soumises à l'article 55 de la loi SRU
pour tous les Bailleurs sociaux.
Attribution de subvention.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.38

Politique Départementale de l'Habitat.
Aide à la production de logements très sociaux
pour les Communes soumises à l'article 55 de la loi SRU
pour tous les Bailleurs sociaux.
Attribution de subvention.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 905 / 555 / 204182.22 / 0 / 2021 / PLAI SRU	
Autorisation de programme votée :	231 000,00€
Décision : Engagement AP N° : 2023 CP 38263 1 :	1 000,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm ^{te} :	0,00€

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 905 / 555 / 20422.22 / 0 / 2021 / PLAI SRU	
Autorisation de programme votée :	1 139 000,00€
Décision : Engagement AP N° : 2023 CP 38265 1 :	4 000,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm ^{te} :	0,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-90 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VALIDE les opérations au titre de l'aide à la production de logements très sociaux dans les Communes soumises à l'article 55 de la loi SRU pour tous les Bailleurs sociaux ci-après désignés.

ALLOUE une subvention d'un montant de **1.000 €** pour **1** logement PLAI au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 204182.22 pour le Bailleur social public, comme suit :

Bailleur	Commune	Opérations	Nbre PLAI	Montant subvention
PERIGORD HABITAT	BOULAZAC-ISLE-MANOIRE	Construction de 1 lgt à Pey Harry	1	1.000 €
TOTAL			1	1.000 €

ALLOUE une subvention d'un montant total de **4.000 €** pour **4** logements PLAI au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 20422.22 pour le Bailleur social privé, comme suit :

Bailleur	Commune	Opérations	Nbre PLAI	Montant subvention
DOMOFRANCE	CHANCELADE	Construction de 8 logts dont 3 PLAI à Chercuzac	3	3.000 €
	BERGERAC	Construction de 1 lgt - Chemin du Petit Roy	1	1.000 €
TOTAL			4	4.000 €



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique.

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.39

Politique Départementale de l'Habitat.
Avenant n° 3 à la convention d'utilisation de l'abattement
de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)
dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPPV).

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Christian TEILLAC donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.39

Politique Départementale de l'Habitat.
Avenant n° 3 à la convention d'utilisation de l'abattement
de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)
dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPPV).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 16.CP.II.59 du 31 mars 2016,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 18.CP.IX.50 du 17 décembre 2018,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 20.CP.IX.54 du 14 décembre 2020,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE l'avenant n° 3 ci-annexé, à la convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPPV), à intervenir entre le Président du Conseil départemental, le Préfet de la Dordogne, le Président de la Communauté d'Agglomération Le Grand Périgueux, la Directrice Générale de l'OPH Périgord Habitat, la Maire de PERIGUEUX et le Maire de COULOUNIEIX-CHAMIERES.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à le signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville

Avenant n° 3

Contrat de Ville du Grand Périgueux 2015-2023
QPV Chamiers et Boucle de l'Isle

Préambule

Le 28 avril 2016, une Convention d'utilisation de l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPPV) de Chamiers et de la Boucle de l'Isle a été signée par le Préfet de la Dordogne, le Président du Conseil départemental de la Dordogne, le Président de la Communauté d'Agglomération Le Grand Périgueux, le Maire de Périgueux, le Maire de Coulounieix-Chamiers et la Directrice Générale de l'OPH Périgord Habitat.

Cette Convention a été conclue pour une durée de 5 ans (2015-2020), mais identifiait un Programme d'actions triennal (2016-2018). Ce Programme d'actions a été prorogé aux années 2019-2020 par un premier avenant signé en décembre 2018, puis aux années 2021-2022 par un second avenant signé en janvier 2021.

Conformément à la prolongation du Contrat de Ville du Grand Périgueux jusqu'à fin 2023, il est proposé de proroger la convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les QPV pour l'année 2023.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Contrat de ville du Grand Périgueux 2015 - 2023

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de Chamiers et Boucle de l'Isle – avenant n°3



Article 1 – Prorogation et aménagement du Programme d'actions

Le Programme d'actions tel que défini dans la Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les QPV est prorogé pour l'année 2023, sur la base des décisions prises au cours du Comité de suivi du 16 novembre 2022. Ainsi, certaines actions du programme sont aménagées ou supprimées, en fonction du territoire.

Le total valorisé tient compte des résultats des Exercices 2016-2021.

Article 2 – Programme d'actions faisant l'objet de l'abattement de TFPB par quartier

QPV Chamiers :

Axes	Actions	Enveloppe financière prévisionnelle 2023
Renforcement de la présence du personnel de proximité (par rapport à la présence hors QPV)	Renforcement de la présence d'agents de médiation de quartier	0 €
Formations et soutien des personnels de proximité	Formations spécifiques	0 €
Sur-entretien	Enlèvements tags et graffitis	1 000 €
	Renforcement du nettoyage des halls et des cages d'escalier	20 000 €

Contrat de ville du Grand Périgueux 2015 - 2023

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de Chamiers et Boucle de l'Isle – avenant n°3



Gestion des déchets et des encombrants / épaves	Gestion des déchets : accompagnement des habitants dans la mise en place de la redevance incitative	20 000 €
Tranquillité résidentielle	Surveillance des chantiers	0 €
	Installation de globes lumineux anti-vandalisme dans les cages d'escalier	0 €
	Gratuité des charges des contrôles d'accès	0 €
Animation, lien social, vivre ensemble	Soutien aux actions favorisant le « vivre ensemble »	4 000 €
	Mise à disposition de locaux associatifs ou de services (loyers et/ou charges)	15 000 €
	Aménagements de locaux pour résidence d'artistes ou autres actions	100 000 €
	Installation de panneaux d'affichage dans les cages d'escalier	0 €
Petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors prise en charge NPNRU)	Surcoût de remise en état des logements à relouer	30 000 €
	Renforcement de la lutte contre les insectes et animaux nuisibles	7 000 €
	Création de douches PMR	30 000 €
TOTAL		227 000 €

Contrat de ville du Grand Périgueux 2015 - 2023

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de Chamiers et Boucle de l'Isle – avenant n°3



QPV Boucle de l'Isle :

Axes	Actions	Enveloppe financière prévisionnelle 2023
Renforcement de la présence du personnel de proximité (par rapport à la présence hors QPV)	Renforcement de la présence d'agents de médiation de quartier	11 000 €
Formations et soutien des personnels de proximité	Formations spécifiques	0 €
Sur-entretien	Enlèvements tags et graffitis	0 €
	Renforcement du nettoyage des halls et des cages d'escalier	20 000 €
Gestion des déchets et des encombrants / épaves	Gestion des encombrants	0 €
Tranquillité résidentielle	Surveillance des chantiers	0 €
	Installation de globes lumineux anti-vandalisme dans les cages d'escalier	0 €
	Gratuité des charges des contrôles d'accès	0 €
Animation, lien social, vivre	Soutien aux actions favorisant le « vivre ensemble »	0 €

Contrat de ville du Grand Périgueux 2015 - 2023

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de Chamiers et Boucle de l'Isle – avenant n°3



ensemble	Mise à disposition de locaux associatifs ou de services (loyers et/ou charges)	5 500 €
	Aménagements de locaux pour résidence d'artistes ou autres actions	0 €
	Installation de panneaux d'affichage dans les cages d'escalier	0 €
Petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors prise en charge NPNRU)	Surcoût de remise en état des logements à relouer	0 €
	Renforcement de la lutte contre les insectes et animaux nuisibles	0 €
	Création de douches PMR	0 €
TOTAL		36 500 €

Article 3 – Suivi - Evaluation

Afin de suivre et d'évaluer le Programme d'actions, voire de l'ajuster, il est proposé de mettre en œuvre un Comité de suivi en complément du Comité de pilotage annuel.

Article 4 – Autres clauses

Les autres clauses demeurent inchangées.

Contrat de ville du Grand Périgueux 2015 - 2023

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de Chamiers et Boucle de l'Isle – avenant n°3



Fait en six exemplaires remis à chacune des Parties.

Le _____, à Périgueux.

Le Préfet de la Dordogne

Le Président du Conseil départemental
de la Dordogne

Jean-Sébastien LAMONTAGNE

Germinal PEIRO

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Le Grand Périgueux

La Directrice Générale de l'OPH Périgord
Habitat

Jacques AUZOU

Séverine GENNERET

La Maire de Périgueux

Le Maire de Coulounieix-Chamiers

Delphine LABAILS

Thierry CIPIERRE

Contrat de ville du Grand Périgueux 2015 - 2023

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de Chamiers et Boucle
de l'Isle – avenant n°3



ANNEXES

1. Identification du patrimoine concerné

Quartier prioritaire	Nombre total de logements	Nombre de logements bénéficiant de l'abattement
Chamiers	440	440
Boucle de l'Isle	412	341
Total	852	781

2. Liste du patrimoine

QPV – Boucle de l'Isle

ADRESSE	VILLE
43 Rue Raymond Raudier	Périgueux
1B Rue Jean Bart	Périgueux
1T Rue Jean Bart	Périgueux
35 Rue Raymond Raudier	Périgueux
188 Rte d'Angoulême	Périgueux
41 Ch des Feutres du Toulon	Périgueux
43 Ch des Feutres du Toulon	Périgueux
11 Rue de la Beauronne	Périgueux
<i>80 Rue Pierre Brantome</i>	<i>Périgueux</i>
<i>16 Ch de Saltgourde</i>	<i>Périgueux</i>
<i>18 Ch de Saltgourde</i>	<i>Périgueux</i>
<i>23 Rue Raymond Raudier</i>	<i>Périgueux</i>

Contrat de ville du Grand Périgueux 2015 - 2023

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de Chamiers et Boucle de l'Isle – avenant n°3

25 Rue Raymond Raudier	Périgueux
2 Rue Suzanne Lacore	Périgueux
4 Rue Suzanne Lacore	Périgueux
6 Rue Suzanne Lacore	Périgueux
19 Rue Raymond Raudier	Périgueux
21 Rue Raymond Raudier	Périgueux
1 Rue Suzanne Lacore	Périgueux
3 Rue Suzanne Lacore	Périgueux
5 Rue Suzanne Lacore	Périgueux
8 Ch de la Monzie	Périgueux
14 Rte d'Agonac	Périgueux

QPV – Chamiers

ADRESSE	VILLE
19 Imp Jean Monnet	Coulounieix-Chamiers
20 Imp Jean Monnet	Coulounieix-Chamiers
21 Imp Jean Monnet	Coulounieix-Chamiers
22 Imp Jean Monnet	Coulounieix-Chamiers
23 Imp Jean Monnet	Coulounieix-Chamiers
24 Imp Jean Monnet	Coulounieix-Chamiers
25 Imp Jean Monnet	Coulounieix-Chamiers
26 Imp Jean Monnet	Coulounieix-Chamiers
27 Imp Jean Monnet	Coulounieix-Chamiers
28 Imp Jean Monnet	Coulounieix-Chamiers
29 Imp Jean Monnet	Coulounieix-Chamiers
30 Imp Jean Monnet	Coulounieix-Chamiers

Contrat de ville du Grand Périgueux 2015 - 2023

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de Chamiers et Boucle de l'Isle – avenant n°3



55 Rue Martin Luther King	Coulounieix-Chamiers
56 Rue Martin Luther King	Coulounieix-Chamiers
57 Rue Martin Luther King	Coulounieix-Chamiers
58 Rue Martin Luther King	Coulounieix-Chamiers
59 Rue Martin Luther King	Coulounieix-Chamiers
60 Rue Martin Luther King	Coulounieix-Chamiers
61 Rue Martin Luther King	Coulounieix-Chamiers
62 Rue Martin Luther King	Coulounieix-Chamiers
63 Rue Martin Luther King	Coulounieix-Chamiers
64 Rue Martin Luther King	Coulounieix-Chamiers
65 Rue Martin Luther King	Coulounieix-Chamiers
66 Rue Martin Luther King	Coulounieix-Chamiers
31 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
32 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
33 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
34 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
35 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
36 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
37 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
38 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
39 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
40 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
42 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
43 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
44 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
45 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
46 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
47 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers

Contrat de ville du Grand Périgueux 2015 - 2023

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de Chamiers et Boucle de l'Isle – avenant n°3



48 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
49 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
50 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
51 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
52 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
53 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
54 Rue Nelson Mandela	Coulounieix-Chamiers
1 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
2 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
3 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
4 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
5 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
6 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
7 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
8 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
9 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
10 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
11 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
12 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
13 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
14 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
15 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
16 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
17 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
18 Rue René Cassin	Coulounieix-Chamiers
18 Rue Albert Camus	Coulounieix-Chamiers
19 Rue Albert Camus	Coulounieix-Chamiers
20 Rue Albert Camus	Coulounieix-Chamiers

Contrat de ville du Grand Périgueux 2015 - 2023

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de Chamiers et Boucle de l'Isle – avenant n°3



21 Rue Albert Camus	Coulounieix-Chamiers
22 Rue Albert Camus	Coulounieix-Chamiers
23 Rue Albert Camus	Coulounieix-Chamiers
24 Rue Albert Camus	Coulounieix-Chamiers
18 Av Churchill	Coulounieix-Chamiers
25 Rue Yves Farges	Coulounieix-Chamiers
26 Rue Yves Farges	Coulounieix-Chamiers
27 Rue Yves Farges	Coulounieix-Chamiers
28 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
29 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
30 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
31 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
36 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
37 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
38 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
39 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
40 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
41 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
42 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
43 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
44 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
45 Rue Eugénie Cotton	Coulounieix-Chamiers
46 Rue Pierre Brossolette	Coulounieix-Chamiers
47 Rue Pierre Brossolette	Coulounieix-Chamiers
48 Rue Pierre Brossolette	Coulounieix-Chamiers
1 Rue Jean Macé	Coulounieix-Chamiers
3 Rue Jean Macé	Coulounieix-Chamiers
5 Rue Jean Macé	Coulounieix-Chamiers

Contrat de ville du Grand Périgueux 2015 - 2023

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de Chamiers et Boucle de l'Isle – avenant n°3



5 Pl Allende	Coulounieix-Chamiers
3 Rue Gisèle Feyfant	Coulounieix-Chamiers
9003 Av Mal De Lattre de Tassigny	Coulounieix-Chamiers
1 Rue Pierre Brossolette	Coulounieix-Chamiers
9001 Rue Pierre Brossolette	Coulounieix-Chamiers

Contrat de ville du Grand Périgueux 2015 - 2023

Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de Chamiers et Boucle de l'Isle – avenant n°3



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.40

Politique Départementale de l'Habitat.
Aide départementale pour l'amélioration de l'habitat
pour les Propriétaires Occupants.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Christian TEILLAC donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.40

Politique Départementale de l'Habitat.
Aide départementale pour l'amélioration de l'habitat
pour les Propriétaires Occupants.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-90 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ALLOUE aux Propriétaires Occupants (PO) figurant sur la liste ci-annexée, la subvention d'un montant global de **64.000 €**, imputée au chapitre 905, article fonctionnel 588, nature 20422.80 et répartie comme suit :

PROGRAMME	Nbre de bénéficiaires	Montant alloué
DIFFUS	11	5 500 €
OPAH RR du Nontronnais	9	4 500 €
PAH RR du Terrassonnais Haut Périgord No	7	3 500 €
OPAH RR Pays Isle en Périgord	8	4 000 €
OPAH RR Périgord Limousin Isle Loue Auv.	16	8 000 €
OPAH RR Vallée de l'Homme	8	4 000 €
OPAH RR Vallée Dordogne Forêt Bessède	21	10 500 €
OPAH RU du Grand Périgueux	34	17 000 €
OPAH RU Bergerac	14	7 000 €
TOTAL	128	64 000 €

VALIDE la liste des bénéficiaires de l'aide départementale à l'amélioration de l'habitat pour les Propriétaires Occupants ci-annexée.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.41

Politique Départementale de l'Habitat.
Plan de Relance de l'économie en faveur de l'habitat.
Aide aux Propriétaires Occupants.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Christian TEILLAC donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.41

Politique Départementale de l'Habitat.
Plan de Relance de l'économie en faveur de l'habitat.
Aide aux Propriétaires Occupants.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-90 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ALLOUE une subvention d'un montant total de **112.712,75 €** au chapitre 905, article fonctionnel 588, nature 20422.42 au titre du Plan de Relance de l'économie en faveur de l'habitat pour les Propriétaires Occupants figurant sur la liste ci-annexée et répartie comme suit :

AIDE PLAN DE RELANCE	Nbre de bénéficiaires	Montant alloué en €
ELECTRICITE	32	36 413,32
FACADE	12	24 929,32
TOITURE	9	33 155,42
ASSAINISSEMENT	15	18 214,69
TOTAL	68	112 712,75 €

VALIDE la liste des Propriétaires Occupants bénéficiaires dans le tableau ci-annexé.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.42

Politique Départementale d'Insertion.
Convention de délégation de gestion du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).
Année 2023.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Christian TEILLAC donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.42

Politique Départementale d'Insertion.
Convention de délégation de gestion du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).
Année 2023.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la loi du 13 août 2004 et ses articles 51 et 65,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ATTRIBUE la dotation du Département au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) pour un montant de **1.020.000 €** au titre de l'année 2023.

APPROUVE les termes de la convention de délégation de gestion financière ci-annexée, à intervenir entre le Département de la Dordogne et la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF) sise 50, rue Claude Bernard - 24011 PERIGUEUX Cedex.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention, au nom et pour le compte du Département.

AUTORISE le versement par anticipation du vote du Budget primitif 2023 d'un acompte de 50 % de la dotation annuelle du Département d'un montant de **510.000 €** à la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne répartie comme suit :

Fonds de Solidarité pour le Logement.....434.914 €
Transfert de la contribution de l'Etat au Fonds d'aide aux impayés d'eau et d'énergie...75.086 €



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

**Convention de délégation de gestion du Fonds de Solidarité au Logement (FSL)
de la Dordogne
Année 2023**

ENTRE :

Le Département de la DORDOGNE sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023,

ET :

La Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF 24) sise 50, rue Claude Bernard - 24011 PERIGUEUX Cedex, représentée par le Directeur, M. Michel BEYLOT,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} : Un seul fonds entièrement fongible

En application de la Loi du 13 août 2004, les Fonds EDF SA, GDF SUEZ, eau/autres énergies et téléphone, supprimés au 1^{er} janvier 2005, ont été intégrés dans le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL). Ce Fonds constitue un fonds unique avec un seul Règlement intérieur général et des crédits entièrement fongibles.

Article 2 : Le Département, pilote du Fonds

Depuis le 1^{er} janvier 2005, le FSL est placé sous la seule responsabilité du Département qui devient ainsi le pilote du Fonds. Conformément aux dispositions des articles 51 et 65 de la Loi du 13 août 2004, le Département de la Dordogne a décidé de confier la gestion administrative, financière et comptable du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) à la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF 24).

Article 3 : La Caisse d'Allocations Familiales (CAF), Déléataire de la gestion du Fonds

En tant que Gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Dordogne assurera les missions suivantes :

- encaissement du financement du Département et des participations volontaires,
- recouvrement de toutes créances du Fonds de Solidarité pour le Logement,
- impression et fourniture de **10.000 dossiers** de demandes d'aide annuellement,
- instruction administrative des dossiers de demandes d'aide,
- secrétariat des Commissions chargées de statuer sur les demandes d'aide, exceptée la Commission Départementale d'Examen des Protocoles de Rétablissement (CDEPR), des situations locatives,
- envoi de l'Ordre du jour complet de la Commission Locale de Coordination des Aides (COLCA), aux Unités Territoriales (UT) et au Service Logement - Coordination des Aides Individuelles - MASP,

- notification des décisions d'attribution ou de refus des aides aux Demandeurs aux Responsables d'Unités Territoriales, hors allocations mensuelles,
- paiements afférents aux aides et activités du Fonds de Solidarité pour le Logement dans la limite des fonds en caisse,
- établissement et gestion des contrats de prêts pour lesquels une délégation de signature est accordée,
- tenue de la comptabilité,
- production des documents financiers et comptables demandés par le Département et tels que définis à l'article 5 suivant.

Article 4 : La participation du Département au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)

Le montant de la dotation du Département pour 2023 versée à la CAF en délégation, est de **1.020.000 €** au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement. Cette somme fera l'objet de deux versements, répartis de la manière suivante :

- premier versement de 50 % dès le mois de janvier 2023,
- deuxième versement de 50 % au mois de juillet 2023.

Les versements interviendront sur :

- Le compte n° 00001000139 12 de la Trésorerie Générale
- Code banque : 10071 – code guichet : 24000 – clé RIB : 12
- Code IBAN : FR76 1007 1240 0000 0010 0013 912
- Code BIC : BDFEFRPPXXX

Article 5 : Les Bilans de gestion à produire par le Délégué

La CAF s'engage à produire et à communiquer au Service Logement - Coordination des Aides Individuelles - MASP les éléments d'information suivants sur la base du Budget annuel alloué au FSL :

Avant le 1^{er} juillet 2023 :

- Bilan comptable, qualitatif et quantitatif du FSL pour l'année 2022 ;
- Compte administratif 2022 du FSL avec report à intégrer sur l'année suivante ;
- Détail des subventions reçues ;
- Statistiques : la production annuelle des statistiques FSL du Département sera établie selon la grille établie par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF) et le Secrétariat d'Etat au Logement.

Mensuellement :

- Statistiques des aides accordées sous forme de tableau de bord des Commissions Locales de Coordination des Aides (COLCA).

Article 6 : Suivi et évaluation de la délégation du FSL

La délégation de gestion du FSL fera l'objet d'une évaluation régulière par :

1. Le groupe technique de suivi composé du Conseil départemental (Service Logement - Coordination des Aides Individuelles - MASP de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP), de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), de la Mutualité Sociale Agricole Dordogne - Lot-et-Garonne (MSA) et de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection de la Population (DDCSPP).

Celui-ci se réunira au minimum une fois par trimestre et aura pour mission de :

- Suivre au plus près les interventions techniques et financières du FSL ;
 - Préparer une évaluation et réorientation des actions pour le Comité de Coordination ;
 - Réadapter le Règlement intérieur en cas de nécessité ;
 - Préparer pour le mois de septembre une proposition de réorientation pour l'année suivante.
2. La tenue une fois par an du Comité de Coordination rassemblant tous les Partenaires et les financeurs.
 3. La présentation du Bilan du FSL et de la délégation (approuvé par le Comité de Coordination) au Comité de Pilotage du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et ce, une fois par an.

Article 7 : La date d'effet de la convention

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2023 pour une durée d'un an. Elle pourra être complétée par voie d'avenants.

Article 8 : Les autres contributeurs du Fonds

Les contributions versées à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) par d'autres Partenaires feront l'objet de conventions spécifiques entre chaque Contributeur et le Département de la Dordogne.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,**

Germinal PEIRO

**Pour la Caisse d'Allocations Familiales
de la Dordogne,
le Directeur,**

Michel BEYLOT

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.43

Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).
Convention pour le financement du FSL entre le Département de la Dordogne
et divers Contributeurs.
Année 2022.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Christian TEILLAC donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.43

Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).
Convention pour le financement du FSL entre le Département de la Dordogne
et divers Contributeurs.
Année 2022.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

VU la convention de partenariat entre le Département de la Dordogne et la Fondation Abbé Pierre (FAP) et approuvée par la délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.VII.64 du 15 novembre 2021 et signée le 7 avril 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE la convention ci-annexée (I), relative à la participation financière au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) au titre de l'année 2022, pour un montant de **15.000 €** de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) Dordogne – Lot-et-Garonne sise 7, Place du Général Leclerc - 24012 PERIGUEUX Cedex.

APPROUVE l'avenant n° 1 à la convention ci-annexé (II), relatif au financement du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), pour une contribution à hauteur de **10.000 €** au titre de l'année 2022, par la Fondation Abbé Pierre (FAP) sise 3, rue de Romainville - 75019 PARIS.

APPROUVE les conventions ci-annexées, relatives à la participation financière, pour un montant total de **17.895 €**, au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), par les Bailleurs sociaux suivants :

- . **Périgord Habitat** sis Créavallée Nord - Créapark 2 - 212, boulevard des Saveurs - 24660 COULOUNIEIX-CHAMIERES (annexe III) 11.895 € ;
- . **Mesolia** sis 16-20, rue Henri Expert - 33082 BORDEAUX Cedex (annexe IV) 6.000 €.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter lesdites conventions et avenant, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

**Convention pour le financement du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) entre le
Département de la Dordogne et la Mutualité Sociale Agricole (MSA)
Dordogne – Lot-et-Garonne.**

Année 2022

Entre :

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul-Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023 d'une part,

Et :

La Mutualité Sociale Agricole (MSA) Dordogne – Lot-et-Garonne sise 7, place du Général Leclerc - 24012 PERIGUEUX Cedex, représenté par son Directeur, M. Gauthier DE GUALY, d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Participation financière

La Mutualité Sociale Agricole (MSA) Dordogne – Lot-et-Garonne attribue une participation d'un montant de **15.000 €** au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) pour l'année 2022.

Article 2 : Modalités de versement

Cette somme sera versée au nom de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Dordogne, Gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), sur un compte au Trésor Public dont les coordonnées sont les suivantes :

N° 00001000139 – code banque 10071 – code guichet 24000 – clé RIB 12

Domiciliation : TPP Périgueux

IBAN : FR76 – 1007- 1240 – 0000 – 0010 – 0013 – 912

Code SIRET CAF : 303 336 192 00016

Code APE : 8430 C

Cette convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

A Périgueux, le

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Pour la Mutualité Sociale Agricole
Dordogne – Lot et Garonne,
le Directeur,

Germinal PEIRO

Gauthier DE GUALY

**Avenant n° 1 à la convention de partenariat entre le Département de la Dordogne
et la Fondation Abbé Pierre.**

Entre :

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul-Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023, d'une part,

Et :

La Fondation Abbé Pierre sise 3, rue de Romainville - 75019 PARIS, représentée par Mme Sonia HURCET sa Déléguée Générale Adjointe, par délégation du Président M. Laurent DESMARD ayant pouvoir à cet effet, d'autre part.

Il est convenu entre les Parties que la convention de partenariat approuvée par délibération n° 21.CP.VII.64 de la Commission Permanente du 15 novembre 2021 et signée le 7 avril 2022, est modifiée comme suit :

Article 1^{er} :

L'article premier, paragraphe B, premier alinéa, de la convention est complété comme suit :

« La Fondation Abbé Pierre décide de contribuer au financement du Fonds, au titre de l'année 2022, par délégation d'un Budget à hauteur de **10.000 €** versé à la CAF qui est le Gestionnaire délégué. ».

Article 2 :

L'article 2 de la convention est modifié comme suit :

« La présente convention prend effet le jour de sa signature jusqu'au 30 septembre 2023. ».

Le reste sans changement.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,

Pour la Fondation Abbé Pierre
la Déléguée Générale Adjointe,

Germinal PEIRO

Sonia HURCET

Annexe III à la délibération n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023.

**Convention pour le financement du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)
entre le Département de la Dordogne et le Bailleur social Périgord Habitat**

Année 2022

Entre :

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul-Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023, d'une part,

Et :

Périgord Habitat sis Créavallée Nord - Créapark 2 - 212, boulevard des Saveurs - 24660 COULOUNIEIX-CHAMIERS, représenté par sa Directrice générale, Mme Séverine GENNERET, d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Montant de la participation

Périgord Habitat attribue une participation d'un montant de **11.895 €** au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) pour l'année 2022.

Article 2 : Modalités de paiement

Cette somme sera versée à la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF 24), Gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), sur un compte au Trésor Public dont les coordonnées sont les suivantes :

N° 00001000139 12 - Code banque 10071 - Code guichet 24000 - Clé RIB 12

Domiciliation : TPP Périgueux

IBAN : FR 76 - 1007 - 1240 - 0000 - 0010 - 0013 - 912

BIC : TRPUFR1

Code SIRET CAF : 303 336 192 00016

Code APE : 8430 C

Fait en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,**

**Pour Dordogne Habitat,
la Directrice générale,**

Germinal PEIRO

Séverine GENNERET

Annexe IV à la délibération n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023.

**Convention pour le financement du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)
entre le Département de la Dordogne et le bailleur social Mesolia**

Année 2022

Entre :

Le Département de la Dordogne sis 2, rue Paul-Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I. du 30 janvier 2023, d'une part,

Et :

Mesolia sis 16-20, rue Henri Expert - 33082 BORDEAUX Cedex, représenté par son Directeur général, M. Emmanuel PICARD, d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Montant de la participation

Mesolia attribue une participation d'un montant de **6.000 €** au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) pour l'année 2022.

Article 2 : Modalités de paiement

Cette somme sera versée à la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF 24), Gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), sur un compte au Trésor Public dont les coordonnées sont les suivantes :

N° 00001000139 12 - Code banque 10071 - Code guichet 24000 - Clé RIB 12

Domiciliation : TPP Périgueux

IBAN : FR 76 - 1007 - 1240 - 0000 - 0010 – 0013 - 912

BIC : TRPUFR1

Code SIRET CAF : 303 336 192 00016

Code APE : 8430 C

Fait en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,
le Président du Conseil départemental,**

**Pour Mesolia,
le Directeur général,**

Germinal PEIRO

Emmanuel PICARD

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.I.44

Bourse d'aide à la mobilité des stagiaires en médecine générale
et des chefs de clinique en Dordogne.

DATE DE LA CONVOCATION : 20/01/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Didier BAZINET, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Olivier CHABREYROU donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Serge MERILLOU donne pouvoir à Marie-Lise MARSAT, Christophe ROUSSEAU donne pouvoir à Dominique BOUSQUET, Christian TEILLAC donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENTE EXCUSÉE SANS POUVOIR : Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Stéphane DOBBELS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 30 JANVIER 2023

N° 23.CP.I.44

Bourse d'aide à la mobilité des stagiaires en médecine générale
et des chefs de clinique en Dordogne.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 932 / 23 / 65131.4 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	12 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 188219 1	1 200,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm ^{te} :	10 800,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1^{er} juillet 2021,

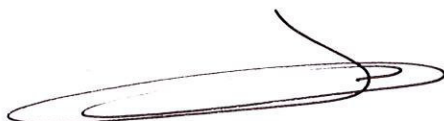
VU la délibération du Conseil départemental n° 18-230 du 26 juin 2018,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

ACCORDE une aide financière au titre des bourses d'aide à la mobilité des stagiaires en médecine générale et des chefs de clinique en Dordogne sur le chapitre 932, article fonctionnel 23, nature 65131.4, pour un montant total de **1.200 €** correspondant à 200 € par mois sur une période de 6 mois (du 2 novembre 2022 au 30 avril 2023) sous réserve de la signature de la convention tripartite signée par M. le Président de la Communauté de Communes Sarlat-Périgord Noir.

La subvention sera répartie à l'étudiant bénéficiaire, comme indiqué dans le tableau ci-annexé.



Pour le Président et par délégation,
le Vice-président chargé
de l'administration générale, des finances
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE